

LÉON TROTSKY

MA VIE

ÉDITION EN UN VOLUME

LES ÉDITIONS
RIEDER

5^e

DU MÊME AUTEUR

AUX ÉDITIONS RIEDER :

La Révolution défigurée.

Ma Vie (essai autobiographique), traduction de Maurice-Parijanine.

I. — 1879-1905.

II. — 1905-octobre 1917.

III. — Octobre 1917-fin 1929.

L'Internationale communiste après Lénine.

La Révolution Permanente.

Histoire de la Révolution russe (4 volumes).

A LA LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ :

« 1905 », traduction de Maurice-Parijanine.

A LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL :

Lénine, traduction de Maurice-Parijanine et de X***.

ÉDITÉ PAR LA « LUTTE DE CLASSES » :

(*Librairie du Travail*)

Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ?

LÉON TROTSKY



MA VIE

ÉDITION ABRÉGÉE EN UN VOLUME



LES ÉDITIONS RIEDER

7, PLACE SAINT-SULPICE

PARIS

—
MCMXXXIV

Cet ouvrage a été écrit en exil, dans l'île de Prinkipo, près de Constantinople, voici quatre ans. On le présente ici à l'attention des lecteurs dans une édition nouvelle, considérablement abrégée. L'auteur veut espérer que l'ouvrage a peu souffert des abréviations et, en tout cas, est devenu, par là-même, accessible aux larges cercles de lecteurs auxquels il était, dès le début, destiné.

LÉON TROTSKY.

Le 4 Décembre 1933.

PRÉFACE

JE ne puis nier que ma vie n'a pas été des plus ordinaires. Mais il faut en chercher les causes plutôt dans les circonstances de l'époque qu'en moi-même. Bien entendu, il fallait aussi qu'il existât certains traits personnels pour remplir la tâche, bonne ou mauvaise, que j'ai remplie. Cependant, dans d'autres circonstances historiques, ces particularités personnelles auraient pu paisiblement somnoler, de même que somnolent, innombrables, des inclinations et passions humaines que la vie sociale ne réclame pas. En revanche il se peut que se soient manifestées d'autres qualités qui sont actuellement refoulées ou écrasées. Au-dessus du subjectif s'élève l'objectif, et en fin de compte c'est lui qui décide.

Mon activité consciente et active — qui commença vers mes dix-sept ou dix-huit ans — a été dans une lutte constante pour des idées déterminées. Dans ma vie personnelle, il n'y a pas eu d'événements qui méritent en soi l'attention de l'opinion publique. Tous les faits, quelque peu remarquables de mon passé se rattachent à la lutte révolutionnaire et prennent d'elle leur sens. C'est seulement cette considération qui peut justifier la publication de mon autobiographie.

Au moment où paraîtra ce livre, j'aurai cinquante ans¹. Le jour de ma naissance coïncide avec celui de la révolution d'Octobre. Les mystiques et les disciples de Pythagore peuvent tirer de là les conclusions qu'ils voudront. Je ne me suis aperçu moi-même de cette curieuse coïncidence que trois ans après les journées d'Octobre. Jusqu'à l'âge de neuf ans, j'ai vécu dans une campagne éloignée de tout,

1. Écrit en septembre 1929. Voir Postface.

sans en sortir. Durant huit années, j'ai suivi les classes de l'enseignement secondaire. J'ai été arrêté pour la première fois un an après être sorti de l'école. De même que nombre de mes contemporains, j'ai eu pour universités la prison, la déportation, l'émigration. J'ai été emprisonné à deux reprises, sous le régime tsariste, et j'ai été détenu au total pendant quatre ans. J'ai été déporté environ deux ans la première fois et quelques semaines la seconde fois. Je me suis évadé deux fois de Sibérie. J'ai émigré deux fois et la durée totale de mon émigration a été d'environ douze ans, dans divers pays d'Europe et d'Amérique : deux années d'émigration avant la révolution de 1905 et presque dix années après l'écrasement de celle-ci. Pendant la guerre, j'ai été condamné par contumace à la prison dans l'Allemagne des Hohenzollern (1915); l'année suivante, j'étais expulsé de France en Espagne où, après une courte détention dans la prison de Madrid et un séjour d'un mois sous la surveillance de la police à Cadix, je fus expédié en Amérique. C'est là que je vis venir la révolution de Février. Rentrant au pays, de New-York, je fus arrêté, en mars 1917, par les Anglais, et retenu un mois dans un camp de concentration au Canada. J'ai participé aux révolutions de 1905 et de 1917; j'ai été président du Soviet des députés de Pétersbourg en 1905, puis en 1917. J'ai pris une part active à la révolution d'Octobre et j'ai été membre du gouvernement soviétiste. En qualité de commissaire du peuple aux Affaires étrangères, j'ai mené les pourparlers de paix à Brest-Litovsk, avec les délégations allemande, austro-hongroise, turque et bulgare. En qualité de commissaire du peuple à la Guerre et à la Marine, j'ai consacré environ cinq années à l'organisation de l'Armée rouge et à la reconstitution de la Flotte rouge. Pendant l'année 1920, j'ai joint à ce travail la direction du réseau ferroviaire qui était en désarroi.

Les années de guerre civile mises à part, l'essentiel de mon existence a été constitué cependant par une activité de militant du Parti et d'écrivain. Les

Editions d'Etat ont entrepris, en 1923, la publication de mes œuvres complètes. Elles ont réussi à en faire paraître treize volumes, sans compter les cinq tomes d'ouvrages militaires qui avaient été publiés précédemment. La publication fut interrompue en 1927 lorsque les persécutions exercées contre le « trotskysme » devinrent particulièrement acharnées.

En janvier 1928, j'ai été déporté par le gouvernement soviétique actuel et j'ai passé un an sur la frontière de la Chine; j'ai été expulsé en Turquie, en février 1929; j'écris ces lignes à Constantinople.

Je dois écrire ceci dans l'émigration, pour la troisième fois de ma vie, alors que les plus proches de mes amis comblent les lieux de déportation et de détention de la République soviétique qu'ils ont contribué à constituer d'une façon décisive. Je me suis accoutumé à prendre la perspective de l'histoire d'un autre point de vue que celui de mon sort personnel. Pénétrer dans le déterminisme de tout ce qui s'accomplit et trouver sa place dans ce déterminisme, telle est la première obligation d'un révolutionnaire. Et telle est aussi la plus haute satisfaction personnelle à laquelle puisse aspirer celui qui ne confond pas sa tâche avec les intérêts du jour présent.

L. TROTSKY.

Prinkipo, le 14 Septembre 1929.

IANOVKA

MON enfance n'a connu ni la faim ni le froid. Au moment où je suis né, la famille de mes parents possédait déjà une certaine aisance. Mais c'était le bien-être rigoureux de gens qui sortent de l'indigence pour s'élever et qui n'ont pas envie de s'arrêter à mi-chemin. Tous les muscles étaient tendus, toutes les idées dirigées dans le sens du travail et de l'accumulation. Dans ce genre d'existence, la place réservée aux enfants était plus que modeste. Nous ne connaissions pas le besoin, mais nous n'avons pas connu non plus les largesses de la vie, ni ses caresses. Mon enfance n'a été pour moi ni une clairière ensoleillée comme pour l'infime minorité, ni non plus la caverne de la faim, des coups et des insultes, comme il arrive à beaucoup, à la plupart. Ce fut une enfance toute grisâtre, dans une famille petite-bourgeoise, au village, dans un coin perdu, où la nature est large, mais où les mœurs, les opinions, les intérêts sont étroits, mesquins.

L'année de ma naissance fut celle des premiers coups portés à la dynamite contre le tsarisme. Peu de temps auparavant s'était formé le parti terroriste de la Liberté du Peuple (*Narodnaïa Volia*) qui, le 26 août 1879, deux mois avant ma venue au monde, prononça la condamnation à mort d'Alexandre II. Une lutte terrible s'engageait qui amena, le 1^{er} mars 1881, le meurtre d'Alexandre II, mais qui causa aussi la perte de la *Narodnaïa Volia*.

Un an auparavant s'était achevée la guerre russo-turque. En août 1879, Bismarck jetait les bases de l'alliance austro-allemande. Victor Hugo et Louis Blanc, en 1879, réclamaient à la Chambre des Députés l'amnistie pour les communards... Mais ni les débats parlementaires, ni les actes diplomatiques, ni même les explosions de dynamite n'avaient d'écho

dans le village de Ianovka où j'ai vu le jour et passé les dix premières années de ma vie. Dans les steppes incommensurables du gouvernement de Kherson, l'empire des froments et des brebis vivait de ses lois particulières. Il était solidement protégé contre les envahissements de la politique par l'immensité de ses espaces et le manque de routes. Il reste par là, dans les steppes, d'énormes monticules (*kour-ganes*) qui sont comme les jalons de la grande transmigration des peuples.

Mon père était un agriculteur, de petite condition au début, qui, plus tard, devint plus aisé. Il était encore tout jeune quand il quitta, suivant sa famille, une petite localité juive du gouvernevent de Poltava, allant chercher fortune dans les libres steppes du Midi.

Mon père et ma mère ont vécu leur existence de travailleurs non sans contrariétés entre eux, mais ils furent en somme très unis, bien que différents. Ma mère était d'une famille petite-bourgeoise de la ville qui regardait de haut en bas un cultivateur aux mains calleuses. Mais mon père avait été, dans sa jeunesse, un bel homme, de fine stature, au visage viril, énergique. Il était parvenu à amasser quelque pécune qui, dans les années suivantes, lui permit d'acheter Ianovka. En arrivant d'un chef-lieu de province dans un village de la steppe, la jeune femme n'entra pas du premier coup dans les austères conditions du travail agricole, mais elle finit par y entrer totalement et, depuis lors, elle y resta attelée pendant presque quarante-cinq années. Sur huit enfants qui naquirent de ce mariage, quatre survécurent. Dans l'ordre des naissances, je fus le cinquième. Quatre moururent dans leur première enfance, de la diphtérie, de la scarlatine; ils moururent presque inaperçus de même que les survivants subsistèrent inaperçus. La terre, le bétail, la volaille, le moulin réclamaient tous les soins et n'en permettaient pas d'autres. Les saisons se succédaient et les travaux des champs, dans leur suite ininterrompue, passaient sur les affections de fa-

mille. Il n'y avait pas de tendresses entre nous, surtout dans les premières années. Mais il existait un lien profond, celui du travail, entre ma mère et mon père.

Ma mère mourut en 1910, mais mon père a vécu jusqu'à l'instauration du pouvoir des soviets. Au fort de la guerre civile qui sévit particulièrement longtemps dans le Midi et pendant laquelle le pouvoir changeait constamment, ce vieillard de soixante-quinze ans dut faire à pied des centaines de kilomètres pour trouver un asile provisoire à Odessa. Les Rouges étaient dangereux pour lui, gros propriétaire. Les Blancs le persécutaient parce qu'il était mon père. Lorsque les troupes des soviets eurent nettoyé le Midi, il eut la possibilité de venir à Moscou. La révolution d'Octobre lui avait, bien entendu, enlevé tout ce qu'il avait gagné dans sa vie. Pendant plus d'un an, il administra un petit moulin appartenant à l'Etat, dans la banlieue de Moscou. Le commissaire du peuple au Ravitaillement, qui était alors Tsiouroupa, aimait à s'entretenir avec lui de questions agricoles. Mon père mourut du typhus au printemps de 1922, à l'heure même où je faisais un rapport au IV^e congrès de l'Internationale Communiste.

L'ÉCOLE

EN 1888 commencèrent dans ma vie les grands événements. On m'envoya poursuivre mes études à Odessa. Le régime de la famille de Spenzer, neveu de ma mère, n'était pas tellement sévère que réglé : c'est précisément pour cela que, dans les premiers temps, il me parut sévère. Je dus me coucher à neuf heures. C'est seulement au fur et à mesure de ma montée en classes que l'on m'autorisa à me coucher plus tard. Petit à petit, on m'enseigna qu'il fallait dire bonjour le matin, se

nettoyer les mains et les ongles, ne pas porter les aliments à sa bouche avec son couteau, ne jamais être en retard, remercier la domestique quand elle vous servait et ne pas parler mal des gens derrière leur dos. J'appris que des dizaines de mots qui m'avaient toujours semblé les plus justes au village, n'étaient pas du russe, que c'était de l'ukrainien corrompu. Chaque jour, je découvrais une nouvelle parcelle d'un monde plus cultivé que celui où j'avais passé les neuf premières années de mon existence. Même le souvenir de l'atelier de Ianovka, où j'avais vécu de si bons moments de mon enfance, commençait à pâlir, à perdre de ses charmes devant les séductions de la littérature classique et l'ensorcellement du théâtre. Je devenais un petit citadin. Mais, parfois, la campagne prenait un éclat brusque dans ma conscience et me rappelait à elle comme un paradis perdu. Alors, j'étais saisi de nostalgie, je ne tenais pas en place, j'écrivais du bout du doigt des messages à ma mère sur le carreau de ma fenêtre et je pleurais dans mon oreiller.

L'école réelle Saint-Paul avait été fondée par des Allemands. Elle se rattachait à la communauté luthérienne et répondait aux besoins des nombreux Allemands qui habitaient Odessa et tout le Midi. Cette institution était reconnue par l'Etat, mais comme elle n'avait que six classes, on était obligé de « faire sa septième »¹ dans une autre école réelle, si l'on voulait entrer dans un établissement d'enseignement supérieur. Il est probable que, par cette mesure, le gouvernement espérait éliminer un certain excédent d'esprit allemand. Au surplus, même dans l'école Saint-Paul, cet esprit s'en allait, d'une année à l'autre. Les élèves allemands constituaient moins de la moitié de l'effectif : les maîtres de même nationalité étaient persévéramment évincés de l'administration.

Ainsi, je devins écolier. Je me levais de bonne

1. En Russie, l'on compte les classes en sens inverse du nôtre. — *M. P.*

heure, buvais en hâte le thé, fourrais dans la poche de mon paletot mon déjeuner enveloppé dans du papier, et courais à l'école pour arriver à temps à la prière du matin. Je ne me mettais pas en retard. Je me tenais tranquille à mon banc. J'écoutais attentivement et recopiais avec soin ce que l'on inscrivait au tableau. Je rédigeais avec application, chez nous, mes devoirs. Je me couchais à heure fixe pour prendre, le lendemain, en hâte, le thé et courir de nouveau à l'école dans la crainte de me mettre en retard pour la prière du matin. Je passais régulièrement d'une classe à l'autre. Lorsque je rencontrais un maître dans la rue, je le saluais avec toute la déférence possible.

Je me soumettais à la ville sans presque prendre contact avec elle. La vie de la cité passe à peu près totalement à côté. Et non seulement à côté de moi. Parmi les habitants, les adultes s'efforcent aussi de ne pas trop mettre le nez à la fenêtre. Odessa était, à vrai dire, la ville la plus empoliciérée de toute la Russie policière.

Le principal personnage y était le *gradonatchalnik* (préfet de police), l'ancien contre-amiral Zélénoï (*le Vert*). Son pouvoir illimité se combinait avec un tempérament sans aucun frein. On contait sur lui d'innombrables anecdotes, les Odessites se les repassaient par chuchotements. A l'étranger, dans une imprimerie libre, parut alors tout un recueil de récits sur les exploits du contre-amiral Zélénoï (*le Vert*). Je ne l'ai vu qu'une fois, et de dos seulement. Mais cela me suffit. Le *gradonatchalnik*, dressé de toute sa taille sur son équipage, éructait d'une voix enrouée, par toute la rue, des injures et brandissait le poing. Devant lui s'alignaient des agents de police, la main à la visière, et des portiers, le bonnet à la main. On entrevoyait derrière les rideaux, des visages épouvantés. Je serrai les courroies de mon sac d'écolier et rentrai bien vite à la maison.

Lorsque je veux ressusciter dans ma mémoire l'image de la Russie officielle, telle qu'elle fut en

ma première jeunesse, j'aperçois le dos du *grado-natchalnik*, son poing tendu, et j'entends de raucques invectives qu'il n'est pas d'usage de mentionner dans les dictionnaires.

J'avais connu, depuis ma première enfance, bien des conflits provoqués, dirait un homme de loi, par le besoin de combattre pour le droit foulé aux pieds. Le même besoin détermina fréquemment des liaisons ou des ruptures avec des camarades. Il serait trop long de passer en revue tous les épisodes. Mais j'eus, à l'école, des histoires plus graves.

La plus grosse fut celle qui m'arriva en deuxième, avec le Burnand qu'on appelait « le Français » bien qu'il fut Suisse. Burnand faisait une guerre terrible aux Allemands. Sa victime de choix était Wacker. De fait, ce dernier apprenait mal. Mais un jour, le plus grand nombre, sinon tous, eurent l'impression que Burnand avait été injuste en marquant un « 1 » à Wacker.

— On lui fait un concert, chuchotèrent les écoliers, échangeant des clins d'œil et se poussant l'un l'autre du coude. Un « concert », c'était ceci : lorsque le maître, la leçon finie, se dirigeait vers la porte, toute la classe lui faisait un haut murmure d'accompagnement.

A peine « le Français » avait-il mis sous son bras le journal de classe qu'un hurlement monta du coin le plus opposé, qui gagna, roulant en vague, le banc le plus proche de la porte. Pour ma part, je faisais ce que je pouvais.

Le lendemain, comme je me dirigeais vers l'école, ayant à moitié oublié l'histoire de la veille, je rencontrai près de la porte de l'établissement un élève de ma classe, du groupe qui avait été puni.

— Ecoute, me dit-il, tu vas avoir un malheur...

Je me sentis le cœur flancher. Juste à ce moment, je me trouvais devant le surveillant Piotr Pavlovitch : — Allez chez le directeur...

Enfin, on me renvoya à la maison.

— Allez-vous en et dites à vos parents de se présenter à l'école.

— Mes parents sont loin, à la campagne.

— Alors, dites-le à vos éducateurs.

La veille encore j'étais, sans conteste, le premier élève de ma classe, devançant de beaucoup le deuxième. Et aujourd'hui, j'étais précipité en bas.

Au conseil pédagogique, la discussion s'était engagée sur trois formes possibles d'exclusion : avec interdiction d'entrer dans aucun autre établissement d'enseignement ; avec interdiction de retour à l'école réelle Saint-Paul ; enfin, avec droit de réintégration à la même école. Ce fut cette dernière mesure, la plus douce, qu'on adopta.

Je passai mes vacances à Ianovka. A la rentrée je fus reçu en troisième. J'y retrouvai la majorité de ceux des élèves qui m'avaient trahi, ou défendu, ou qui s'étaient tenus à l'écart. Ainsi étaient fixés pour longtemps les rapports personnels. Nombreux étaient ceux à qui je n'adressais pas la parole et ne tendais pas la main ; en revanche, je me rapprochai plus intimement de ceux qui m'avaient soutenu dans les moments difficiles.

Telle fut ma première épreuve politique en quelque sorte. Les groupements qui s'étaient formés en cette occasion : cafards et envieux d'une part ; garçons francs et hardis à l'autre extrémité ; et les neutres, masse mouvante et instable, — ces trois groupements ne devaient pas se résorber, loin de là, dans les années qui suivirent. Plus tard, je les ai rencontrés à maintes reprises, dans les circonstances les plus diverses.

Les sept années que je passai à l'école réelle d'Odessa, en comptant la classe préparatoire, ne furent pas dépourvues de joies. Mais, évidemment, les joies furent moins nombreuses que les chagrins. En somme, mes souvenirs d'école, s'ils ne sont pas tout en noir, sont colorés en gris. Indépendamment de tous les incidents, pénibles ou heureux, l'on sentait sur soi un régime de froide indifférence, de formalisme administratif. J'aurais du mal à me rappeler le nom d'un professeur que je puisse citer vraiment avec affection : et pourtant notre école

n'était pas des plus mauvaises. Elle m'a appris quelque chose; elle m'a donné des connaissances élémentaires, l'habitude d'un travail méthodique et de la discipline extérieure. J'eus besoin de tout cela dans la suite. D'autre part, l'école, contrairement au but qu'elle s'assignait, jeta en moi la semence de la haine à l'égard de ce qui existe en ce monde. Cette semence, en tout cas, n'est pas tombée sur un sol de pierre.

LA CAMPAGNE ET LA VILLE

J'ai passé au village, sans en sortir, les neuf premières années de ma vie. Au cours des sept années qui suivirent, j'y revenais chaque été, parfois aussi à la Noël et aux fêtes de Pâques. Jusqu'à mes dix-huit ans ou presque, je fus étroitement lié avec Ianovka et ce qui l'entourait. En ma première enfance, l'influence du village fut sur moi toute-puissante. Dans la période consécutive, cette influence fut combattue par celle de la ville et dut lui céder sur toute la ligne.

La vie à la campagne me donna la connaissance de l'agriculture, de la meunerie, de la botteleuse américaine. Elle me familiarisa avec les moujiks, ceux du pays et ceux qui venaient au moulin des environs, ou de loin, ceux qui, des provinces de l'Ukraine, arrivaient avec une faux et une besace à l'épaule, en quête de gain. Bien des choses de mon expérience villageoise furent ensuite comme oubliées, effacées de ma mémoire, mais à chaque nouveau tournant de la vie, ceci ou cela remontait à la surface, et j'en faisais mon profit.

La campagne me montra dans la réalité des types de la noblesse décadente et du capitalisme en progression. Elle me découvrit bien des aspects des rapports entre hommes, dans leur grossièreté naturelle et, par là, me fit sentir plus vivement un autre

genre de culture, celui de la ville, d'une catégorie plus élevée mais plus pénétrée de contradictions.

La question de nationalité n'avait pas de place particulière dans ma psychologie parce qu'elle n'était pas très sensible dans la vie quotidienne. Lorsque furent édictées les lois d'exception de 1881, mon père, à vrai dire, perdit la faculté d'acheter des terres, — ce qui avait été sa grande ambition, — et ne pouvait plus qu'en louer, et discrètement. Mais tout cela ne m'atteignait que fort peu. Fils d'un cultivateur aisé, j'appartenais plutôt à la classe privilégiée qu'à celle des opprimés. La langue parlée dans la famille et chez les domestiques était un russe mêlé d'ukrainien. Sans doute, les juifs qui voulaient entrer dans une école se heurtaient au *numerus clausus* (limitation du nombre d'écoliers juifs), et je dus perdre ainsi une année. Mais, dans la suite, je fus toujours le premier de ma classe et je ne me ressentais pas directement de la norme établie. Les minorités nationales, dans l'établissement, n'étaient pas franchement persécutées. Jusqu'à un certain point, la diversité des nationalités représentées non seulement par les élèves, mais par le personnel enseignant s'y opposait. Un certain chauvinisme, dissimulé, se sentait pourtant, et il éclatait parfois.

Les hypocrites canailleries du professeur d'histoire à l'égard des Polonais, la méchanceté chicanière du « Français » Burnand à l'égard des Allemands, et les hochements de tête du petit pope parlant des « petits juifs » m'étaient également sensibles. L'inégalité des droits nationaux fut, probablement, une des causes cachées qui m'amènèrent à détester le régime; mais ce motif se perdait entièrement parmi d'autres faits d'injustice sociale et, loin de me servir de base, n'eut même plus un rôle indépendant.

Le sentiment de la prédominance du général sur le particulier, de la loi sur le fait, de la théorie sur l'expérience individuelle, naquit de bonne heure en moi et se fortifia avec les années. Pour la formation

de ce sentiment, qui devint le fond de ma conception du monde, l'influence de la ville fut décisive. Lorsque des garçons qui étudiaient la physique et les sciences naturelles parlaient superstitieusement du lundi, disant que c'était un mauvais jour, ou d'un pope qui avait traversé la route devant eux, j'étais pris d'une violente indignation, je sentais en cela une offense à la pensée. J'aurais fait je ne sais quoi pour détacher mes camarades de ces honteuses croyances.

Dans la suite, le sentiment de la supériorité du général sur le particulier entra comme partie indissoluble dans mes écrits et dans ma politique. L'empirisme borné, une attitude simplement rampante devant le fait, parfois devant un fait seulement imaginaire, souvent devant un fait mal compris, me furent odieux. Au-dessus des faits, je cherchai des lois. Cela me conduisit, bien entendu, plus d'une fois, à des généralisations hâtives, surtout en mes jeunes années, lorsque me manquaient une suffisante connaissance des livres et l'expérience de la vie. Mais, dans tous les domaines sans exception, je ne me sentais capable de me mouvoir et d'agir qu'à condition de posséder un accès aux généralisations. Le radicalisme social et révolutionnaire qui devint la ligne médiane de ma vie spirituelle, et pour toujours, vint précisément de cette aversion intellectuelle pour tout ce qui est petitesse, mesquinerie, empirisme, pour tout ce qui, d'une façon générale, n'est pas idéologiquement formé, n'est pas largement établi par la théorie.

Odessa, ville commerçante, peuplée d'éléments divers, bariolée, criarde, était extrêmement distancée en politique par les autres centres. A Pétersbourg, à Moscou, à Kiev, il existait déjà, en ce temps-là, de nombreux petits cercles socialistes dans les établissements d'enseignement. Il n'y en avait pas à Odessa.

Mes inclinations politiques, à l'école, étaient vaguement celles d'un opposant; rien de plus. Dans cet établissement, les problèmes de la révolution ne furent même jamais soulevés devant moi. Dans le

milieu que je fréquentais par mes attaches avec la famille Spenzer, on était mécontent du régime, mais on le croyait inébranlable. Les plus hardis rêvaient d'une constitution qu'on obtiendrait dans quelques dizaines d'années.

Parmi les intellectuels, au début des années 90, les opinions tolstoïennes étaient en voie de disparition; le marxisme s'avavançait de plus en plus victorieusement contre le populisme. Des échos de cette lutte idéologique remplissaient la presse de toutes tendances. Partout, on signalait de jeunes présomptueux qui se disaient matérialistes. Je ne constatai tout cela, pour la première fois, qu'en 1896.

Dans ma voie, je parvins au premier grand carrefour, étant encore peu préparé, au sens politique, même pour un jeune homme de dix-sept ans. Trop de problèmes se posèrent simultanément et brusquement devant moi, problèmes que je n'avais pas étudiés d'une façon suivie et dans l'ordre où ils se posaient. Je sautais de l'un à l'autre. Ce qu'il y a seulement de certain, c'est que, dans ma conscience, la vie avait déjà déposé une forte réserve d'idées sociales protestataires. En quoi consistait-elle? En sympathies pour les opprimés, en indignations devant les injustices. Et ce dernier sentiment était peut-être le plus fort. De toutes les impressions que j'ai gardées de la vie quotidienne, depuis ma première enfance, celle de l'inégalité entre les hommes se distinguait par des aspects exceptionnellement grossiers et étalés; l'injustice prenait fréquemment les airs d'une insolence qui ne craint pas de châtement; la dignité humaine était à tout instant foulée aux pieds. Il suffit ici de rappeler que l'on fustigeait des paysans. Tout cela me frappait vivement, avant l'assimilation d'aucune théorie, et créait une réserve d'impressions dont la force explosive devait être grande. C'est peut-être précisément pour cela que j'ai semblé hésiter un certain temps devant les grandes déductions que j'avais à tirer nécessairement des observations de la première période de ma vie.

Dans une famille comme celle des Spenser, la voix de la critique politique aurait retenti beaucoup plus fort quelques années plus tôt ou quelques années plus tard. Mais je me trouvais chez eux à l'époque du grand silence. On ne parlait presque jamais de politique; on éludait les grandes questions. Sans aucun doute, je m'imprégnai de cette atmosphère des années 80 et, plus tard, quand je commençai à me former comme révolutionnaire, je me surpris à douter parfois de l'action des masses, à considérer la révolution dans un esprit livresque, dans l'abstrait, et, par suite, avec scepticisme. Je dus combattre tout cela en moi-même, par la méditation, par la lecture, surtout par l'expérience, jusqu'au jour où je surmontai les éléments d'inertie psychique.

Je fis ma septième non pas à Odessa, mais à Nikolaïev. C'était une ville provinciale; le niveau intellectuel de l'école était inférieur. Pourtant, l'année que je passai là (1896) fut celle d'une brisure dans mon adolescence, car, alors, se posa pour moi la question de la place que j'avais à prendre dans la société des hommes.

A Nikolaïev, je ne rencontrai pas seulement des jeunes qui tendaient vers le marxisme : j'y trouvai aussi, pour la première fois, quelques anciens déportés qui résidaient sous la surveillance de la police. C'étaient des comparses, datant de la décadence du mouvement populiste. Les social-démocrates n'en étaient pas encore à revenir de la déportation : on les y envoyait. Les deux courants contraires formaient des remous idéologiques. J'y tournai quelque temps. Le populisme sentait le moisi. Le marxisme effrayait par ce qu'on appelait son « étroitesse ». Brûlant d'impatience, j'essayais de saisir les idées par le flair. Mais elles ne se livraient pas si facilement. Autour de moi, je ne voyais personne qui pût être un sûr appui. Et, en outre, à toute nouvelle conversation, je devais me convaincre, avec amertume, avec dépit, avec désespoir, de mon ignorance.

Je fis connaissance et devins familier avec un jardinier nommé Chvigovsky, tchèque d'origine. Pour la première fois, je voyais un ouvrier qui recevait des journaux, lisait l'allemand, connaissait les classiques et participait librement aux discussions entre marxistes et populistes. Dans un jardin, sa chaumine, qui n'avait qu'une chambre, était le lieu de rencontre des étudiants en vacances, des anciens déportés et de la jeunesse locale. Par l'intermédiaire de Chvigovsky, l'on pouvait se procurer un livre interdit. Dans les causeries des déportés passaient les noms de certains membres du parti de la Liberté du Peuple : Jéliabov, Pérovskaja, Figner, non comme ceux des héros de légende, mais comme ceux de vivants qu'avaient rencontrés, sinon ces anciens déportés, leurs amis plus âgés. J'avais le sentiment d'être inséré comme un petit chaînon dans une grande chaîne.

Mes rapports avec ma famille se gâtèrent alors. Mon père, qui était venu vendre du blé à Nikolaïev, fut renseigné, je ne sais comment, sur mes nouvelles fréquentations. Il sentait venir un danger, mais il espéra le prévenir par l'autorité de ses remontrances paternelles. Il y eut entre nous plusieurs explications violentes. Je me montrai intraitable à défendre mon indépendance et le droit que j'avais de choisir ma voie. En fin de compte, je renonçai aux subsides de la famille, je quittai le logement d'élève où l'on m'avait placé et m'installai chez Chvigovsky : il venait justement de louer un autre jardin où l'isba était plus vaste. Nous fûmes six à y vivre en « commune ». En été, notre effectif s'augmentait d'un ou deux étudiants tuberculeux qui avaient besoin d'air pur. Je me mis à donner des leçons. Nous vivions en spartiates, sans draps de lit, et nous nourrissions de soupes grossières que nous préparions nous-mêmes. Nous portions des blouses bleues, des chapeaux de paille, nous avions des cannes noires. En ville, on pensait que nous avions adhéré à une secte mystérieuse. Nous lisions ce qui nous tombait sous la main, nous discussions furieu-

sement, nous explorions l'avenir d'un regard passionné, et, en somme, nous étions heureux à notre manière.

MA PREMIÈRE ÉTAPE RÉVOLUTIONNAIRE

EN 1896 éclatèrent, à Pétersbourg, les célèbres grèves de masses des tisserands. Ce qui ranima les intellectuels. Sentant se réveiller les fortes réserves, les étudiants devinrent plus hardis. Aux vacances d'été, à la Noël et aux fêtes de Pâques, des dizaines d'étudiants, rentrant à Nikolaïev apportèrent des échos des luttes engagées à Pétersbourg, à Moscou et à Kiev. Certains avaient été exclus de l'université; des jeunes gens, tout récemment encore lycéens, revenaient avec une auréole de combattants.

« Il faut trouver des ouvriers, n'attendre personne, ne questionner personne, il faut trouver des ouvriers et commencer... »

Le lendemain, nous étions dans une taverne, formant un groupe de cinq ou six. La musique mécanique grondait furieusement sur nous, voilant notre causerie aux oreilles étrangères. Moukhine, ouvrier électricien, maigriot, la barbiche en pointe, cligne malicieusement de l'œil gauche qui est plein d'intelligence, guigne amicalement, mais non sans crainte, mon visage dépourvu de moustaches et de barbe, et en termes circonstanciés, faisant des pauses malignes, m'explique ceci : — L'Évangile, pour moi, dans cette affaire, c'est comme un hameçon. Je commence par la religion, je finis par la vie.

A partir de ce jour, nous nous jetâmes dans le travail à tête perdue. Nous n'avions ni anciens pour nous guider, ni expérience personnelle; mais, je crois, nous n'éprouvâmes pas une seule fois de difficultés ni d'embarras. Une chose sortait de l'autre, aussi irrésistiblement que tout était sorti de l'entretien mené, dans une taverne, avec Moukhine.

Les ouvriers venaient d'eux-mêmes à nous, comme si nous avions été attendus depuis longtemps dans les usines. Chacun amenait un ami; plusieurs amenèrent leurs femmes; certains ouvriers âgés entrèrent dans nos cercles avec leurs fils. Jeunes dirigeants inexpérimentés, nous perdîmes bientôt le souffle dans le mouvement que nous avions soulevé. Le moindre mot avait son écho. A nos leçons et causeries clandestines, qui se faisaient dans des logements, dans les bois, au bord de la rivière, nous réunissions de vingt à vingt-cinq personnes, et quelquefois plus. La majorité se composait d'ouvriers hautement qualifiés, qui gagnaient assez bien leur vie. Certains d'entre eux se disaient baptistes, stundistes, chrétiens évangéliques. Mais ce n'étaient pas les membres de sectes dogmatiques. S'éloignant simplement de l'orthodoxie, ces travailleurs prenaient le baptême comme étape d'un court trajet vers le chemin de la révolution. Au cours des premières semaines de nos entretiens, certains d'entre eux usaient encore de formules de sectes chrétiennes et cherchaient des analogies avec le christianisme primitif. Mais presque tous se débarrassèrent bientôt de cette phraséologie que raillaient sans cérémonie de plus jeunes ouvriers.

Bientôt, nous nous chargeâmes nous-mêmes de créer une littérature. Ce fut, à proprement parler, le début de mes travaux d'écrivain. Il coïncida presque avec le début de mon activité révolutionnaire. J'écrivis des proclamations, des articles; je les recopiais ensuite en caractères d'imprimerie pour l'hectographe. A cette époque, nul n'avait entendu parler de machines à écrire. Je dessinais les lettres avec le plus grand soin. Chaque page demandait au moins deux heures de travail. J'y passais parfois toute une semaine, le dos plié, ne me redressant que pour aller aux réunions et occupations des cercles. Mais quelle satisfaction c'était quand on apprenait, des usines, comment les mystérieuses feuilles aux lettres violettes avaient été avidement lues, transmises et ardemment discutées par les ouvriers.

Nous transférâmes notre « imprimerie » dans le logement d'un ouvrier âgé, qui avait perdu la vue par accident. Il n'hésita pas à nous livrer son local. — Pour un aveugle, disait-il avec un tranquille sourire, c'est la prison partout... — Peu à peu, nous arrivions à constituer chez lui une grosse provision de gélatine, de glycérine et de papier. On travaillait la nuit. La chambre délabrée, dont le plafond vous pesait sur la tête, avait véritablement un air misérable, indigent. Nous préparions sur un poêle de fonte la bouillie révolutionnaire, la versant ensuite sur une plaque de fer blanc. L'aveugle était le plus sûr de ses mouvements dans la demi-obscurité de la chambre, et nous aidait. Un jeune ouvrier et une ouvrière se regardaient entre eux, pénétrés de respect, lorsque je soulevais de l'hectographe la feuille fraîchement imprimée. Si quelqu'un avait jeté un coup d'œil de haut, le coup d'œil d'un homme « raisonnable », sur cette jeunesse qui s'agitait dans la pénombre, autour d'un misérable appareil à copier, combien fantaisiste et ridicule lui eût paru l'idée que nous avions de renverser un régime puissant qui durait depuis des siècles ! Or, ce dessein a été mis à exécution dans la durée qu'on assigne à une génération : depuis les nuits dont je parle, jusqu'à 1905, il ne s'était écoulé que huit ans ; jusqu'à 1917, il n'y a pas eu tout à fait vingt années.

Le 28 janvier 1898, il fut procédé à des arrestations en masse. Plus de deux cents personnes furent appréhendées. Nombre de ceux qui furent pris le furent par accident. Certains de ceux sur lesquels nous comptions nous lâchèrent, ou trahirent même. Par contre, d'autres qui s'étaient tenus dans l'ombre montrèrent de la force de caractère. L'organisation de Nikolaïev avait été durement frappée, mais ne fut pas détruite. Nous fûmes bientôt remplacés. Les révolutionnaires comme les gendarmes devenaient plus expérimentés.

Durant les premiers mois de mon séjour dans la prison d'Odessa, je ne recevais pas de livres du

dehors et j'étais forcé de me contenter de la bibliothèque de la prison. Elle consistait principalement en revues de religion et d'histoire, d'esprit conservateur, et datant de plusieurs années. Je les étudiais avec une inlassable avidité. Je connus toutes les sectes et toutes les hérésies anciennes et modernes, les privilèges particuliers du culte orthodoxe, les meilleurs arguments à invoquer contre le catholicisme, le protestantisme, le tolstoïsme, le darwinisme.

Ma sœur, venue du village, m'avait apporté sur ma demande, les quatre évangiles en langues étrangères. Profitant des connaissances acquises à l'école, pour ce qui était de l'allemand et du français, je lus parallèlement, verset par verset, l'évangile en anglais et en italien. Ainsi, en quelques mois, je fis de considérables progrès. Il faut pourtant dire que mes facultés de linguiste sont des plus médiocres. Jusqu'à présent, je ne connais à la perfection aucune langue étrangère bien que j'aie vécu dans divers pays d'Europe.

Pour les entrevues avec la parenté, les détenus entraient dans d'étroites cages de bois qui étaient séparées des visiteurs par deux grilles. A sa première visite, mon père s'imagina que, durant tout le temps de ma détention, je serais forcé de rester dans cette caisse étroite. Un frémissement le priva de la parole. A mes questions il ne répondait que par un remuement de ses lèvres blanches. Jamais je n'oublierai le visage qu'il avait alors. Quand ma mère vint, elle était déjà prévenue et se montra plus calme.

Des échos des événements mondiaux arrivaient à nous sous forme fragmentaire. L'affaire Dreyfus qui atteignait, à ce moment, son point culminant, nous saisissait de temps à autre par son caractère dramatique. Un jour courut parmi nous le bruit qu'en France un coup d'État avait eu lieu et que la royauté était rétablie. Nous fûmes pris d'un sentiment d'opprobre indicible. Les gendarmes, inquiets, couraient par les corridors et les escaliers de fer

pour mettre fin aux frappings et aux cris. Ils s'imaginaient que nous étions de nouveau mécontents d'un dîner fait avec des provisions peu fraîches. Mais non, le quartier politique protestait violemment contre la restauration de la monarchie en France.

Les articles des revues théologiques sur la franc-maçonnerie m'intéressèrent. D'où venait cet étrange courant, me demandais-je. Comment l'expliquerait le marxisme? Durant plusieurs mois, je lus avec application des livres sur l'histoire des franc-maçons, livres qui m'étaient apportés de la ville par des parents et des amis. Je remplis de notes un gros cahier.

Vers la fin de mon séjour à la prison d'Odessa, le cahier vérifié par le brigadier de gendarmerie Oussov et revêtu de sa signature, était devenu un véritable trésor d'érudition historique et de profondeur philosophique. Je donnerais beaucoup, maintenant, pour retrouver ce document. Il est resté avec toutes mes modestes archives d'émigré à Genève, lorsque je partis dans des conditions illégales pour la Russie. Après ma deuxième évasion de Sibérie, je tentai vainement de retrouver mon ouvrage à l'étranger. Probablement, la Suisse, tenancière de la pension, s'était-elle servie du cahier pour allumer ses poêles ou pour d'autres besoins. Je ne puis me retenir d'adresser un reproche à cette honorable dame.

Le mouvement universitaire en Russie tournait en manifestations. Les Cosaques cinglaient de leurs fouets les étudiants. Les libéraux étaient indignés parce que c'étaient leurs enfants qui pâtissaient. La social-démocratie se renforçait, fusionnant de plus en plus avec le mouvement ouvrier. La révolution cessait d'être l'occupation privilégiée de cercles d'intellectuels. Le nombre des ouvriers emprisonnés était de plus en plus grand. Bien qu'on fût à l'étroit dans les prisons, on y respirait mieux. Vers la fin de la deuxième année, nous connûmes la sentence prononcée sur l'affaire de l'Union de la Russie mé-

ridionale : les quatre principaux accusés devaient être déportés pour quatre ans en Sibérie orientale. Nous dûmes passer encore plus de six mois au dépôt de Moscou. Ce fut un temps, pour moi, de grande application aux études théoriques. C'est là que j'entendis parler pour la première fois de Lénine et que j'étudiai son livre, qui venait de paraître tout récemment, sur le développement du capitalisme russe. C'est là que je rédigeai et fis passer au dehors une brochure sur le mouvement ouvrier à Nikolaïev qui fut, peu après, imprimée à Genève. Pendant l'été nous quittâmes le dépôt de Moscou. Nous fîmes halte, à plusieurs reprises, dans d'autres prisons. Nous n'arrivâmes au lieu de déportation qu'à l'automne de 1900.

DÉPORTATION ET ÉVASION

LA Léna était la grande voie fluviale de la déportation. Ceux qui avaient fait leur temps rentraient au pays en suivant la rivière vers le sud. La liaison entre les nids de déportés, qui se multipliaient à mesure que montait le flot révolutionnaire, n'était presque jamais interrompue. Les lettres qu'on échangeait prenaient parfois les dimensions de véritables traités théoriques.

Parmi les déportés, l'aristocratie était représentée par de vieux populistes qui, avec les années, avaient pu s'installer à peu près. Les jeunes marxistes formaient un milieu distinct. Durant mon séjour commencèrent à arriver, dans ce nord, l'un après l'autre, des grévistes, ouvriers arrachés fortuitement à la vie des masses, souvent peu instruits. Pour eux, la déportation fut une école de politique et de culture générale que rien n'aurait pu compenser. Les dissensions idéologiques, comme il arrive toujours dans les endroits où des gens sont forcés de vivre entassés les uns sur les autres, se

compliquaient de noises mesquines. Les conflits personnels, surtout ceux qui avaient des motifs romanesques, tournaient au drame assez fréquemment. Il en résultait des suicides.

Certains des condamnés se dissolvaient dans le milieu, surtout ceux qui habitaient des villes. D'autres se noyaient dans l'ivrognerie. Il n'y avait qu'un travail intensif sur soi-même qui pût vous sauver dans la déportation comme en prison. Il faut dire que les marxistes étaient à peu près les seuls à travailler la théorie.

Vers le temps de ma déportation, le marxisme était définitivement devenu pour moi la base de ma conception du monde et ma méthode de pensée. En Sibérie, j'essayai d'aborder, du point de vue que je m'étais assimilé, ce que l'on appelle les « éternels problèmes » de l'humanité : ceux de l'amour, de la mort, de l'amitié, de l'optimisme et du pessimisme, etc., etc. Selon les époques et les milieux sociaux, l'homme a diverses façons d'aimer, de haïr et d'espérer. De même qu'un arbre, par ses racines, nourrit ses feuilles, ses fleurs et ses fruits des sucres de la terre, l'individu trouve un aliment pour ses sentiments et ses pensées, même les plus « élevés », dans le sol économique de la société. Dans mes articles littéraires d'alors, je n'étudiais guère au fond qu'un seul thème : l'individu dans ses rapports avec la société. Il n'y a pas bien longtemps que ces articles ont été reproduits dans un tome de mes œuvres. Si j'avais à les écrire aujourd'hui, je m'y prendrais certes autrement. Mais je n'aurais rien à y changer pour le fond.

Le mouvement révolutionnaire, en prenant de l'étendue, restait pourtant dispersé. Chaque région et chaque ville luttaient séparément. Le tsarisme avait l'énorme prépondérance de l'unité d'action. La nécessité de créer un parti centralisé perçait dans bien des cervelles. J'écrivis à ce sujet une étude dont les copies furent distribuées dans les centres de déportation et ardemment discutées. Il nous semblait que les révolutionnaires, en Russie

ou dans l'émigration, ne réfléchissaient pas assez à cette question. Pourtant, ils y pensaient et agissaient. Au printemps de 1902, je reçus par la voie d'Irkoutsk des livres dans les reliures desquels étaient insérées les dernières publications faites à l'étranger, sur du papier-pelure. Nous sûmes ainsi qu'en Europe avait été créé un journal, l'*Iskra*, organe marxiste ayant pour dessein de constituer une organisation centralisée des révolutionnaires de profession et de les unir dans l'action par une discipline de fer. Nous reçûmes la brochure de Lénine intitulée : *Que faire?* qui était entièrement consacrée à l'examen de la même question. Mes études manuscrites, les articles que je donnais au journal d'Irkoutsk et les proclamations que j'adressais à l'Union sibérienne me parurent du coup insignifiantes, d'un intérêt médiocrement provincial, devant la nouvelle et grandiose tâche qui se posait. Il fallait chercher arène ailleurs. Il fallait d'abord s'évader.

Nous avions alors, ma femme et moi, déjà deux fillettes. La cadette allait atteindre ses quatre mois. La vie en Sibérie était dure. Mon évvasion devait imposer à Alexandra Lvovna un double fardeau. Mais elle rejetait cette considération d'un mot : *il le faut*. Le devoir révolutionnaire l'emportait à ses yeux sur toutes autres questions, et avant tout sur les questions personnelles. Durant plusieurs jours, après ma disparition, elle réussit à cacher mon absence aux policiers. Ayant gagné l'étranger, je parvenais à peine à correspondre avec elle. Elle subit ensuite une deuxième déportation. Plus tard, nous ne devions nous rencontrer qu'en diverses occasions, par hasard. Le sort nous avait séparés; mais nous gardâmes indissolubles le lien des idées et l'amitié.

Un paysan de nos amis se chargea de m'enlever de Verkholsk avec E. G., traductrice de Marx. La nuit, dans un champ, il nous cacha dans sa télègue avec une natte et du foin, comme charge. En même temps, pour gagner deux jours sur les poursuites

de la police, on étendait chez moi une couverture sur le mannequin d'un faux malade. Le cocher nous mena à la sibérienne, c'est-à-dire à une vitesse de vingt verstes à l'heure. Avant d'arriver au chemin de fer, ma compagne de voyage et moi nous séparâmes. Je pris place en wagon sans incident et j'y trouvai une valise, apportée par des amis d'Irkoutsk, qui contenait du linge empesé, une cravate et d'autres attributs de la civilisation. J'avais entre les mains un *Homère*, celui qu'a traduit en hexamètres Gniéditch. En poche, un passeport, au nom de Trotsky que j'y avais inscrit à tout hasard, ne prévoyant pas que ce nom resterait le mien pour toute la vie. A Samara, j'adhérai pour ainsi dire officiellement à l'organisation de l'*Iskra*, sous un pseudonyme de conspiration : *Péro (La Plume)*; c'était tenir compte des succès remportés comme journaliste en Sibérie.

Mandaté par le bureau de Samara, je visitai Kharkov, Poltava et Kiev, où je devais avoir des entrevues avec un certain nombre de révolutionnaires qui avaient déjà adhéré à l'*Iskra* ou qu'il fallait persuader. Je rentrai à Samara avec d'assez pauvres résultats : il était impossible de mieux faire dans une rapide incursion. Il fallait un travail sérieux. Cependant Lénine, avec qui le bureau de Samara était en correspondance très active, me pressait de gagner l'étranger.

Je parvins sans encombre jusqu'à la zone frontière. A la dernière station un policier me réclama mon passeport. Je fus sincèrement étonné qu'il trouvât parfaitement régulier un document que j'avais fabriqué moi-même. Le passage illégal de la frontière était commis à la direction d'un lycéen, qui est devenu depuis un illustre chimiste, placé à la tête d'un des instituts scientifiques de la République soviétique. Par sympathie, il était porté vers les socialistes-révolutionnaires. Apprenant de moi que j'appartenais à l'organisation de l'*Iskra*, il prit brusquement le ton d'un accusateur menaçant : — Savez-vous que l'*Iskra* dans ses derniers numé-

ros, mène une polémique indigne contre le terrorisme? — J'allais m'engager dans une discussion de principes quand le lycéen ajouta aigrement : — Je ne vous ferai pas passer la frontière!... — Cette conclusion me frappa par son imprévu. Pourtant, elle était entièrement légitime. Quinze ans plus tard, les armes à la main, nous devons renverser le pouvoir des socialistes-révolutionnaires. Mais, à ce moment-là, je ne me préoccupais guère de perspectives historiques. Je démontrerais que je n'étais pas sujet à vindicte pour un article paru dans *l'Iskra* et, en fin de compte, je déclarai que je ne quitterais pas la place avant d'avoir obtenu un conducteur. Le lycéen prit un ton plus doux.

Je passai toute la journée sur la paille, dans la grange d'un Petit-Russien qui m'alimenta avec des arbouses. La nuit, sous une pluie battante, il me fit passer la frontière autrichienne. Il fallait encore, cette nuit-là, faire un trajet de huit kilomètres jusqu'à la prochaine gare. Route difficile et dangereuse sur un ou deux kilomètres, en bordure de la frontière, sur un chemin délavé par les pluies, avant d'atteindre la chaussée. Un vieil ouvrier juif me conduisit dans une voiture à deux roues. — Un jour ou l'autre, j'y laisserai ma peau, marmonnait-il. — Comment cela? — Les soldats vous crient « qui vive! ». Quand on ne répond pas, ils tirent. Tenez, là-bas, voilà leur feu. Aujourd'hui, par bonheur, la nuit est encore bonne... Elle était bonne, en effet : une méchante et impénétrable nuit d'automne, une pluie incessante vous giclant à la figure, la fange clapotant profondément sous les sabots du cheval. Nous étions à une montée, les roues dérapaient; le vieux stimulait la bête, par des chuchotements contenus et rauques; les roues s'embourbaient, la légère voiture penchait de plus en plus sur un côté et, tout à coup, elle se renversa. Il y avait là une boue d'octobre, profonde et froide. J'y tombai à plat ventre, enfonçant jusqu'à mi-corps et, pour comble de malheur, j'y perdus mon pince-nez. Mais le plus terrible fut qu'aussitôt après notre

chute retentit un cri perçant, à proximité, tout près de nous — plainte désespérée, appel au secours, invocation mystique aux cieux, et il était impossible, dans cette nuit noire et pluvieuse, d'imaginer à qui pouvait appartenir cette voix mystérieuse, si expressive, et qui pourtant n'avait rien d'humain. — Il nous perdra, c'est moi qui vous le dis, marmottait le vieillard, anéanti; il nous perdra... — Mais qu'est-ce que c'est? demandai-je, retenant ma respiration. — Un coq. Malédiction sur lui! C'est un coq! La patronne me l'a donné à porter au tueur, à égorger pour samedi... — A intervalles réguliers, les cris perçants retentissaient maintenant. — Il nous perdra. D'ici, il y a juste deux cents pas jusqu'au poste... Un soldat va sortir... — Etouffez-le, chuintai-je, furieux. — Qui ça? — Le coq! — Et où l'attraper? Il doit être écrasé par quelque chose... Nous rampâmes tous deux dans les ténèbres, fouillant des deux mains la boue; la pluie nous cinglait; nous maudissions le coq et le sort. Enfin, le vieillard parvint à dégager la misérable victime qui s'était trouvée enfouie sous ma couverture. L'oiseau, reconnaissant, se tut aussitôt. Nous nous mîmes à deux pour relever la voiture et nous continuâmes le voyage. A la gare, j'employai trois heures à me sécher et à me nettoyer avant l'arrivée du train.

PREMIÈRE ÉMIGRATION

J'ARRIVAI de Zurich à Londres, en passant par Paris, durant l'automne de 1902, un matin, de bonne heure. Le cab me conduisit à une adresse que j'avais sur un papier et qui indiquait ma destination. Cet endroit, c'était le logement de Lénine. On m'avait fait la leçon d'avance, à Zurich; frapper trois fois avec l'anneau de la porte. Ce fut Nadejda

Konstantinovna, la femme de Lénine, qui vint m'ouvrir : elle avait dû sauter du lit, je pense, au bruit que je faisais. L'heure était trop matinale et un homme plus accoutumé que moi aux manières de la civilisation eût attendu tranquillement une heure ou deux à la gare, au lieu de venir heurter, dès la pointe du jour, à la porte d'autrui. Mais j'étais dans tout l'élan de mon évacion de Verkholsk. Lénine se trouvait encore au lit et, sur son visage, l'affabilité se nuancait d'un légitime étonnement. C'est dans ces conditions qu'eurent lieu notre première entrevue et notre premier entretien. Dans la même matinée, ou le lendemain, je fis avec Vladimir Iliitch une grande promenade dans Londres. Il me montra Westminster, du pont, et d'autres édifices remarquables. Je ne me rappelle pas comment il dit, mais il y eut dans sa parole cette nuance : « C'est *leur* fameux Westminster. » *Leur*, bien entendu, concernait non pas les Anglais, mais leurs classes dirigeantes. Cette nuance, nullement soulignée, profondément organique, exprimée surtout par le timbre de la voix, se retrouvait toujours chez Lénine lorsqu'il parlait de quelque une des valeurs de la civilisation, ou de progrès récents, de la riche bibliothèque du *British Museum*, de l'information fournie par la grande presse européenne, ou encore, bien des années plus tard, de l'artillerie allemande, de l'aviation française : ils savent ou possèdent, ils ont fait ou obtenu, mais quels ennemis!... L'ombre de la classe dirigeante, imperceptible, semblait s'étendre à ses yeux sur toute la culture humaine, et cette ombre lui était toujours sensible, aussi indubitablement apparente que la lumière du jour.

Je n'ai dû, cette fois-là, montrer que fort peu d'attention pour l'architecture londonienne. Ce n'est pas pour cela, on le conçoit, que Lénine m'avait emmené en grande promenade. Son but était de faire connaissance et de me soumettre, sans en avoir l'air, à un examen. Et l'épreuve porta en effet « sur toutes les matières du programme ».

Quand nous en vîmes à parler de mon travail

ultérieur, la conversation se borna, pour cette fois à des généralités. Il fut entendu que je passerais quelque temps à l'étranger, que je prendrais connaissance des récentes publications, que je regarderais autour de moi et qu'on verrait ensuite. En tout cas, je pensais rentrer un peu plus tard, illégalement, en Russie, pour y poursuivre ma tâche révolutionnaire.

Ainsi débuta la courte période londonienne de mon existence. Bientôt, je collaborai à l'*Iskra*. Je donnai d'abord de petites notes, puis des articles de politique et même des éditoriaux. C'est alors que je fis une conférence à White-Chapel où je me mesurai avec le patriarche de l'émigration, Tchaïkovsky et avec l'anarchiste Tcherkézov. Je fus sincèrement étonné d'entendre les arguments enfantins dont se servaient de vénérables vieillards pour démolir le marxisme. Il me souvient que je rentrai chez moi dans un état d'extrême exaltation; je ne sentais pas le trottoir sous mes semelles...

Un dimanche, j'allai, avec Lénine et Kroupskaïa, visiter une église de Londres où se tenait un meeting social-démocrate entremêlé de psaumes chantés. L'orateur était un compositeur-typographe, revenu d'Australie. Il parla de la révolution sociale. Ensuite, toute l'assistance se leva et chanta : « Dieu tout-puissant, fais qu'il n'y ait plus ni rois, ni richesards... » Je n'en croyais ni mes yeux ni mes oreilles. — Il y a, dans le prolétariat anglais, une multitude d'éléments révolutionnaires et socialistes disséminés, disait à ce sujet Lénine, quand nous sortimes de l'église; mais tout cela se combine avec du conservatisme, de la religion, des préjugés, cela ne réussit pas à percer et à se généraliser...

A Londres, comme plus tard à Genève, je rencontrai beaucoup plus souvent Zassoulitch et Martov que Lénine. A Londres, dans le même logement, à Genève, déjeunant et dinant ordinairement dans les mêmes petits restaurants, Martov, Zassoulitch et moi nous rencontrions plusieurs fois par jour, tandis que Lénine vivait dans son intérieur fa-

mil
des
d'u
de
ten
à I
rela
lon
s'oc
art
san
ner
pel
Pa
du
l'éc
V
se
fut
Pa
d'a
on
de
Mil
« I
No
dro
flu
teu
che
un
tai
étr
fis
la
tar
le
fut
tio
—
Cet

miliaire; aussi, chaque entrevue avec lui, en dehors des séances officielles, prenait-elle l'importance d'un petit événement. Les habitudes et prédilections de la vie de bohème, qui pesèrent tant dans l'existence de Martov, restèrent complètement étrangères à Lénine. Il savait que le temps, malgré toute sa relativité, est le plus absolu des biens. Il passait de longues heures à la bibliothèque du British Museum, s'occupant de théorie et y écrivant d'ordinaire ses articles. Avec son aide, j'obtins mes entrées dans ce sanctuaire... Mais je dus bientôt regagner le continent. Après mes conférences *d'essai* à White-Chapel, on m'envoya parler à Bruxelles, à Liège et à Paris. Le thème que je présentais était une défense du matérialisme historique contre la critique de l'école russe dite école subjective.

Voici une page des mémoires de N.-I. Sédova qui se rapporte à cette époque : « L'automne de 1902 fut riche en conférences dans la colonie russe de Paris. Le groupe de *l'Iskra*, auquel j'appartenais, vit d'abord Martov, puis Lénine. Dans notre groupe, on parlait de l'arrivée d'un jeune camarade, évadé de la déportation. Il se rendit chez Catherine Mikhaïlovna Alexandrova, ancienne militante de la « Liberté du Peuple », qui s'était ralliée à *l'Iskra*. Nous autres, jeunes, aimions beaucoup Alexandrova, l'écouions avec intérêt et étions sous son influence. Lorsque survint à Paris le jeune collaborateur de *l'Iskra*, Alexandrova me commit à lui chercher une chambre dans le voisinage. Il y en avait une de libre dans la maison où j'habitais; elle coûtait douze francs par mois, mais elle était petite, étroite, sombre, pareille à un cachot. Lorsque j'en fis la description à Alexandrova, celle-ci me coupa la parole : — C'est bon, c'est bon... Inutile d'en dire tant... Il y sera bien. Qu'il la prenne!... — Lorsque le jeune camarade, dont on ne disait pas le nom, se fut installé dans ce cabinet, Alexandrova me questionna : — Eh bien, prépare-t-il sa conférence? — Je n'en sais rien, répondis-je. Probablement... Cette nuit, en montant l'escalier, je l'ai entendu sif-

fler dans sa chambre. — Dites-lui qu'il se prépare bien, au lieu de siffler.

« Alexandrova était très inquiète de « lui », se demandant s'il parlerait avec succès. Mais son anxiété n'était pas justifiée. La conférence fut très réussie, la colonie était enthousiasmée, le jeune militant de l'*Iskra* surpassa les espérances. »

Je pris connaissance de Paris beaucoup plus attentivement que je n'avais étudié Londres. Ce fut sous l'influence de N.-I. Sédova. J'étais né et avais été élevé à la campagne, mais c'est à Paris que je me rapprochai de la nature. C'est là aussi que je me trouvai mis en présence de l'art véritable. J'avais autant de mal à comprendre la peinture qu'à aimer la nature.

J'entrais dans l'ambiance du centre mondial, mais en entêté, en rétif. Je commençai par « nier » Paris et j'essayai même de l'ignorer délibérément. Au fond, j'étais le barbare qui lutte pour sa propre conservation. Je sentais que, pour accéder à la vie de cette capitale et la saisir vraiment tout entière, il fallait beaucoup trop se dépenser. Or, j'avais mon domaine à moi, un domaine très exigeant et qui n'admettait pas de concurrence : la révolution. Peu à peu, péniblement, je me familiarisais avec l'art. Le Louvre, le Luxembourg, les expositions provoquèrent mes résistances. Rubens me parut trop repu et content de lui-même; Puvis de Chavannes trop incolore, trop ascète. Les portraits de Carrière m'agaçaient par leur flou crépusculaire. Mêmes difficultés pour la sculpture et l'architecture. En somme, je regimbai contre l'art, de même qu'autrefois, je m'étais rebellé contre la révolution, puis contre le marxisme, comme plus tard, pendant des années, je me montrai récalcitrant à l'égard de Lénine et de ses méthodes.

A Paris, j'entendis parler Jaurès. C'était à l'époque du cabinet Waldeck-Rousseau, Millerand étant ministre des Postes et Galliffet ministre de la Guerre. Je pris part à une manifestation de guesdistes, dans la rue, et je m'appliquai à crier comme

les
Mi
pér
im
me
est
nu
col
air
j'é
ne
or
le
tr
Ké
lul

T
rie
co
Tr
co
gé
gr
ler
Vé
d'i
et
re
pl
ro
l'e
Pl

les autres toutes sortes d'invectives à l'adresse de Millerand. Jaurès ne produisit pas sur moi, en cette période, l'impression qui convenait; je sentais trop immédiatement en lui un adversaire. C'est seulement quelques années plus tard que j'appris à estimer cette splendide figure, sans pour cela atténuer en rien mon jugement sur le jauréssisme.

De Paris, j'allai faire des conférences dans les colonies d'étudiants russes de Bruxelles, Liège, ainsi qu'en Suisse et en Allemagne. A Heidelberg, j'écoutai le vieux Kuno Fischer, mais le kantisme ne me séduisit pas. La philosophie normative m'était organiquement étrangère. Heidelberg était devenu le nid des étudiants russes idéalistes. Parmi eux se trouvait Avxentiev, futur ministre de l'Intérieur de Kérensky. Je rompis là bien des lances dans une lutte ardente pour la dialectique matérialiste.

LE CONGRÈS DU PARTI ET LA SCISSION

LÉNINE partit pour l'étranger, à l'âge de trente ans, déjà en possession d'un important bagage théorique et d'une sérieuse provision d'expérience révolutionnaire. A l'étranger, il devait d'abord collaborer avec le « Groupe de l'Emancipation du Travail » et, avant tout, avec Plékhanov, brillant commentateur de Marx, qui avait instruit plusieurs générations. A côté de Plékhanov se trouvaient deux grandes autorités : Zassoulitch et Axelrod. Non seulement son héroïque passé mettait au premier rang Vera Ivanovna; c'était un esprit des plus pénétrants, d'une large instruction, principalement historique, et d'une rare intuition psychologique. A la différence de Plékhanov et de Zassoulitch, qui étaient plus étroitement liés avec le socialisme latin, Axelrod représentait dans le « Groupe » les idées et l'expérience de la social-démocratie germanique. Pour Plékhanov, cependant, commençait déjà, en ces an-

nées, la période de la décadence. Ce qui le démollissait, c'était précisément ce qui donnait des forces à Lénine : l'approche de la révolution. Plékhanov fut le propagandiste et le polémiste du marxisme, mais non pas le politique révolutionnaire du prolétariat. Plus la révolution devenait imminente, plus il sentait le sol lui glisser sous les pieds.

Le directeur politique de l'*Iskra* fut Lénine. La grande ressource du journal était Martov, publiciste qui écrivait facilement et interminablement, de même qu'il parlait. Coude à coude avec Lénine, qui était alors son plus proche compagnon de route, Martov ne se sentait déjà plus à son aise. Ils se tutoyaient encore, mais, de toute évidence, un certain froid commençait à passer entre eux. Martov vivait beaucoup plus du jour présent et de ses besoins. Lénine, écrasant sous lui les faits du jour, pénétrait profondément par la pensée dans le lendemain. Martov avait d'innombrables et souvent brillantes intuitions, des hypothèses, il faisait des propositions que lui-même, souvent, oubliait à bref délai; mais Lénine saisissait ce dont il avait besoin et seulement au moment où il en avait besoin. La transparente fragilité des pensées de Martov obligea plus d'une fois Lénine à hocher la tête en signe d'inquiétude. Aucune différence entre leurs lignes politiques n'avait encore eu le temps de se définir, même d'apparaître. Mais on peut dire que même avant la scission, Lénine était déjà un « dur », tandis que Martov était un « mou ». Et tous deux le savaient bien. Lénine considérait Martov, qu'il estimait beaucoup, d'un œil critique et légèrement soupçonneux; Martov, sentant ce regard sur lui, en était gêné et, par un tic nerveux, secouait sa maigre épaule. Lorsqu'ils se rencontraient et causaient, il n'y avait plus entre eux d'intonations amicales, de plaisanteries, ou, du moins, ne m'en apercevais-je pas. Lénine, en parlant, ne le regardait pas en face, et les yeux de Martov se vitrifièrent sous son pince-nez, penché en avant et qu'il n'essuyait jamais. Et quand Lénine causait avec moi de Martov, il y avait

dans sa voix une nuance particulière : « Quoi donc, c'est Jules qui a dit cela ? » Et alors, le nom de Jules était prononcé d'une certaine façon, légèrement souligné, comme si Lénine donnait un avertissement : « Il est bon, sans doute, il est bon, il est même remarquable, mais vraiment trop mou... »

La liaison avec la Russie était toute entre les mains de Lénine. C'était sa femme qui avait assumé le secrétariat de la rédaction. Elle était au centre de tout le travail d'organisation, recevait les camarades venus de loin, instruisait et accompagnait les partants, indiquait les lieux de rendez-vous, écrivait les lettres, chiffrait et déchiffrait. Dans sa chambre il y avait presque toujours une odeur de papier brûlé : elle réchauffait des lettres à l'encre sympathique.

Quatre mois après mon arrivée, Lénine écrivait à Plékhanov : « J'invite tous les membres de la rédaction à admettre par cooptation *Péro*, avec des droits égaux à ceux des autres membres. *Péro* écrit depuis des mois dans chaque numéro. D'une façon générale, il travaille pour *l'Iskra* très énergiquement, il fait des conférences (et avec un énorme succès). C'est un homme aux capacités indubitablement hors pair, convaincu, énergique, qui ira encore de l'avant. »

Dix jours après l'expédition de la lettre de Lénine, Martov écrivait à Axelrod : « Londres, 10 mars 1903. Vladimir Ilitch nous invite à accepter comme membre de la rédaction, jouissant des mêmes droits que ses collègues, *Péro* que vous connaissez. Ses travaux littéraires montrent qu'il est indubitablement doué : il est tout à fait « nôtre » par ses tendances, il est complètement entré dans les intérêts de *l'Iskra* et jouit ici (à l'étranger) d'une influence, grâce à son talent d'orateur, hors de pair. Il parle magnifiquement, on ne peut mieux. Je m'en suis convaincu de même que Vladimir Ilitch. Il a des connaissances et travaille de toutes ses forces à les compléter. Je donne mon adhésion sans condition à la proposition de Vladimir Ilitch. »

Pourquoi Lénine insistait-il tellement sur la nécessité de m'attacher au groupe? Il voulait obtenir une majorité stable. Sur un bon nombre d'importantes questions, la rédaction se divisait en deux groupes ternaires : les anciens : Plékhanov, Zassoulitch, Axelrod; et les jeunes : Lénine, Martov, Potressov. Lénine ne doutait pas que sur les points les plus graves je serais avec lui. La proposition de Lénine, tendant à me faire admettre dans la rédaction, rencontra la résistance de Plékhanov. Bien pis; cette proposition fut la cause principale de la vive antipathie que devait manifester Plékhanov à mon égard. Il avait deviné que, contre lui, Lénine cherchait une solide majorité. L'antipathie de Plékhanov, pour ce qui est de moi, dura longtemps; en somme, elle ne disparut jamais. En avril 1904, Martov, dans une lettre à Axelrod, parlait d'une « haine personnelle, humiliante pour lui (Plékhanov) et peu noble, à l'égard d'une certaine personne ». Il s'agissait de moi.



La session du Congrès s'ouvrit à la Maison du Peuple de Bruxelles. Dans le dépôt de la coopérative qui nous fut ouvert, endroit suffisamment dissimulé aux regards curieux, il y avait des balles de laine, et nous subîmes les attaques d'une innombrable quantité de puces. Nous les appelâmes les guerriers d'Ansele, mobilisés pour donner l'assaut à la société bourgeoise. Les séances furent pour nous une véritable torture physique. Mais bien pis : dès les premiers jours, les délégués remarquèrent qu'ils étaient activement filés.

Celui qui dirigeait alors, à Berlin, l'agence de la police russe, un certain Harting, écrivit, dans son rapport au département dont il dépendait, que « la police bruxelloise s'était étonnée d'un considérable afflux d'étrangers et qu'elle avait soupçonné dix personnes d'agissements anarchistes ». Ce fut Harting lui-même qui « étonna » la police bruxelloise;

il s'appelait en réalité Heckelmann; c'était un dynamiteur provocateur; il avait été condamné par contumace, par un tribunal français, aux travaux forcés; il devint ensuite général dans l'Okhrana du tsarisme et, sous un faux nom, chevalier de la légion d'Honneur... Il était renseigné par un autre agent provocateur, le docteur Jitomirsky, qui, de Berlin, participa activement à l'organisation du Congrès. Mais tout cela ne se découvrit que plusieurs années après.

Au cours du Congrès qui s'était transféré de Bruxelles à Londres, se manifestèrent les antagonismes entre les cadres principaux de l'*Iskra*. On commença à distinguer les « durs » et les « mous ». Au début, les dissensions s'exprimèrent sur le paragraphe premier des statuts : qui devait-on considérer comme membre du parti? Lénine insistait pour assimiler le parti à une organisation illégale. Martov voulait que l'on reconnût aussi comme membres du parti ceux qui militaient sous la direction d'une organisation illégale. Pratiquement, ce dissentiment n'avait pas d'importance immédiate, puisque, selon les formules de l'un et de l'autre, les membres des organisations illégales étaient seuls à jouir du droit de voix délibérative. Néanmoins, on se trouvait, sans aucun doute, devant deux tendances divergentes. Lénine voulait de la netteté dans les formes, une ligne rigoureusement marquée dans les rapports à l'intérieur du parti. Martov était enclin à admettre les flottements. Dans la coulisse, il y avait lutte pour ou contre tel délégué. Lénine n'épargna aucun effort pour me gagner.

Le centralisme révolutionnaire est un principe dur, autoritaire et exigeant. Souvent, à l'égard de personnes ou de groupes qui partageaient hier vos idées, il prend des formes impitoyables. Ce n'est pas par hasard que, dans le vocabulaire de Lénine, se rencontrent si fréquemment les mots : *irréconciliable* et *implacable*. C'est seulement la plus haute tension vers le but, indépendante de toutes les questions basement personnelles, qui peut justifier une

pareille incélémeuce. En 1903, il ne s'agissait tout au plus que d'exclure Axelrod et Zassoulitch de la rédaction de l'*Iskra*. A leur égard, j'étais pénétré non seulement de respect, mais d'affection. Lénine, lui aussi, les estimait hautement pour leur passé. Mais il en était arrivé à conclure qu'ils devenaient de plus en plus gênants sur la route de l'avenir. Et, en organisateur, il décida qu'il fallait les éliminer des postes de direction. C'est à quoi je ne pouvais me résigner. Tout mon être protestait contre cette impitoyable suppression d'anciens qui étaient enfin parvenus au seuil du parti. De l'indignation que j'éprouvai alors provint ma rupture avec Lénine au II^e Congrès. Sa conduite me semblait inacceptable, épouvantable, révoltante. Pourtant, cette conduite était juste au point de vue politique et, par conséquent nécessaire pour l'organisation. La rupture avec les anciens qui étaient restés en panne dans l'époque préparatoire était de toutes façons inévitable. Lénine l'avait compris avant les autres. Il fit encore une tentative pour conserver Plékhanov, en le séparant de Zassoulitch et d'Axelrod. Mais cet essai, comme le montrèrent bientôt les événements, ne devait donner aucun résultat.

Je me considérais comme centraliste. Mais il est hors de doute qu'en cette période je ne voyais pas tout à fait à quel point un centralisme serré et impérieux serait nécessaire au parti révolutionnaire pour mener au combat contre la vieille société des millions d'hommes. Le centralisme léniniste ne procédait pas encore pour moi d'une conception révolutionnaire claire et indépendamment méditée. Or, le besoin de comprendre par moi-même un problème et d'en tirer toutes les déductions indispensables fut toujours, ce me semble, l'exigence la plus impérieuse de ma vie spirituelle.

Quoi qu'il en soit, le II^e Congrès fut une grande étape dans ma vie, au moins pour cette raison qu'il me sépara de Lénine pour plusieurs années. Quand je considère maintenant le passé dans son ensem-

ble, je ne regrette pas ce qui arriva. Je revins à Lénine plus tard que bien d'autres, mais je revins à lui par mes propres voies, ayant traversé et médité l'expérience de la révolution, de la contre-révolution et de la guerre impérialiste. Grâce à ces circonstances, je revins à lui plus fermement et sérieusement que ceux de ses « disciples » qui, de son vivant, imitaient, parfois d'une façon déplacée, le maître dans ses paroles et ses gestes, et qui, après sa mort, se sont avérés d'impuissants épigones et d'inconscients instruments aux mains des forces ennemies.

RETOUR EN RUSSIE

TOUTE l'année 1904 fut remplie pour moi de conflits, sur des questions de politique et d'organisation, avec le groupe dirigeant des menchéviks. Les différends se situaient autour de deux points essentiels : l'attitude à prendre à l'égard du libéralisme et à l'égard des bolchéviks. J'étais d'avis qu'il fallait s'opposer implacablement aux tentatives faites par les libéraux pour obtenir l'appui des masses et, en même temps, précisément pour le même motif, je réclamaï de plus en plus résolument la fusion de deux fractions de la social-démocratie. En septembre 1904, je déclarai formellement que je quittais la minorité, dont, en fait, je n'étais plus depuis avril.

Dès la session du congrès de Londres, tout le midi de la Russie était en proie à un puissant mouvement de grèves. Les soulèvements de paysans devenaient de plus en plus fréquents. Les universités bouillonnaient. La guerre russo-japonaise arrêta pour un temps le mouvement, mais la débâcle militaire du tsarisme donna bientôt une puissante impulsion à la révolution. La presse devenait plus

hardie, les actes de terrorisme étaient plus fréquents, les libéraux s'ébranlèrent, une campagne de banquets fut ouverte. Les questions essentielles de la révolution furent posées nettement. Ce qui était resté abstrait pour moi prit alors véritablement un contenu social. Les menchéviks, Zassoulitch en particulier, reportaient de plus en plus leurs espoirs sur les libéraux.

Pendant leur campagne de banquets, qui aboutit bientôt à les jeter dans une impasse, durant l'automne de 1904, je posai la question : « Que fera-t-on à présent ? » Et je répondis : il ne peut y avoir d'issue que dans une grève générale, ensuite dans une insurrection du prolétariat qui prendra la tête des masses populaires contre le libéralisme. Cela me sépara encore davantage des menchéviks.

Après le « Dimanche sanglant » du 9 (22) janvier 1905, je ne pouvais plus rester à l'étranger. Je n'avais plus de relations avec les bolchéviks depuis le Congrès. J'avais rompu avec les menchéviks au point de vue organisation. Je devais agir à mes risques et périls.

Muni du passeport d'un sous-lieutenant en retraite, nommé Arbouzov, j'arrivai en février à Kiev, où, en quelques semaines, je passai d'un logement à d'autres. Pendant un certain temps, je dus même me cacher dans une clinique ophtalmologique. Sur ordonnance du médecin en chef qui était au courant de mon histoire, une infirmière me prépara — et j'en fus assez humilié — des bains de pieds; elle me fit aussi, aux yeux, des injections anodines. Je fus forcé de prendre de doubles précautions comme conspirateur : je rédigeais des proclamations en cachette de l'infirmière qui me surveillait de près pour m'empêcher de me fatiguer les yeux. A l'heure de la visite, le professeur s'étant débarrassé d'un adjoint peu sûr, s'engouffrait dans ma chambre avec une assistante en laquelle il avait confiance, fermait vivement la porte à clef et tirait le rideau de la fenêtre, comme s'il s'agissait d'examiner mes yeux. Ensuite, tous trois, nous nous met-

tions à rire, avec précaution, mais gaiement. — Avez-vous des cigarettes? demandait le professeur. — J'en ai. — *Quantum satis?* — *Quantum satis...* On riait encore ensemble. C'était la fin de l'examen et je revenais à mes proclamations. Cette vie était fort amusante pour moi. Je me sentais seulement gêné devant la bonne vieille infirmière qui me préparait consciencieusement des bains de pieds.

Il existait alors à Kiev une fameuse imprimerie clandestine qui, malgré de nombreuses débâcles autour d'elle, subsista plusieurs années sous le nez même du général de gendarmerie Novitsky... Là, au printemps de 1905, furent aussi imprimées mes proclamations. Mais je confiai des appels plus importants au jeune ingénieur Krassine, avec qui je fis connaissance à Kiev. Krassine était membre du Comité central bolchévik et disposait, au Caucase, d'une grande typographie clandestine, bien outillée. Pour moi, la liaison avec Krassine en 1905 fut un véritable bienfait. Nous convinmes de nous rencontrer à Pétersbourg. C'est lui qui m'indiqua les lieux de rendez-vous. La première et la plus importante de ces adresses était celle de Litkens, médecin principal à l'école d'artillerie Constantin.

Au point de vue de l'organisation, je n'appartenais à aucune des fractions. Je continuais à collaborer avec Krassine qui était alors un bolchévik disposé à la conciliation : cela nous rapprocha davantage, en raison de mon attitude de ce temps. Mais, à la même époque, je restais en liaison avec le groupe local des menchéviks dont la ligne était très révolutionnaire. C'est sous mon influence que ce groupe adopta le point de vue d'un boycottage de la première Douma consultative et se mit en conflit avec le centre qu'il avait à l'étranger. Cependant, le groupe menchévik fut bientôt détruit. Il fut trahi par un de ses membres les plus actifs, Dobroskok, surnommé « Nicolas aux Lunettes d'Or », qui était un agent-provocateur de profession. Il savait que j'étais à Pétersbourg, il me connaissait bien de vue. Ma femme fut arrêtée à une réunion de Premier

Mai, dans un bois. Je fus forcé de me cacher provisoirement. C'était l'été : je me rendis en Finlande. Là, je pus souffler un peu, c'est-à-dire que je me livrai à de longs travaux littéraires et à de courtes promenades. Je dévorais les journaux, je me tenais au courant de la formation des partis; je découpais, je groupais les faits. C'est en cette période que se forma définitivement l'idée que j'avais des forces intérieures du monde russe et des perspectives de la révolution chez nous.

En fin septembre, je me retirai dans un coin encore plus isolé de la Finlande : en forêt, sur le rivage d'un lac; je m'installai dans une pension de famille qui s'appelait « Rauha ». Le mot, en suédois, signifie : « Tranquillité ». L'immense établissement, vers la fin de la saison, avait été complètement déserté. La première neige, tôt venue, tomba en abondance. Les pins furent enveloppés d'un suaire. Le sanatorium n'avait plus de vie. Le garçon s'éclipsait à la cuisine, quelque part dans un sous-sol. J'étais seul. C'était bien ça : « rauha », le grand calme... Pas une âme, pas un son. J'écrivais et me promenais. Un soir, le facteur apporta un paquet de journaux de Pétersbourg. Je les dépliai les uns après les autres. Ce fut comme si une tempête furieuse avait déferlé, par une fenêtre ouverte. La grève montait, s'étendait, passait de ville en ville. Dans le silence de l'hôtel, le bruissement du papier-journal retentissait à mes oreilles comme le grondement d'une avalanche. La révolution était en pleine marche. Je demandai mon compte au garçon, commandai une voiture et, laissant là ma pension « Tranquillité », partis à la rencontre de l'avalanche. Le soir même, je prenais la parole à Pétersbourg, dans la grand'salle de l'Institut Polytechnique.

1905

LA grève d'octobre s'était déclenchée, on peut le dire, sans aucun plan. Elle commença par une grève de typos, à Moscou, puis s'apaisa. Les partis prévoyaient les batailles décisives pour le 9 janvier. Voilà pourquoi, sans trop me hâter, je terminais mes travaux dans mon asile, en Finlande. Mais la grève occasionnelle, qui était déjà en liquidation, passa subitement aux chemins de fer, et alors prit le mors aux dents. A dater du 10 octobre, la grève, avec déjà des mots d'ordre de politique, se répand de Moscou au pays tout entier. Dans le monde, on n'avait jamais vu de grève pareille. En bien des villes, il y eut, dans les rues, des collisions avec les troupes. Cependant, dans l'ensemble et au total, les événements restaient au niveau d'une grève politique sans en venir encore à une insurrection armée. Néanmoins, l'absolutisme, perdant la tête, céda. Le manifeste constitutionnel du 17 octobre fut promulgué. A vrai dire, le tsarisme, meurtri, gardait entre ses mains la machine du pouvoir. La politique gouvernementale, d'après une appréciation de Witte, fut plus que jamais « une combinaison de lâcheté, d'aveuglement, de perfidie et de bêtise ». Et pourtant la révolution avait remporté une première victoire, incomplète, mais qui promettait beaucoup.

J'arrivai à Pétersbourg au plus fort de la grève. Le mouvement ne cessait de s'étendre, mais il y avait danger qu'il échouât, n'étant pas encadré par une organisation de masse. J'arrivai de Finlande ayant établi le plan d'une organisation électorale sans-parti, qui compterait un délégué pour mille ouvriers. L'écrivain Iordansky, qui devait être plus tard ambassadeur des Soviets en Italie, m'apprit, le jour même de mon arrivée, que les menchéviks avaient déjà lancé le mot d'ordre d'un organe représentatif révolutionnaire ayant un délégué pour cinq

cents ouvriers. C'était juste. Ceux des membres du Comité central bolchévik qui se trouvaient alors à Pétersbourg s'opposèrent résolument à une organisation représentative sans-parti, craignant qu'elle ne fit concurrence à la social-démocratie. Les sphères supérieures du bolchévisme se conduisirent en sectaires à l'égard du Soviet jusqu'à l'arrivée de Lénine en novembre. Les masses du parti saisissaient beaucoup plus justement, par intuition, la ligne à suivre que les demi-leaders livrés à eux-mêmes. Si Lénine rentra un peu trop tard de l'étranger, ce fut une des causes pour lesquelles la fraction bolchévique ne réussit pas à prendre une position dirigeante dans les événements de la première révolution.

Au Soviet, je prenais la parole sous le nom de « Ianovsky », en souvenir du village où je suis né. Je signais mes articles « Trotsky ». Je dus collaborer à trois journaux. Avec Parvus, nous prîmes la tête de la petite *Rousskaïa Gazéta* (*Gazette russe*) dont nous fîmes un organe de combat pour les masses. En quelques jours, le tirage monta de 30.000 à 100.000 exemplaires. Un mois plus tard, la demande était d'un demi-million. Mais notre technique ne pouvait être à la hauteur de la demande. Le 13 novembre, nous fîmes bloc avec les menchéviks pour lancer un grand organe politique, *Natchalo* (*Le Début*). Le tirage de ce journal s'accroissait non de jour en jour, mais d'heure en heure. La *Novaïa Jizn* (*La Vie Nouvelle*) des bolchéviks était plutôt terne en l'absence de Lénine. Par contre, *Natchalo* jouissait d'un formidable succès.

Les cinquante-deux journées pendant lesquelles exista le premier soviet furent surchargées de travail à n'en plus pouvoir : réunions du soviet, Comité exécutif, meetings incessants et trois journaux. Je ne vois pas moi-même bien clairement comment nous vécûmes dans ce remous de grandes eaux. Tout se faisait à la va-vite, mais pas trop mal, et quelquefois très bien.

Le Soviet souleva de formidables masses. Tous les

ouvriers, comme un seul homme, tenaient pour le Soviet. Dans les campagnes, il y avait de l'agitation, de même que dans les troupes qui revenaient d'Extrême-Orient, après la paix de Portsmouth. Mais les régiments de la Garde et les Cosaques tenaient ferme. Tous les éléments d'une révolution victorieuse existaient en puissance, mais ils n'avaient pas encore mûri.

Le 18 octobre, lendemain du jour où fut promulgué le manifeste, il y eut, devant l'université de Pétersbourg, de nombreux milliers de manifestants, encore tout chauds de la lutte et enivrés de la première victoire. Je leur criai, du haut du balcon, que le demi-succès remporté n'était pas sûr, que l'on avait devant soi un ennemi irréconciliable, un piège à prévoir; je déchirai le manifeste du tsar devant cette foule et en jetai les morceaux au vent. Mais de tels avertissements politiques ne font que de légères égratignures sur le sentiment des masses. Il faut qu'elles passent par l'école de plus grands événements.

Je me rappelle, à cette occasion, deux scènes de la vie du Soviet de Pétersbourg. La première, le 29 octobre. On ne parlait en ville que d'un pogrome préparé par les Cent-Noirs. Les députés ouvriers qui arrivaient directement des usines au Soviet montraient à la tribune des modèles d'armes fabriquées pour combattre les Cent-Noirs. Ils brandissaient des couteaux finnois, des casse-têtes, des poignards, des garcettes en fil de fer, mais tout cela plutôt gaiement, et même avec des plaisanteries et des facéties populaires. Ils semblaient croire qu'il suffisait de leur volonté de résistance pour résoudre le problème. Dans leur majorité, ils n'avaient pas encore compris qu'il s'agissait d'une lutte à mort. Les journées de décembre le leur apprirent.

Le soir du 3 décembre, le Soviet de Pétersbourg fut cerné par les troupes. Toutes les issues furent closes. Du haut d'une galerie où le Comité exécutif tenait séance, je criai vers ceux d'en bas (il y avait déjà là des centaines de députés) : — Ne pas oppo-

Cent-noirs

ser de résistance; ne pas rendre d'armes à l'ennemi! — On avait des armes de poche : des revolvers. Et alors, dans la salle des séances, déjà bloquée de tous côtés par des détachements d'infanterie de la garde, de cavalerie et d'artillerie, les ouvriers se mirent à briser ces armes. Des mains expertes broyaient les brownings sur les mausers et les mausers sur les brownings. Et ce n'étaient plus là des blagues et badinages comme ceux du 29 octobre. Dans les tintements, cliquetis, grincements de métal qu'on brisait, on discernait aussi les grincements de dents d'un prolétariat éprouvant, pour la première fois vraiment, qu'il faudrait un autre effort, plus puissant et plus implacable, pour renverser et écraser l'ennemi.

La demi-victoire de la grève d'octobre, indépendamment de son importance politique, eut pour moi une inappréciable signification théorique. Ni l'opposition de la bourgeoisie libérale, ni les soulèvements spontanés des paysans, ni les actes de terrorisme des intellectuels ne forcèrent le tsarisme à s'agenouiller : ce fut pour la première fois la grève ouvrière. L'hégémonie révolutionnaire du prolétariat s'avéra incontestable. J'estimai que la théorie de la révolution permanente venait de sortir avec succès de sa première grande épreuve. De toute évidence, la révolution ouvrait au prolétariat la perspective de la conquête du pouvoir. Les années de réaction qui allaient bientôt suivre ne purent m'obliger à abandonner ce point de vue. Mais j'en tirais aussi des conclusions pour l'Occident. Si telle était la force du jeune prolétariat en Russie, quelle ne serait pas la puissance révolutionnaire de l'autre prolétariat, celui des pays les plus cultivés?

Lounatcharsky, avec l'inexactitude et la négligence qui lui sont propres, a, plus tard, caractérisé ainsi ma conception révolutionnaire : « Le camarade Trotsky avait adopté — en 1905 — ce point de vue que les deux révolutions — bourgeoise et socialiste — sans coïncider, sont liées entre elles, de sorte que nous avons devant nous une révolution per-

manente. Etant entrée dans la période révolutionnaire par un bouleversement bourgeois, la portion russe de l'humanité, et avec elle, le monde entier ne pourront sortir de cette période avant le parachèvement de la révolution sociale. On ne peut nier que le camarade Trotsky, en formulant de telles idées, ait fait preuve d'une grande perspicacité, bien qu'il se soit trompé pour une quinzaine d'années. »

La remarque faite au sujet de mon erreur portant sur une quinzaine d'années n'en est pas devenue plus profonde parce qu'elle a été reproduite par Radek. En 1905, toutes nos prévisions, tous nos mots d'ordre étaient calculés sur une perspective de victoire, et non de défaite de la révolution. Il ne s'agissait pas de fixer des délais, mais d'analyser les forces intérieures de la révolution et d'en prévoir les progrès d'ensemble.

Lénine ne participa point directement aux travaux du Soviet, il n'y prit pas la parole. Inutile d'ajouter qu'il suivait attentivement chaque démarche du Soviet, qu'il influençait sa politique par l'intermédiaire des représentants de la fraction bolchévique, qu'il élucidait l'action du Soviet dans son journal. Sur aucune question Lénine ne se trouva en désaccord avec la politique du Soviet. En outre, comme le prouvent les documents, toutes les décisions du Soviet, sauf peut-être quelques-unes occasionnelles et peu importantes, furent rédigées par moi, soumises par moi au Comité exécutif et rapportées par moi-même au nom du Comité, devant le Soviet.

Le premier président du Soviet fut élu à la veille de mon arrivée de Finlande : c'était le jeune avocat Khroustalev, figure épisodique dans la révolution, qui occupa une place intermédiaire entre celle de Gapone et la social-démocratie. Khroustalev présidait mais ne donnait pas de direction politique. Après son arrestation, un nouveau bureau fut élu, à la tête duquel je me trouvai. Svertchkov, un de ceux qui furent assez remarqués parmi les membres

du Soviet, écrit dans ses souvenirs : « La direction idéologique du Soviet vint de L. D. Trotsky. Le président, Nossar-Kroustalev, servit plutôt de paravent, car il n'était pas capable de résoudre personnellement une seule question de principe. » D'autre part, Lounatcharsky relate ceci dans ses Mémoires : « Je me rappelle que, quelqu'un ayant dit en présence de Lénine : « L'étoile de Khroustalev est à son déclin, et l'homme fort du Soviet est actuellement Trotsky », Lénine parut s'assombrir une seconde, puis déclara : « Pourquoi pas? Trotsky a conquis cette situation par un labeur inlassable et brillant. »

La révolution de 1905 fut un tournant dans la vie du pays, dans la vie du parti et dans ma vie personnelle. Tournant dans le sens d'une plus grande maturité. Mon premier travail révolutionnaire, à Nikolaïev, avait été une expérience provinciale, faite à tâtons. Pourtant cette épreuve ne fut pas sans profit. Jamais peut-être, au cours de toutes les années qui suivirent, je n'eus l'occasion de prendre contact avec les ouvriers de la base aussi intimement qu'à Nikolaïev. Je n'avais pas encore ce qu'on appelle « un nom » et rien ne me distinguait d'eux. Les principaux types qui caractérisent le prolétariat russe s'imposèrent alors à mon esprit pour toujours. Dans la suite, je ne rencontrai plus guère que des variétés de l'espèce. En prison, je dus entreprendre l'étude des doctrines révolutionnaires en débutant presque par l'A B C. Deux années et demie de détention, deux années de déportation me donnèrent la possibilité d'établir les bases théoriques d'une conception générale révolutionnaire. La première émigration me fut une haute école de politique. Sous la direction de marxistes-révolutionnaires éminents, j'appris à considérer les événements selon de grandes perspectives historiques et en fonction des rapports internationaux. Vers la fin de cette période d'émigration, je me séparai tout à la fois des deux groupes dirigeants : bolchéviks et menchéviks. Je rentrai en Russie en février 1905; les autres

leaders émigrés ne revinrent qu'en octobre et en novembre. Il fallait prendre des résolutions sous le feu. Je ne puis me dispenser de noter ici que ces décisions me semblaient s'imposer d'elles-mêmes. C'est avec étonnement et aversion que je vis plus tard le plus intelligent des menchéviks, Martov, se laisser surprendre par chaque grand événement et en rester déconcerté.

Lounatcharsky, dans un livre intitulé *Silhouettes*, qui est maintenant interdit, apprécie comme il suit le rôle des leaders de la première révolution : « Sa popularité (Trotsky) dans le prolétariat de Pétersbourg était très grande à l'époque de son arrestation et s'accrut en résultat de sa conduite... devant le tribunal. Je dois dire que Trotsky, entre tous les leaders social-démocrates de 1905-1906, se montra indubitablement, malgré sa jeunesse, le mieux préparé; moins que tout autre il portait la marque d'une certaine étroitesse d'esprit due à l'émigration, étroitesse dont Lénine, comme je l'ai déjà dit, n'avait pu lui-même encore se défaire; Trotsky sentait mieux que d'autres ce que c'est qu'une lutte politique. Et il sortit de la révolution avec le plus fort acquis de popularité; en somme, ni Lénine ni Martov n'avaient rien gagné en ce sens. »

Pour la Russie, la révolution de 1905 fut la répétition générale de 1917. Et elle eut la même signification pour moi personnellement. Je m'engageai dans les événements de 1917 avec résolution et en toute assurance parce que je n'y voyais que la continuation et le développement de l'œuvre interrompue par l'arrestation des membres du Soviet de Pétersbourg, le 3 décembre 1905.

Nous fûmes appréhendés le lendemain de la publication de ce qu'on a appelé notre « manifeste financier », dans lequel était annoncée l'inévitable faillite du régime tsariste. Le manifeste du Soviet déclarait nettement ceci : « L'autocratie n'a jamais joui de la confiance du peuple et n'a pas été fondée par lui en pouvoirs. En conséquence, nous décidons que nous n'admettrons pas le paiement des dettes

sur tous emprunts que le gouvernement du tsar aura conclus alors qu'il était en guerre ouverte et déclarée avec tout le peuple. » La Bourse de Paris devait répliquer, quelques mois plus tard, à notre manifeste en accordant au tsar un nouvel emprunt de sept cent cinquante millions de francs. La presse de la réaction et des libéraux se gaussait des impuissantes menaces du Soviet à l'égard des finances tsaristes et des banquiers d'Europe. Ensuite, on tâcha d'oublier le manifeste. Mais il devait rentrer de lui-même dans les mémoires. La banqueroute financière du tsarisme, préparée par tout le passé, éclata en même temps que la débâcle militaire. Et, après la victoire de la révolution, un décret du Conseil des Commissaires du Peuple, en date du 10 février 1918, déclara purement et simplement annulées toutes les dettes du tsar. Ce décret est encore en vigueur. Ils ont tort, ceux qui affirment que la révolution d'Octobre ne reconnaît aucune obligation. La révolution reconnaît fort bien *ses obligations à elle*. L'engagement qu'elle avait pris le 2 décembre 1905, elle l'a tenu le 10 février 1918. Elle a absolument le droit de dire aux créanciers du tsarisme : « Messieurs, vous avez été prévenus en temps opportun! »

JUGEMENT, DÉPORTATION, ÉVASION

UN deuxième cycle commençait dans la série de mes prisons. Je l'endurai beaucoup plus aisément que le premier; au surplus, les conditions de détention étaient incomparablement plus douces que huit ans auparavant. Je fus enfermé quelque temps dans une geôle de *Kresty*, puis dans la forteresse Pierre-et-Paul, et enfin dans la maison de détention préventive. Avant de nous expédier en Sibérie on nous fit encore passer par le dépôt des déportés. Au total, nous en eûmes pour quinze mois. Le temps revint où je pus m'occuper

méthodiquement de travaux scientifiques et littéraires. Je m'appliquai à l'étude de la rente agraire et à l'histoire des rapports sociaux en Russie. Un grand ouvrage que je composai sans le terminer sur la rente agraire s'égara par la suite, dans les premières années qui suivirent la révolution d'Octobre. C'a été pour moi la perte la plus pénible après la destruction de mon étude sur la franc-maçonnerie. Quant à mes recherches sur l'histoire sociale de la Russie, elles aboutirent à un article intitulé : *Bilans et perspectives* qui constitue, pour cette période, l'exposé le plus achevé de la théorie de la révolution permanente.

Quand on nous eut transférés à la maison de détention préventive, nos avocats obtinrent le droit de visite. La première Douma avait rendu de l'animation à la vie politique. Les journaux parlèrent avec une nouvelle hardiesse. Les entreprises d'éditions des marxistes se réveillèrent. Il fut possible de revenir à des travaux de publicistes combattifs. J'écrivis beaucoup en prison; les avocats emportaient les manuscrits dans leurs serviettes. Je travaillais avec tant de fougue que la promenade quotidienne dans la cour me contrariait comme une vexation.

« La cellule de Trotsky, écrivait Svertchkov, qui était détenu avec moi, se transforma bientôt en une sorte de bibliothèque. On lui faisait passer absolument tous les livres qui méritaient quelque attention. Il les lisait et, toute la journée, du matin jusque tard dans la nuit, il s'occupait de travaux littéraires. « Je me porte à merveille, disait-il. Je suis là à travailler, sachant fort bien qu'on ne viendra plus m'arrêter... Convenez-en, dans les limites de la Russie tsariste, c'est une sensation assez rare... »

Pour me délasser, je lisais les classiques de la littérature européenne. Etendu sur ma couchette de prisonnier, je m'enivrais d'eux : délice physique qui doit être celui des gourmets quand ils sifflent des vins fins ou sucent des cigares aromatiques.

C'étaient mes meilleures heures. Il reste des témoignages de ces études, sous forme d'épigraphes et de citations, dans tous mes écrits de cette période. C'est alors que, pour la première fois, je fis connaissance de près avec les « grands seigneurs » du roman français. L'art du récit est avant tout un art français. Je crois savoir l'allemand un peu mieux que le français, surtout dans le domaine de la terminologie scientifique; mais je lis plus aisément les œuvres de pure littérature des écrivains français que celles des Allemands. J'ai gardé jusqu'à ce jour ma prédilection pour le roman français. Même au temps de la guerre civile, je trouvais, en wagon, des heures pour parcourir les dernières nouveautés de la littérature française.

La maison de détention préventive était bondée de gens. Il s'y trouvait un bon nombre de condamnés à mort : les actes de terrorisme et les expropriations à main armée s'étaient multipliés dans le pays. Le régime de l'établissement était libéral, eu égard à la première Douma; les cellules n'étaient pas fermées dans la journée; les promenades se faisaient en commun. Nous passions des heures à jouer avec entrain à saute-mouton : les condamnés à mort sautaient et tendaient le dos tout comme les autres.

Le procès du Soviet des députés ouvriers s'ouvrit le 19 septembre, sous la lune de miel des cours martiales de Stolypine. La cour du Palais de Justice et les rues avoisinantes avaient été transformées en camp retranché. Toutes les forces de police de Pétersbourg étaient sur pied. Mais le procès fut mené assez librement : la réaction voulait compromettre définitivement Witte, révélant son « libéralisme » et sa faiblesse à l'égard de la révolution. Ouvriers, fabricants, gendarmes, ingénieurs, domestiques, simples habitants de la ville, journalistes, employés des postes et télégraphes, maîtres de police, élèves des gymnases, conseillers municipaux, garçons de cour, sénateurs, voyous, députés, professeurs et soldats défilèrent pendant un mois

devant le tribunal, et, sous les feux croisés qui paraient des fauteuils des juges, de ceux des procureurs, de la défense et des bancs des accusés, surtout de ce côté-ci, ils reconstituèrent ligne par ligne, trait par trait, l'époque de l'activité du Soviet ouvrier. Les accusés donnèrent leurs explications. Je parlai du rôle de l'insurrection armée dans la révolution. Le but principal fut ainsi atteint. Le tribunal s'étant refusé à citer sur notre demande le sénateur Lopoukhine, qui, pendant l'automne de 1905, avait ouvert, au département de la police, une imprimerie pogromiste, nous fîmes défaut et demandâmes à être renvoyés en prison. Aussitôt après nous, les avocats, les témoins et le public quittèrent l'audience. Les juges restèrent en tête-à-tête avec le procureur. C'est en notre absence qu'ils rapportèrent leur verdict.

Mon père et ma mère assistèrent au procès. Leurs pensées et leurs sentiments étaient de double sorte. Ils ne pouvaient déjà plus s'expliquer ma conduite comme une suite d'enfantillages, ainsi qu'ils l'avaient fait du temps de mon séjour dans le jardin de Chvigovsky, à Nikolaïev. J'étais maintenant rédacteur en chef de journaux, président du Soviet, j'avais un nom comme écrivain. Cela leur imposait. Ma mère entra en conversation avec les défenseurs, tâchant d'entendre d'eux, encore et encore, des propos flatteurs pour moi. Lorsque je prononçai mon discours, dont le sens ne pouvait être tout à fait clair pour ma mère, elle versa des larmes silencieuses. Elle pleura plus fort quand une vingtaine d'avocats vinrent, l'un suivant l'autre, me serrer la main. Un des défenseurs avait justement réclamé une suspension d'audience, qu'il motivait par l'émotion générale. C'était A.-S. Zaroudny. Plus tard, dans le cabinet Kérensky, il devait être le ministre de la Justice, et il me tint en prison comme inculpé de haute trahison. Mais dix ans s'étaient écoulés... Durant la suspension d'audience, mes parents me regardaient d'un air heureux. Non seulement ma mère était persuadée que l'on m'acquit-

terait, mais elle s'attendait à me voir conférer je ne sais quelle distinction. Je lui assurais qu'il fallait prévoir les travaux forcés. Epouvantée, perplexe, elle considérait tour à tour les défenseurs et moi, se demandant comment une pareille fin serait bien possible. Mon père était pâle, silencieux, heureux et abattu tout à la fois.

Nous fûmes condamnés à la privation de tous droits civils et à la déportation. La sentence était relativement douce. Nous nous attendions aux travaux forcés. Cependant, la déportation n'était plus du tout la mesure administrative que j'avais subie la première fois. Elle devait être perpétuelle; toute tentative d'évasion devait être punie de trois ans de travaux forcés.

J'écrivais à ma femme, le 3 janvier 1907, du dépôt : « On nous a transférés ici subitement, sans nous prévenir. Dans la salle d'écrou, on nous a obligés à revêtir le costume des détenus. Nous avons accompli cette formalité avec une curiosité d'écoliers. Il nous était intéressant de nous voir en pantalon gris, souquenille grise, bonnet gris. Cependant, nous ne portons pas sur le dos la marque classique, l'as de carreau. On nous a permis de garder notre linge et nos chaussures. Nous sommes entrés en bande fort animée, attifés de ces nouveaux vêtements, dans la chambre qui nous attendait... » Il n'était pas d'une petite importance pour moi d'avoir pu garder mes chaussures : j'avais un excellent passeport dans une de mes semelles et des pièces d'or dans mes hauts talons.

Notre destination à tous était le bourg d'Obdorsk, bien au-dessus du cercle polaire. Après avoir traversé des régions sibériennes où sévissait le typhus, nous atteignîmes, le 12 février, trente-troisième jour de notre voyage, Bérézov où avait été déporté jadis le prince Menchikov, compagnon de lutte de Pierre I^{er}. Nous eûmes une halte de deux jours en cet endroit. Il nous restait encore à faire un trajet de cinq cents verstes environ jusqu'à Obdorsk. Nous nous promenions en liberté. A une telle dis-

tance, les autorités ne craignaient pas d'évasion. Il n'y avait qu'une seule route pour le retour, celle qui suit le cours de l'Obi et que longe la ligne télégraphique; tout évadé aurait été bientôt rattrapé. Un déporté, l'arpenteur Rochkhovsky, me dit qu'on pouvait tenter l'entreprise en se dirigeant directement vers l'ouest, le long de la rivière Sosva, du côté de l'Oural; avec un attelage de rennes, on gagnerait les usines métallurgiques, on devait parvenir à l'usine Bogoslovsky que relie un decauville à la grande ligne de Perm, Viatka, Vologda, Pétersbourg, Helsingfors... Cependant, le long de la Sosva, il n'y a pas de routes. Au delà de Bérézov, on tombe dans des lieux sauvages, inhabités. Aucune police sur des milliers de verstes; pas un cantonnement russe; de loin en loin, quelques iourtas (huttes) d'Ostiaks; inutile de parler de télégraphe; pas même de chevaux; le trafic se fait exclusivement avec des rennes. La police ne vous rejoindra pas. Mais il y a le risque de se perdre dans le désert, de périr dans les neiges. Et l'on est en février, mois des bourrasques hivernales.

Nous prîmes le chemin de la rivière Sosva. Mon conducteur acheta des rennes, prenant à son choix, dans un troupeau de quelques centaines de têtes. Au début du voyage, il s'endormit souvent, étant ivre, et l'attelage s'arrêtait. Tous deux, nous étions alors en danger. Finalement, il ne réagit plus du tout lorsque je le secouais. Je le décoiffai de son bonnet, ses cheveux se couvrirent bientôt de givre et l'ivresse lui passa peu à peu. Nous poursuivîmes notre voyage : un beau voyage, en vérité, dans la vierge solitude des neiges, à travers des bouquets de sapins, où l'on voyait des foulées d'animaux sauvages. Les rennes couraient avec entrain, sortant la langue de côté et haletant : « *tchou-tchou-tchou* »... Nos rennes n'avaient pas mangé depuis vingt-quatre heures avant notre départ et il devait y avoir bientôt vingt-quatre heures qu'ils nous traînaient sans avoir été nourris. D'après l'explication de mon cocher, c'était tout juste alors qu'ils « pre-

naient leur élan ». Ils couraient d'un pas régulier, infatigablement, faisant de huit à dix verstes à l'heure. Ils cherchaient eux-mêmes leur pitance. On leur attachait au cou une bûche et on les lâchait en liberté. Ils choisissaient une place où, sous la neige, ils flairaient de la mousse, ils creusaient à coups de sabots un trou profond, s'y enfouissaient presque tout entiers et mangeaient. J'avais pour ces animaux à peu près le sentiment que doit éprouver un aviateur pour son moteur en plein vol sur l'Océan. Un des trois rennes, le principal, le « conducteur » se mit à boiter. Quel tintouin ! Il était indispensable de le remplacer. Nous cherchâmes un campement d'Ostiaks. Dans ces parages, ces groupes sont dispersés à des dizaines de verstes de distance de l'un à l'autre. Mon guide les découvrait pourtant, à des indices imperceptibles. A plusieurs verstes, il devinait une odeur de fumée. Nous perdîmes plus de vingt-quatre heures pour changer d'attelage. Moi, en compensation, à l'aube, je fus témoin d'un spectacle merveilleux : trois Ostiaks, munis du lasso, attrapaient en pleine course des rennes choisis d'avance, dans un troupeau de quelques centaines de têtes que les chiens chassaient sur eux. Nous repartîmes, tantôt à travers des bois, tantôt sur des marais couverts de neige, tantôt à travers d'immenses forêts décimées par l'incendie. Sur la neige, nous faisons bouillir de l'eau de neige et prenions le thé. Mon guide préférait, d'ailleurs, l'esprit-de-vin, mais je le surveillais de près et l'empêchais de dépasser la mesure.

Ce voyage dura une semaine. Nous avons fait un raid de sept cents kilomètres et approchions de l'Oural. De plus en plus souvent, nous rencontrions des convois. Dans l'Oural, on voyageait avec des chevaux. Là, je passai pour un fonctionnaire et, avec un contrôleur des contributions indirectes qui faisait le tour de son district, j'atteignis le chemin de fer à voie étroite des Mines. Le gendarme de la gare me vit, avec indifférence, me débarrasser des pelisses que j'avais rapportées de chez les Ostiaks.

Sur la voie de jonction avec le chemin de fer de l'Oural, ma situation n'était pas encore des plus sûres : sur cet embranchement où n'importe quel étranger est remarqué, on aurait pu m'arrêter dans une station quelconque, d'après un télégramme qu'on aurait reçu de Tobolsk. En route, je fus anxieux. Mais lorsque, vingt-quatre heures plus tard, je me trouvais dans le confortable wagon de la ligne de Perm, je sentis aussitôt que j'avais gagné la partie. Le train passa par les gares où nous avions reçus si solennellement des gendarmes, gardes mobiles et ispravniks. Mais je suivais maintenant la direction opposée et j'éprouvais de tout autres sentiments. Dans les premiers moments, le wagon spacieux et presque vide me parut étroit et étouffant. Je me mis sur la plate-forme, où le vent soufflait, où il faisait sombre, et, de ma poitrine, s'échappa le cri de l'instinct, un grand cri de joie et de liberté.

A l'une des premières haltes, je télégraphiai à ma femme, l'invitant à venir au-devant de moi à une gare de bifurcation. Elle ne s'attendait pas à recevoir cette dépêche, ou du moins ne l'attendait pas si tôt. Voici comment N. I. Sédova raconte l'aventure dans ses mémoires : « Ayant reçu le télégramme à Térioki, bourg finlandais à proximité de Pétersbourg où je vivais absolument isolée avec mon tout jeune fils, je ne pouvais tenir en place, tant j'étais émue et heureuse. Dans la même journée, je reçus de L.D. une longue lettre écrite en cours de route, dans laquelle, après m'avoir décrit son voyage, il me demandait de lui apporter des livres et un certain nombre d'effets indispensables dans le Nord, lorsque je prendrais la route d'Obdorsk. Il fallait conclure qu'il avait brusquement changé d'avis, que, par des voies inimaginables, il revenait à toute vitesse puisqu'il me donnait même rendez-vous à une gare de bifurcation... J'attendis avec la plus extrême impatience le matin : le train qui venait en sens contraire devait croiser le mien à la station Samino : c'est seulement en wagon

que j'appris ce nom et je me le suis rappelé pour toute ma vie. Les deux trains s'arrêtaient, le mien et l'autre. Je courus à la gare : personne... Je sautai dans le train rencontré, je parcourus, anxieuse au dernier degré, les voitures : personne et personne ! Tout à coup, j'aperçois, dans un compartiment, la pelisse de L. D. Il est donc ici ! Mais où?... Je saute hors du wagon et je tombe tout de suite sur L. D. qui revenait, courant, de la gare où il m'avait cherchée. Nous nous installâmes dans le compartiment et continuâmes le voyage ensemble. Je fus frappée de la liberté, de l'aplomb que manifesta L. D. riant et parlant haut, en wagon et dans les gares. J'aurais voulu le rendre invisible, le bien cacher : ne risquait-il pas les travaux forcés pour son évasion ? Mais il se montrait à tous et me disait que c'était là la meilleure mesure de protection. »

Depuis longtemps déjà, Lénine et Martov avaient quitté Pétersbourg et vivaient en Finlande. La fusion des fractions, qui avait eu lieu au congrès de Stockholm en avril 1906 présentait déjà une profonde fissure. Le reflux de la révolution continuait. Les menchéviks se repentaient des « folies » commises en 1905. Les bolchéviks ne se repentaient de rien et persistaient à viser à une nouvelle révolution. J'allai rendre visite à Lénine et à Martov qui habitaient des agglomérations voisines.

Lénine approuvait, dans la conversation, les travaux que j'avais faits en prison, mais me reprochait de n'en avoir pas tiré les conclusions indispensables, c'est-à-dire de n'être pas encore venu du côté des bolchéviks. Il avait raison. En me disant adieu, il me donna des adresses pour Helsingfors qui furent pour moi sans prix. Les amis qu'il m'indiquait m'aidèrent à m'établir, avec ma famille, en un coin commode, près d'Helsingfors, où vécut quelque temps après nous Lénine. Je passai à Oglbiou quelques semaines avec ma femme et mon fils qui était né pendant mon séjour en prison. Là, dans la solitude, je rédigeai une relation de mon voyage

All
per
Ma
Ru
un
c'é
vin
lut
(
pot
ans

I
tue
éta
ma
cle
bén
no
le
dés
la
ler
me
no
int
les
et
cet
trc
an
qu

Aller et Retour, et les honoraires que je touchai me permirent de partir pour l'étranger, par Stockholm. Ma femme et mon fils restèrent pour le moment en Russie. Je fus accompagné jusqu'à la frontière par une jeune « activiste » finnoise. A cette époque, c'étaient des amis. En 1917, les « activistes » devinrent fascistes et les pires ennemis de la révolution d'Octobre.

C'est sur un paquebot scandinave que je partis pour une nouvelle émigration qui devait durer dix ans.

DEUXIÈME ÉMIGRATION LE SOCIALISME ALLEMAND

LE congrès du Parti, en 1907, tint ses assises à Londres, dans une église socialiste. L'assemblée nombreuse, dura longtemps, fut tumultueuse et chaotique. A Pétersbourg, la II^e Douma était encore en vie. La révolution allait déclinant, mais l'intérêt qu'on lui portait, même dans les cercles politiques anglais, était encore très vif. Des libéraux en vue invitaient les délégués les plus renommés pour les montrer à leurs hôtes. Cependant, le reflux du mouvement révolutionnaire, qui s'était déclaré, se manifesta d'abord par une baisse dans la caisse du Parti. Les fonds manquèrent non seulement pour les voyages de retour, mais aussi pour mener à bonne fin le congrès. Lorsque cette triste nouvelle fut annoncée sous les voûtes de l'église, interrompant les débats sur l'insurrection armée, les délégués s'entre-regardèrent avec étonnement et anxiété. Que faire? On ne pouvait rester là dans cette église de Londres... Cependant, une issue fut trouvée, tout à fait inattendue. Un des libéraux anglais consentit à la révolution russe un emprunt, qui, je m'en souviens, fut de trois mille livres ster-

ling. Mais il exigea que la reconnaissance fut signée par tous les délégués au congrès. L'Anglais reçut un document sur lequel figuraient plusieurs centaines de signatures, tracées avec les caractères qui appartiennent à toutes les populations de la Russie. Il eut cependant à attendre longtemps le versement de la somme marquée sur cet effet. Pendant la réaction et la guerre, le Parti ne pouvait penser à payer de pareilles sommes. C'est seulement le gouvernement soviétiste qui racheta la traite signée par le congrès de Londres. La révolution fait honneur à ses engagements, bien que, d'ordinaire, avec un certain retard.

Dans les premiers jours du congrès, un homme m'arrêta sur un des bas-côtés de l'église; un homme de haute taille, anguleux, au visage rond, aux pommettes saillantes, au chapeau rond. — Je suis votre admirateur, dit-il, avec un petit rire accueillant. — Mon admirateur? demandai-je, surpris. Il se trouva que l'on me parlait des pamphlets que j'avais écrits en prison. Mon interlocuteur était Maxime Gorki. C'était la première fois que je le trouvais devant moi.

Au congrès de Londres, je connus de plus près Rosa Luxembourg avec laquelle j'avais été en relations dès 1904. De petite taille, frêle, malade, elle avait de nobles traits, de très beaux yeux, qui rayonnaient d'esprit, et elle subjuguait par la virilité de son caractère et de la pensée. C'était une créature aux aspects variés, riche en nuances. La révolution et ses passions, l'homme et son art, la nature, les herbes et les oiseaux pouvaient également faire vibrer en elle des cordes qui étaient nombreuses.

Mes rapports avec Rosa n'atteignirent aucun degré d'intimité personnelle : nous nous sommes vus trop peu, trop rarement. Je l'admirais en observateur. Et pourtant il se peut qu'alors je ne l'aie pas suffisamment appréciée... Sur la question dite de « la révolution permanente », Luxembourg défendait la position de principe qui était aussi la mienne.

Dans les couloirs, il s'éleva entre Lénine et nous un débat émaillé de plaisanteries sur ce sujet. Les délégués nous entourèrent en groupe pressé. — Tout ça, dit Lénine à l'adresse de Rosa, c'est parce qu'elle ne parle pas assez bien le russe. — Oui, répliquai-je, mais elle parle bien le marxiste. Les délégués riaient et nous avec eux.

Au congrès de l'Internationale à Stuttgart (1907), on sentait encore le souffle de la révolution russe de 1905. Le front se faisait sur le flanc gauche. Mais on remarquait déjà une certaine désillusion à l'égard des méthodes révolutionnaires. On regardait encore les révolutionnaires russes avec intérêt, mais non sans une nuance d'ironie : « Ah! vous voilà revenus chez nous! »

En octobre 1907, je me trouvais déjà à Vienne. J'y fus bientôt rejoint par ma femme qui ramenait notre enfant. Dans l'attente d'une nouvelle montée du flot révolutionnaire, nous nous installâmes en banlieue, à Hutteldorf. Nous devions attendre longtemps. Sept ans plus tard, ce qui nous éloigna de Vienne, ce ne fut pas le flot de la révolution, ce fut une tout autre marée, celle qui a imprégné de sang humain toutes les terres de l'Europe. Pourquoi avions-nous choisi Vienne alors que toute l'émigration russe se concentrait en Suisse et à Paris? C'est qu'en cette période j'étais surtout porté vers la vie politique allemande. Je n'aurais pu m'établir à Berlin, à cause de la police. Nous optâmes donc pour Vienne. Mais, pendant les sept années qui s'écoulèrent, je suivis beaucoup plus attentivement la vie de l'Allemagne que celle de l'Autriche qui rappelait par trop les évolutions d'un écureuil dans sa roulette.

Hilferding, futur ministre des finances de la République d'Allemagne, me mit en relations, tout d'abord, avec ses amis de Vienne : Otto Bauer, Max Adler et Karl Renner. C'étaient des hommes très instruits, qui, dans divers domaines, en savaient plus que moi. J'écoutai avec le plus vif intérêt, on pourrait presque dire avec respect, leur entretien au

Café Central. Mais bientôt des doutes me vinrent. Ces gens-là n'étaient pas des révolutionnaires. Ils représentaient même le type opposé à celui du révolutionnaire. Cela se voyait en tout : dans leur façon d'aborder les questions, dans leurs réflexions sur la politique, dans leurs appréciations psychologiques, dans la satisfaction — je ne dis pas dans l'assurance — qu'ils avaient d'eux-mêmes, et je crus même reconnaître l'accent du philistin au timbre de leurs voix. Dans des causeries sans aucune gêne, ils manifestaient bien plus franchement que dans leurs articles et leurs discours, tantôt un chauvinisme éhonté, tantôt la vantardise du petit acquéreur de biens, tantôt la terreur sacrée que leur inspirait la police, tantôt la vulgarité de leurs jugements sur les femmes.

Le type psychologique du marxiste ne peut se former qu'à une époque de bouleversements sociaux, de rupture révolutionnaire des traditions et des coutumes. Durant les sept années que j'ai passées à Vienne, je n'ai pas pu converser une seule fois à cœur ouvert avec un des membres de cette élite bien que je fusse inscrit à la social-démocratie autrichienne, participant à ses réunions, à ses manifestations, collaborant à ses publications et faisant parfois de courtes conférences en allemand. En même temps, je trouvais sans la moindre peine langue commune avec les ouvriers social-démocrates que je voyais aux réunions ou à la manifestation du Premier Mai.

La correspondance de Marx et d'Engels fut pour moi, dans ces conditions, le plus indispensable et le plus familier de tous les livres. *Toutes proportions gardées*, je me convainquais à chaque page des affinités psychologiques qui me rattachaient directement à ces deux hommes. Leur façon de considérer les gens m'était proche. Je devinais ce qu'ils n'avaient pas entièrement énoncé, partageais leurs sympathies, m'indignais et haïssais avec eux. Marx et Engels furent des révolutionnaires complets. En outre, il n'y eut en eux pas ombre de

sectarisme ou d'ascétisme. Tous deux, et particulièrement Engels, auraient pu, à n'importe quel moment, déclarer que rien d'humain ne leur était étranger. Mais les larges vues révolutionnaires dont ils étaient innervés leur permirent toujours de s'élever au-dessus des vicissitudes du sort, au-dessus des œuvres de l'homme. Rien de mesquin n'est compatible non seulement avec eux, mais avec leur seule présence. Aucune bassesse ne pouvait s'attacher même à leurs semelles. Leurs appréciations, leurs sympathies, leurs plaisanteries, même les plus ordinaires, sont toujours enveloppées de l'air pur des hauteurs, de noblesse spirituelle. Ils peuvent porter sur un homme un jugement meurtrier, mais ils ne colporteront pas des cancans. Ils peuvent être impitoyables, mais ils ne seront pas félons. Pour tout ce qui est d'un éclat extérieur, des titres, des grades, des qualifications honorifiques, ils n'ont qu'un tranquille mépris. Ce que des philistins et des êtres vulgaires prenaient en eux pour de l'esprit aristocratique faisait justement et seulement leur supériorité de révolutionnaires. Supériorité, dont la caractéristique essentielle était une absolue indépendance organique à l'égard de l'opinion publique officielle, toujours et en toutes circonstances.

Victor Adler, indiscutable leader du parti, était, sous tous les rapports, infiniment supérieur à ses collaborateurs. Mais il était depuis longtemps devenu sceptique. Son tempérament de militant se gaspillait dans l'agitation des petites affaires courantes de la vie autrichienne. Aucune perspective ne s'ouvrait et Adler, parfois, tournait ostensiblement le dos aux perspectives qui pouvaient s'ouvrir. Le métier de prophète, disait-il, est un métier ingrat, surtout en Autriche. Et c'est par là que je me trouvais en opposition avec Adler, sur le point le plus vital pour moi : je ne puis concevoir indépendamment d'une large prognose historique non seulement une activité politique mais plus généralement, une vie spirituelle. Victor Adler était devenu

sceptique et, comme tel, il supportait tout, s'accommodait de tout, particulièrement du nationalisme qui rongeaient profondément la social-démocratie autrichienne.

A Berlin régnait un autre esprit qui n'était peut-être pas de beaucoup meilleur, mais était différent. On n'y sentait presque pas le mandarinisme ridicule des académiciens. Les rapports étaient plus simples. Il y avait à Berlin moins de nationalisme, ou, du moins, le nationalisme n'avait pas de motifs de se manifester d'une façon aussi fréquente et aussi criante que dans l'Autriche peuplée de races différentes. Le sentiment national se dissolvait en quelque sorte, pour un temps, dans un orgueil de parti : l'Allemagne était le plus puissant parti social-démocrate, le premier violon de l'Internationale...

J'eus deux ou trois fois, à Berlin, l'occasion de visiter les réunions hebdomadaires des gauches. Elles se tenaient le vendredi au restaurant « Rheingold ». Le principal personnage dans ces rencontres, était Franz Mehring. On y rencontrait aussi Karl Liebknecht qui arrivait toujours en retard et partait avant les autres. Ce fut Hilferding qui m'amena la première fois. A cette époque, il se considérait encore comme un homme de gauche, bien qu'il détestât Rosa Luxembourg, lui portant la haine que semait, en Autriche, Daszinski. Mehring, contractant nerveusement une de ses joues, — c'était un tic, — me demanda ironiquement quelles étaient celles de ses « œuvres immortelles » qui avaient été traduites en russe. Hilferding parla de la gauche allemande, disant que c'étaient des révolutionnaires. — Nous, des révolutionnaires? interrompit Mehring. Les révolutionnaires, les voilà! — Et il hocha la tête de mon côté. Je connaissais trop peu le vieux. J'avais vu trop souvent comment les philistins raillaient la révolution russe, et je ne savais guère si Mehring se moquait ou s'il parlait sérieusement. Or, il se trouvait qu'il parlait sérieusement et il l'a prouvé par le reste de sa vie.

J
an
ter
qua
lait
vie
no
alle
tou
n'él
hor
ple
tiqu
har
un
à
dén
pon
reli
vus
hau
J
Peti
il n
tout
fais
Ros
rioc
révo
mie
bea
il n
orga
tho
Au
dan
Ros
Ils
tim
nett
répl

J'ai connu Karl Liebknecht durant de longues années, mais je ne le rencontrais qu'à de rares intervalles. Son logement à Berlin était le grand quartier général des émigrés russes. Lorsqu'il fallait faire entendre une protestation contre les services rendus au tsarisme par la police allemande, nous nous adressions d'abord à Liebknecht, qui allait frapper à toutes les portes et cogner sur tous les crânes. Marxiste instruit, Liebknecht n'était cependant pas un théoricien. C'était un homme d'action. Nature impulsive, passionnée, pleine d'abnégation, il possédait l'intuition politique, le sens des masses et des situations, une hardiesse incomparable dans l'initiative. C'était un révolutionnaire. C'est pourquoi il resta toujours à demi-étranger dans la maison de la social-démocratie allemande où régnait une bureaucratie pondérée, constamment disposée à battre en retraite. Que de philistins et de paltoquets j'ai vus qui regardaient Liebknecht ironiquement, de haut en bas!

Je vis Kautsky pour la première fois en 1907. Petit vieillard chenu, enjoué, aux clairs yeux bleus, il m'accueillit par un « bonjour » dit en russe. Avec tout ce que je savais de Kautsky par ses livres, cela faisait une figure très séduisante. Son amitié avec Rosa Luxembourgeois coïncida avec la meilleure période de son activité créatrice. Mais bientôt après la révolution de 1905 apparurent entre eux les premiers symptômes d'un refroidissement. Kautsky eut beaucoup de sympathie pour la révolution russe et il ne la commenta pas mal, — de loin. Mais il était organiquement hostile à une implantation des méthodes révolutionnaires sur le terrain allemand. Au moment où allait avoir lieu une manifestation dans un parc de Berlin, je trouvai, chez Kautsky, Rosa Luxembourgeois en violente discussion avec lui. Ils se tutoyaient encore et sur un ton d'amicale intimité, mais, dans les ripostes de Rosa, l'on sentait nettement une indignation contenue et, dans les répliques de Kautsky, un trouble profond qu'il dis-

simulait sous des plaisanteries mal assurées. Nous nous rendîmes ensemble à la manifestation : Rosa, Kautsky, sa femme, Hilferding, Gustav Eckstein, et moi. Il y eut de vives collisions en cours de route : Kautsky ne voulait aller là qu'en spectateur; Rosa Luxembourg voulait se joindre aux manifestants.

Il me souvient que l'on fêta, chez Kautsky, le soixantième anniversaire de Ledebour. Parmi la dizaine d'invités était présent Auguste Bebel qui avait alors dépassé ses soixante-dix ans. C'était la période où le parti avait atteint son point culminant. L'unité dans la tactique semblait absolue. Les anciens enregistraient le succès et regardaient avec assurance du côté de l'avenir. Celui que l'on fêtait, Ledebour, dessina, au souper, des caricatures amusantes. C'est au cours de cette soirée intime que je fis connaissance de Bebel et de sa Julia. Ceux qui étaient là, et Kautsky comme les autres, tâchaient de saisir le moindre mot du vieil Auguste. Inutile de dire que j'écoutais plus attentivement que les autres.

La personne de Bebel représentait la montée lente et obstinée de la classe nouvelle. Ce vieillard, de sèche apparence, semblait fait tout entier d'une volonté patiente mais infrangible, toujours tendue vers un seul but. Dans sa façon de penser, dans son éloquence, dans ses articles et ses livres, Bebel se dispensait absolument de tous frais d'énergie spirituelle qui n'auraient pas répondu à une tâche pratique immédiate. Il donnait l'image de la classe qui s'instruit à ses rares heures de loisir, qui est avare de chaque minute et qui dévore ce qui lui est rigoureusement indispensable.

PRÉPARATION
DE LA NOUVELLE RÉVOLUTION

ADATER d'octobre 1908, j'éditai à Vienne un journal russe, *Pravda*, destiné aux masses ouvrières. Ce journal parvenait en Russie par contrebande, soit par la frontière galicienne, soit par la mer Noire. Il parut pendant trois ans et demi, il fut tout au plus bimensuel, mais sa préparation exigeait un travail considérable et minutieux. La correspondance secrète avec la Russie prenait beaucoup de temps. Je me trouvais en outre en liaison avec l'union illégale des marins de la mer Noire que j'aidais pour la publication de leur journal.

Mon principal collaborateur à la *Pravda* fut A.-A. Joffe, qui devint dans la suite le diplomate soviétique bien connu. C'est de notre séjour à Vienne que date notre amitié. Joffe était un homme de haute valeur par ses idées, d'une grande douceur personnelle et d'un dévouement à la cause que rien ne pouvait ébranler. Il donnait à la *Pravda* ses forces comme ses ressources.

Pour une affaire qui intéressait la *Pravda* de Vienne, Joffe se rendit en Russie. Il fut arrêté à Odessa, resta longtemps emprisonné, et fut ensuite déporté en Sibérie. Il ne fut délivré que par la révolution de mars 1917. Joffe fut un des militants les plus actifs de la révolution d'Octobre. Le courage personnel de cet homme gravement malade était véritablement merveilleux. Je vois encore, comme si nous y étions, cette figure un peu corpulente s'avancant sous un ciel d'automne, à travers un champ que fouillent les obus, aux approches de Pétersbourg, en 1919. En son vêtement distingué de diplomate, la canne à la main, avec un affable sourire sur son calme visage, exactement comme s'il se promenait *Unter den Linden*, Joffe regardait

avec curiosité les explosions de projectiles qui avaient lieu tout près, sans accélérer et sans ralentir son allure. C'était un bon orateur, réfléchi et prenant à l'âme. Dans tous ses travaux, il se montrait méticuleux, qualité qui manque tellement à bien des révolutionnaires. Lénine appréciait hautement le travail diplomatique de Joffe. J'ai été lié plus étroitement que personne avec cet homme pendant de nombreuses années. Son dévouement dans l'amitié et sa fidélité aux idées n'avaient rien de comparable. Il finit tragiquement. De graves maladies héréditaires le rongeaient. Il n'était pas moins rongé par la persécution éhontée qu'exerçaient les épigones à l'égard des marxistes. N'ayant plus la possibilité de combattre sa maladie, ni par conséquent de poursuivre une lutte politique, Joffe se suicida pendant l'automne de 1927.

Pendant la période la plus sombre, la plus fermée aux espoirs de la réaction, Joffe et moi attendimes en toute assurance une nouvelle révolution et précisément dans la forme qu'elle devait prendre en 1917. Svertchkov, qui, en ces années-là, était menchévik, et qui est maintenant un staliniste, écrit dans ses souvenirs sur la *Pravda* de Vienne : « Dans ce journal, il (Trotsky) continuait avec persévérance et obstination à soutenir l'idée d'une révolution russe « permanente », c'est-à-dire démontrait qu'une fois commencée, la révolution ne pourrait s'arrêter avant d'avoir amené le renversement du capitalisme et l'établissement du régime socialiste dans le monde entier. On se moquait de lui, on l'accusait de romantisme et de bien d'autres péchés, du côté des bolchéviks comme de celui des menchéviks, mais il persistait, il maintenait son point de vue, sans s'arrêter aux attaques. »

En septembre 1912, la *Kievskaja Mysl* me proposa de partir comme correspondant de guerre pour les Balkans. Les années 1912 et 1913 me permirent de connaître de près la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie et — la guerre. Ce fut, sous beaucoup de rapports une importante préparation, non seule-

ment à 1914 mais à 1917. Dans mes articles, j'ouvris la lutte contre le mensonge du slavophilisme, contre le chauvinisme en général, contre les illusions de la guerre, contre les méthodes scientifiquement organisées du bourrage de crâne.

Le mois que je passai en Roumanie consolida à tout jamais mon amitié avec Rakovsky que je connaissais depuis 1903. Ch. G. Rakovsky est une des figures les plus internationales dans le mouvement européen. Bulgare d'origine, natif de la ville de Kotel, qui est au cœur même de la Bulgarie, mais sujet roumain parce que la carte le voulait ainsi, médecin formé à l'école française, russe par ses liaisons, ses sympathies et ses ouvrages, Rakovsky possède toutes les langues des Balkans et quatre langues européennes; en diverses périodes, il a activement participé à la vie intérieure de quatre partis socialistes : bulgare, russe, français et roumain, — pour devenir ensuite un des leaders de la fédération des soviets, un des fondateurs de l'Internationale Communiste, le président du Conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine, le représentant diplomatique de l'U.R.S.S. en Angleterre et en France, et pour partager le sort de l'opposition de gauche. Les caractéristiques personnelles de Rakovsky, de larges vues sur la situation internationale et une profonde noblesse d'âme l'ont rendu particulièrement odieux à Staline qui incarne les traits exactement opposés.

En 1913, Rakovsky fut l'organisateur et le leader du parti socialiste roumain qui devait, plus tard, adhérer à l'Internationale communiste. Le parti grandissait. Rakovsky était le directeur de son journal quotidien et lui fournissait des fonds. Au bord de la mer Noire, non loin de Mangalia, Rakovsky possédait par héritage une propriété dont le revenu servait à soutenir le parti socialiste roumain et un bon nombre de groupes et personnalités révolutionnaires dans d'autres pays. Rakovsky passait trois jours par semaine à Bucarest, écrivant des articles, dirigeant les séances du Comité cen-

tral, parlant dans des meetings, conduisant des manifestations. Ensuite, il prenait le train pour regagner le rivage de la mer Noire, rapportant chez lui de la ficelle, des clous, divers objets indispensables. Il allait aux champs, vérifiant le travail d'un nouveau tracteur, courant derrière la machine, dans le sillon, en redingote de citadin. Le surlendemain, Rakovsky rentrait en ville au plus vite pour ne pas manquer un meeting ou une séance. Je l'accompagnais dans ses voyages et admirais cette énergie bouillonnante, infatigable, cette constante fraîcheur d'esprit, et tant de caressantes attentions à l'égard des petites gens. Dans la rue de Mangalia, Rakovsky, en un quart d'heure, passait de la langue roumaine au turc, du turc au bulgare, puis à l'allemand et au français, s'adressant à des colons et représentants de commerce; il en venait au russe avec des *skoptsy* qui habitaient les environs en grand nombre. Ses propos étaient ceux d'un propriétaire, d'un docteur, d'un Bulgare, d'un sujet roumain, et plus souvent encore, d'un socialiste. C'est ainsi qu'il passa devant mes yeux, miracle vivant, dans les rues de cette petite ville écartée, insouciant, paresseuse, du bord de la mer. Mais, la nuit venue, il roulait dans le train, à toute vitesse, vers le champ de bataille. Et il se sentait aussi bien, il avait la même assurance à Bucarest qu'à Sofia, à Paris, à Pétersbourg ou à Kharkov.



Les années de ma deuxième émigration furent celles de ma collaboration à la presse démocratique russe. La *Kievskaja Mysl*, le journal radical le plus répandu dans le Midi, et il se colorait de marxisme. Un quotidien de cette sorte ne pouvait exister qu'à Kiev où la vie industrielle est peu avancée, où les antagonismes de classes ne sont pas développés, où il existe de grandes traditions de radicalisme intellectuel.

Les honoraires que je recevais de la *Kievskaja Mysl* auraient été tout à fait suffisants pour notre modeste existence. Mais il y eut des mois où le travail que je faisais pour la *Pravda* m'empêchait d'écrire une seule ligne rétribuée. Alors, il y avait crise. Ma femme connaissait fort bien le chemin du Mont-de-Piété, et je vendis plus d'une fois aux bouquinistes des livres que j'avais achetés en des jours plus fortunés. Il arriva que notre humble mobilier fût saisi comme garantie du loyer. Nous avions deux petits enfants; nous n'avions pas de bonne pour les garder. Notre vie pesait doublement sur ma femme. Elle trouvait, malgré tout, encore du temps et des forces pour m'aider dans mon travail révolutionnaire.

LE COMMENCEMENT DE LA GUERRE

ON vit apparaître sur les palissades et murs de Vienne cette inscription : *Alle Serben müssen sterben!* (Tous les Serbes doivent mourir). C'était devenu le cri de ralliement des gamins de la rue. Notre fils cadet, Sériouja, toujours animé de l'esprit de contradiction, s'écria sur la pelouse de Sievering : « Hoch Serbien ! » Il rentra à la maison couvert de bleus, ayant fait sa première expérience de politique internationale.

En septembre 1914, j'écrivais à destination de la Russie : « La mobilisation et la déclaration de guerre ont en quelque sorte effacé tous les antagonismes nationaux et sociaux dans le pays. Mais ce n'est qu'un délai accordé par l'histoire, une façon de moratorium politique. Les traites ont été protestées, mais il faudra bien payer. » Lorsque j'écrivais ainsi, j'avais en vue, bien entendu, non seulement l'Autriche-Hongrie, mais la Russie, et la Russie avant tout.

Quelle fut l'attitude que je trouvai dans les cercles dirigeants de la social-démocratie autrichienne, à l'égard de la guerre? Les uns s'en réjouissaient ouvertement, dans un langage qui débordait d'injures grossières à l'adresse des Serbes et des Russes, et sans trop distinguer les gouvernements de leurs peuples. Ils étaient au fond, organiquement, des nationalistes; le léger vernis de culture socialiste dont ils étaient couverts tombait d'eux, et non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. D'autres, et à leur tête Victor Adler, considéraient la guerre comme une catastrophe extérieure qu'il fallait savoir passivement supporter.

Le 2 août l'Allemagne déclara la guerre à la Russie. Le 3 août, j'étais déjà, avec ma famille, dans le train qui partait pour Zurich. Je laissais derrière moi des relations de sept années, des livres, des archives, des ouvrages commencés.

Le télégramme qui annonçait la capitulation de la social-démocratie allemande me secoua bien plus que la déclaration de guerre, bien que je fusse assez loin d'idéaliser naïvement le socialisme germanique. J'écrivais déjà, en 1905, et je l'ai récrit plus d'une fois : « Les partis socialistes européens ont élaboré leur conservatisme, qui devient d'autant plus fort que de plus grandes masses sont gagnées par le socialisme... Le conservatisme du parti prolétarien peut, à un certain moment, gêner la lutte directe du prolétariat pour la conquête du pouvoir. » Je ne m'attendais pas à voir, en temps de guerre, les leaders officiels de l'Internationale capables de prendre une sérieuse initiative révolutionnaire. Mais je n'aurais pas cru que la social-démocratie pût tout simplement ramper à plat ventre devant le militarisme national.

Quand on reçut en Suisse le numéro du *Vorwärts* où il était rendu compte de la séance du Reichstag qui avait eu lieu le 4 août, Lénine décida sans hésiter que c'était une contrefaçon, un document inventé par le Grand Quartier Général allemand pour tromper et terrifier l'ennemi. Telle était

encore, — en dépit de la faculté critique de Lénine, — la foi que l'on gardait à la social-démocratie allemande.

Le besoin de me rendre compte de ce qui se passait m'amena à tenir un journal. Le 9 août, j'écrivais déjà : « Ce qui est évident, c'est ceci : il ne s'agit plus de fautes isolées, de certaines démarches opportunistes, de déclarations maladroitement à des tribunes parlementaires, du vote du budget par les social-démocrates du grand-duché de Bade, ni des expériences du ministérialisme français, ni de certains renégats parmi les chefs; il s'agit du naufrage de l'Internationale à une époque où les responsabilités sont les plus grandes et pour laquelle tous les travaux qui ont été faits n'ont été que des travaux préparatoires. »

Le 11 août, j'écrivais : « C'est seulement un réveil du mouvement révolutionnaire socialiste, — lequel doit prendre immédiatement des formes extrêmement violentes, — qui jettera les bases de la nouvelle Internationale. Les années qui viennent seront l'époque de la révolution sociale. »

J'entrai activement dans la vie du parti socialiste suisse. Dans sa base ouvrière, l'internationalisme rencontrait des sympathies presque unanimes. De chaque réunion du parti je rapportais double provision d'assurance en la justesse de ma position. Je trouvai mon premier point d'appui dans l'union ouvrière *Eintracht* dont la composition était internationaliste. D'accord avec la direction, j'élaborai, au début de septembre, un projet de manifeste contre la guerre et le social-patriotisme. La direction invita les leaders du Parti à une réunion où je devais parler en allemand pour défendre le manifeste. Les leaders ne vinrent pourtant pas. L'assemblée de l'*Eintracht* adopta presque à l'unanimité le manifeste qui, malgré toutes ses réticences, donna une sérieuse impulsion à l'opinion dans le Parti. Ce fut peut-être, à dater du début de la guerre, le premier document internationaliste émanant d'une organisation ouvrière.

Lorsque les journaux socialistes allemands et français eurent donné un clair tableau de la catastrophe politique et morale qui s'était produite dans le socialisme officiel, je mis de côté mon carnet de notes pour écrire une brochure sur la guerre et l'Internationale. Dès décembre 1914 ce livre trouva, de Suisse, des débouchés en Autriche et en Allemagne. Ce furent avant tout les hommes de gauche, en Suisse, qui s'en occupèrent. Destinée aux pays allemands, la brochure visait avant tout la social-démocratie allemande, parti dirigeant de la II^e Internationale.

Plus tard, en France, je devais lire, par hasard, dans les journaux, un télégramme venu de Suisse d'après lequel un tribunal allemand me condamnait par contumace à la prison pour ma brochure de Zurich. J'en conclus que cet ouvrage avait eu l'effet souhaité. Les juges à la dévotion du Hohenzollern me rendirent, par cette sentence, devant laquelle je ne m'empressai pas de me mettre en règle, un service inappréciable. Pour ceux des calomniateurs et mouchards de l'Entente qui s'occupèrent de moi, la condamnation portée par les Allemands créa toujours une grosse difficulté lorsqu'ils essayèrent noblement de démontrer que j'étais, en fait, un agent du Grand Quartier Général allemand.

Après la révolution d'Octobre, un éditeur de New-York, esprit inventif, fit paraître ma brochure allemande sous l'aspect d'un gros livre à l'américaine. D'après ce qu'il a raconté lui-même, Wilson lui aurait demandé, de la Maison-Blanche, par téléphone, communication des bonnes feuilles : c'était le moment où le président fabriquait ses quatorze articles, et, à ce que racontent des gens renseignés, il ne pouvait pas digérer que des bolchéviks lui eussent pris les meilleures de ses formules. En deux mois, mon livre devait être enlevée en Amérique, à seize mille exemplaires. Mais on en arriva aux journées de Brest-Litovsk. La presse américaine se souleva furieusement contre moi et ma brochure disparut aussitôt du marché.

PARIS ET ZIMMERWALD

LE 19 novembre 1914, je franchissais la frontière française, en qualité de correspondant de guerre de la *Kievskaja Mysl*. J'avais accepté l'invite de ce journal d'autant plus volontiers que cette mission me donnait la possibilité de voir de plus près la guerre. Paris était triste; les rues, à la tombée de la nuit, étaient plongées dans les ténèbres. Des zeppelins venaient l'attaquer. Quand les armées allemandes furent arrêtées sur la Marne, la guerre devint de plus en plus exigeante et implacable. Dans le chaos sans bornes qui dévorait l'Europe, tandis que se faisaient les masses ouvrières, trompées et trahies par la social-démocratie, les machines à exterminer fonctionnaient automatiquement.

Au moment où les Allemands s'approchaient de Paris, deux émigrés russes créèrent là un petit journal quotidien rédigé dans leur langue. Cet organe avait pour objet d'expliquer aux Russes perdus dans Paris le sens des événements et de ne pas laisser s'éteindre l'esprit de solidarité internationale. Au moment de lancer le premier numéro, la « caisse » des éditeurs contenait tout juste trente francs. Pas un homme de « bon sens » n'aurait pu croire que l'on parviendrait à publier un quotidien avec ce capital social. Et, en effet, au moins une fois par semaine, le journal, bien que ses rédacteurs et collaborateurs travaillassent gratuitement, passait par une crise à laquelle, semblait-il, on ne trouverait pas d'issue. On en trouvait une cependant. Dévoués à leur journal, les typos enduraient famine; les rédacteurs couraient la ville à la recherche de quelques dizaines de francs, — et le numéro suivant sortait à son heure. C'est ainsi que, sous les coups du déficit et de la censure, disparaissant parfois et reparaissant aussitôt sous un nouveau nom, le journal vécut deux ans et demi, c'est-à-dire jus-

qu'à la révolution de Février 1917. Aussitôt arrivé à Paris, je me mis à collaborer avec zèle à *Naché Slovo* (Notre Parole).

Le parti socialiste français était dans un état de complète démoralisation. La place de Jaurès ne pouvait être occupée par personne. Vaillant, ancien « antimilitariste », sortait chaque jour des articles imprégnés du plus violent chauvinisme. Jules Guesde, leader de l'aile marxiste, qui s'était dépensé jusqu'au bout dans une longue lutte épuisante contre les fétiches de la démocratie, ne se trouva capable que d'abandonner son autorité morale, jusque-là jamais entachée, devant « l'autel » de la défense nationale. Marcel Sembat, auteur du livre : *Faites un roi, sinon faites la paix*, fut un des collègues de Guesde dans le cabinet... Briand ! Pierre Renaudel se trouva pour un temps « dirigeant » du parti. Longuet se trainait à la suite, mais non sans quelque gêne qu'il tâchait de faire passer pour de l'esprit de gauche. Le syndicalisme officiel, représenté par Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T., perdit ses couleurs en vingt-quatre heures. Il avait rejeté « l'étatisme » en temps de paix ; il se mit à genoux devant l'Etat en temps de guerre. Le tout ensemble, avait l'air d'une mascarade de deuil, d'un carnaval de la mort. Il était impossible de ne pas se dire : non, vraiment, nous sommes plus sérieusement bâtis, nous n'avons pas été surpris par les circonstances, nous en avons prévu quelque chose, nous prévoyons d'autres choses maintenant et nous sommes prêts à bien des événements.

Le 4 août 1915, j'écrivais dans *Naché Slovo* : « Malgré tout, nous arrivons à cet anniversaire sanglant sans la moindre défaillance morale, sans aucun scepticisme politique. Internationalistes révolutionnaires, nous nous sommes maintenus, dans la plus grande des catastrophes mondiales, sur nos positions d'analyse, de critique et de clairvoyance. Nous avons refusé de prendre les lunettes « nationales » que distribuaient les divers grands états-majors, non seulement à bas prix, mais avec des

primes. Nous avons continué à voir les choses comme elles sont, à les nommer par leurs noms et à prévoir la suite logique de leur mouvement. »

Pendant l'été de 1915 arriva à Paris le député italien Morgari, secrétaire de la fraction socialiste du parlement de Rome, naïf éclectique, dont le dessein était d'amener les socialistes français et anglais à une conférence internationale. A la terrasse d'un café des grands boulevards, nous eûmes avec Morgari, une conférence de quelques députés socialistes, lesquels, pour des raisons peu claires, se croyaient des hommes de « gauche ». Tant que l'entretien se limita à des palabres pacifistes et à la répétition de lieux communs sur la nécessité de rétablir les relations internationales, cela marcha assez bien. Mais lorsque Morgari, d'un chuchotement tragique de conspirateur, parla de la nécessité de se procurer de faux passeports pour passer en Suisse (de toute évidence, il était séduit par le côté « carbonariste » de l'affaire), messieurs les députés firent longue mine, et l'un d'eux, — je ne sais plus lequel, — se hâta d'appeler le garçon et de régler toutes les consommations. Je partis pour la conférence avec Merrheim et Bourderon, pacifistes très modérés. Nul de nous n'eut besoin de faux passeport, car le gouvernement, ne s'étant pas encore déshabitué des procédés d'avant-guerre, nous avait délivré des papiers en bonne et due forme.

Les journées de la conférence (du 5 au 8 septembre 1915) furent orageuses. L'aile révolutionnaire, à la tête de laquelle se trouvait Lénine, et le groupe pacifiste auquel appartenait la majorité des délégués réussirent difficilement à s'entendre sur un manifeste commun dont j'élaborai le projet. Le manifeste ne disait pas tout ce qu'il aurait fallu dire, loin de là. Mais il marquait tout de même un grand pas en avant.

Les délégués français signalèrent dans leur rapport l'importance qu'avait pour eux l'existence de *Naché Slovo*, qui établissait un lien d'opinion avec le mouvement internationaliste des autres pays.

Rakovsky fit remarquer que *Naché Slovo* avait joué un rôle important dans l'élaboration de l'attitude internationaliste des partis social-démocrates balkaniques. Le parti italien connaissait aussi *Naché Slovo* d'après de nombreuses traductions qu'avait faites Balabanova. Cependant, c'est dans la presse allemande que notre journal était le plus souvent cité. Et partiellement dans la presse officieuse : tout ainsi que Renaudel essayait de s'appuyer sur Liebknecht, Scheidemann n'aurait pas détesté de nous compter pour des alliés.

Liebknecht ne vint pas à Zimmerwald : il était déjà prisonnier sous l'uniforme du Hohenzollern, en attendant de devenir un simple détenu. Mais il envoya à la conférence une lettre qui marquait énergiquement son passage de la ligne pacifiste à la ligne révolutionnaire. Son nom fut prononcé plus d'une fois à Zimmerwald ; c'était déjà un nom générique dans la lutte qui déchirait le socialisme mondial.

La conférence de Zimmerwald donna une forte impulsion au mouvement qui se développait contre la guerre en différents pays. En Allemagne, les spartakistes étendirent plus largement leur action. En France se constitua un « Comité pour la reprise des relations internationales ». La partie ouvrière de la colonie russe, à Paris, se resserra autour de *Naché Slovo*, le soutenant de toute sa vigueur, à travers les difficultés financières et d'autres embarras. Martov qui, dans la première période, avait été un collaborateur zélé, quitta le journal. Les dissentiments d'importance secondaire qui me séparaient encore de Lénine à Zimmerwald allaient s'effacer en quelques mois.

EXPULSE DE FRANCE EN ESPAGNE

Pour que l'on comprenne mieux les circonstances de mon expulsion, il est nécessaire que j'expose en deux mots, les conditions dans lesquelles paraissait le petit journal russe dont j'étais le rédacteur en chef. Notre grand ennemi, naturellement, était l'ambassade de Russie. On s'y appliquait à traduire en français les articles de *Naché Slovo* qu'on communiquait, avec des commentaires appropriés, au Quai d'Orsay et au ministère de la Guerre. De là, des coups de téléphone alarmants étaient donnés à notre censeur militaire, M. Chasles, qui avait passé de longues années en Russie comme professeur de français. M. Chasles ne se distinguait pas par l'esprit de décision. En cas de doute, il préférerait toujours biffer plutôt que de maintenir un texte. Souvent, au lieu d'un journal, sortait une feuille de papier blanc. Nous ne nous sommes jamais rendus coupables d'avoir transgressé la volonté de M. Chasles. Et ce monsieur était encore moins disposé à agir contre les intentions de ceux qui l'avaient placé.

Néanmoins, en septembre 1916, la préfecture me signifia l'arrêté d'expulsion. Quel motif? On ne m'en dit rien alors. C'est seulement avec le temps qu'on a pu découvrir qu'il y avait eu un acte d'odieuse provocation organisé en France par l'*Okhrana* russe. En effet, tout en expédiant à la République française des soldats russes, — des détachements insignifiants qu'on disait « symboliques », — le gouvernement du tsar avait aussi mobilisé en toute hâte un nombre proportionné de mouchards et d'agents provocateurs. Parmi ces derniers se trouvait un certain Winning, venu de Londres avec une recommandation du consul de Russie. Ayant échoué à Paris, auprès des journalistes, Winning gagna Toulon où il eut, apparemment, un certain succès

parmi les matelots russes auxquels il était plus difficile de le deviner. De Toulon, il écrivit à différents journalistes russes : « Pour notre travail, le terrain est ici très favorable; envoyez-moi des livres et des journaux révolutionnaires. » Il prenait ses destinataires au petit bonheur; il ne reçut pas une réponse. A Toulon, une vive agitation éclata sur le croiseur russe *Askold* et fut brutalement étouffée. Le rôle de Winning dans cette affaire était trop évident; il jugea opportun de transférer son activité à Marseille. Là aussi le terrain se trouva « favorable ». Ce ne fut pas sans la participation de Winning qu'une fermentation se produisit parmi les soldats russes, qui aboutit à ceci que le colonel Krause fut lapidé par ses soldats, dans la cour d'une caserne. Quand on vint arrêter les hommes mêlés à cette affaire, on trouva sur eux un seul et même numéro de *Naché Slovo*. Lorsque les journalistes russes arrivèrent à Marseille pour s'informer de ce qui s'était passé, les officiers leur apprirent qu'un certain Winning, pendant la mutinerie, avait glissé des exemplaires de *Naché Slovo* à ceux qui en voulaient comme à ceux qui n'en voulaient pas. Mais qu'importait! La diplomatie tsariste avait trop clairement donné à entendre au gouvernement de la République que, s'il désirait recevoir des soldats russes, il devait immédiatement détruire notre nid de révolutionnaires. Ce but fut atteint; le gouvernement qui avait hésité jusque-là supprima *Naché Slovo*, et le ministre de l'Intérieur, Malvy, signa à mon égard un arrêté d'expulsion préparé d'avance par la préfecture de police.

Deux inspecteurs de police m'attendaient chez moi, dans la petite rue Oudry : l'un de basse taille, presque vieux; l'autre énorme, chauve, d'un noir de goudron, âgé d'environ quarante-cinq ans. Leurs vêtements de civils leur allaient mal. Lorsqu'ils avaient à répondre, ils portaient involontairement la main à une visière inexistante. Au moment où je fis mes adieux à nos amis et à ma famille, les policiers, par un surcroît de politesse, se dissimu-

lèrent derrière la porte. En sortant, le plus âgé ôta plusieurs fois son chapeau : — « Excusez, Madame... »

A Irun, un gendarme français me questionna, mais mon convoyeur lui fit un signe maçonnique et m'emmena en toute hâte par des couloirs. — « C'est fait avec discrétion, n'est-ce pas? me dit le noiraud. D'Irun, vous pouvez gagner Saint-Sébastien par le tramway. Vous devez vous donner un air de touriste pour ne pas éveiller les soupçons de la police espagnole qui est très, très méfiante. Et après ça, je ne vous connais plus, pas vrai? »

J'attendis à Madrid une réponse de Suisse; j'apprenais par cœur des mots espagnols et visitais les musées! Le 9 novembre, la bonne de l'hôtel m'appela par gestes épouvantés dans le corridor. Là, m'attendaient deux gaillards que leur mine donnait bien pour ce qu'ils étaient, lesquels, sans trop d'aménité, m'invitèrent à les suivre. Où cela? Bien entendu, à la préfecture de Madrid. A minuit, un agent me conduisit, en fiacre, à la prison.

Quelques jours plus tard, un agent vint m'apprendre que le soir même je devais partir pour Cadix et me demanda si je désirais payer mon billet. Pourquoi Cadix? Je consultai encore une fois la carte. Cadix se trouve à l'extrême pointe sud-ouest de la péninsule européenne : de Bérésov, avec un attelage de rennes, par l'Oural, par Pétersbourg, de là, en faisant un circuit en Autriche, d'Autriche en Suisse, de Suisse en France, de France en Espagne, et enfin, à travers toute la presqu'île ibérique... Cadix... Direction générale : du nord-est au sud-ouest. Là, c'est le bout du continent, le commencement de l'Océan.

La porte de l'Europe se refermait sur moi. La police nous installa, moi et les miens, sur le transatlantique espagnol *Montserrat* qui devait, en dix-sept jours, livrer sa cargaison, vive et morte, à New-York.

DE NEW-YORK
A UN CAMP DE CONCENTRATION

LE lendemain de mon arrivée, j'écrivais dans le journal russe *Novyi Mir* : « C'est avec une profonde confiance en la révolution que j'ai quitté l'Europe ensanglantée. Et c'est sans aucune illusion « démocratique » que j'ai pris pied sur le rivage de ce Nouveau Monde, qui a déjà assez vieilli. » Dix jours plus tard, dans un meeting international de « bienvenue », je disais : « Le fait économique qui a la plus haute importance, c'est que l'Europe se ruine aux sources mêmes de sa fortune, tandis que l'Amérique s'enrichit... Le centre de gravité de la vie économique et culturelle ne va-t-il pas passer de ce côté, en Amérique?... »

En ces mois-là, l'Amérique se préparait activement à la guerre. C'étaient, comme toujours, les pacifistes qui y poussaient le plus. Prononçant des discours qui ne leur coûtaient rien sur les avantages de la paix, comparativement à la guerre, ils terminaient toujours en prenant l'engagement de soutenir la guerre si celle-ci devenait « indispensable ». C'est dans cet esprit que Bryan menait son agitation. Les socialistes faisaient de l'accompagnement au chœur des pacifistes. On sait bien, en effet, que la guerre n'est odieuse à ces derniers qu'en temps de paix.

J'étais entré dès les premiers jours dans la rédaction de *Novyi Mir*, quotidien russe auquel, outre Boukharine, collaboraient déjà Volodarsky, qu'assassinèrent plus tard des socialistes-révolutionnaires, aux environs de Pétrograd, et Tchoudnovsky qui fut blessé près de la capitale et tué ensuite en Ukraine. Ce journal devint le centre de la propagande révolutionnaire internationaliste. Il y avait, dans toutes les fédérations nationales du parti socialiste, des ouvriers sachant le russe. Nom-

bre de membres de la fédération russe parlaient l'anglais. Les idées de *Novyi Mir* pénétraient ainsi, largement, dans les milieux ouvriers américains. Les mandarins du socialisme officiel s'inquiétèrent. La lutte prit une extrême violence.

Le télégraphe s'était mystérieusement tu pendant deux ou trois jours : soudain survinrent les premières informations sur l'insurrection qui avait éclaté à Pétrograd, informations confuses, chaotiques. La population ouvrière de New-York, composée de nombreuses races, fut toute saisie d'émotion. On voulait espérer, mais on n'osait pas. La presse américaine était bouleversée. De toutes parts arrivaient précipitamment à la rédaction de *Novyi Mir* des journalistes, interviewers, chroniqueurs, reporters. Pendant un certain temps notre journal fut le foyer de convergence de la presse new-yorkaise. Les rédactions et organisations nous appelaient au téléphone d'une façon presque ininterrompue.

Lorsque je téléphonai de la rédaction à ma femme qu'il y avait révolution à Pétersbourg, le cadet de nos garçons était couché, atteint de diphtérie. Il avait neuf ans. Mais il savait depuis longtemps et fort bien que la révolution, c'était l'amnistie, le retour en Russie et mille autres bonheurs. Il bondit et dansa sur son lit en l'honneur de la révolution. C'est ainsi que se décida sa guérison. Nous avons hâte de prendre le premier bateau. Je courus les consulats, en quête de papiers et de visas. Ma femme faisait les bagages. Que de fois déjà n'avait-elle pas procédé à cette opération !

Le 27 mars, j'embarquai avec ma famille et plusieurs compatriotes sur le vapeur norvégien *Christianafjord*. On vint nous faire des adieux, on nous apporta des fleurs, on prononça des discours. Nous nous rendions au pays de la révolution. Nous avions des passeports et les visas. Révolution, fleurs et visas s'accordaient harmonieusement dans nos âmes de nomades.

Le 3 avril, des officiers anglais, escortés de ma-

telots, montèrent à bord du *Christianiafjord*, et, au nom de l'amiral commandant la place, nous intimèrent, à moi et à ma famille, ainsi qu'à cinq autres personnes, l'ordre de débarquer. Quant aux motifs de cette injonction, on nous promettait de tout « élucider » à Halifax (Canada). Nous déclarâmes illégales de telles exigences et refusâmes d'y obéir. Des matelots armés se jetèrent sur nous et, sous les huées d'un bon nombre de passagers qui leur criaient « shame, shame! » (c'est une honte) nous emportèrent à bras, nous mirent dans une vedette de la marine de guerre, qui, convoyée par un croiseur, nous amena à Halifax. Comme une dizaine de matelots me tenaient et portaient, mon fils aîné courut à mon secours et, frappant un officier de son petit poing, me cria : — Faut-il le taper encore, papa? » Il avait onze ans. Il venait de prendre sa première leçon sur la démocratie britannique.

La police laissa à Halifax ma femme et mes enfants. Les autres détenus furent expédiés par chemin de fer au camp de Amherst où étaient internés des prisonniers allemands. Là, dans la salle d'admission, nous subîmes une fouille telle que je n'avais rien connu de pareil, même lorsque je fus incarcéré à la forteresse Pierre-et-Paul. En effet, dans la prison du tsar, où l'on vous obligeait à vous mettre nu, si des gendarmes vous tâtaient le corps, c'était fait discrètement; à Amherst, chez ces démocrates nos alliés, on nous soumit à ces outrages éhontés en présence d'une dizaine de personnes. Je me rappellerai toujours le sergent Olsen, d'espèce suédo-canadienne, une tête rousse de criminel et d'argousin, qui joua le principal rôle dans l'affaire. Les canailles qui, de loin, en avaient ainsi disposé, savaient parfaitement que nous étions d'irréprochables révolutionnaires qui rentraient dans leur pays, délivré par la révolution.

Le camp militaire de Amherst était établi dans une vieille fonderie, négligée au dernier degré, appartenant à un Allemand et mise sous séquestre.

Les planches de couchage étaient disposées à trois étages et sur deux rangées en profondeur des deux côtés du local. Huit cents hommes vivaient dans ces conditions. Il n'est pas difficile d'imaginer quelle était l'atmosphère de ce dortoir pendant la nuit. Les gens s'entassaient sans rémission dans les couloirs, se bousculaient du coude, se couchaient, se levaient, jouaient aux cartes ou aux échecs. Parmi les détenus, en dépit des efforts héroïques qu'ils faisaient pour garder leur santé physique et morale, il y avait cinq déments. Nous dormions et mangions avec ces fous, étant tous logés ensemble.

Sur huit cents prisonniers, en la compagnie desquels j'ai passé presque un mois, il y avait environ cinq cents matelots provenant de navires de guerre allemands coulés par les Anglais, environ deux cents ouvriers que la guerre avait surpris au Canada et une centaine d'officiers ou de civils appartenant à la bourgeoisie. Nos rapports avec les Allemands, nos camarades de détention, devinrent de plus en plus clairs à mesure qu'ils comprirent que nous avions été arrêtés comme socialistes. Les officiers et principaux sous-officiers de marine, qui vivaient à l'écart, séparés de nous par une cloison de planches, nous considérèrent aussitôt comme des ennemis. Mais les hommes du rang nous entouraient de plus en plus de leurs sympathies. Ce mois de résidence dans un camp fut comme un meeting ininterrompu. Je parlais aux prisonniers de la révolution russe, de Liebknecht, de Lénine, des causes de la faillite de la vieille Internationale, de l'intervention des Etats-Unis dans la guerre. Nous fîmes des conférences; en outre, il y eut constamment des causeries de groupes. Nos amitiés se resserraient de jour en jour.

Finalement, les officiers portèrent plainte devant le chef du camp, le colonel Morris, lui signalant ma propagande antipatriotique. Le haut gradé de l'armée anglaise prit immédiatement le parti des patriotes fidèles au Hohenzolern et m'interdit de

continuer à parler en public. Cette prohibition ne me fut signifiée d'ailleurs que vers la fin de notre séjour au camp et ne put que nous lier plus étroitement avec les matelots et les ouvriers qui répliquèrent à l'interdiction du colonel par une protestation écrite et couverte de cinq cent trente signatures. Un plébiscite de cette sorte, réalisé sous la lourde main du sergent Olsen, me donna complète satisfaction pour tous les désagréments que j'ai éprouvés dans le camp d'Amherst.

Le mécanisme qui joua dans les coulisses pour notre arrestation et notre élargissement n'est pas encore tout à fait clair à mes yeux. Le gouvernement anglais avait dû inscrire mon nom sur les listes noires, probablement dès l'époque où je militais en France. Il avait aidé par tous les moyens le gouvernement tsariste à me faire expulser d'Europe. C'est évidemment en considération de ces listes noires, avec l'appoint des renseignements reçus sur mon activité antipatriotique aux Etats-Unis, que les autorités anglaises m'arrêtèrent à Halifax. Lorsque la nouvelle de notre arrestation parvint à la presse russe, l'ambassade de Grande-Bretagne en Russie, n'ayant sans doute pas l'inquiétude de me voir rentrer de sitôt dans mon pays, envoya aux journaux de Pétrograd des communiqués officiels disant que les Russes arrêtés au Canada faisaient route « avec des subsides fournis par l'ambassade d'Allemagne, dans le dessein de renverser le Gouvernement provisoire ». Cela, du moins, n'était pas équivoque. La *Pravda* que dirigeait Lénine, sans aucun doute par la plume de Lénine lui-même, répondit à Buchanan, le 16 avril : « Peut-on croire une seule minute à la bonne foi d'un informateur selon lequel Trotsky, ancien président du Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg en 1905, révolutionnaire qui s'est consacré pendant des dizaines d'années au service désintéressé de la révolution, ait été capable de se lier avec un plan subventionné par le gouvernement allemand ? C'est, en effet, une calomnie évidente, inouïe, impudente, à l'adresse

d'un révolutionnaire. De qui avez-vous reçu ce renseignement, M. Buchanan? Pourquoi ne le diriez-vous pas?... Six hommes ont traîné par les bras et par les jambes le camarade Trotsky, tout cela au nom de votre amitié pour le Gouvernement provisoire! »

A la fin des fins, le Soviet de Pétrograd intervint et Milioukov dut céder. C'est le 29 avril que l'on nous relâcha du camp de concentration. Nos camarades de détention nous firent des adieux solennels. Les officiers s'étaient renfermés dans leurs compartiments et quelques-uns seulement d'entre eux mirent le nez à des fissures de la cloison. Mais les matelots et les ouvriers s'étaient rangés en deux files, sur toute la longueur du passage, un orchestre fabriqué avec les moyens dont on disposait sur place joua une marche révolutionnaire, des mains amies se tendirent vers nous de toutes parts. Un des prisonniers prononça un bref discours : salut à la révolution russe, malédiction pour la monarchie allemande. Je me souviens jusqu'à présent, avec un sentiment chaleureux, de cette fraternisation en pleine guerre, entre les matelots allemands de Amherst et nous. Depuis, bon nombre d'entre eux m'ont envoyé d'Allemagne des lettres amicales.

Rencontrant l'officier de gendarmerie britannique Macken qui nous avait arrêtés et vint constater notre départ, je lui dis, en manière de menace, en le quittant, que, pour commencer, j'interpellerai à l'Assemblée constituante le ministre des Affaires étrangères Milioukov sur les sévices commis par la police anglo-canadienne à l'égard des citoyens russes.

Le gendarme trouva le mot qu'il fallait :

— J'espère, dit-il, que vous ne serez pas de l'Assemblée constituante...

A PÉTROGRAD

A BIÉLOOSTROV vint au-devant de nous une délégation des internationalistes unifiés et du Comité central des bolchéviks. Du côté des menchéviks, même « internationalistes » (Martov et autres), il n'y avait personne. J'embrassai mon vieil ami Ouritsky que j'avais rencontré pour la première fois en Sibérie, au début même de ce siècle. Ouritsky avait constamment collaboré, de Scandinavie, à *Naché Slovo*, édité à Paris, et avait fait la liaison entre nous et la Russie pendant la guerre. Un an après cette radieuse rencontre, Ouritsky fut assassiné par un jeune socialiste-révolutionnaire. Du côté des bolchéviks arrivèrent Fédorov, métallurgiste, qui devint bientôt président de la section ouvrière du Soviet de Pétrograd. Avant même d'arriver à Biéloostrov, je sus, par un journal russe tout récent, que Tchernov, Tsérételli et Skobélev étaient entrés dans le Gouvernement provisoire de coalition. Les positions des groupes politiques devinrent du coup tout à fait claires. Dès le premier jour il allait falloir combattre irréductiblement, en commun avec les bolchéviks, contre les menchéviks et les populistes.

A Pétrograd, gare de Finlande, une grande réception nous était réservée. Ouritsky et Fédorov prononcèrent des discours. Je répondis, parlant de préparer une seconde révolution qui serait la nôtre. Lorsque, soudain, l'on m'enleva à bout de bras, je me rappelai immédiatement Halifax, où je m'étais trouvé dans la même situation. Mais cette fois-ci, c'étaient des bras amis qui me soulevaient. Autour, il y avait quantité de drapeaux. Je discernai le visage ému de ma femme, les visages pâles et inquiets de mes garçons qui ne savaient si les choses tournaient bien ou mal : la révolution les avait déçus une première fois.

Dès la sortie de la gare commença pour moi un tourbillon dans lequel gens et épisodes filèrent comme des copeaux dans un torrent. Les plus grands événements sont les plus pauvres en souvenirs personnels : c'est ainsi que la mémoire se garde d'une excessive surcharge. Il me semble que je me rendis aussitôt à la séance du Comité exécutif. Tchkhéidzé, président inamovible de l'époque, me salua sèchement. Les bolchéviks proposèrent de m'inscrire au nombre des membres du Comité exécutif, comme ancien président du Soviet de 1905. Il y eut une certaine confusion. Les menchéviks chuchotèrent avec les populistes. Ils constituaient encore, en cette période, l'écrasante majorité dans toutes les institutions révolutionnaires. Il fut décidé de m'admettre avec voix consultative. Je reçus ma carte de membre du Comité avec un verre de thé et un morceau de pain noir.

A Pétrograd, la garnison était formidable, mais déjà tout à fait inconsistante. Les soldats défilaient en chantant des hymnes révolutionnaires, avec des rubans rouges sur la poitrine. Cela semblait invraisemblable comme un rêve. Les tramways étaient bondés de soldats. Dans les grandes avenues, on faisait encore l'exercice. Les tirailleurs se couchaient, se lançaient en ligne, se recouchaient. Derrière la révolution se dressait encore, géant, le monstre de la guerre, projetant son ombre sur la révolution même. Mais les masses ne croyaient déjà plus à la guerre et, semblait-il, l'exercice continuait uniquement parce que l'on avait oublié de le décommander. La guerre était devenue impossible. C'est ce que ne surent pas comprendre non seulement les cadets, mais même les leaders de ce que l'on appelait « la démocratie révolutionnaire ».

Après les « journées de Juillet » dont il sera parlé plus loin, la calomnie dirigée contre les bolchéviks inondait les rues de la capitale. Je fus arrêté par le gouvernement de Kérensky et, deux mois après mon retour de l'émigration, je me retrouvai dans la prison bien connue de *Kresty*. Mes gar-



çons étaient mécontents. — Qu'est-ce que c'est que cette révolution, disaient-ils d'un ton de reproche à leur mère, si on enferme papa tantôt dans un camp de concentration, tantôt en prison? » Leur mère était d'accord avec eux, leur disant que ce n'était pas encore la vraie révolution. Mais des gouttes amères de scepticisme s'infiltraient en eux.

Lorsque je fus sorti de la prison de la « démocratie révolutionnaire », nous nous installâmes dans un petit logement que louait la veuve d'un journaliste libéral, dans une grande maison bourgeoise. La préparation d'Octobre battait son plein. Je devins président du Soviet de Pétrograd. Mon nom était décliné de toutes les façons dans la presse. Chez nous, nous étions de plus en plus enclos dans une muraille d'hostilité et de haine. Mon fils était persécuté à l'école, où on l'appelait, par allusion à son père, « le président ». Lorsque ma femme revenait du syndicat des menuisiers, le portier principal la suivait d'un regard haineux. Nous voulions changer de local, mais où aller? il n'y avait pas de logements libres en ville. La situation devenait de plus en plus intolérable. Mais voici qu'un beau jour, un beau jour vraiment, le blocus du logement cessa, comme si quelqu'un l'avait levé du revers de la main. Le portier principal, apercevant ma femme, lui adressa le salut auquel n'avaient droit que les plus influents parmi les locataires. Au comité domiciliaire on se mit à nous délivrer le pain sans retard et sans menaces. Personne ne nous claquait plus la porte au nez. Qui avait fait tout cela, quel magicien? Ce fut l'œuvre de Nikolai Markine. Il faut parler de lui car c'est grâce à lui, — grâce à une collectivité de Markines, — que la révolution d'Octobre a triomphé.

Markine était un matelot de la flotte de la Baltique, canonnier et bolchévik. Il ne se manifesta pas du premier coup. Il n'était pas du tout dans son caractère de parader. Il n'était pas orateur, il avait l'élocution difficile. En outre, il était timide et morose — d'une morosité consécutive à un refoulement. Markine était fait d'un seul morceau, et d'un

bon « matériau ». Je ne savais rien de son existence alors qu'il s'était déjà soucié de ma famille. Il avait fait connaissance avec mes garçons, leur avait offert, à l'Institut Smolny, du thé et des *butterbrods*; plus généralement, il leur avait dispensé les petites joies dont ce temps rigoureux était si avare. Sans en avoir l'air, il venait voir si tout marchait bien chez nous. Je ne soupçonnais pas son existence. Par nos garçons, par Anna Ossipovna, notre femme de ménage, il sut que nous vivions dans un camp ennemi. Markine vint jeter un coup d'œil chez le portier principal et au comité domiciliaire; pas seul, semble-t-il, mais avec un groupe de matelots. Il dut trouver des mots très persuasifs, car tout changea brusquement autour de nous. Dès avant la révolution d'Octobre, dans notre maison bourgeoise, s'était donc établie, pour ainsi dire, une dictature du prolétariat.

Le Comité exécutif central qui nous était hostile, s'appuyant sur les propriétaires d'imprimeries, enleva au Soviet de Pétrograd son journal dès que le Soviet devint bolchévik. Il fallait un nouveau journal. Je fis appel à Markine. Il disparut, s'éclipsa, visita les lieux qu'il fallait, causa avec des typos et, en quelques jours, notre journal put paraître. Nous l'appelâmes *Rabotchii i Soldat* (*l'Ouvrier et le Soldat*). Markine se trouvait jour et nuit à la rédaction, arrangeant l'affaire. Pendant les journées d'Octobre, cette figure solidement bâtie, face basanée et morose, surgissait toujours aux endroits les plus dangereux et aux heures où l'on avait le plus besoin d'elle. Chez moi, Markine ne se montrait que pour dire que tout était en bon ordre et pour demander s'il n'était pas besoin de quelque chose. Markine élargissait son expérience — il établissait la dictature du prolétariat à Pétrograd.

Une certaine pègre entreprit d'attaquer les caves et entrepôts de spiritueux de la capitale et des palais, richement pourvus. Il y avait certainement quelqu'un pour diriger ce mouvement menaçant, pour tenter de brûler la révolution au feu de l'al-

cool. Markine flaira le danger et entra aussitôt en bataille. Il assura la protection des caves, et là où il ne pouvait faire mieux, il détruisit les dépôts. Chaussé de hautes bottes, il enfonçait jusqu'aux genoux dans un flot de vins fins qui dégoulinait du verre des bouteilles. Par les ruisseaux, le vin coulait, imprégnant la neige, vers la Néva. Des ivrognes le lampaient, à même les rigoles. Markine, le revolver au poing, combattait pour la lucidité d'Octobre. Trempé jusqu'aux os, tout pénétré du bouquet des grands crus, il rentrait chez lui où l'attendaient dans les affaires, deux petits garçons. Markine repoussa l'offensive de l'alcool engagée par la contre-révolution.

Lorsque je fus chargé du ministère des Affaires étrangères, il semblait impossible d'aborder la tâche. À commencer par les adjoints au ministre aussi bien qu'en finissant par les dactylos, tous participaient au sabotage. Les armoires étaient fermées, les clés manquaient. Je m'adressai à Markine qui connaissait le secret de l'action directe. Deux ou trois diplomates furent enfermés pendant vingt-quatre heures et, le lendemain, Markine, m'apportant les clés, m'invita à me rendre au ministère. Mais j'étais retenu à l'Institut Smolny, par des travaux d'une portée plus générale pour la révolution. Markine devint alors, pour un temps, une sorte de ministre des Affaires étrangères. Il débrouilla tout à sa manière dans le mécanisme du commissariat, procéda d'une main ferme à l'épuration, chassant les diplomates de haute lignée et les fripons, réorganisant d'une nouvelle manière la chancellerie, confisquant au profit des déshérités les avoirs des contrebandiers, qui continuaient d'arriver dans les valises diplomatiques et, publiant à ce sujet, sous sa propre responsabilité et avec des notes de lui, diverses brochures. Markine ne portait pas les insignes d'un membre d'Académie et même n'écrivait pas sans fautes d'orthographe. Ses remarques étaient étonnantes par l'imprévu, quelquefois, de la pensée. Mais, dans l'ensemble, Markine plantait solide-

ment les clous de sa diplomatie juste où il le fallait. Le baron von Kühlmann et le comte Czernin, à Brest-Litovsk, se jetèrent avec avidité sur le papier jaune des brochures de Markine.

Ensuite commença la guerre civile. Markine bouchait les brèches, qui étaient nombreuses. Maintenant, il s'occupait d'établir la dictature au loin, dans l'est. Markine commandait une flottille sur la Volga et chassait l'ennemi. Lorsque j'apprenais que Markine se trouvait à un endroit périlleux, je me sentais plus tranquille et comme réchauffé. Mais son heure sonna. Sur la Kama, une balle ennemie rejoignit Nikolaï Guéorguievitch Markine et faucha ses solides jambes de marin. Comme si une colonne de granit s'écroulait devant moi, je lus la dépêche. Sur la petite table des enfants, il y avait son portrait, avec le béret et les rubans flottants. — Mes petits, mes petits, Markine a été tué!

Avec nos garçons, le morose Nikolaï traitait d'égal à égal. Il leur confiait ses desseins et les secrets de sa vie. A notre Sérioja, qui avait neuf ans, il avait raconté qu'une femme aimée depuis longtemps, et fortement, l'avait quitté et qu'à cause de cela il avait du noir à l'âme. Sérioja, d'un chuchotement effrayé, avec des larmes aussi, avait fait confidence de ce secret à sa mère. Et ce tendre ami, qui avait ouvert, en égal, son âme à nos enfants, était également un vieux loup de mer et un révolutionnaire, un véritable héros, comme dans le plus merveilleux des contes. Était-il possible qu'il fût mort, ce Markine qui, dans le sous-sol du ministère, leur avait appris à se servir du revolver et de la carabine? Deux petits corps frissonnèrent sous leurs couvertures, dans le calme de la nuit, lorsque la sinistre nouvelle nous fut parvenue. La mère, seule, entendit leurs sanglots d'inconsolables.

Lorsque j'arrivai à Pétersbourg, tous les orateurs que je rencontrai étaient enroués ou avaient une extinction de voix. La révolution de 1905 m'avait appris à ménager mon gosier. C'est pourquoi je réussis à peu près à rester dans le rang. Meetings

dans les usines, dans les écoles, dans les théâtres, dans les cirques, dans les rues, sur les places... Je rentrais exténué, après minuit; je trouvais, dans un demi-sommeil inquiet, les meilleurs arguments que j'aurais dû opposer aux adversaires politiques et, vers sept heures du matin, parfois plus tôt, j'étais tiré de mon sommeil par des cognements odieux, intolérables, à ma porte; on venait me chercher pour un meeting à Peterhof, ou bien des matelots de Cronstadt étaient venus me prendre, en bateau à moteur, pour m'emmener chez eux.

Les meetings qui se tenaient au cirque Moderne présentaient un intérêt particulier, non seulement pour moi, mais pour mes adversaires. Ceux-ci considéraient le cirque comme ma citadelle et n'essayèrent jamais d'y parler. En revanche, lorsque j'attaquais au Soviet les conciliateurs, on m'interrompait souvent par des cris hostiles : « Vous n'êtes pas ici au cirque Moderne! » Ce devint comme un refrain. D'ordinaire, au cirque, je prenais la parole le soir, quelquefois en pleine nuit. Mes auditeurs étaient des ouvriers, des soldats, de laborieuses mères de famille, des adolescents venus de la rue, les opprimés, les bas-fonds de la capitale. Il n'y avait pas place pour laisser tomber une épingle, les gens étaient entassés. Personne ne fumait. Les galeries supérieures menaçaient de s'effondrer sous la surcharge. Pour parvenir à la tribune, je devais passer par une étroite tranchée de corps, et parfois j'étais porté sur les bras. L'atmosphère, lourde de souffles, éclatait en cris, en ces hurlements passionnés qui étaient dans la manière du cirque Moderne. Autour de moi, au-dessus de moi, des coudes étroitement serrés, des poitrines, des têtes... Je parlais comme du fond d'une chaude caverne de corps humains. Lorsque je faisais un large geste, j'atteignais toujours quelqu'un et, d'un mouvement de reconnaissance, l'auditeur touché me donnait à comprendre que je n'avais rien à regretter, que je devais continuer. Aucune lassitude ne pouvait subsister dans la tension électrique de cette agglomération

humaine. La foule voulait savoir, comprendre, trouver sa voie. Par moments, on croyait sentir jusqu'aux lèvres la prenante question de cette multitude fondue en un seul être. Alors, les arguments conçus d'avance, les mots préparés, cédaient, se retiraient sous l'autoritaire pression des sympathies, et d'autres mots sortaient de l'ombre, d'autres arguments tout armés, imprévus pour l'orateur, mais nécessaires à la masse. Tel était le cirque Moderne. Il avait sa physionomie à lui, flambante, affectueuse et forcenée. Les petits garçons étaient campés sur le dos du père. Les nourrissons suçaient paisiblement des seins et de là partaient des cris d'assentiment ou de menace. La foule même était comme un bébé dont les lèvres sèches se collent aux tétins de la Révolution. Mais l'enfançon prenait rapidement de l'âge.

Revenant du meeting par des rues désertes, j'entends des pas qui me suivent. Il en avait été de même la veille, et, semble-t-il, l'avant-veille. Serrant du poing mon browning, je fais brusquement volte-face. Quelques pas en arrière : — Que vous faut-il? demandai-je d'un ton menaçant. Devant moi un jeune visage tout dévoué. — Permettez-moi de veiller sur vous, le cirque est aussi fréquenté par des ennemis. — C'était l'étudiant Poznansky. Depuis lors il ne me quitta plus. Pendant les années de révolution, il fut à mes côtés, remplissant des missions très diverses mais qui engageaient toujours sa responsabilité. Il s'occupait de ma protection personnelle, créa un secrétariat pour les expéditions en campagne, découvrit des dépôts d'armement que l'on avait oubliés, procura les livres dont on avait besoin, organisa avec rien des escadrons de marche, combattit au front, puis dans les rangs de l'opposition. Il est actuellement déporté. J'espère que nous nous retrouverons réunis.

DE JUILLET A OCTOBRE

LA confiance des masses en le gouvernement provisoire était irrémédiablement compromise. Dans cette deuxième étape de la révolution, Pétrograd se montra encore, et de très loin, l'avant-garde. Au cours des journées de Juillet, ce poste avancé eut une escarmouche avec le gouvernement de Kérensky. Ce n'était pas encore l'insurrection, ce n'était qu'une reconnaissance poussée à fond. Mais, dès ce conflit ouvert, on put voir que Kérensky ne disposait d'aucune armée « démocratique », que les forces qui le soutenaient contre nous étaient celles de la contre-révolution.

Le 5, dans la matinée, j'eus une entrevue avec Lénine. L'offensive des masses était déjà réprimée. — Maintenant, me dit Lénine, ils vont nous fusiller tous. C'est le bon moment pour eux. — Dans les rues on maltraitait et on tuait des bolchéviks. Des *jun-kers* saccagèrent le palais Kszesinska et l'imprimerie de la *Pravda*. Toute la rue, devant l'imprimerie, fut jonchée de manuscrits. Lénine et Zinoviev se cachèrent. De nombreux compagnons de route et amis à demi nous tournèrent le dos. Au Palais de Tauride, nous fûmes déclarés contre-révolutionnaires et mis en fait hors la loi.

Dans les sphères supérieures du parti, la situation n'était pas fameuse. Lénine n'était pas là. Le groupe de Kaménev levait la tête. Nombreux et, parmi eux, Staline, furent ceux qui, se tenant à l'écart devant les événements, attendaient de pouvoir manifester leur sagesse en une meilleure occasion. La fraction bolchévique du Comité exécutif central se sentait orpheline au Palais de Tauride. Elle m'envoya une délégation pour me demander de faire un rapport sur la nouvelle situation, bien que je ne fusse pas encore membre du Parti; l'acte qui devait formellement consacrer notre union avait été différé jusqu'au prochain congrès du Parti. Mon

entretien avec la fraction bolchévique établit de ces liens moraux qui ne se forment que sous les coups durs de l'ennemi. Je déclarai qu'après cette crise nous devions nous attendre à un rapide redressement, que la masse s'attacherait doublement à nous quand elle aurait vérifié en fait notre fidélité; qu'il fallait, en ces journées, observer de près chaque révolutionnaire, car, en de tels moments, les gens sont pesés sur une balance qui ne trompe pas. Et, à l'instant même, je me rappelle avec joie l'accueil chaleureux et reconnaissant que me fit la fraction. « Lénine n'est pas là, disait Mouralov, mais, parmi les autres, seul Trotsky n'a pas perdu la tête. » Si j'écrivais ces mémoires en d'autres conditions, je serais fort empêché à relater bien des choses que je rapporte dans ces pages. Mais je ne puis me distraire de cette falsification largement organisée du passé qui est un des principaux soucis des épigones. Il s'agit pour moi non seulement de la vérité historique, mais aussi d'une lutte politique qui continue.

De ce temps date mon indissoluble amitié combative et politique avec Mouralov. Sur cet homme, il faut dire ici au moins quelques mots. Agronome de par ses études, soldat d'une compagnie d'autos blindées pendant la guerre impérialiste, dirigeant des combats d'Octobre à Moscou, Mouralov devint le premier commandant de la circonscription militaire de Moscou après la victoire. Il fut l'intrépide maréchal de la guerre révolutionnaire, toujours égal à lui-même, simple, sans pose. En campagne il faisait une propagande infatigable, par les actes : il donnait des conseils d'agronome, fauchait le blé, soignait, aux moments de loisir, les gens et le bétail. Dans les circonstances les plus difficiles, il émanait de lui de la sérénité, de l'assurance et de la chaleur de sentiment. La guerre finie, Mouralov et moi tâchâmes de passer ensemble des journées de liberté. Nous étions liés par la passion de la chasse. Nous avons roulé ensemble par le Nord et le Midi, tantôt à la poursuite de l'ours et du loup,

tantôt en quête de faisans et d'outardes. Actuellement, Mouralov chasse, en Sibérie, en qualité d'oppositional déporté.

Pendant les journées de Juillet 1917, Mouralov ne flancha point et soutint beaucoup d'entre nous. Chacun des nôtres avait alors bien besoin de se posséder pour traverser les couloirs et les salles du Palais de Tauride sans se courber, sans baisser la tête, à travers une haie de regards furibonds, de haineux chuchotements, de gens qui se poussaient du coude avec affectation (« regarde-moi ça! regarde! ») et grinçaient des dents. Le chemin menant au buffet du Comité exécutif était, en ces jours-là, un petit Golgotha. Au moment où nous étions le plus traqués, alors que Lénine, déclaré espion allemand, se cachait dans une hutte, je remarquai que le garçon du buffet, Grafov, soldat, m'offrait toujours le plus brûlant de ses verres de thé et le meilleur de ses « butterbrods », sans toutefois me regarder en face. C'était clair : Grafov avait de la sympathie pour les bolchéviks et s'en cachait devant ses chefs. J'y regardai de plus près. Grafov n'était pas seul. Tout le petit personnel de Smolny, — gardiens, courriers, sentinelles, — était évidemment porté vers les bolchéviks. Je me dis alors que notre cause était déjà à moitié gagnée.

Lounatcharsky fit en juillet plusieurs déclarations équivoques que la presse interpréta, non sans raison, comme une abjuration du bolchévisme. Certains journaux m'attribuèrent des propos identiques. Le 10 juillet, j'envoyai au gouvernement provisoire une lettre dans laquelle je déclarais mon entière solidarité avec Lénine et concluais : « Vous n'êtes nullement fondé à m'excepter du décret d'arrestation rendu contre Lénine, Zinoviev et Kaménev... Vous n'avez aucune raison de douter que je sois, tout autant que ces camarades, un adversaire irréductible de la politique générale du gouvernement provisoire. » MM. les ministres agirent en conséquence : ils me firent arrêter comme espion allemand.

En prison, ma femme et mes garçons venaient me voir à l'heure de la visite. Les enfants avaient déjà une certaine expérience politique. Ils passaient l'été dans une villa, chez des connaissances, dans la famille d'un colonel retraité, V... Il venait là des hôtes, officiers pour la plupart, qui, en dégustant de la vodka, insultaient les bolchéviks. Pendant les journées de Juillet, les outrages allèrent aux dernières extrémités. Un jeune patriote déclara à table que Lénine et Trotsky étaient des espions de l'Allemagne. Mon fils aîné, s'armant d'une chaise, se jeta sur lui; le cadet courut à la rescousse, avec un couteau de table. Les grandes personnes leur firent lâcher prise. Les garçons sanglotaient hystériquement, enfermés dans leur chambre. Ils projetèrent de s'enfuir secrètement, de gagner à pied Pétrograd pour savoir ce qu'on y faisait des bolchéviks. Par bonheur, la mère arriva, les calma et les emmena. Mais, en ville, cela n'allait pas non plus très bien. Les journaux vitupéraient les bolchéviks. Le père était incarcéré. La révolution, décidément, ne justifiait pas les espérances.

Pendant l'offensive menée par Kornilov contre la capitale, le régime de la prison fut très menacé. Tous comprenaient que, si Kornilov s'emparait de la ville, il commencerait par ordonner l'égorgement des bolchéviks que Kérénsky avait fait arrêter. Le Comité exécutif redoutait en outre une incursion dans la prison de la part des gardes-blancs de la capitale. Pour protéger la prison de « Kresty », un fort détachement de troupes fut envoyé. Cet effectif, bien entendu, se révéla non « démocratique », mais bolchévik, et était disposé à nous délivrer à n'importe quel moment. Mais cet acte eût été le signal d'une insurrection immédiate et l'heure n'en était pas encore venue. Sur ces entrefaites, le gouvernement prit lui-même l'initiative de nous relaxer, — poussé par les motifs qui l'avaient incité à demander l'aide des matelots bolchéviks pour défendre le Palais d'Hiver. Directement, de « Kresty », je me rendis au Comité récemment fondé pour la

défense de la révolution, où je pris séance avec les mêmes messieurs qui m'avaient enfermé en qualité d'agent des Hohenzollern, et n'avaient même pas eu le temps de me disculper. Les bolchéviks s'étaient attelés à la défense et avaient occupé partout les avant-postes.

L'expérience de la rébellion de Kornilov avait complété celle des journées de Juillet. Il se trouva encore une fois que Kérénsky et C^{ie} ne disposaient d'aucune force leur appartenant vraiment. L'armée qui s'était levée contre Kornilov était la future armée d'Octobre. Nous tirâmes profit du danger pour armer les ouvriers que Tsérételli avait constamment désarmés avec le plus grand zèle.

En ces jours-là, la ville avait fait silence. On attendait Kornilov, les uns avec espoir, les autres dans l'effroi. Mais Kornilov n'était pas arrivé. L'élan révolutionnaire des masses était si puissant que la rébellion du général fondit d'elle-même, se volatilisa. Non sans traces : ce fut tout au profit des bolchéviks.

A peine pouvions-nous suivre la marée montante. Le nombre des bolchéviks dans le Soviet de Péetrograd s'accroissait de jour en jour. Nous arrivions déjà à la moitié de l'effectif. Cependant, il n'y avait pas encore un seul bolchévik au bureau. La question fut posée d'une réélection. Nous proposâmes aux menchéviks et aux populistes un bureau de coalition. Quoique tout récemment encore nous eussions combattu ensemble Kornilov, Tsérételli rejeta l'idée d'un bureau de coalition. Restait à voter sur des listes. Je posai cette question : — Kérénsky est-il, oui ou non, compris dans la liste de nos adversaires ? La question déconcerta les membres du bureau. Personne n'aimait ni ne respectait Kérénsky. Mais il était impossible de désavouer le ministre-président qu'on comptait parmi les siens. Après avoir chuchoté entre eux, les membres du bureau répondirent : — Mais bien sûr qu'il y est compris... — C'était seulement ce que nous voulions. Voici un fragment du procès-verbal : « Nous

étions persuadés que Kérénsky n'était plus membre du Soviet. (*Tempête d'applaudissements.*) Mais il se trouve que nous nous sommes trompés. Entre Tchkhéidzé et Zavadié plane l'ombre de Kérénsky. Quand on vous propose d'approuver la ligne politique du bureau, rappelez-vous, n'oubliez pas qu'on vous propose ainsi d'approuver la politique de Kérénsky. (*Tempête d'applaudissements.*) » Cela rejeta de notre côté plus de cent délégués hésitants. Le Soviet comptait beaucoup plus d'un millier de membres. On votait en sortant par la porte. L'émotion était extrême dans la salle. Il ne s'agissait plus du bureau. Il s'agissait de la révolution. J'allais et venais dans les couloirs avec un petit groupe d'amis. Nous estimions qu'il nous manquerait, pour arriver à moitié, une centaine de voix, et nous étions prêts à considérer ce résultat comme un succès. Il se trouva que nous avions obtenu une majorité de plus de cent voix sur la coalition des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Nous étions vainqueurs. Je devins président du Soviet. Tsérételli, en nous quittant, nous souhaita de nous maintenir dans le Soviet au moins la moitié du temps qu'eux autres, socialistes, avaient passé à mener la révolution. En d'autres termes, nos adversaires ne nous faisaient crédit que pour trois mois.

LA NUIT QUI DÉCIDE

Au troisième étage de Smolny, dans une petite pièce d'angle, le Comité militaire révolutionnaire, récemment constitué, siégeait en permanence. C'est là que se concentraient toutes les informations reçues sur les mouvements de troupes, sur l'état d'esprit des soldats et des ouvriers, sur l'agitation dans les casernes, sur les desseins des fauteurs de pogromes, sur les manœuvres des poli-

ticiens bourgeois et des ambassades étrangères, sur la vie au Palais d'Hiver, sur les conférences et consultations des anciens partis soviétiques. Les informateurs arrivaient de tous côtés. C'étaient des ouvriers, des soldats, des officiers, des garçons de cour, des *junkers* socialistes, des domestiques, des femmes de petits fonctionnaires. Nombreux étaient ceux qui apportaient des nouvelles ridicules, mais certains donnaient des indications sérieuses et précieuses. Pendant la dernière semaine, je ne sortis presque pas de Smolny, je couchais tout habillé sur un divan de cuir, je dormais seulement de temps à autre, constamment réveillé par des courriers, des éclaireurs, des chauffeurs, des télégraphistes et par les incessants appels du téléphone. La minute décisive approchait. Il était clair qu'il n'y avait pas de retour en arrière.

Vers la nuit du 24, les membres du Comité révolutionnaire se dispersèrent dans les rayons. Je restai seul. Plus tard arriva Kaménev. Il était adversaire du soulèvement. Mais il venait passer cette nuit avec moi et nous restâmes deux dans la petite pièce d'angle du troisième étage qui ressemblait au deck d'un capitaine de navire en cette nuit décisive de la révolution. Dans la grande pièce voisine, qui était vide, se trouvait l'appareil téléphonique. On sonnait à tout instant, pour communiquer des choses importantes ou insignifiantes. Les sonneries soulignaient plus nettement le silence en éveil. Il était facile d'imaginer Pétersbourg désert, la nuit, faiblement éclairé, percé par les souffles automnaux de la mer. Les gens de la bourgeoisie et du monde des fonctionnaires se recroquevillaient dans leurs lits, s'efforçant de deviner ce qui se passait dans les rues énigmatiques et dangereuses. Les quartiers ouvriers dorment du lourd sommeil d'un bivouac prêt à la bataille. Les commissions et les conférences des partis gouvernementaux s'épuisent dans leur impuissance, dans les palais du tsar, où les vivants fantômes de la démocratie se heurtent aux fantômes de la monarchie qui ne se sont pas encore dis-

sipés. Par moments, les soieries et les orfrois des salles sont plongés dans les ténèbres : c'est le charbon qui manque. Dans les rayons veillent des détachements d'ouvriers, de matelots, de soldats. De jeunes prolétaires portent le fusil et des bandes-chargeurs à mitrailleuses en bandoulière. Des escouades préposées à la garde des rues se chauffent devant des bûchers en plein vent. Une vingtaine d'appareils téléphoniques concentrent la vie spirituelle de la capitale qui, par cette nuit d'automne, lève la tête, cherchant le passage d'une époque à la suivante.

Dans la pièce du troisième étage arrivent des informations de tous les rayons, faubourgs, banlieues. Faisons encore une révision. Cette nuit est décisive. La veille, j'avais dit, parfaitement convaincu, dans mon rapport aux délégués du II^e congrès des Soviets : « Si vous ne flanchez pas, il n'y aura pas de guerre civile, nos ennemis capituleront immédiatement et vous occuperez la place qui vous appartient de droit. » On ne peut douter de la victoire. Elle est garantie dans toute la mesure où l'on peut en général garantir la victoire d'une insurrection. Et tout de même ces heures sont pleines d'alarmes profondes, de tension, car la nuit qui vient va décider.

En mobilisant les *junkers*, le gouvernement avait ordonné, la veille, au croiseur *Aurora* (*Aurore*) de quitter les eaux de la Néva. Il s'agissait de ces mêmes matelots bolchéviques que Skobélev était venu trouver en août, le chapeau à la main, les priant de protéger le Palais d'Hiver contre les gens de Kornilov. Les matelots avaient demandé au Comité militaire révolutionnaire ce qu'ils devaient faire. Et l'*Aurore* se trouve, cette nuit, là où elle était hier.

On me téléphone de Pavlovsk que le gouvernement fait venir de là des artilleurs de Tsarskoïé-Sélo, qu'il appelle un bataillon d'élite; de Peterhof, qu'il demande l'école des sous-lieutenants. Au Palais d'Hiver, Kérénsky a rassemblé des *junkers*,

des officiers et des femmes des bataillons de choc. Je donne aux commissaires l'ordre de placer sur les chemins qui mènent à Pétrograd des troupes de couverture absolument sûres et d'envoyer des agitateurs à la rencontre des troupes appelées par le gouvernement. Tous les pourparlers ont lieu par téléphone et peuvent être entièrement surpris par les agents du gouvernement. Sont-ils capables, cependant, de contrôler encore nos pourparlers? « Si vous ne pouvez les arrêter par la persuasion, employez les armes. Vous en répondez sur votre tête! » Je répète cette phrase plusieurs fois. Mais je ne crois pas encore tout à fait à l'efficacité de mon ordre. La révolution est encore trop confiante, généreuse, optimiste et étourdie. Elle menace d'employer les armes plutôt qu'elle ne s'en sert. Elle espère toujours que l'on pourra résoudre toutes les questions par des paroles. Elle y réussit pour l'instant. Les rassemblements d'éléments hostiles sont volatilisés sous la seule influence de son souffle brûlant.

Dès le 24, ordre avait été donné d'employer les armes à la première tentative de pogromes dans la rue et d'agir implacablement. Mais les ennemis ne songent même pas à agir dans la rue. Ils se sont cachés. La rue est à nous. Sur tous les points d'accès de Pétrograd, nos commissaires veillent. L'école des sous-lieutenants et les artilleurs n'ont pas répondu à l'appel du gouvernement. Une partie seulement des *junkers* d'Oranienbaum a réussi à passer la nuit, entre nos troupes de couverture, et j'étais renseigné par téléphone sur leur mouvement ultérieur. Ils finirent par envoyer des parlementaires à Smolny. C'est en vain que le gouvernement provisoire cherchait un appui. Le sol se dérobaît sous lui.

La garde extérieure de Smolny est renforcée par un nouveau détachement de mitrailleurs. La liaison reste constante avec toutes les troupes de la garnison. Les compagnies de service veillent dans tous les régiments. Les commissaires sont à leurs postes.

Il y a des délégués de chaque formation de troupe à Smolny, à la disposition du Comité militaire révolutionnaire, pour le cas où la liaison technique serait interrompue. Des divers rayons s'avancent dans les rues des détachements armés, qui sonnent aux portes des édifices ou bien les ouvrent sans sonner et occupent les établissements l'un après l'autre. Ces détachements trouvent presque partout des amis qui les attendaient avec impatience. Dans les gares, des commissaires spécialement préposés surveillent de près l'arrivée et le départ des trains, surtout de ceux qui transportent des soldats. Rien d'alarmant. Tous les points les plus importants de la ville passent à nous presque sans résistance, sans bataille, sans victimes. Le téléphone nous appelle : « Présents ! »

Le gouvernement, comme auparavant, siégeait au Palais d'Hiver, mais il n'était plus que l'ombre de lui-même. Dans la journée du 25 octobre, le Palais d'Hiver fut progressivement cerné par nos troupes. A une heure de l'après-midi, je fis mon rapport au Soviet de Pétrograd sur la situation. Voici comment ce rapport est reproduit dans un journal : « Au nom du Comité militaire révolutionnaire, je déclare que le gouvernement provisoire n'existe plus. (*Applaudissements.*) Certains ministres ont été arrêtés. (*Bravo!*) Les autres seront arrêtés d'une heure à l'autre ou très prochainement. (*Applaudissements.*) La garnison révolutionnaire qui se trouve à la disposition du Comité militaire révolutionnaire, a dispersé l'assemblée du Préparlement. (*Bruyants applaudissements.*) Nous avons ici veillé la nuit et surveillé par fil téléphonique pour savoir comment les détachements de soldats révolutionnaires et de la garde ouvrière remplissaient sans bruit leur tâche. L'habitant dormait tranquillement et ne savait pas que, pendant ce temps, un pouvoir était remplacé par un autre. Les gares, la poste, le télégraphe, l'Agence télégraphique de Pétrograd, la Banque d'Etat sont occupés. (*Bruyants applaudissements.*) Le Palais d'Hiver n'est pas en-

core pris, mais son sort sera décidé dans les minutes qui vont suivre. (*Applaudissements.*) »

Tard dans la soirée, attendant l'ouverture de la séance du congrès des soviets, nous nous reposions, Lénine et moi, à côté de la salle des séances dans une chambre déserte où il n'y avait pas de chaises. Quelqu'un étendit pour nous une couverture sur le plancher; quelqu'un — la sœur de Lénine, me semble-t-il — nous trouva des oreillers. Nous étions couchés côte à côte, le corps et l'âme se reprenaient comme un ressort trop tendu. C'était un repos mérité. Nous ne pouvions pas dormir. Nous causions à mi-voix. Lénine venait seulement d'admettre tout à fait l'idée d'un retardement de l'insurrection. Ses appréhensions s'étaient dissipées. Il y avait dans sa voix des accents de rare intimité. Il me questionnait sur les effectifs de gardes-rouges, de matelots et de soldats qui avaient été placés partout. — Quel magnifique tableau : l'ouvrier armé d'un fusil près du soldat qui se chauffe au bûcher de la rue! — répéta-t-il avec un sentiment profond. — On a enfin raccordé le soldat et l'ouvrier! — Ensuite, soudain, il reprit : — Mais le Palais d'Hiver? Il n'est pas encore pris? N'est-il pas arrivé quelque chose? — Je me soulevai pour me renseigner par téléphone sur la marche des opérations, mais il me retint : — Restez couché, je vais en charger quelqu'un. »

Nous ne pûmes rester couchés longtemps. Dans la salle voisine s'ouvrait la séance du congrès des Soviets. Oulianova, la sœur de Lénine vint en courant me chercher : — C'est Martov qui parle, on vous appelle. — D'une voix qui se brisait, Martov réglait leur compte aux conspirateurs et prophétisait l'inévitable krach de l'insurrection. Il exigeait que nous fissions une coalition avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks. Les partis qui, la veille encore, se trouvant au pouvoir, nous persécutaient et nous emprisonnaient, exigeaient un accord avec nous quand ils étaient renversés par nous. Je répondis : — Ce qui s'est produit, c'est une

insurrection et non pas un complot. L'insurrection des masses populaires n'a pas besoin d'être justifiée. Nous avons donné de la trempe à l'énergie révolutionnaire des ouvriers et des soldats. Nous avons ouvertement forgé la volonté des masses pour l'insurrection. Notre soulèvement a remporté la victoire ; et maintenant l'on nous propose de renoncer à cette victoire, de conclure des accords. Avec qui? Vous êtes de pauvres unités, vous êtes des banqueroutiers, votre rôle est joué. Allez là où est votre place : au panier de l'histoire. -- Ce fut la dernière réplique dans le grand dialogue qui avait commencé le 3 avril, au jour et à l'heure de l'arrivée de Lénine à Pétrograd.

AU POUVOIR

C E furent des journées extraordinaires dans la vie du pays comme dans ma vie personnelle. La tension des passions sociales ainsi que des forces individuelles était arrivée au suprême degré. Les masses créaient une époque, les dirigeants sentaient qu'ils marchaient, les pas dans les pas, avec l'histoire. En ces jours-là, des décisions furent prises, des ordres furent donnés d'où dépendait le sort du peuple pour une longue période historique. Cependant, ces résolutions n'étaient presque pas débattues. J'éprouverais quelque gêne à dire qu'elles étaient pesées et méditées. Elles étaient improvisées. Cela n'en allait pas plus mal. La pression des événements était si puissante, les tâches étaient si claires que les décisions les plus lourdes de responsabilités étaient données sans peine, comme en passant, comme quelque chose qui va de soi, et étaient acceptées de même. La voie à suivre était déterminée d'avance, il fallait seulement désigner chaque tâche par son nom; il était inutile de démontrer et il n'était presque plus nécessaire de lancer des appels. Sans hésitations ni incertitudes, la masse

s'emparait de ce qui lui était imposé par la situation. Sous le poids des événements, les « leaders » formulaient simplement ce qui répondait aux besoins de la masse et aux exigences de l'histoire.

Le marxisme se considère comme l'expression consciente d'un processus historique inconscient. Mais l'« inconscient », — au sens historico-philosophique, et non psychologique, — ne coïncide avec son expression consciente qu'en ses plus hauts sommets; lorsque la masse, par la poussée de ses forces élémentaires, rompt les portes de la routine sociale et donne une expression victorieuse aux plus profonds besoins de l'évolution historique. La conscience théorique la plus élevée de l'époque fusionne, en de tels moments, avec l'action directe des couches les plus profondes des masses opprimées, les plus éloignées de toute théorie. La fusion créatrice du conscient avec l'inconscient est ce que l'on appelle, d'ordinaire, l'inspiration. La révolution est l'inspiration exaltée de l'histoire.

Les heures de suprême tension des forces spirituelles atteignent à certains moments l'activité individuelle sous tous ses aspects, liée au mouvement des masses. Telles furent les journées d'Octobre pour les « leaders ». Les forces latentes de l'organisme, ses instincts profonds, tout le flair hérité de fauves ancêtres, tout cela se souleva, brisa les portes de la routine psychique et, — à côté des généralisations historico-philosophiques les plus élevées, — se mit au service de la révolution. Ces deux processus, celui des individus et celui des masses, étaient basés sur une combinaison du conscient avec l'inconscient, de l'instinct, qui donne du ressort à la volonté, avec les plus hautes généralisations de l'esprit.

Extérieurement, cela n'avait pas du tout l'air pathétique : des hommes circulaient, las, affamés, non lavés, les yeux enflammés, les joues hirsutes. Et chacun d'eux ne fut en mesure, plus tard, de raconter que très peu de chose sur les jours et les heures les plus critiques.

Voici un extrait des notes de ma femme, prises d'ailleurs bien plus tard : « Nous vécûmes rue de Tauride les derniers jours de la préparation d'Octobre. L. D. passait des journées entières à Smolny. Je continuais mon travail au Syndicat des menuisiers-ébénistes dont les dirigeants étaient des bolchéviks, et l'atmosphère était chaude. Toutes les heures de travail se passaient en discussions sur l'insurrection. Le président du syndicat était « du point de vue de Lénine-Trotsky » (c'est ainsi que cela s'appelait alors), et nous faisons de l'agitation avec lui. On parlait de soulèvement en tous lieux : dans la rue, au réfectoire, quand on se rencontrait dans les escaliers de Smolny. On mangeait mal, on dormait peu. On travaillait à peu près vingt-quatre heures par jour. Nous étions séparés de nos garçons et les journées d'Octobre furent aussi pour moi des journées d'angoisse pour leur sort. Sur tout l'effectif de l'école où ils étaient placés, il y avait juste deux « bolchéviks », Liouva et Sérioja, et un troisième, un « sympathisant » comme ils disaient. Contre ces trois enfants se dressait le groupe compact des rejetons de la démocratie dirigeante, cadets et socialistes-révolutionnaires. Comme toujours, quand les dissensions s'affirmaient sérieuses, la critique s'accompagnait d'arguments frappants. Le directeur eut plus d'une fois à tirer mes fils des mains d'une bande de jeunes « démocrates » qui leur étaient tombés dessus. En somme, les enfants faisaient seulement ce que faisaient leurs pères. Le directeur était un cadet. C'est pourquoi il ne manquait jamais de punir mon fils : — Prenez votre chapeau et rentrez chez vous... — Après l'insurrection il eût été tout à fait déraisonnable de laisser nos enfants dans cet établissement. Nous les envoyâmes dans une école populaire. Le milieu était plus simple et plus fruste, mais on pouvait y respirer.

« L. D. et moi n'étions jamais à la maison. Nos garçons, quand ils rentraient de l'école et ne nous trouvaient pas, ne jugeaient pas utile non plus de

rester enfermés entre quatre murs. Les manifestations, les bagarres, les coups de feu fréquents nous donnaient, en ces jours-là, de grandes inquiétudes à leur égard : leur état d'esprit était archi-révolutionnaire... Dans les entrevues hâtives que nous avions, ils nous racontaient leurs joies : tel jour, en tramway, ils s'étaient trouvés avec des Cosaques qui lisaient l'appel de papa : *Frères Cosaques!*... — Bon! Et alors?... — Ils lisaient ça, et se le passaient. C'était bien! — C'était bien? — Oh! oui!

« Je me rappelle que le lendemain ou le surlendemain de la Révolution, un matin, j'entrai dans une chambre de Smolny, où j'aperçus Vladimir Iliitch, Lea Davidovitch et, je crois Dzerjinski, Joffe et beaucoup d'autres. Tous avaient le teint d'un gris verdâtre, le teint d'hommes qui n'ont pas dormi, les yeux enflammés, des cols sales; la chambre était empestée de tabac... Quelqu'un était assis à une table; près de lui se tenait debout une foule qui attendait des ordres. Lénine, Trotsky étaient entourés. Il me semblait que les instructions étaient données comme en rêve. Il y avait dans les mouvements, dans les paroles, quelque chose de somnambulique, de lunatique; il me sembla, une minute, que j'étais moi-même en sommeil quand je voyais tout cela et que la révolution pouvait être perdue si « eux » ne dormaient pas un bon coup et ne mettaient pas des faux-cols propres : cette vision de songe se rattachait étroitement à une affaire de faux-cols... Je me rappelle que, le lendemain, je rencontrai Marie Ilinichna, sœur de Lénine, et lui signalai, en toute hâte, que Vladimir Iliitch aurait besoin de changer de col... — Oui, oui, me répondit-elle en riant. Mais, à mes yeux aussi, la question des cols propres avait déjà perdu sa signification de cauchemar. »

Le pouvoir est conquis, du moins à Pétrograd. Lénine n'a pas encore eu le temps de changer de col. Sur un visage las, ce sont bien les yeux de Lénine qui veillent toujours. Il me considère amica-

lement, d'un bon regard, exprimant avec un certain embarras, d'un air anguleux, ce qui le fait intérieurement proche de moi! — Vous savez, me dit-il, d'un ton hésitant, après les poursuites et cette vie du sous-sol... arriver tout de suite au pouvoir... — Là, il cherche son expression et, passant tout à coup à l'allemand, avec un geste de la main autour de sa tête : — *Es schwindelt!... (Vertige!)*

Tout cela ne dure pas plus de deux ou trois minutes. Ensuite, on passe tout simplement à l'ordre du jour.

L'attitude de Lénine à mon égard, dans le courant de 1917, passa par plusieurs phases. Il m'accueillit d'abord avec réserve, et dans l'expectative. Les journées de Juillet nous rapprochèrent brusquement. Lorsque, contre la majorité des bolchéviks dirigeants, je lançai le mot d'ordre du boycottage du Préparlement, Lénine écrivit, de l'asile où il était caché : « *Bravo, camarade Trotsky!* » A certaines apparences fortuites et trompeuses, il lui sembla ensuite que, sur la question de l'insurrection armée, je me conduisais par trop en temporisateur. Cette crainte se fit jour dans plusieurs lettres écrites par Lénine au cours d'Octobre. Son attitude à mon égard n'en fut que plus manifeste, plus chaleureuse, plus intimement affectueuse lors de la Révolution, quand, allongés sur le plancher, dans la pénombre d'une chambre vide, nous nous reposions ensemble. Le lendemain, à la séance du Comité central du Parti, Lénine proposa de me nommer président du Conseil des Commissaires du peuple. Je bondis pour protester, tant cette proposition me parut imprévue et inopportune. Lénine insista : — Pourquoi donc? Vous étiez à la tête du Soviet de Pétrograd qui a pris le pouvoir... — Je demandai qu'on rejetât la proposition sans débat. Il en fut fait ainsi.

Le 1^{er} novembre, au cours d'une ardente discussion au Comité du Parti de Pétrograd, Lénine s'écria : — Il n'y a pas de meilleur bolchévik que Trotsky! — Venant de Lénine, cette parole voulait dire beaucoup. Et ce n'est pas par hasard que le

procès-verbal de la séance où elle a été prononcée n'a pas été jusqu'à présent divulgué.

Le Commissariat des Affaires étrangères signifiait au fond pour moi que j'étais dispensé d'un travail ministériel. L'essentiel de la besogne était, en effet, de développer la révolution d'Octobre, de l'étendre à tout le pays, de repousser l'incursion de Kérensky et du général Krasnov marchant sur Pétrograd, dans la lutte opposée à la contre-révolution. Le cabinet de Lénine et le mien à Smolny, se trouvaient aux deux extrémités du bâtiment. Plusieurs fois par jour je parcourais l'interminable couloir, une vraie fourmilière, pour rejoindre Lénine dans son cabinet. Un jeune matelot, qu'on appelait le secrétaire de Lénine, courait constamment pour m'apporter des notes de Lénine, soulignant deux ou trois fois les mots les plus essentiels, et chaque note terminée par une question posée carrément. Souvent, les petits papiers étaient accompagnés de projets de décrets qui exigeaient, d'urgence, une appréciation. Dans les archives du Conseil des Commissaires du peuple subsiste une importante quantité de documents de ce temps, écrits en partie par Lénine, en partie par moi, les textes de Lénine où j'ai fait des corrections, mes propositions complétées par Lénine.

Durant la première période, à peu près jusqu'en août 1918 je participai activement aux travaux du Conseil des Commissaires du peuple. Pendant le temps que nous passâmes à Smolny, Lénine, avec une avidité impatiente, s'efforçait de répliquer par des décrets à toutes les questions posées sur les plans économique, politique, administratif et culturel. Ce qui le guidait, ce n'était pas la passion d'une réglementation bureaucratique, mais le dessein de donner au programme du parti l'extension qu'il devait prendre dans le langage du pouvoir. Les décrets, dans les premiers temps, avaient plus d'importance comme articles de propagande que comme textes administratifs. Lénine se hâtait de dire au peuple ce que c'était que le nouveau pouvoir, ce

qu'il voulait et comment il se disposait à accomplir ses desseins. Il passait d'une question à une autre, merveilleusement infatigable, convoquait de petites conférences, demandait des références aux spécialistes et fouillait les livres lui-même. Je l'aidais.

Inutile de dire que dans la fièvre de la création législative il y eut un bon nombre de fautes commises et de contradictions. Mais, dans l'ensemble, les décrets de Lénine à l'époque de Smolny, c'est-à-dire dans la période la plus agitée et la plus chaotique de la Révolution, seront pour toujours entérinés par l'histoire, comme la proclamation d'un monde nouveau.

En ce qui concerne la diplomatie, exception faite des pourparlers de Brest, elle ne me prit que peu de temps. Néanmoins, l'affaire se présenta un peu plus compliquée que je ne l'avais prévu. Dès le début, je dus engager des conversations diplomatiques fort inattendues... avec la tour Eiffel!

Pendant les journées de l'insurrection, nous avions autre chose à faire que de nous intéresser aux « radios » de l'étranger. Mais, maintenant, en qualité de commissaire du peuple aux Affaires étrangères, je devais m'occuper de savoir ce que pensait de l'insurrection le monde capitaliste. Inutile de dire que les félicitations ne se faisaient entendre nulle part. Si Berlin et Vienne hésitaient tout de même entre leur haine de la révolution et l'espoir d'une paix avantageuse, tous les autres pays, non seulement les belligérants, mais même les neutres, exprimaient en diverses langues les sentiments et les pensées des classes dirigeantes que nous venions de renverser dans la vieille Russie. Dans ce chœur se distinguait, cependant, par ses fureurs, la tour Eiffel qui se mit à parler même russe, en ces jours-là, cherchant évidemment à atteindre les cœurs du peuple russe. A la lecture des « radios » de Paris, il me semblait parfois que Clemenceau en personne était juché au sommet de la tour. Je le connaissais assez comme journaliste pour reconnaître, sinon son style, du moins son esprit.

Nous avions à notre disposition la station de Tsarskoïé-Sélo et nous n'avions aucune raison de nous taire. Plusieurs jours durant, je dictai des répliques aux invectives de Clemenceau. Et qu'arrivait-il ? Je ne m'attendais pas moi-même à de si rapides résultats. Paris changea brusquement de ton : il s'expliqua dans la suite avec hostilité, mais poliment. Plus tard, je me suis rappelé bien des fois avec plaisir que j'avais débuté dans la carrière diplomatique en enseignant à la Tour Eiffel les bonnes manières.

Au début de décembre eut lieu ma première et dernière entrevue avec l'ambassadeur de France, Noulens, ancien député radical, envoyé pour un rapprochement avec la révolution de Février, en remplacement de Paléologue, qui était ouvertement monarchiste, byzantin non seulement par son nom de famille, et que la république avait utilisé pour ses amitiés avec le tsar. Pour quelle raison Noulens fut-il choisi, et non pas un autre, je l'ignore. Mais il ne rehaussa pas l'opinion que j'avais de ceux qui règlent les destinées de l'humanité. L'entretien avait eu lieu sur l'initiative de Noulens et ne donna rien. Après avoir quelque peu tergiversé, Clemenceau opta définitivement pour le régime du fil barbelé.

Avec le général Niessel, chef de la mission française, j'eus, dans les murs de Smolny, une explication qui fut loin d'être amicale. Du temps de Kérensky, il s'était habitué à commander et ne voulait pas se déprendre de cette mauvaise habitude. Pour le début, je dus l'inviter à quitter Smolny. Bientôt nos rapports avec la mission militaire française devinrent encore plus compliqués. Cette mission avait un bureau d'informations qui se transforma en fabrique d'insinuations infâmes contre la Révolution. Dans tous les journaux hostiles l'on publiait quotidiennement des « télégrammes de Stockholm » tous plus fantaisistes, plus haineux, plus bêtes les uns que les autres. Interrogés sur la provenance des « télégrammes de Stockholm », les

rédacteurs indiquèrent la mission militaire française. Je posai officiellement la question au général Niessel. Il me répondit, le 22 décembre, par un document vraiment remarquable :

« De nombreux journalistes de différentes tendances, — écrivait-il, — viennent demander des renseignements à la mission. J'ai pleins pouvoirs pour les informer sur les opérations de guerre sur le front occidental, à Salonique, en Asie et sur la situation en France. Lors d'une (?) de ces visites, un (?) jeune officier s'est permis de faire part d'un bruit qui court maintenant la ville (?) et dont l'origine est attribuée à Stockholm... » C'en était trop, j'écrivis à Niessel le jour même : « 1. Le bureau d' « informations » de la mission militaire française doit être fermé immédiatement. 2. Le « jeune officier » est invité à quitter immédiatement la Russie. 3. Le receveur des dépêches par radio attaché à la mission en est détaché. 4. Les officiers français qui se trouvent sur le théâtre de la guerre civile doivent être immédiatement rappelés à Péetrograd. »

Le « jeune officier » dut sortir de son anonymat; il dut, bouc-émissaire, quitter la Russie. L'employé de la radio changea de poste. Le bureau d'informations fut fermé. Les officiers furent rappelés de la périphérie au centre. Mais tout cela n'était qu'escarmouches d'avant-postes. Peu après, lorsque je pris le commissariat de la Guerre, ce fut suivi d'une trêve instable. Niessel, le général trop catégorique, fut remplacé par le général Lavergne, insinuant. La trêve ne dura pas longtemps. La mission militaire française, comme toute la diplomatie, se trouva bientôt au centre de tous les complots et actions armées contre le pouvoir des Soviets. Mais cela ne se manifesta qu'après Brest, dans la période moscovite, au printemps et durant l'été de 1918.

A MOSCOU

Au début de la guerre, Tchitchérine avait pris une position nettement patriotique. Mais, relativement bientôt, il se rapprocha des internationalistes et devint un actif collaborateur de *Naché Slovo* dont j'étais le rédacteur à Paris. A la fin des fins, il fut emprisonné en Angleterre. Je réclamai son élargissement. Les pourparlers traînaient en longueur. Je menaçai d'agir par représailles contre les Anglais. « Dans l'argumentation de Trotsky, — écrivait Buchanan, ambassadeur de Grande-Bretagne, dans son journal intime, — il y a finalement quelque chose de juste : si nous prétendons avoir le droit d'arrêter des Russes pour propagande pacifiste dans un pays qui désire continuer la guerre, il a aussi le droit d'arrêter les sujets britanniques qui continuent à faire de la propagande pour la guerre dans un pays où l'on désire la paix. » Tchitchérine fut mis en liberté. Il arriva à Moscou au moment le plus opportun. Je lui remis avec un soupir de soulagement le gouvernail de la diplomatie. Je ne me montrais jamais au ministère. En de rares occasions, Tchitchérine me demandait conseil par téléphone. C'est seulement le 13 mars que la presse annonça ma sortie des Affaires étrangères et ma nomination de commissaire à la Guerre; en même temps, j'étais nommé président d'un conseil supérieur de l'armée qui avait été créé récemment, sur mon initiative.

Étais-je préparé pour le métier des armes? Bien entendu, non! Je n'avais même pas eu l'occasion de servir dans l'armée du tsar. J'avais abordé de plus près les questions du militarisme pendant la guerre des Balkans, ayant alors passé plusieurs mois en Serbie, en Bulgarie, et ensuite, en Roumanie. Mais c'était accéder aux choses d'un point de vue de politique générale et non purement militaire. La

guerre mondiale avait familiarisé tout le monde et moi entre autres, avec les problèmes du militarisme. Mon travail quotidien à *Naché Slovo* et ma collaboration à la *Kievskaja Mysl* m'avaient incité à une étude méthodique des nouveaux renseignements et observations. Mais il s'agissait encore de la guerre comme de la continuation d'une politique, et de l'armée comme de l'instrument de cette politique. Les problèmes d'organisation et de technique du militarisme étaient encore pour moi à l'arrière-plan. Par contre, la psychologie de l'armée, — casernes, tranchées, combats, hôpitaux, — m'avait beaucoup intéressé. Ce me fut très utile plus tard.

Dans les Etats parlementaires, on a vu plus d'une fois à la tête des ministères de la Guerre et de la Marine des avocats et des journalistes qui, comme moi, observaient l'armée surtout par la fenêtre de la rédaction, seulement installée plus confortablement. Mais la différence était tout de même évidente. En pays capitalistes, il s'agit de soutenir l'armée existante, c'est-à-dire en somme de donner simplement une couverture politique à un système de militarisme autonome. Chez nous, il s'agissait de balayer à fond les restes de l'ancienne armée et d'en créer, sous le feu de l'ennemi, une nouvelle dont le schéma ne pouvait alors se trouver dans aucun livre. Cela explique assez pourquoi j'abordai sans assurance la tâche de commissaire à la Guerre et ne consentis à m'en charger qu'à défaut de tout autre qui eût pu s'y mettre.

Je ne me croyais pas stratège au moindre degré et je considérais sans aucune indulgence le débordement de dilettantisme stratégique provoqué par la révolution dans le Parti. Il est vrai qu'en trois occasions, — la guerre menée contre Dénikine, la défense de Pétrograd et la guerre contre Pilsudski, — j'occupai une position indépendante de stratège et luttai pour la maintenir, tantôt contre les chefs d'armée, tantôt contre la majorité du Comité central. Mais, dans ces cas-là, mon attitude fut déterminée par des considérations politiques et écono-

miques, nullement par des vues exclusivement stratégiques. Il faut dire, d'ailleurs, que les problèmes de haute stratégie ne peuvent se résoudre autrement.

Jusqu'à mars 1918, je n'étais jamais venu au Kremlin; d'une façon générale, je ne connaissais pas Moscou, exception faite pour un seul bâtiment : la prison de déportation de Boutyrki où j'avais passé six mois dans une tour pendant le rigoureux hiver de 1898-1899. En simple visiteur on eût pu contempler et admirer les antiquités du Kremlin, le palais d'Ivan le Terrible et le palais Granovitaïa. Mais nous devions nous installer là pour longtemps. Le contact étroit et quotidien de deux pôles historiques contraires, de deux cultures inconciliables nous étonnait et nous amusait. Passant en voiture sur le pavé de bois qui se trouve devant le palais Nicolas, je jetai plus d'une fois un regard de côté sur le tsar-canon et le tsar-bourdon. La pesante barbarie moscovite se montrait par la brèche de la cloche, apparaissait à la gueule du canon. Le prince Hamlet eût répété en ce lieu : « Les temps se sont disloqués; fallait-il que je naquisse pour les raccommoder! » Mais nous n'avions rien d'Hamlet.

Le corps de logis des « Chevaliers », en face du palais des Menus-Plaisirs, « Potiechny », avait été habité avant la révolution par des fonctionnaires du Kremlin. Tout le rez-de-chaussée était occupé par un haut dignitaire, commandant de la place. Ses appartements furent divisés en plusieurs parties. Lénine et moi nous y installâmes : il y avait entre nous un corridor. On faisait salle à manger commune. La nourriture au Kremlin était alors la plus détestable. Au lieu de viande fraîche, de la viande salée. Du sable dans les farines et semoules. On avait seulement en abondance du caviar rouge, l'exportation ayant cessé. Je ne suis pas le seul à évoquer les premières années de la révolution comme teintées de la couleur de cet immanquable caviar.

Le carillon de la tour du Sauveur subit une trans-

formation. Désormais, les vieilles cloches, au lieu d'exécuter le « *Dieu garde le tsar!* » sonnaient languissamment et rêveusement tous les quarts d'heure, l'*Internationale*. Les automobiles étaient admises à entrer par cette porte et cette voûte en tunnel. Au-dessus du portail, une icône antique dont le verre était brisé. La veilleuse, devant l'image, était éteinte depuis longtemps. Souvent, quand on entrait au Kremlin, le regard s'arrêtait sur l'icône, tandis que l'oreille surprenait, de là haut, l'*Internationale*. Au-dessus de la tour à carillon subsistait l'aigle bicéphale toute dorée. Mais on l'avait découronnée. Je conseillai de fixer sur l'aigle le marteau et la faucille pour que la rupture des temps fut perceptible du haut de la tour du Sauveur. Mais on ne trouva pas le temps de s'en occuper.

Lénine et moi nous rencontrions, dans le corridor, dix fois par jour, et allions l'un chez l'autre nous faire part réciproquement de nos observations; ces visites duraient parfois dix minutes ou même un quart d'heure, — somme de temps qui était pour nous considérable. Lénine, en cette période, était volontiers causeur, mais, bien entendu, à sa mesure. Il y avait trop de nouveautés autour de nous, trop d'inconnu devant nous : il fallait se remanier, soi et les autres, sur un nouveau mode. C'est pourquoi l'on éprouvait le besoin de passer du particulier au général et du général au particulier. Le petit nuage de mécontentement à propos de Brest-Litovsk s'était dissipé sans laisser de traces.

Pour la deuxième fois dans l'histoire de Russie, une période moscovite allait être celle du « rassemblement » de l'Etat et de la création de ses organes gouvernementaux. Déjà, Lénine, avec impatience, ironiquement, parfois même du ton le plus gouailleur, rembarrait ceux qui continuaient à répondre à toutes les questions par des formules générales de propagande. — Eh bien quoi, mon petit père, vous vous croyez encore à Smolny? — s'écriait-il, sautant sur eux, combinant la fureur avec la bon-

homie. — Ça, c'est du pur Smolny, — s'exclamait-il, interrompant tel orateur qui avait commis un impair; — réfléchissez un peu, voyons, nous ne sommes plus à Smolny, nous avons marché. Lénine ne ménageait jamais les fortes expressions à l'adresse d'hier quand il s'agissait de préparer demain. Et, pour ce travail, nous marchions la main dans la main. Lénine était très minutieux. Moi, j'étais peut-être même pédant. Nous menâmes une lutte infatigable contre le laisser-aller et le relâchement. Je fis adopter un règlement sévère contre les retards et les ouvertures de séances à des heures indues. Pas à pas, le chaos reculait devant l'ordre.

Avant les séances où devaient être débattues les questions de principe ou des questions qui avaient pris de l'importance par suite de conflits entre commissariats, Lénine me demandait avec insistance, par téléphone, de prendre connaissance du problème. La littérature actuelle concernant les dissensions entre Lénine et Trotsky est surchargée de documents apocryphes. Il y a eu, bien entendu, entre nous, des dissensions. Mais il est arrivé, infiniment plus souvent, que nous nous missions d'accord, par un coup de téléphone, ou bien même indépendamment. Lorsqu'il était devenu clair que nous envisagions tel problème de la même façon, ni lui ni moi ne doutions de faire adopter la décision nécessaire. Lorsque Lénine craignait de rencontrer, de la part de quelqu'un, une sérieuse opposition à ses projets, il me faisait, par téléphone un rappel : — Ne manquez pas la séance. C'est à vous le premier que je donnerai la parole. — Je parlais quelques minutes. Lénine disait une ou deux fois pendant mon discours : — C'est juste!... — et cela décidait de la solution. Non que les autres eussent peur de se prononcer contre nous. Il n'existait rien alors de la servilité actuelle devant les chefs et de l'abominable crainte de se compromettre par un mot de trop ou par un vote incongru. Mais, la servilité bureaucratique étant moindre, l'autorité des dirigeants n'en était que plus grande.

Le commissariat de la Guerre, où se concentrait mon travail, non seulement pour l'armée, mais pour le Parti, ainsi que les travaux littéraires et autres, se trouvait en dehors du Kremlin. Au palais des Chevaliers, il n'y avait pour moi qu'un logement. Personne ne venait nous y voir. Pour affaires, on se présentait au commissariat. Quant à nous rendre visite simplement en « amis », nul n'y pouvait songer, tant nous étions occupés. Nous revenions du service vers cinq heures. Vers sept heures, je me retrouvais au commissariat où avaient lieu les séances du soir. Lorsque la révolution se fut stabilisée, c'est-à-dire beaucoup plus tard, je consacrai des soirées à des études théoriques, à des travaux littéraires.

Ma femme était entrée au commissariat de l'Instruction publique, où elle s'occupait des musées et des monuments historiques. Elle eût beaucoup à faire pour protéger des monuments du passé en période de guerre civile. Ni les Blancs ni les Rouges n'étaient très disposés à épargner les manoirs, les Kremains provinciaux, les vieilles églises. Des contestations s'élevèrent donc plus d'une fois entre le commissariat de la Guerre et l'administration des Musées. Les conservateurs des palais et des temples reprochaient aux troupes de ne pas assez respecter la culture; les commissaires à la guerre accusaient les conservateurs de faire plus de cas des choses mortes que des hommes vivants. Il en résultait, pour la forme, que j'étais constamment en démêlés administratifs avec ma femme. On fit là-dessus bien des plaisanteries.

Nous correspondions maintenant avec Lénine surtout par téléphone. Les appels qu'il m'adressait, les miens à son adresse, étaient assez fréquents, et il s'agissait entre nous des questions les plus diverses. Les autres commissariats l'accablaient souvent de plaintes sur l'armée rouge. Lénine, immédiatement, m'appelait au téléphone. Cinq minutes après, il me demandait si je ne pouvais pas faire connaissance avec Un Tel, nouveau candidat au

titre de commissaire de l'Agriculture ou de l'Inspection ouvrière et paysanne, pour formuler une opinion. Une heure plus tard, il lui était intéressant de savoir si je me tenais au courant de la polémique théorique engagée au sujet de la culture prolétarienne et si je ne m'en mêlerais pas pour faire pièce à Boukharine. Ensuite, autre question : le commissariat de la Guerre ne peut-il, sur le front du Midi, détacher des camions automobiles pour amener aux gares du ravitaillement. Encore une demi-heure, et Lénine me demandait si j'étais au courant des dissensions dans le parti communiste suédois. Et il en était ainsi chaque jour lorsque je me trouvais à Moscou.

Les affaires de la guerre me prenaient la plus grande partie de mon temps, et même de plus en plus, car j'en étais moi-même à apprendre l'A B C du métier. Du point de vue de la technique et des opérations, j'estimais que ma tâche était, avant tout, de mettre les hommes qu'il fallait à la place qu'il fallait, et de leur donner la possibilité de faire leurs preuves. Mon travail politique et organisateur dans la création de l'armée se confondait entièrement avec le travail du Parti. C'est seulement dans cette voie que le succès était possible.

Entre autres militants du Parti, au commissariat de la Guerre, je trouvai le médecin militaire Skliansky. Il était encore tout jeune (en 1918, il avait à peine vingt-six ans), mais il se distinguait par son activité, son application, sa faculté de juger des gens et des circonstances, en un mot par les qualités qui font un administrateur. Après avoir pris conseil de Sverdlov qui était irremplaçable en de telles circonstances, j'arrêtai mon choix sur Skliansky comme vice-commissaire. Je n'ai jamais eu l'occasion de le regretter. Les fonctions d'adjoint au commissaire de la Guerre comportaient d'autant plus de responsabilités que je passais la plus grande partie de mon temps sur les fronts. En mon absence, Skliansky présidait le Conseil militaire révolutionnaire, dirigeait tous les travaux courants du com-

missariat, c'est-à-dire s'occupait principalement de servir le front; enfin il représentait le commissariat de la Guerre au conseil de la Défense que présidait Lénine. Si l'on peut faire une comparaison avec le Lazare Carnot de la Révolution française, c'est précisément Skliansky qu'il faut nommer. Il a toujours été exact, infatigable, vigilant, au courant de ses affaires. Comme tout administrateur sérieux et ferme, il n'avait pas peu d'ennemis. Les dons exceptionnels de ce jeune homme indisposaient bien des médiocres qui avaient pris de l'âge. Staline émoustillait ces derniers dans la coulisse. Skliansky était attaqué sournoisement, surtout en mon absence. Lénine qui le connaissait bien, le voyant au conseil de la Défense, tenait pour lui, chaque fois qu'il le fallait, comme une montagne. — Un excellent travailleur, répétait-il invariablement, un remarquable travailleur... — Skliansky se tenait à l'écart des intrigues. Il travaillait. On pouvait téléphoner au commissariat, à deux ou trois heures du matin : Skliansky était à son poste, à son bureau. — Quand donc dormez-vous? — lui disais-je. — Il s'en tirait par des plaisanteries.

Je me rappelle avec satisfaction que le commissariat de la Guerre ne sut presque rien des groupements personnels et des clans qui eurent une influence si pénible sur les autres administrations. La tension dans le travail, l'autorité des dirigeants, une bonne sélection d'hommes faite sans camaraderie et sans indulgence, un esprit de loyauté exigeante, — voilà ce qui assura le fonctionnement régulier, sans à-coups, d'un mécanisme massif, non des mieux réglé et très hétérogène de composition. Dans tout cela, le rôle de Skliansky fut énorme.

LES POURPARLERS DE BREST

LE 22 novembre, nous signâmes un accord d'armistice sur tous les fronts, de la Baltique à la mer Noire. Nous demandâmes de nouveau aux Alliés de mener en commun avec nous les pourparlers de paix. Nous ne reçûmes pas de réponse.

— Pour temporiser, dit Lénine, il faut un temporisateur. — Sur ses instances, je partis pour Brest-Litovsk. J'avoue que je m'y rendis comme à un supplice. Un milieu de gens que m'étaient étrangers et avec lesquels je n'avais rien de commun m'avait toujours effarouché; surtout celui-là. Je suis absolument incapable de comprendre les révolutionnaires qui deviennent volontiers des ambassadeurs et qui, dans leur nouveau milieu, nagent comme des poissons dans un bassin.

La première délégation soviétiste, à la tête de laquelle se trouvait Joffe, fut circonvenue de toutes parts à Brest-Litovsk. Le prince Léopold de Bavière recevait nos camarades comme des « hôtes ». Toutes les délégations dinaient et soupaient ensemble. Le général Hoffmann devait regarder non sans intérêt Bitsenko qui avait tué autrefois le général Sakharov. Les Allemands prenaient place à table, entre les nôtres, et tâchaient d'apprendre, « amicalement », ce qu'ils avaient besoin de savoir.

Comme président de la délégation des soviets, je décidai de mettre brusquement fin aux relations familières qui s'étaient établies imperceptiblement dans la première période. Par l'intermédiaire de nos représentants militaires, je donnai à comprendre que je n'avais pas l'intention de me présenter à un prince de Bavière. On en prit note. Le 7 janvier, Czernin écrivait dans son journal intime : « Avant le dîner, tous les Russes placés sous la direction de Trotsky sont arrivés. Ils ont immédiatement fait savoir, en s'excusant, que désormais ils n'assiste-

raient plus aux agapes communes. Et, d'une façon générale, on ne les aperçoit plus. Il semble que, cette fois-ci, un vent souffle qui n'est plus du tout le même que la dernière fois. »

Ce n'est pas sans une émotion vive et désagréable que je me rendis à la première entrevue avec les diplomates. Dans le vestibule, devant le porte-manteau, je tombai sur Kühlmann. Je ne le connaissais pas. C'est lui-même qui se présenta et il ajouta aussitôt qu'il était « très heureux » de me voir, car il vaut beaucoup mieux traiter avec le maître de la maison qu'avec son messager. Sa mine montrait qu'il était très satisfait de cette « subtile » manœuvre, calculée d'après la psychologie qu'il se faisait d'un « parvenu ». Mon sentiment à moi était d'avoir mis le pied dans une saleté. Je fis même, involontairement, un pas en arrière. Kühlmann comprit sa maladresse, se mit sur ses gardes et prit aussitôt un ton plus sec.

Les circonstances historiques furent telles que les délégués du régime le plus révolutionnaire que l'humanité ait jamais connu durent siéger devant le tapis vert des diplomates en compagnie des représentants de la plus réactionnaire des castes de toutes les classes dirigeantes. A quel point nos adversaires redoutaient la puissance explosive des pourparlers avec les bolchéviks, on en a la preuve par ce fait qu'ils étaient disposés à interrompre les pourparlers plutôt que de les transférer en pays neutre. Dans ses mémoires, Czernin déclare franchement que, dans un pays neutre, les bolchéviks, avec l'aide de leurs amis internationaux, auraient inévitablement mené le jeu.

Les pourparlers traînaient en longueur. Nos adversaires et nous devions consulter par fil direct nos gouvernements. Le général Hoffmann apportait aux pourparlers une note rafraîchissante. Ne manifestant aucune sympathie pour les malices de la diplomatie, il mit plusieurs fois sa botte de soldat sur la table autour de laquelle avaient lieu les débats : Quant à nous, nous ne doutâmes pas une minute

que, dans ces palabres, la seule réalité vraiment sérieuse était la botte de Hoffmann. Parfois, cependant, le général faisait irruption dans des débats de pure politique. Mais il le faisait à sa manière. Mis hors de lui par les dissertations interminables sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il arriva un beau matin (c'était le 14 janvier), muni d'une serviette bourrée de journaux russes, surtout de ceux qui appartenaient à la tendance socialiste-révolutionnaire. Hoffmann lisait le russe couramment. En courtes phrases nettement détachées, tantôt grognant, tantôt commandant, le général accusa les bolchéviks d'avoir écrasé les libertés de la parole et des réunions, d'avoir violé les principes de la démocratie, et il cita, en les approuvant pleinement, des articles de ce parti terroriste russe qui, depuis 1902, avait envoyé dans l'autre monde un bon nombre de ceux qui, en Russie, pensaient comme Hoffmann. Avec indignation, le général accusait notre gouvernement de s'appuyer sur la force! C'était admirable à entendre... Czernin écrivit dans son journal intime : « Hoffmann a prononcé son malheureux discours. Voici quelques jours qu'il y travaillait, et il a été très fier du succès remporté. » Je répondis à Hoffmann que, dans une société divisée en classes, tout gouvernement s'appuyait sur la force. La différence était en ceci seulement que le général Hoffmann exerçait une répression pour défendre les gros propriétaires tandis que nos mesures de force avaient pour but de défendre les travailleurs. Pendant quelques minutes, la conférence de la paix devint un cercle de propagande marxiste pour débutants. « Ce qui surprend et indigné les gouvernements des autres pays dans nos actes, disais-je, c'est qu'au lieu d'arrêter les grévistes, nous arrêtons les capitalistes qui déclarent le lock-out; qu'au lieu de fusiller les paysans qui réclament les terres, nous arrêtons les propriétaires et les officiers qui tentent de fusiller des paysans. » La face de Hoffmann prenait une teinte cramoisie.

Après chaque incident de cette sorte, Kühlmann,

avec une amabilité sarcastique, demandait à Hoffmann s'il désirait encore se prononcer sur le sujet en question. Le général répondait brusquement : — Non ! Ça suffit ! — Et il jetait un coup d'œil colère vers la fenêtre. Dans la société des diplomates, généraux et amiraux qui représentaient les Hohenzollern, les Habsbourg, les Cobourg et le Sultan, les débats sur le rôle de la violence révolutionnaire étaient vraiment d'une saveur incomparable. Certains de ces messieurs, pourvus de titres et de décorations, ne firent, pendant toute la durée des pourparlers, que porter des regards étonnés tantôt sur Kühlmann ou Czernin, tantôt sur moi. Ils auraient bien voulu que quelqu'un leur expliquât, pour dieu, comment il fallait comprendre tout cela.

Le général se montrait impatient de ramener toutes les questions à un rapport de forces tandis que Kühlmann s'efforçait vainement de donner à une paix bâtie sur la carte militaire l'apparence d'une paix basée sur on ne sait quels principes. Pour atténuer le sens des déclarations de Hoffmann, Kühlmann dit un jour qu'un soldat s'exprimait, par nécessité, plus vivement qu'un diplomate. Je répondis que « nous autres, membres de la délégation russe, n'appartenions pas à l'écclé diplomatique et que nous pouvions nous considérer plutôt comme des soldats de la révolution » ; que, par conséquent, nous préférions le grossier langage d'un soldat.

LA PAIX

L'IMPOSSIBILITÉ de continuer la guerre était évidente. A cet égard, il n'y avait pas ombre de dissentiment entre Lénine et moi. Mais une autre question se posait encore, non moins importante : jusqu'à quel point pourrait aller le gouvernement du Hohenzollern dans sa lutte contre nous ?

Quelle influence avaient pu avoir, sur l'armée allemande, la révolution de Février puis celle d'Octobre? Dans quel délai cette influence se manifesterait-elle? On ne pouvait encore répondre. Il fallait tenter de trouver la réponse dans le courant des pourparlers. C'est pourquoi il était indispensable de traîner en longueur les négociations. Il fallait donner aux ouvriers européens le temps de s'assimiler comme il convenait le fait même de la révolution soviétique et, en particulier, sa politique de paix. C'était d'autant plus important que la presse des pays de l'Entente, avec la presse russe des conciliateurs et des bourgeois, avait d'avance représenté les pourparlers de paix comme une comédie dont les rôles avaient été ingénieusement distribués. Il était clair que si la bourgeoisie et la social-démocratie de l'Entente réussissaient à semer dans les masses ouvrières des doutes sur notre compte, cela faciliterait extrêmement dans la suite une intervention militaire de l'Entente contre nous. J'estimais, par conséquent, qu'avant de signer une paix séparée, si c'était pour nous absolument inévitable, il était indispensable de donner coûte que coûte, aux ouvriers d'Europe, une preuve éclatante et incontestable de la haine mortelle qui existait entre nous et les gouvernants de l'Allemagne. C'est précisément sous l'influence de ces considérations que j'arrivai, à Brest-Litovsk, à l'idée de la manifestation politique ainsi formulée : nous arrêtons la guerre, nous démobilisons, mais nous ne signons pas la paix. Je raisonnais ainsi : si l'impérialisme allemand est incapable de faire marcher contre nous ses troupes, cela signifiera que nous avons remporté une formidable victoire, aux conséquences incalculables. Si, au contraire, il est encore possible au Hohenzollern de nous porter un coup, nous aurons toujours le temps de capituler assez tôt.

Aux difficultés du problème même de la paix s'ajoutèrent d'extrêmes complications à l'intérieur du Parti. Dans le Parti, du moins parmi ses éléments dirigeants, prédominait une attitude intran-

sigeante à l'égard de la signature des clauses de Brest. Les comptes rendus sténographiques que publiaient nos journaux sur les pourparlers entretenaient et aggravaient cet état d'esprit qui trouva son expression la plus vive dans le groupe du communisme de gauche, lequel préconisait le mot d'ordre d'une guerre révolutionnaire.

La lutte dans le Parti devenait de jour en jour plus ardente. En dépit d'une légende répandue plus tard, le conflit n'eut pas lieu entre Lénine et moi, mais bien entre Lénine et l'écrasante majorité des organisations dirigeantes du Parti. Les principales questions débattues étaient celles-ci : pouvons-nous, actuellement, faire une guerre révolutionnaire, et est-il admissible en général qu'un pouvoir révolutionnaire conclue des accords avec les impérialistes ? Sur ces deux points, j'étais totalement et intégralement du côté de Lénine, répondant avec lui par un *non* à la première question et par un *oui* à la deuxième.

Dans toutes les institutions dirigeantes du Parti et de l'Etat, Lénine était en minorité. Le Conseil des Commissaires du Peuple ayant invité les soviets locaux à faire connaître leur opinion sur la guerre et la paix, plus de deux cents soviets répondirent avant le 5 mars. Deux seulement des plus importants soviets, celui de Pétrograd et celui de Sébastopol, se prononcèrent (en faisant des réserves) pour la paix. Par contre, une série de gros centres ouvriers (Moscou, Ekaterinbourg, Kharkov, Ekaterinoslav, Ivanovo-Voznessensk, Cronstadt, etc.), se déclarèrent, à une écrasante majorité de voix, pour la rupture. Inutile de parler des socialistes-révolutionnaires de gauche, nos alliés d'alors. En cette période, on n'aurait pu faire adopter le point de vue de Lénine que par une scission et un coup d'Etat, pas autrement. Cependant, chaque nouvelle journée devait augmenter le nombre des partisans de Lénine. Dans ces conditions, la formule « ni guerre, ni paix » était objectivement un pont pour gagner la position de Lénine. Ce pont fut passé par la majo-

rité du Parti, ou du moins, de ses éléments dirigeants.

A la séance décisive du Comité central, qui eut lieu le 22 janvier, on adopta ma proposition : traîner en longueur les pourparlers; en cas d'ultimatum allemand, déclarer que la guerre est terminée, mais refuser de signer la paix; dans la suite, agir selon les circonstances.

A la séance du 1^{er} février, Staline, selon le procès-verbal officiel, reconnut : « Une issue à la situation difficile nous fut donnée par... la position de Trotsky. »

Après les grèves d'octobre en Allemagne et en Autriche, la question de savoir si le gouvernement allemand se déciderait, oui ou non, à prendre l'offensive, n'était pas du tout aussi claire, ni pour nous, ni pour le gouvernement allemand lui-même, que la présentent maintenant bien des sages à retardement. Le 10 février, les délégations d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie à Brest en vinrent à conclure que « la situation proposée par Trotsky dans ses déclarations doit être acceptée ». Seul, le général Hoffmann déclara s'y opposer. Le lendemain, Kühlmann, d'après Czernin, à la séance de clôture de Brest, parla en toute assurance de la nécessité d'accepter la paix *de facto*. Nous eûmes aussitôt des échos de ces opinions. Toute notre délégation revint de Brest à Moscou sous l'impression que les Allemands ne prendraient pas l'offensive. Lénine était très satisfait du résultat obtenu.

Cependant, deux jours avant l'expiration du délai d'une semaine qui nous avait été fixé, nous reçûmes du général Samoïlo qui était resté à Brest, un avis télégraphique disant que les Allemands, d'après la déclaration du général Hoffmann, se considéraient à partir du 18 février, midi, comme en état de guerre avec nous, et que, par conséquent, ils l'avaient invité, lui Samoïlo, à quitter Brest-Litovsk. Le 21 février, l'on reçut de nouvelles conditions allemandes qui semblaient calculées pour rendre impossible la signature de la paix. Au moment où

notre délégation arrivait à Brest-Litovsk, ces conditions s'avérèrent, comme on sait, encore plus dures. Le 3 mars, notre délégation signa, sans le lire, le traité de paix. Devançant bien des idées de Clemenceau, la paix de Brest avait l'air d'un nœud de potence. Le 22 mars, le traité fut ratifié par le Reichstag. Les social-démocrates allemands avaient, d'avance, approuvé les principes du prochain Versailles.

Jetant un regard en arrière sur la route parcourue, je marquai au VII^e congrès du Parti (mars 1918) ma position avec assez de clarté et de plénitude : « Si nous avions voulu effectivement, disais-je, obtenir seulement les conditions de paix les plus favorables, nous aurions dû consentir à signer dès novembre. Mais personne (sauf Zinoviev) n'a élevé la voix en ce sens : nous étions tous partisans de faire de l'agitation, de révolutionner la classe ouvrière allemande. Cependant, tous nos pourparlers précédents avec les Allemands n'ont eu de sens révolutionnaire que dans la mesure où on les prenait pour de la monnaie franche. J'ai déjà rapporté à la fraction du III^e Congrès panrusse des soviets comment l'ancien ministre d'Autriche-Hongrie, Gratz, avait déclaré que les Allemands ne manquaient que d'un motif quelconque pour nous envoyer un ultimatum. Ils estimaient que nous cherchions nous-mêmes cet ultimatum... que nous nous engageions d'avance à *tout* signer, que nous jouions simplement une comédie révolutionnaire. Dans cette situation, si nous ne signions pas, nous étions menacés de perdre Reval et d'autres places; en signant trop tôt, nous risquions de perdre les sympathies du prolétariat mondial, en totalité ou en partie considérable. J'étais de ceux qui croyaient que, vraisemblablement, les Allemands ne prendraient pas l'offensive; mais que, s'ils la prenaient tout de même, nous aurions toujours le temps de signer cette paix, même dans les pires conditions s'il le fallait. Avec le temps, disais-je, vous constateront que nous n'avions pas d'autre issue. »

Il est remarquable qu'à la même époque, Liebknecht ait écrit du fond de sa prison : « Il faut rejeter bien loin l'idée que l'issue actuelle soit, pour le développement ultérieur, pire que ne l'eût été une reddition à Brest au début de février. C'est le contraire qui est vrai. Une pareille reddition eût mis sous la plus mauvaise lumière la résistance d'auparavant, laissant apparaître la violence finale comme une *vis haud ingrata*. Le cynisme criant au ciel, la bestialité de la dernière entrée en scène des Allemands, *rejettent en arrière tous les soupçons.* »

Comment Lénine lui-même considérait-il l'étape de Brest quand elle fut dépassée? D'une façon générale, il jugeait inutile de revenir sur le désaccord purement épisodique qui s'était produit entre lui et moi. En revanche, il parla plus d'une fois de « l'immense importance des pourparlers de Brest, au point de vue de la propagande ». Un an après Brest, Lénine, au congrès du Parti, faisait cette observation : « Etant terriblement isolés de l'Europe occidentale et de tous les autres pays, nous ne pouvions avoir aucune documentation objective pour juger de la rapidité possible ou des formes de croissance de la révolution prolétarienne en Occident. De cette situation complexe, il résulta que la question de la paix de Brest provoqua plus d'un différend dans notre Parti. »

Du rôle de Lénine dans les pourparlers de Brest, j'ai donné l'appréciation, de façon à être entendu de tous, bien avant les autres. Le 3 octobre 1918, en séance extraordinaire et générale des organes supérieurs du pouvoir soviétique, je disais : « Je crois de mon devoir de déclarer, dans cette assemblée autorisée qu'à l'heure où beaucoup d'entre nous, et moi dans ce nombre, étions dans le doute, nous demandant s'il convenait, s'il était admissible de signer la paix de Brest-Litovsk, le camarade Lénine a été le seul à affirmer, avec une persévérance et une perspicacité incomparables contre tant d'autres parmi nous, que nous devons en passer par là pour amener à la révolution le prolétariat mondial. Et

maintenant encore nous devons avouer que ce n'est pas nous qui avions raison. »

Je n'ai pas attendu les révélations tardives des épigones pour reconnaître que la virilité politique géniale de Lénine, pendant les journées de Brest, a sauvé la dictature du prolétariat. Dans les paroles que je rapporte ci-dessus, je prenais sur moi une plus forte dose de responsabilité que je ne le méritais pour les fautes commises par d'autres. J'agis ainsi pour donner l'exemple. Le sténogramme note à ce passage : « longue ovation ». Le Parti voulait montrer par là qu'il comprenait et appréciait mon attitude à l'égard de Lénine, attitude exempte de toute mesquinerie ou jalousie. Je comprenais trop clairement ce que signifiait Lénine pour la révolution, pour l'histoire et pour moi personnellement.

UN MOIS A SVIIAJSKI

LE printemps et l'été de 1918 furent des temps difficiles au dernier degré. C'est seulement alors qu'apparurent au grand jour les conséquences de la guerre. On se demandait si, d'une façon générale, ce pays épuisé, ruiné, réduit au désespoir, aurait assez de sève vitale pour soutenir le nouveau régime et sauver son indépendance. Les approvisionnements faisaient défaut. L'armée n'existait plus. Les chemins de fer étaient en complet désarroi. Les services de l'Etat étaient à peine en formation. De toutes parts suppuraient des complots.

A l'ouest, les Allemands s'étaient emparés de la Pologne, de la Lithuanie, de la Lettonie, de la Russie-Blanche. Ils occupaient Pskov. L'Ukraine était devenue une colonie austro-allemande. Sur la Volga, les agents de la France et de l'Angleterre soulevèrent, pendant l'été, un corps de Tchécoslovaques,

ex-prisonniers de guerre. Le commandement allemand me fit entendre, par l'intermédiaire de son attaché militaire, que si les Blancs de l'est s'avancèrent sur Moscou, l'armée allemande marcherait vers la capitale, venant de l'ouest, par Orcha et Pskov, pour empêcher la formation d'un nouveau front oriental. Nous étions entre le marteau et l'enclume. Au Nord, les Anglais et les Français s'étaient saisis de Mourmansk et d'Arkhangel, menaçant de progresser vers Vologda. A Iaroslav eut lieu un soulèvement de gardes-blancs, organisé par Savinkov d'après les ordres de l'ambassadeur de France, Nouzens, et du chargé d'affaires de la Grande-Bretagne, Lockhart, soulèvement ayant pour but d'établir une liaison, par Vologda et Iaroslav, entre les armées alliées du nord et les Tchécoslovaques et gardes-blancs sur la Voïga. Dans l'Oural agissaient les bandes de Dourov. Au sud, sur le Don, éclatait une révolte dirigée par Krasnov qui était alors en liaison directe avec les Allemands. Les socialistes-révolutionnaires de gauche complotèrent en juillet, tuèrent le comte Mirbach, ambassadeur d'Allemagne, tentèrent de provoquer un soulèvement sur le front de l'est. Ils voulaient nous forcer à faire la guerre à l'Allemagne. Le front de la guerre civile devenait un anneau qui devait se resserrer de plus en plus étroitement autour de Moscou.

Après la reddition de Simbirsk, il fut décidé que je me rendrais sur la Volga, où le péril était le plus grand. Je m'occupai de la formation d'un train. A cette époque, ce n'était pas simple. Tout manquait, ou bien, plus exactement, personne ne savait où se trouvait ce dont on avait besoin. Le plus simple travail devenait une improvisation compliquée. Je ne pensais pas alors que j'aurais à passer dans ce train deux ans et demi. Je partis de Moscou le 7 août, ne sachant pas encore que Kazan s'était rendue la veille. C'est en cours de route que cette nouvelle comminatoire me parvint. Les détachements de l'armée rouge, formée en toute hâte, avaient lâché pied sans combattre et avaient découvert Ka-

za
co
ses
Où
ges
tra
avi
de
mo
me
Ka
ver
lui
de
en
Ce
un
nic
ro
éta
la
qu
pr
me
To
s'a
la
sio
n'a
ses
qu
pr
dé
me
lor
sai
jou
Pe

zan. Une partie de l'état-major se composait de conspirateurs; l'autre partie avait été surprise et ses chefs s'étaient enfuis, dispersés, sous les balles. Où étaient le commandant en chef et autres dirigeants de l'armée? Personne n'en savait rien. Mon train s'arrêta à Sviiajsk, une importante station avant Kazan. C'est là que, pendant un mois, le sort de la révolution se décida une fois de plus. Pour moi, ce laps de temps fut une grande école.

L'armée sous Sviiajsk se composait de détachements qui avaient battu en retraite sous Simbirsk et Kazan, ou de ceux qui étaient venus à l'aide de divers côtés. Chaque détachement vivait de sa vie à lui. Dans l'ensemble, ils n'avaient tous envie que de battre en retraite. La supériorité de l'adversaire, en organisation et en expérience, était trop grande. Certaines compagnies de Blancs, composées presque uniquement d'officiers, faisaient merveille. La panique sortait du sol même. Les détachements rouges, tout récemment arrivés avec de l'entrain, étaient immédiatement englobés, par inertie, dans la retraite. Parmi les paysans, le bruit se répandit que les soviets ne dureraient pas longtemps. Les prêtres et les marchands relevèrent la tête. Les éléments révolutionnaires des campagnes se cachèrent. Tout tombait en poussière, on ne savait à quoi s'accrocher, la situation semblait irréparable.

Fallait-il beaucoup, en ces jours, pour renverser la révolution? Son territoire était réduit aux dimensions de l'antique grand-duché moscovite. Elle n'avait presque pas d'armée. Elle était cernée par ses ennemis. Après Kazan, c'était Nijni-Novgorod qui se livrait. De là, la route sur Moscou s'ouvrait presque sans obstacles. Le sort de la révolution se décidait cette fois sous Sviiajsk. Et là, dans les moments les plus critiques, il dépendait d'un bataillon, d'une compagnie, de la résistance d'un commissaire... c'est-à-dire d'un cheveu. Et ainsi de jour en jour.

Pourtant, la révolution fut sauvée. Qu'y fallut-il? Peu de chose. Il fallait que l'avant-garde des masses

comprit le danger mortel. La principale condition du succès était de ne rien cacher, non surtout la faiblesse, de ne pas ruser avec la masse, de nommer toutes choses par leurs noms. La révolution était encore trop insouciance. La victoire d'Octobre avait été obtenue facilement. En même temps, elle n'avait pu supprimer d'un geste les calamités qui l'avaient provoquée. La poussée élémentaire avait faibli. L'ennemi l'emportait par ce qui nous manquait : l'organisation militaire. C'est sous Kazan que la révolution apprit l'art de s'organiser de même.

L'agitation, dans tout le pays, était entretenue par des télégrammes de Sviiajsk. Les soviets, le Parti, les syndicats constituaient de nouveaux détachements et envoyaient du côté de Kazan des milliers de communistes. En majorité, les jeunes du Parti étaient inexpérimentés dans l'usage des armes. Mais ils voulaient vaincre à tout prix. Et c'était l'essentiel. Ils opérèrent un redressement de l'échine affaiblie de l'armée.

Dans mon train était arrivé entre autres, avec moi, Goussev. Au début de 1924, lorsque la campagne menée contre moi était déjà ouvertement déclarée, Goussev y prenait part en chicaneur flegmatique; cependant, les souvenirs des journées vécues à Sviiajsk étaient encore trop vivants, bien que six années se fussent écoulées, et gênaient jusqu'à un certain point même Goussev. Voici ce qu'il a raconté des événements qui se sont produits sous Kazan : « L'arrivée du camarade Trotsky détermina un revirement décisif de la situation. Le train du camarade Trotsky, en s'arrêtant à Sviiajsk, petite station perdue dans la campagne, apportait une forte volonté de victoire, de l'initiative et une pression résolue sur tous les travaux de l'armée. Dès les premiers jours, dans cette station encombrée par les convois qui suivaient d'innombrables régiments, station qui abritait la section politique et les services d'approvisionnement, comme aussi dans les troupes cantonnées à une quinzaine de verstes en avant, on sentit qu'un brusque changement venait

de se produire. Cela se manifesta d'abord dans le domaine de la discipline. Les rudes méthodes du camarade Trotsky, à cette époque où l'on se battait en partisans indisciplinés... étaient avant tout et surtout rationnelles et indispensables. On ne serait arrivé à rien par des exhortations, et, de plus, l'on n'avait pas le temps d'exhorter. Pendant les vingt-cinq jours que le camarade Trotsky passa à Sviiajsk, un travail formidable fut accompli qui transforma les éléments délabrés et décomposés de la V^e armée en troupes combattives et les prépara à la reprise de Kazan. »

La trahison avait des nids dans l'état-major, dans les effectifs du commandement et alentour. L'ennemi savait où frapper et agissait presque toujours à coup sûr. Cela décourageait. Bientôt après mon arrivée, je visitai les batteries du front. L'emplacement des pièces me fut montré par un officier d'artillerie expérimenté, qui avait du hâle et des yeux impénétrables. Il me demanda la permission de s'éloigner pour donner un ordre par téléphone. Quelques minutes après, deux obus éclatèrent en fourchette à une cinquantaine de pas; un troisième tomba tout à côté de moi. J'eus à peine le temps de me jeter sur le sol, je fus éclaboussé de terre. L'officier se tenait immobile, à l'écart; de la pâleur apparaissait dans son teint bronzé. Chose étrange : je ne soupçonnai rien, je crus à un effet du hasard. C'est seulement deux ans plus tard que je me rappelai brusquement, jusqu'aux moindres circonstances, ce qui s'était passé, et il fut pour moi irréfutablement évident que l'artilleur était un ennemi; par téléphone, à l'aide de je ne sais quel poste intermédiaire, il avait indiqué le point de mire à la batterie des Blancs. Il risquait doublement : il pouvait être atteint par un des obus de l'adversaire ou être fusillé par les Rouges. J'ignore ce qu'il est devenu.

A peine étais-je rentré dans mon wagon que, de toutes parts, éclata une fusillade. Je bondis sur la plate-forme de la voiture. Au-dessus de nous évo-

luait un aéroplane blanc. De toute évidence, il visait notre train. Trois bombes tombèrent l'une après l'autre, en cercle autour de nous et ne firent de mal à personne. Des toits de nos wagons, on tirait sur l'ennemi à coups de fusils et de mitrailleuses. L'avion devint inaccessible, mais on tirait toujours. Nos hommes étaient tous comme des gens ivres. J'eus bien du mal à faire cesser le feu. Il se peut que l'officier d'artillerie ait fait savoir l'heure à laquelle je serais rentré dans mon wagon. Mais il y eut peut-être d'autres sources d'information.

La trahison agissait avec d'autant plus d'assurance que la situation militaire de la révolution semblait plus désespérée. Il fallait à tout prix, et le plus vite possible, remédier à l'automatisme de la déroute, alors que les hommes ne croyaient plus à la simple possibilité de s'arrêter, de faire demi-tour et de frapper l'ennemi en pleine poitrine.

Les communistes exhortaient, expliquaient et donnaient l'exemple. Mais il était clair qu'avec de l'agitation seulement, on ne parviendrait pas à modifier l'état d'esprit, et, de plus en plus, dans l'occurrence, le temps manquait pour obtenir ce changement. Il fallait se résoudre à des mesures de rigueur. Je promulguai un ordre du jour qui fut tiré par l'imprimerie de mon train et lu à toutes nos troupes : « Je donne cet avertissement : si quelque partie de l'armée bat en retraite sans autorisation, le commissaire du détachement sera fusillé le premier, et le commandant ensuite. Les soldats valeureux et braves seront placés aux postes de commandement. Les lâches, ceux qui ménagent leur peau, ceux qui trahissent, n'échapperont pas aux balles. J'en répons devant toute l'Armée rouge. »

Le revirement, comme on peut penser, ne se fit pas d'un seul coup. Certains détachements continuèrent à lâcher les positions sans motif valable, ou bien s'égaillèrent dès le premier choc sérieux. Sviiajsk était à la merci d'un coup de main. Il y avait sur la Volga un vapeur sous pression, à la

disposition de l'état-major. Dix hommes de mon train gardaient, montés à bicyclette, le sentier pour piétons par lequel l'état-major pouvait gagner l'embarcadère. Le conseil de guerre de la V^e armée décida de m'inviter à occuper le bateau. Cette mesure, en soi eût été raisonnable, mais je craignis qu'elle ne fit mauvais effet sur une armée nerveuse et peu sûre d'elle-même. Justement alors, la situation du front s'était brusquement aggravée. Le régiment, tout fraîchement arrivé, sur lequel nous avions tant compté, lâcha pied avec son commissaire et son commandant en tête, s'empara, baïonnette au canon, du vapeur et l'envahit, dans le dessein de gagner Nijni. Un souffle d'anxiété passa sur le front. Tous les regards se tournaient vers le fleuve. La situation paraissait presque désespérée. L'état-major restait en place, bien que l'ennemi ne fût qu'à une distance d'un kilomètre ou deux, et des obus éclataient dans les alentours. J'eus un entretien avec l'irremplaçable Markine. A la tête d'une vingtaine de bons combattants, sur une canonnière improvisée, il approcha du vapeur chargé de déserteurs et, braquant sur eux une pièce d'artillerie, exigea leur soumission. En ce moment-là, tout dépendait du résultat de cette opération intérieure. Un seul coup de fusil pouvait amener la catastrophe. Les déserteurs se rendirent sans résistance. Le vapeur accosta l'embarcadère, les déserteurs descendirent. Je nommai une cour martiale qui condamna à mort le commandant, le commissaire et un certain nombre de soldats. Le fer rouge avait été mis sur la plaie purulente. J'expliquai au régiment la situation sans rien dissimuler, sans rien atténuer. Des communistes furent répartis parmi les soldats. Sous un nouveau commandement, dans un autre état d'esprit, le régiment revint à ses positions. Tout cela avait été fait si vite que l'ennemi n'eut pas le temps de tirer avantage de ces commotions.

Il fallait organiser l'aviation. Je fis venir l'ingénieur-pilote Akachev. D'opinion anarchiste, il travaillait cependant avec nous. Il montra de l'initia-

tive et monta rapidement une flottille aérienne. Grâce à elle, nous obtînmes enfin la carte du front ennemi. Les chefs de la V^e armée n'agissaient plus à l'aveuglette. Nos aviateurs se mirent à faire, chaque jour, des vols de combat sur Kazan. La ville fut prise de la fièvre de l'inquiétude.

Le 28 août, les Blancs entreprirent une manœuvre d'encerclement. A la tête d'un fort détachement, le colonel Kappel, devenu plus tard un général réputé de l'armée blanche, se glissa, à la faveur de la nuit, sur nos derrières, s'empara de la petite station qui était la plus proche de nous, détruisit la voie du chemin de fer, renversa les poteaux télégraphiques et, nous ayant ainsi coupé la retraite, conduisit l'attaque sur Sviiajsk. Savinkov, le fameux socialiste-révolutionnaire, terroriste, se trouvait dans l'état-major de Kappel. Nous fûmes pris plus qu'à l'improviste. Craignant d'inquiéter un front qui ne tenait guère, nous ne lui empruntâmes que deux ou trois compagnies. Le chef de mon train mobilisa encore une fois tout ce qui lui tomba sous la main, dans les wagons et à la gare, même le cuisinier. Nous avions suffisamment de fusils, de mitrailleuses, de grenades. L'équipe du train était composée de bons combattants. La ligne se coucha à une verste de notre position, le combat dura environ huit heures, il y eut des victimes des deux côtés, l'ennemi fut à bout de souffle et recula. Pendant ce temps, la rupture des communications avec Sviiajsk avait provoqué à Moscou et sur toute la ligne ferroviaire une grosse émotion. En hâte arrivaient à la rescousse de petits détachements. La voie fut bientôt rétablie. Des troupes nouvellement survenues furent incorporées à l'armée. Cependant, les journaux de Kazan annonçaient que mes communications étaient coupées, que j'étais prisonnier, que j'avais été tué, que je m'étais échappé en avion, mais qu'on avait pris comme trophée mon chien. Ce fidèle animal fut ensuite prisonnier sur tous les fronts de la guerre civile. Le plus souvent, c'était un dogue couleur chocolat, parfois un saint-bernard. Je m'en

tirais à bon marché, d'autant plus que je n'avais jamais possédé ce chien.

Le sort de la révolution se débattait entre Sviiajsk et Kazan. Aucune voie de retraite, sauf sur la Volga. Le Conseil révolutionnaire de l'armée avait déclaré que la question de ma sécurité à Sviiajsk gênait sa liberté d'action et avait insisté pour que je prisse place sur le fleuve. C'était le droit du Conseil. Dès le début, j'avais établi en principe que ma présence à Sviiajsk ne devait gêner en rien les commandants de troupes, ni limiter leurs pouvoirs. Je m'en tins à cette règle dans mes visites à tous les fronts. Je me soumis donc et embarquai, non sur le vapeur qui avait été préparé pour moi, mais sur un torpilleur. Quatre petits torpilleurs avaient été amenés, avec de grandes difficultés, à la Volga par les canaux « Marie ». Plusieurs vapeurs du fleuve avaient été, pendant ce temps, armés de canons et de mitrailleuses. La flottille, sous le commandement de Ras-kolnikov, entreprenait, cette nuit, une attaque sur Kazan. Il fallait passer devant de hautes falaises sur lesquelles étaient installées les batteries des Blancs. Au delà des falaises, le fleuve tournait et s'élargissait aussitôt. Là se trouvait la flottille de l'ennemi. Sur la berge d'en face s'ouvrait Kazan. Nous avions cru pouvoir passer dans les ténèbres, sans être vus, devant les falaises, d'où nous pourrions démolir la flottille ennemie, les batteries du rivage et tirer sur la ville. Notre flottille s'avança en colonne, à la file indienne, tous feux éteints, comme larrons de nuit. Deux vieux pilotes de la Volga, l'un et l'autre portant barbiche clairsemée et décolorée, se tenaient près du capitaine. Ils avaient été pris de force, ils avaient mortellement peur, nous détestaient, maudissaient leur existence, tremblotaient. Maintenant, tout dépendait d'eux. Le capitaine leur rappelait de temps à autre qu'il les exécuterait tous deux sur place s'ils échouaient le bateau sur un banc de sable. Nous arrivâmes en face d'une falaise qui se profilait confusément dans les ténèbres quand un tir de mitrailleuse cingla le fleuve par le travers,

en coup de fouet. Aussitôt partit de la hauteur un coup de canon. Nous avançons en silence, Dans notre sillage, d'en bas, on donnait la réplique. Plusieurs balles tintèrent sur le blindage de la passerelle, qui nous protégeait jusqu'à la ceinture. Nous nous baissâmes. Les pilotes se mirent sur leurs gardes, fouillèrent de leurs yeux de lynx les ténèbres, et à demi-voix, d'un ton chaleureux, échangeaient des appels avec le capitaine. Après la falaise, nous entrâmes tout d'un coup dans une vaste passe. Sur la rive opposée nous découvrîmes les feux de Kazan. Derrière nous, un tir très nourri, partant d'en haut et d'en bas. A notre droite, à deux cents pas au plus, sous le couvert de la rive montagneuse, se tenait la flottille de l'ennemi. On apercevait les bateaux en groupe confus. Raskolnikov donna l'ordre d'ouvrir le feu sur ces bâtiments. Le corps métallique de notre torpilleur hurla et glapit du premier coup de son canon. Nous avançons par bonds; un flanc de fer, dans la douleur, avec des grincements, enfantait des projectiles. Les ténèbres de la nuit furent soudain dénudées par une flamme. C'était qu'un de nos obus venait d'allumer une barge chargée de naphte. Une torche inattendue, non désirée, mais magnifique, se levait sur la Volga. Nous tirions maintenant sur le port. On y apercevait des pièces d'artillerie, mais elles ne ripostaient pas. Sans doute les artilleurs s'étaient-ils tout simplement enfuis. Le fleuve était éclairé dans toute sa largeur. Derrière nous, personne. Nous étions seuls. L'artillerie ennemie avait probablement coupé la route aux autres bateaux de la flottille. Notre torpilleur faisait tache sur la passe comme une mouche sur une assiette blanche. Nous allions être pris sous les feux croisés de la falaise et du port. C'était inquiétant. Pour comble, nous perdîmes la direction. La chaîne de commande du gouvernail avait été brisée, atteinte vraisemblablement par un projectile. On essaya de conduire avec un gouvernail à mains. Mais la chaîne brisée s'enroula autour de l'arbre, le gouvernail était endom-

magé, il ne pivotait plus. Il fallut arrêter les machines. Nous dérivâmes lentement vers la berge de Kazan, jusqu'au moment où le torpilleur accosta une vieille péniche à demi-noyée. Le feu avait cessé complètement. Il faisait clair comme en plein jour, le calme était aussi grand qu'en pleine nuit. Nous étions dans une souricière. Nous ne comprenions pas, seulement, comment nous n'étions pas bombardés. Nous ne nous rendions pas assez compte des dévastations et de la panique causées par notre incursion. A la fin des fins, nos jeunes commandants résolurent de s'écarter de la berge et de régler le mouvement du torpilleur en actionnant tantôt l'hélice de droite, tantôt celle de gauche. Cela réussit. La torche de naphte flambait. Nous avançons vers la falaise. Personne ne tirait. Sous la hauteur, nous nous replongeâmes enfin dans l'ombre. On remonta de la chaufferie un matelot qui s'était évanoui. La batterie qui nous dominait ne tira pas un seul coup. Evidemment, on ne nous surveillait pas. Peut-être n'y avait-il plus personne pour nous surveiller. Nous étions sauvés. Des lueurs de cigarettes apparurent. Les restes carbonisés d'une de nos canonnières improvisées étaient allongés sur la rive. Nous trouvâmes, sur d'autres bateaux, plusieurs blessés. C'est alors seulement que nous remarquâmes que l'étrave de notre torpilleur avait été finement percée, de part en part, par un obus de trois pouces. Nous étions à la première aube. Tous se sentaient comme des gens qui viennent de naître pour la seconde fois.

Un bonheur ne va jamais seul. On m'amena un aviateur qui venait de descendre, apportant une bonne nouvelle. Du nord-est était arrivé, aux portes de Kazan, un détachement de la II^e armée, commandé par le Cosaque rouge Azine. Cette troupe s'était emparée de deux autos blindées, avait démoli deux pièces de batterie, avait mis l'ennemi en fuite et s'était emparée de deux villages à douze verstes de Kazan. Muni d'une instruction et d'une proclamation, l'aviateur avait pris le chemin du retour.

Kazan était entre des tenailles. Notre incursion nocturne, comme nous le sûmes bientôt par nos éclaireurs, avait brisé la force de résistance des Blancs. La flottille ennemie avait été détruite presque complètement, les batteries de la rive avaient été réduites au silence. Le nom de « torpilleur » — sur la Volga! — avait produit autant d'effet sur les Blancs qu'en produisit plus tard, sous Pétrograd, le mot « tank » sur les jeunes troupes de l'Armée rouge. Des bruits coururent, d'après lesquels des Allemands auraient combattu avec les bolchéviks. Les classes aisées de la population de Kazan s'enfuirent en masse. Dans les quartiers ouvriers, on releva la tête. Il y eut une mutinerie à la poudrière. Dans nos troupes se manifesta la volonté de prendre l'offensive.

Le mois passé à Svijaïsk fut rempli d'épisodes alarmants. Chaque jour, quelque chose se produisait. Fréquemment, la nuit en était aussi riche que le jour. La guerre, pour la première fois, se déroulait devant moi dans une intimité aussi proche. C'était une petite guerre. De notre côté il n'y avait, comme combattants, pas plus de 25 à 30.000 hommes. Mais la différence avec la grande guerre n'était qu'à l'échelle. C'était comme un modèle vivant de la guerre. C'est précisément pour cela que les hostilités étaient si directement ressenties dans toutes leurs fluctuations et dans leur imprévu. La petite guerre était une grande école.

Pendant ce temps, la situation sous Kazan devenait méconnaissable. Des détachements d'origines diverses se constituaient en troupes régulières. Des ouvriers communistes de Pétrograd, de Moscou et d'autres lieux se mêlaient à eux. Nos régiments s'affermisssaient, prenaient de la trempe. Les commissaires acquièrent dans les sections la valeur de guides révolutionnaires, représentants directs de la dictature. Les tribunaux démontrèrent que la révolution, se trouvant en danger de mort, exigeait la plus haute abnégation. Par de la propagande, par de l'organisation, par l'exemple révolutionnaire, par

la répression, tout cela combiné, on arriva en quelques semaines à la transformation indispensable. D'une masse houleuse, qui se dissipait, sortit une véritable armée. Notre artillerie avait une évidente supériorité. Notre flottille était maîtresse du fleuve. Nos aviateurs dominaient dans les airs. Je ne doutais plus de la reprise de Kazan.

Or, soudain, le 1^{er} septembre, je reçus un télégramme chiffré de Moscou : « Venez immédiatement. Riitch blessé, ignorons si danger. Calme complet. 21 août 1918. Sverdlov. » Je partis aussitôt. Dans les milieux du Parti, à Moscou, les esprits étaient moroses, sombres, mais inébranlables. Sverdlov était la meilleure expression de cette fermeté. Les médecins déclarèrent Lénine hors de danger, annonçèrent sa prochaine convalescence. Je donnai au Parti l'espoir de rapides succès dans l'est et revint sans plus tarder à Sviiajsk. On reprit Kazan le 10 septembre. Deux jours plus tard, la I^{re} armée, notre voisine, s'emparait de Simbirsk. Le fait n'était pas imprévu. Le commandant de cette I^{re} armée, Toukhatchevsky, avait promis, à la fin du mois d'août, de prendre Simbirsk le 12 septembre au plus tard. Il me télégraphia : « Ordre exécuté. Pris Simbirsk. » Lénine revenait pendant ce temps à la santé. Il envoya un télégramme de félicitations enthousiastes. Sur toute la ligne, il y avait de l'amélioration.

Parallèlement, une immense transformation avait lieu dans la classe paysanne. Les Blancs avaient donné aux moujiks quelques bonnes leçons de politique élémentaire. Dans les sept mois qui suivirent, l'Armée rouge dégagea un territoire de presque un million de kilomètres carrés, peuplé de quarante millions d'âmes. La révolution reprenait l'offensive. Dans leur fuite, les Blancs emportèrent de Kazan le fonds-or de la république qui avait été déposé dans cette ville en février, lors de l'offensive de Hoffmann. Nous ne le récupérâmes que plus tard, lorsque nous nous saisîmes de Koltchak.

Lorsque j'eus la possibilité de détourner nos re-

gards de Sviiajsk, je constatai qu'il y avait du changement en Europe : l'armée allemande était dans une situation désastreuse.

LE TRAIN

IL faut maintenant parler de ce qu'on appelait « le train du président du conseil militaire révolutionnaire ». Ma vie personnelle, pendant les années les plus ardues de la révolution, a été indissolublement liée à la vie de ce train. D'autre part, celle-ci ne saurait être détachée de la vie de l'Armée rouge. Le train faisait la liaison entre le front et l'arrière, résolvait sur place les questions urgentes, instruisait, lançait des appels, ravitaillait, châtiait et récompensait.

On ne peut dresser une armée sans répression. Mais ce n'est pas par la terreur que l'on fait des armées. Ce n'est pas faute de répression que l'armée du tsar s'était décomposée. En essayant de la sauver par le rétablissement de la peine de mort, Kérensky l'avait seulement achevée. Sur les cendres chaudes de la grande guerre, les bolchéviks créèrent une armée nouvelle. Pour celui qui entend quelque chose à l'histoire, ces faits n'ont pas besoin d'explications. Pour la nouvelle armée, le ciment le plus fort, ce furent les idées d'Octobre. Le train apportait ce ciment aux fronts.

Dans les provinces de Kalouga, de Voronège ou de Riazan, des dizaines de milliers de jeunes paysans ne répondirent pas aux premiers appels lancés par les soviets. La guerre avait lieu loin de chez eux, le recrutement fonctionnait mal, les appels n'étaient pas pris au sérieux. On appelait « déserteurs » ceux qui ne se présentaient pas à l'appel. Une lutte sérieuse fut ouverte contre la désertion. Au commissariat militaire de Riazan, on rassembla

jusqu'à quinze mille « déserteurs ». Comme je passais par Riazan, je décidai de les voir. On m'en dissuadait : « s'il y avait un malheur ! » Mais tout se passa le mieux du monde. Des baraquements où ils cantonnaient, on les appela : — Camarades déserteurs, allez au meeting ! Le camarade Trotsky est venu vous voir ! — Ils se précipitèrent, foule agitée, bruyante, curieuse, comme des écoliers. Je me les étais figurés plus mauvais. Ils m'avaient cru plus terrible. En quelques minutes je fus entouré par la confrérie, horde immense, turbulente, indisciplinée, mais nullement hostile. Les « camarades déserteurs » me dévisageaient de telle façon qu'on eût pu s'attendre à voir les yeux de plus d'un lui sauter hors de la tête. Je grimpai sur une table dans la cour, et causai avec eux pendant près d'une heure et demie. C'était le plus accueillant des auditoires. Je tâchai de les rehausser dans leur propre estime et, finalement, les invitai à lever la main en signe de fidélité à la révolution. Sous mes yeux, ils avaient été gagnés par les idées nouvelles. Un véritable enthousiasme les posséda. Ils m'accompagnèrent jusqu'à l'automobile, me dévorant du regard, mais ils n'avaient plus peur, cela se voyait ; ils étaient transportés, criaient à gorge déployée et ne se décidaient pas à me lâcher. J'ai appris, plus tard, non sans fierté, qu'un des meilleurs moyens d'éducation qui furent employés à leur égard était de dire : « Eh bien, qu'avais-tu promis à Trotsky ? » Les régiments que formèrent les « déserteurs » de Riazan se battirent ensuite fort bien sur les fronts.

J'ai vécu deux ans et demi, sauf intervalles relativement courts, dans un wagon qui avait été, autrefois, au service d'un ministre des Voies et Communications. C'est là que je recevais ceux qui m'apportaient des rapports en cours de route, c'est là que je consultais les autorités militaires et civiles, déchiffrais les télégrammes, dictais des ordres et des articles. De là je partais avec mes collaborateurs pour de longues randonnées en automobile le long du front. Aux heures de loisir, je dictais en wagon

mon livre contre Kautsky et bien d'autres œuvres. En ces années, je m'habituai pour toujours — me semblait-il — à écrire et à méditer avec l'accompagnement des ressorts Pullman et des roues.

Mon train avait été formé en hâte dans la nuit du 7 au 8 août 1918, à Moscou. Le matin même, je partais pour Sviiajsk, me rendant au front tchécoslovaque. Dans la suite, mon matériel fut constamment remanié, devint plus compliqué, perfectionné. Dès 1918, c'était un appareil volant de gouvernement. Il s'y trouvait un secrétariat, une imprimerie, une station télégraphique, une de radio, une d'électricité, une bibliothèque, un garage et des bains.

Le poids du train était tel qu'il lui fallait deux locomotives. On dut plus tard en faire deux convois. Lorsque les circonstances nous obligeaient à séjourner un certain temps sur un des secteurs du front, une des locomotives servait d'agent de liaison; l'autre était toujours sous pression. Le front était mobile et il ne fallait pas plaisanter.

Les éditions du commissariat de la Guerre ont eu le temps, de 1922 à 1924, c'est-à-dire jusqu'aux défaites de l'opposition, de publier en cinq tomes, ceux de mes travaux qui concernent l'armée et la guerre civile. L'histoire du train n'y est pas comprise. Je ne pourrais actuellement reconstituer l'orbite des déplacements du convoi qu'en partie, en reprenant les indications de lieu et de date qui accompagnent les éditoriaux du journal du train : *V Pouti (En Route)* : Samara, Tchéliabinsk, Viatka, Pétrograd, Balachov, Smolensk, retour à Samara, Rostov, Novotcherkassk, Kiev, Jitomir, et ainsi de suite, interminablement. Dans mes études sur la guerre, une note explicative indique trente-six trajets, dont la longueur serait de plus de cent cinq mille kilomètres. Un de mes anciens compagnons de voyage, Blumkine¹, m'écrit, se fiant à sa mé-

1. Fusillé par Staline à cause de la visite qu'il me rendit à Constantinople.

moire, qu'en trois ans nous avons parcouru une distance égale à cinq fois et demie le tour du monde, c'est-à-dire que son chiffre est le double du mien. Ne sont pas comprises ici les dizaines de milliers de kilomètres couverts en automobiles sur les flancs des voies ferrées et vers les lignes avancées du front! Comme le train se dirigeait toujours vers les points les plus menacés, le schéma de ses déplacements, reporté sur la carte, donnait un tableau assez précis, et, en même temps, clair, de l'importance relative des divers fronts. C'est en 1920, dernière année de la guerre civile, que ces voyages furent les plus nombreux. En majeure partie, ils furent dirigés vers le front sud, qui resta tout le temps le plus opiniâtre, le plus persistant et le plus dangereux.

Le travail du train se rapportait étroitement à l'organisation de l'armée, à son éducation, à sa direction et à son ravitaillement. Nous reformions l'armée, et sous le feu. Il en fut ainsi non seulement sous Svijaïsk où s'inscrit le premier mois de l'histoire du train. Il en fut ainsi sur tous les fronts. Avec des détachements de partisans, avec des réfugiés qui avaient échappé aux Blancs, avec des paysans mobilisés dans des districts voisins, avec des troupes ouvrières envoyées par les centres industriels, avec des groupes de communistes et de syndiqués, on créa sur place, au front, des compagnies, des bataillons, des régiments, parfois des divisions entières. Après des défaites et des retraits, une masse friable, prise de panique, était transformée, en deux ou trois semaines, en troupe combattive. Que fallait-il pour cela? Beaucoup et peu. De bons commandants; quelques dizaines de combattants expérimentés; une dizaine de communistes dévoués; des bottes pour ceux qui arrivaient pieds nus; un établissement de bains; une énergique campagne de propagande; de la nourriture, du linge, du tabac et des allumettes. Le train s'occupait de tout cela. Nous avions toujours en réserve quelques communistes sérieux pour combler les brèches, une centaine ou deux de bons combattants, une petite

provision de bottes, de vestes en cuir, de médicaments, de mitrailleuses, de jumelles, de cartes, de montres et de toutes autres allocations. Les ressources matérielles du train étaient, bien entendu, insignifiantes devant les besoins de l'armée. Mais elles étaient renouvelées constamment. L'important est que, des dizaines et des centaines de fois, elles ont joué le rôle de la pelletée de charbon qui est indispensable à un certain moment pour empêcher le feu de s'éteindre dans la cheminée. Le télégraphe fonctionnait dans le train. Nous communiquions par fil direct avec Moscou et mon adjoint, Skliansky, prenait note de mes demandes de ravitaillement absolument indispensable pour l'armée, — parfois pour une division ou même un seul régiment. Les objets demandés arrivaient si rapidement qu'on n'eût pu les espérer si vite sans mon intervention. Bien entendu, on ne peut affirmer que cette méthode soit bonne. Un pédant dirait qu'en matière de ravitaillement, comme dans tout ce qui concerne la guerre, c'est le système qui importe le plus. C'est juste. Je suis moi-même enclin à pécher plutôt dans le sens du pédantisme. Mais, pour nous, l'affaire était en ceci que nous ne voulions pas périr avant d'avoir créé un système bien équilibré. Voilà pourquoi nous fûmes forcés, surtout dans la première période, de substituer des improvisations à l'action méthodique, afin qu'on pût ensuite appuyer sur elles le système.

Dans tous mes voyages, je fus accompagné par des dirigeants de toutes les principales administrations de l'armée, et surtout de tous les services d'approvisionnement et de munitions. Nos intendants provenaient de l'ancienne armée. Ils essayaient de travailler à la mode d'autrefois, et travaillaient même plus mal, car les circonstances étaient devenues infiniment plus difficiles. Dans ces migrations, nombreux furent les vieux spécialistes qui s'instruisirent aux choses nouvelles tandis que les nouveaux complétaient leur instruction par l'expérience. Après avoir inspecté une division et reconnu sur

place ses besoins, je convoquais à l'état-major ou au wagon-restaurant du train une conférence aussi nombreuse que possible, comprenant des délégués de l'organisation locale du Parti, des organes des soviets et des syndicats. J'arrivais ainsi à obtenir un tableau de la situation sans feintes ni fausses couleurs. Ces conférences donnaient toujours, en outre, d'immédiats résultats pratiques. Si pauvres que fussent les organes du pouvoir local, ils se montraient toujours capables de se comprimer, de faire un effort, sacrifiant quelque chose pour l'armée. C'étaient les communistes qui se prodiguaient le plus. On prélevait des divers services une nouvelle dizaine de militants et on les affectait aussitôt à quelque régiment hésitant. On trouvait une réserve de tissus pour en faire des blouses et des chaussettes, du cuir pour les ressemelages, un quintal d'huiles et de beurre. Mais ce que l'on pouvait recueillir sur place ne suffisait évidemment pas. Après chaque conférence, je transmettais à Moscou, par fil direct, une commande précise, en tenant compte des ressources de la capitale et, finalement, la division recevait, en temps voulu, ce dont elle avait un besoin plus qu'urgent. Les commandants et les commissaires du front apprenaient d'après l'expérience du train, à considérer leur tâche — de chefs, d'éducateurs, d'intendants, de juges — non en supérieurs, du haut des états-majors, mais d'en bas, du point de vue de la compagnie et du peloton, du point de vue de la jeune recrue inexpérimentée.

Progressivement se constituaient des services, fonctionnant plus ou moins bien, pour l'approvisionnement du front et des armées. Mais à eux seuls, ils ne faisaient pas et ne pouvaient faire tout le nécessaire. En temps de guerre, l'appareil le plus idéal aura des à-coups, surtout dans une guerre de manœuvres, toute faite de mouvements dont on ne peut — hélas! — absolument pas prévoir les directions. De plus, il ne faut pas oublier que nous combattions sans disposer d'aucun stock. Dès 1919, il

ne restait plus rien dans les dépôts du centre. Une blouse endossée au front sortait directement des mains de la couseuse. La situation était particulièrement mauvaise sous le rapport des fusils et des cartouches. Les usines de Toula en fabriquaient au jour le jour. Pas un wagon de cartouches ne pouvait obtenir sa destination sans la signature du commandant général des armées. La fourniture en munitions et fusils donna toujours bien du fil à retordre. Parfois, le fil cassait. Alors, nous perdions des hommes et du terrain.

Particulièrement importantes furent nos visites à ceux des secteurs de l'armée où la trahison des effectifs de commandement causait des perturbations parfois catastrophiques. Le 23 août 1918, pendant les journées les plus critiques sous Kazan, je reçus de Lénine et de Sverdlov un télégramme chiffré : « Sviiajski-Trotsky. Trahison sur front Saratov, quoique découverte à temps, a provoqué fluctuations extrêmement dangereuses. Jugeons absolument indispensable que vous vous rendiez là, car votre apparition sur le front produit effet sur soldats et toute l'armée. Nous entendons pour visite d'autres fronts. Répondez indiquant jour de votre départ, tout chiffré n° 80. 22 août 1918. Lénine. Sverdlov. »

J'estimai qu'il m'était absolument impossible de quitter Sviiajsk : le départ du train eût ébranlé le front de Kazan qui vivait déjà des heures assez difficiles sans cela. Sous tous rapports, Kazan importait plus que Saratov. Lénine et Sverdlov en convinrent bientôt. Je ne me rendis à Saratov qu'après la reprise de Kazan. Mais des télégrammes du même genre rejoignaient le train dans tous ses raids ultérieurs. Kiev et Viatka, la Sibérie et la Crimée se plaignaient d'une situation difficile et réclamaient, soit à tour de rôle, soit simultanément, que le train vînt à la rescousse.

La guerre se déroulait dans la périphérie du pays, souvent dans les coins les plus reculés d'un front qui s'étendait sur huit mille kilomètres. Les régi-

ments et les divisions restaient pendant des mois séparés du reste du monde. Ils se laissaient gagner par le découragement. Fréquemment, le matériel téléphonique manquait, même pour les communications intérieures. Le train était pour ces contingents le messenger d'autres mondes. Nous avions toujours un stock d'appareils et fils téléphoniques. Au-dessus d'un wagon spécial était tendue une antenne qui permettait, en cours de route, d'enregistrer les radios de la tour Eiffel, de Nauen, et au total de treize stations, dont, en première ligne, bien entendu, Moscou. Le train était toujours au courant de ce qui se passait dans le monde entier. Les dépêches les plus importantes étaient imprimées dans le journal du train et commentées, au fur et à mesure, par des articles, des tracts et des ordres du jour. L'aventure de Kapp, les complots de l'intérieur, les élections anglaises, la marche du stockage des blés et les prouesses du fascisme italien étaient expliqués à la trace même des événements et l'on en indiquait la corrélation avec les destinées des fronts d'Astrakhan ou d'Arkhangel. En même temps, les articles étaient transmis par fil direct à Moscou, de là, par radio, à la presse de tout le pays. L'arrivée du train rattachait le détachement le plus isolé à l'armée entière, à la vie du pays et du monde. Les bruits alarmants, les doutes se dissipaient, le moral se relevait. L'élan donné suffisait pour plusieurs semaines, parfois jusqu'au retour du train. Dans l'intervalle, des visites étaient faites par des membres du conseil militaire révolutionnaire du front ou de l'armée, organisé sur le même modèle, mais avec des moyens plus modestes.

Tous mes travaux, et non pas seulement ceux de l'écrivain, dans le train, eussent été impossibles sans l'assistance de mes collaborateurs-sténographes : Glasmann, Sermux, et le Jeune Nétchaïev. Ils travaillèrent nuit et jour, en cours de route, et le train, dans la fièvre de la guerre, contrevenant à toutes les règles de la prudence, roulait sur des traverses brisées, à une vitesse de plus de soixante-

dix kilomètres à l'heure, de sorte que la carte suspendue au plafond du wagon allait et venait comme une balançoire. Je suivais toujours avec étonnement et reconnaissance les mouvements d'une main qui, malgré les cahots et les trépidations, traçait en toute assurance de fins signes. Le texte dactylographié que l'on m'apportait une demi-heure plus tard n'avait pas besoin de corrections. Ce n'était pas du travail ordinaire, cela devenait un prodige. Glasmann et Sermux ont payé cher dans la suite leur dévouement héroïque à la révolution : le premier a été poussé au suicide par les stalinistes; Sermux a été interné dans un trou perdu de Sibérie.

Le train comprenait un immense garage contenant plusieurs automobiles et un wagon-citerne à essence. Ainsi pouvait-on s'écarter du chemin de fer à des centaines de verstes. Sur les autos-camions et voitures légères prenait place une équipe de vingt à trente hommes, fusiliers et mitrailleurs d'élite. Ma voiture était également armée de deux mitrailleuses. Une guerre de manœuvres est toujours pleine d'imprévu. Dans les steppes, nous risquions toujours de tomber sur des Cosaques partis en reconnaissance.

Le train était non seulement une administration militaire et politique, mais un instrument de combat. Par bien des particularités, il ressemblait plutôt à un train blindé qu'à un local d'état-major monté sur des roues. Il était d'ailleurs partiellement blindé : les locomotives et les wagons à mitrailleuses. Tous les travailleurs du train, sans exception, étaient munis d'armes. Tous portaient l'équipement de cuir qui donne du poids et une allure imposante. Tous portaient au bras gauche, sous l'épaule, un insigne métallique de larges dimensions, soigneusement frappé à la Monnaie, qui devint très populaire dans l'armée. Les wagons étaient reliés à l'intérieur par le téléphone et un appareil de signalisation. Pour entretenir la vigilance, on donnait souvent l'alarme en cours de route, de jour comme de nuit. Des détachements

armés sautaient à bas du train, dans la mesure des nécessités, pour des opérations de « descente ». Chaque fois que la centurie aux vesies de cuir apparaissait dans un endroit menacé, l'effet produit était irrésistible. Sentant la présence du train à quelques kilomètres de la ligne du feu, les troupes les plus énervées, et avant tout leurs chefs, tendaient toutes leurs forces. Quand les plateaux d'une balance sont en oscillation, le moindre poids suffit à l'emporter. Le train avec ses détachements fut l'once décisive, à plus de dix reprises, sinon des centaines de fois, pendant deux ans et demi. Lorsque les hommes de la « descente » remontaient à bord, il nous manquait souvent quelqu'un. Dans l'ensemble, le train perdit environ quinze hommes, morts et blessés, sans compter ceux qui se joignirent définitivement aux armées en campagne et que nous perdîmes de vues. C'est ainsi, par exemple, qu'une partie de notre contingent fut affectée à un train blindé, train-modèle, qui portait le nom de Lénine; une autre partie fut incorporée aux effectifs qui défendirent Pétrograd. Pour sa participation aux combats contre Ioudénitch, le train fut décoré de l'ordre du Drapeau rouge.

Le train eut parfois ses communications coupées, il se trouva sous la fusillade, il fut attaqué par des avions. Il n'est pas étonnant qu'il ait été enveloppé d'une légende tissée avec les victoires qu'il a remportées et avec ce qu'y ajouta l'imagination. Combien de fois des chefs de division, de brigade ou même de régiment nous demandèrent-ils de rester une demi-heure de plus avec eux, dans leur état-major, ou de les accompagner en automobile, ou à cheval, pour visiter un secteur éloigné, ou bien du moins, d'envoyer quelques hommes de notre contingent avec des effets d'équipement et des cadeaux, à seule fin de répandre plus largement le bruit de l'arrivée du train sur le front! « Ça nous tiendra lieu d'une division de réserve », disaient les chefs d'armée. La nouvelle de l'arrivée du train pénétrait aussi, bien entendu, dans les rangs ennemis. Là, on

se représentait ce convoi mystérieux comme beaucoup plus terrible qu'il n'était en réalité. Et son influence morale n'en était que plus grande.

Le train avait conquis la haine des ennemis et en était fier. Des socialistes-révolutionnaires organisèrent à plusieurs reprises des attentats contre lui. Au procès des socialistes-révolutionnaires, cela fut raconté d'une façon détaillée, par Séménov, organisateur de l'assassinat de Volodarsky et de l'attentat contre Lénine, qui avait également contribué à préparer des agressions contre le train. A proprement parler, l'entreprise ne présentait pas de grandes difficultés. Mais, à cette époque, les socialistes-révolutionnaires s'étaient affaiblis au point de vue politique, avaient perdu toute foi en eux-mêmes et leur influence sur la jeunesse.

Le contingent du train remplissait bien des missions accessoires : pendant la famine, les épidémies, dans les campagnes d'agitation, durant les congrès internationaux; le train avait pris sous son parrainage un canton léshérité et plusieurs asiles d'enfants. Sa cellule communiste éditait un journal : *Na Strajé (En Sentinelle)*. On peut y trouver la relation de bien des épisodes et aventures de guerre. A mon regret, ce journal, de même que beaucoup d'autres documents, manque actuellement dans mes archives de campagne.

Au moment de partir pour préparer l'offensive contre Wrangel qui s'était retranché en Crimée, j'écrivais, le 27 octobre 1920, dans le journal du train, *V Pouti (En Route)* :

« Notre convoi reprend la route du front. Les combattants de notre train se trouvaient sous les murs de Kazan au cours des rudes semaines de 1918, pendant lesquelles on lutta pour la possession de la Volga. Cette lutte est terminée depuis longtemps. Le pouvoir des soviets se rapproche de l'océan Pacifique. Les combattants de notre train ont lutté à leur honneur sous les murs de Pétrograd... Pétrograd a été sauvé et, dans ces dernières années, a reçu la visite d'un bon nombre de repré-

sentants du prolétariat mondial. Notre train s'est montré plus d'une fois sur le front de l'Ouest. Les préliminaires de la paix sont maintenant signés avec la Pologne. Les combattants de notre train se trouvaient dans les steppes du Don lorsque Krasnov et ensuite Dénikine prenaient dans le Midi l'offensive contre la Russie des soviets. Les jours de Krasnov et de Dénikine sont depuis longtemps échus. Reste la Crimée, dont le gouvernement français a fait sa forteresse. La garnison de Blancs de cette forteresse française est commandée par un mercenaire russo-allemand, le général baron Wrangel. La famille unie des hommes de notre train part pour une nouvelle campagne. Puisse cette marche être la dernière! »

La campagne de Crimée fut, en effet, la dernière de la guerre civile. Quelques mois plus tard, le train désappareillait. En ces pages, d'ici, j'envoie mon salut fraternel à mes anciens compagnons de lutte.

LA DÉFENSE DE PÉTROGRAD

SUR les fronts révolutionnaires de la République soviétique il y avait seize armées. La grande Révolution française en avait eu presque autant : quatorze. Chacune des seize armées soviétiques a eu son histoire, courte, mais brillante. Il suffirait de citer le numéro d'une de ces formations pour évoquer aussitôt des dizaines d'épisodes sans exemple. Chaque armée avait sa physionomie vivante, éclatante, quoique changeante.

Dans la banlieue de Péetrograd se tenait la VII^e armée. Une longue inaction avait eu de lourdes conséquences pour elle. La vigilance avait faibli. On prélevait sur cette troupe les meilleurs militants et des équipes entières pour les envoyer à d'autres secteurs du front, plus animés. Pour une armée révolutionnaire qui a besoin d'une certaine charge

d'enthousiasme, le piétinement sur place s'achève presque toujours par des échecs, parfois par une catastrophe. Il en fut ainsi cette fois-là.

En juin 1919, un fort important du golfe de Finlande, *Krasnaïa Gorka*, fut enlevé par un détachement des gardes-blancs. Quelques jours après, la place était reprise par des marins de la flotte rouge. On découvrit que le chef de l'état-major de la VII^e armée, le colonel Lundquist, transmettait aux Blancs tous les renseignements de première main. D'autres conspirateurs s'entendaient avec lui. L'armée en fut ébranlée.

En juillet, c'est le général Ioudénitch qui devient commandant en chef de l'armée blanche du Nord-Ouest. Koltchak le reconnut comme son représentant. Avec l'assistance de l'Angleterre et de l'Esthonie, un gouvernement russe, dit « du Nord-Ouest » fut créé en août. La flotte anglaise, dans le golfe de Finlande, avait promis son concours.

L'offensive de Ioudénitch avait été calculée pour un moment où, même sans cela, nous nous débattions dans de terribles difficultés. Dénikine s'était emparé d'Orel et menaçait Toula, centre de l'industrie de guerre. De là, le chemin n'était pas long jusqu'à Moscou. Le Midi accaparait toute notre attention. Or, le premier coup violent qui fut porté du côté de l'Ouest fit perdre définitivement son équilibre à la VII^e armée. Elle se laissa refouler presque sans résistance, abandonnant armes et équipages. Les dirigeants de Pétrograd, et Zinoviev le premier, informaient Lénine de la supériorité des armements de l'ennemi sous tous rapports : armes automatiques, tanks, avions, canonnières anglaises sur un des flancs, etc. Lénine en arriva à conclure que nous ne pourrions combattre avec succès l'armée d'officiers de Ioudénitch, équipée d'après les derniers modèles de la technique, qu'en découvrant et affaiblissant d'autres fronts, et avant tout celui du Midi. Mais cette solution ne pouvait être envisagée. Restait, à son avis, une issue : abandonner Pétrograd et réduire l'étendue du front. Quand il eut

conclu à la nécessité de cette douloureuse amputation, Lénine entreprit de gagner d'autres à son opinion.

Arrivé du Midi à Moscou, je m'opposai résolument à ce plan, Ioudénitch et ses patrons ne se contenteraient pas de Pétrograd; ils voudraient joindre Dénikine à Moscou. A Pétrograd, Ioudénitch trouverait d'immenses ressources industrielles et des effectifs. En outre, il n'existe pas d'obstacles sérieux entre Pétrograd et Moscou. J'en conclus qu'il fallait défendre à tout prix Pétrograd. Bien entendu, mon avis fut soutenu avant tout par des camarades de cette ville. Krestinsky, qui était alors membre du Bureau politique, prit mon parti. Il me semble que Staline aussi se joignit à moi. A plusieurs reprises, en vingt-quatre heures, j'attaquai Lénine sur ce point. Il finit par dire : « Eh bien, voyons, essayons... » Le 15 octobre, le Bureau politique adopta une résolution proposée par moi concernant la situation sur les fronts : « Considérant l'existence d'un très grave danger sur les fronts de guerre, tout sera fait pour transformer effectivement la Russie soviétique en un camp retranché. Les organisations du Parti et des syndicats feront un recensement des membres du Parti, des travailleurs soviétiques, et des syndiqués aptes au service militaire. » Ensuite on fixait un certain nombre de mesures pratiques. Au sujet de Pétrograd, il était dit : « Ne pas rendre la ville. » Le même jour je déposai au Conseil de la Défense un projet de décision : « Défendre Pétrograd jusqu'à la dernière goutte de sang, sans céder un pouce de terrain et en continuant au besoin la lutte dans les rues. » Je ne doutais pas que l'armée blanche, comptant vingt-cinq mille combattants, même si elle avait réussi à envahir une ville de plus d'un million d'habitants, eût couru à sa perte, rencontrant une résistance sérieuse et bien organisée. En outre, j'estimais qu'il était indispensable, surtout au cas où l'Esthonie et la Finlande se mettraient en campagne, de préparer un plan de retraite de l'armée et des ouvriers dans

la direction du Sud-Est : c'était le seul moyen de sauver la fleur de la classe ouvrière de Pétrograd, menacée d'extermination. Le 16, je partis pour Pétrograd. Le lendemain, je reçus une lettre de Lénine : « 17 octobre 1919. Camarade Trotsky. On vous a envoyé hier dans la nuit, en texte chiffré ... la décision du Conseil de la Défense. Comme vous voyez, votre plan est adopté. Mais l'idée de la retraite des ouvriers de Piter vers le Sud n'est pas repoussée, bien entendu (on dit que vous avez développé cette idée devant Krassine et Rykov); parler de cette retraite avant qu'elle ne soit nécessaire, ce serait détourner l'attention de la lutte jusqu'au bout. La tentative faite pour encercler Piter et le couper de ses communications demandera, cela se comprend, de nouvelles mesures appropriées que vous appliquerez sur place... Ci-joint un appel qui m'a été confié par le Conseil de Défense. J'ai fait cela en hâte, c'est mal sorti. Il vaut mieux que vous mettiez ma signature au-dessous de votre texte. Salutations. Lénine. » Cette lettre, je pense, montre assez clairement comment mes plus graves dissentiments occasionnels avec Lénine, dissentiments inévitables dans une entreprise d'une telle envergure, étaient surmontés en pratique, ne laissant aucune trace dans nos rapports personnels et notre travail commun.

Le 1^{er} septembre, j'écrivis, en manière d'avertissement, dans la *Pravda* : « Au nombre des divisions que nous transférons en ce moment sur le front de Pétrograd, la cavalerie des Bachkirs ne sera pas au dernier plan et, dans le cas où les bourgeois finnois tenteraient d'assaillir Pétrograd, les Bachkirs rouges entreraient en ligne avec ce mot d'ordre : — Prendre Helsingfors! »

Cependant, nos avertissements eurent moins de poids que les rapides progrès de Ioudénitch. Le 13 octobre, il avait pris Louga; le 16, il s'emparait de Krasnoïé-Sélo et de Gatchina, dirigeant ses forces sur Pétrograd et cherchant à couper la voie ferrée Pétrograd-Moscou. Au dixième jour de son

offensive, Ioudénitch se trouvait déjà à Tsarskoïé-Sélo (Dietskoïé). Les cavaliers qu'il envoyait en reconnaissance apercevaient, d'une hauteur, la coupole dorée de la cathédrale Saint-Isaac.

Anticipant sur les événements, la station de radio finlandaise annonça l'occupation de Péetrograd par les troupes de Ioudénitch. Les ministres de l'Entente à Helsingfors transmirent officiellement la nouvelle à leurs gouvernements. Dans toute l'Europe, dans le monde entier, se répandit la nouvelle de la chute du rouge Péetrograd. Un journal suédois parla « d'une semaine de fièvre dans le monde au sujet de Péetrograd ».

L'agitation la plus grande régnait dans les cercles dirigeants de la Finlande. Non seulement les galonnés mais le gouvernement étaient partisans d'une intervention. Personne ne voulait laisser échapper le butin. La social-démocratie finlandaise promettait d'observer la « neutralité ». « La question de l'intervention, écrit un des historiens blancs, n'était plus débattue que du point de vue financier. » Il ne restait qu'à fixer formellement la garantie : cinquante millions de francs, tel était le prix du sang de Péetrograd à la Bourse de l'Entente.

Je trouvai Péetrograd dans le plus extrême désarroi. Tout glissait. Les troupes refluaient, se disloquaient. Les commandants tournaient les yeux vers les communistes, les communistes se tournaient vers Zinoviev. Celui-ci était le centre même du désarroi. Sverdlov me dit une fois : — Zinoviev, c'est la panique... — Autour de lui se trouvaient des hommes courageux, comme Lachévitch. Mais tous avaient les bras cassés. Tous le sentaient et cela se voyait en tout. De Smolny, par téléphone, je commandai une automobile au garage de l'armée. La voiture n'arriva pas à l'heure dite. D'après la voix du préposé, je sentis que l'apathie, le découragement, la résignation à subir la fatalité avaient gagné même les services subalternes de l'administration. Il fallait prendre des mesures exceptionnelles, car l'ennemi était déjà à nos portes. Comme toujours en

pareil cas, je m'appuyais sur le contingent de mon train. C'étaient des hommes sur lesquels on pouvait compter dans les circonstances les plus difficiles. Ils vérifiaient, faisaient pression, liaison, remplaçaient les incapables, comblaient les brèches. De l'appareil officiel déconcerté, je descendis à deux ou trois étages plus bas : aux rayons du Parti, aux usines, aux fabriques, aux casernes. Comme on s'attendait à la reddition imminente de la ville, personne n'osait trop se montrer. Mais dès que la base sentit que Pétrograd ne serait pas livré et qu'au besoin il serait défendu par des combats de rues, l'état d'esprit changea. Les plus valeureux, les plus capables de sacrifice relevèrent la tête. Des détachements d'hommes et de femmes, pourvus d'outils de sape, partirent des usines et des fabriques. Les ouvriers de Pétrograd n'avaient pas alors bonne mine : un teint terreux de faméliques, des vêtements en loques, des bottes trouées, souvent dépareillées. — Nous ne livrerons pas Pétrograd, camarades ? — Nous ne le livrerons pas ! — Il y avait une flamme de passion singulière dans les yeux des femmes. Les mères, les épouses, les filles ne voulaient pas céder le nid familial, peu attrayant, mais chaud néanmoins. — Nous ne le livrerons pas ! s'exclamaient de fortes voix de femmes, et les mains étreignaient des manches de pioches comme si c'étaient des fusils. Un bon nombre de femmes savaient manier de vrais fusils ou prendre place à la mitrailleuse. Toute la capitale fut divisée en rayons que dirigeaient des états-majors ouvriers. Les points stratégiques les plus importants furent protégés par des barbelés. Des positions furent choisies pour l'artillerie et l'on détermina d'avance les points à viser. Sur les places et aux principaux carrefours, on établit environ soixante pièces bien dissimulées. On fortifia les canaux, les squares, les murailles, les palissades, les maisons. Dans la périphérie et le long de la Néva on creusa des tranchées. Toute la partie sud de la ville fut transformée en forteresse. Dans de nombreuses rues, sur de nom-

breuses places, on dressa des barricades. Un nouvel esprit souffla des quartiers ouvriers, gagnant les casernes, les milieux de l'arrière et l'armée en campagne.

Ioudénitch ne se trouvait plus qu'à dix ou quinze verstes de Pétrograd. Il était sur les hauteurs de Poulkovo que j'avais visitées deux ans auparavant, lorsque la révolution, à peine victorieuse, défendait son existence contre les troupes de Kérénsky et de Krasnov. Maintenant encore, le sort de Pétrograd ne tenait qu'à un cheveu. Il fallait briser l'inertie de nos troupes en retraite immédiatement et à quelque prix que ce fût.

Par ordre du jour du 18 octobre, j'interdis « de rédiger de fausses nouvelles, concernant de violents combats, là où il n'y avait qu'une violente panique. Pour fausses nouvelles la répression doit être celle d'une trahison. Dans les affaires de guerre, on peut admettre des erreurs, mais non des mensonges, des tromperies, on ne peut se mentir à soi-même ». Comme toujours, aux heures difficiles, j'estimais indispensable de dévoiler avant tout à l'armée et au pays la cruelle vérité. Je fis connaître à l'opinion un mouvement de retraite absurde qui s'était produit dans la même journée : « Une compagnie du régiment de chasseurs a pris peur au sujet d'une ligne ennemie qui apparaissait sur son flanc. Le commandant du régiment a donné l'ordre de battre en retraite. Le régiment est parti vers l'arrière au pas de course, couvrant huit ou dix verstes dans la direction d'Alexandrovka. Après vérification, il s'est avéré que sur le flanc de ce régiment se trouvait une de nos troupes... Le régiment qui a reculé ainsi n'était pourtant pas du tout si mauvais. Dès qu'on lui eût rendu confiance en lui-même, il revint sur ses pas et, à marche forcée, parfois au pas de course, tout en sueur malgré le temps froid, refit huit verstes en une heure, chassa l'adversaire peu nombreux et réoccupa ses positions avec peu de pertes. »

Dans ce petit épisode, j'eus à jouer pour la pre-

mière et unique fois de toute la guerre le rôle de chef de régiment. Lorsque les fuyards tombèrent presque sur l'état-major de la division, à Alexandrovka, je montai sur le premier cheval venu et fis faire demi-tour à ces troupes. Aux premiers moments, il y eut une perturbation : les hommes ne comprenaient pas tous de quoi il s'agissait ; quelques-uns continuaient à battre en retraite. Mais, allant et venant, sur ma monture, je les ramenaïs, l'un après l'autre. Alors seulement je vis que mon estafette, Kozlov, paysan de la banlieue de Moscou, ancien soldat, galopait à ma suite. Il était en pleine ivresse de bataille. Le revolver au poing, il parcourait les rangs, répétant mes appels, brandissant son arme et hurlant de toutes ses forces : — Avez pas peur, les enfants ! C'est le camarade Trotsky qui nous conduit !... — L'offensive fut aussi rapide que l'avait été la retraite. Pas un soldat de l'Armée rouge ne resta en arrière. A deux verstes de distance environ commença le doucereux et exécrationnel sifflement des balles, les premiers blessés tombèrent. Le commandant du régiment était méconnaissable. Il se montrait dans les secteurs les plus exposés et dans le temps qu'il fallut au régiment pour reprendre les positions abandonnées, le chef fut blessé aux deux jambes. Je rentrai à l'état-major en camion. En route, nous ramassâmes des blessés. L'impulsion était donnée. De tout mon être je sentis que nous garderions Péetrograd.

Ici, probablement faut-il s'arrêter à une question que le lecteur s'est peut-être déjà posée deux fois : un homme qui dirige l'ensemble d'une armée a-t-il le droit de courir des dangers personnels dans des combats ? A cela je répondrai qu'il n'existe pas de règles absolues, ni pour la paix, ni pour la guerre. Tout dépend des circonstances. Les officiers qui m'accompagnèrent dans mes tournées au front ont dit plus d'une fois qu'« en de pareils endroits, même les chefs de division, jadis, ne jetaient pas un coup d'œil ». A ce sujet, les journalistes bourgeois parlèrent d'une recherche de « réclame ».

En réalité, les conditions de la création de l'Armée rouge, la sélection de son personnel et le caractère même de la guerre civile exigeaient précisément cette conduite et non pas une autre. Car tout était à refaire : la discipline, les habitudes du combattant et l'autorité militaire. De même que nous n'étions pas en mesure, surtout dans la première période, de fournir à l'armée, conformément au plan, tout le nécessaire venant d'un seul centre, de même ne pouvions-nous pas donner à cette armée, bâtie hâtivement sous le feu, un élan révolutionnaire au moyen de circulaires ou d'appels à demi-anonymes. Au regard du soldat, il fallait conquérir dès le premier jour l'autorité qui, le lendemain, justifierait pour lui de sévères exigences du haut commandement. Là où il n'y avait pas de traditions, il fallait un clair exemple. Le risque personnel n'était qu'une dépense supplémentaire indispensable sur le chemin de la victoire...

La journée du 21 octobre fut décisive. Nos troupes avaient reculé sur les hauteurs de Poulkovo. Lâcher ce point, c'était accepter la bataille dans les murs de la capitale. Jusqu'à ce jour les Blancs avaient avancé, ne rencontrant qu'une résistance insignifiante. Le 21, notre armée se retrancha sur la ligne de Poulkovo et opposa de la résistance. L'offensive de l'ennemi s'arrêta. Le 22, l'Armée rouge prit elle-même l'offensive. Ioudénitch avait eu le temps de faire avancer ses réserves et de renforcer ses rangs. Les combats devinrent acharnés. Vers le soir du 23, nous nous emparions de Dietskoïé Sélc et de Pavlovsk. Pendant ce temps, la XV^e armée, notre voisine, commençait à faire pression du côté sud, menaçant de plus en plus les derrières et l'aile droite des Blancs. Un revirement se produisit. Celles de nos troupes qui avaient été surprises par l'offensive et qu'une série de revers avaient rendues furieuses, rivalisèrent d'abnégation et d'héroïsme. Les victimes furent nombreuses. Le haut commandement des Blancs affirma qu'elles étaient en plus grand nombre chez nous que chez eux. C'est pos-

sible : ils avaient plus d'expérience et plus d'armes. De notre côté, ce qui l'emportait, c'était l'abnégation. Les jeunes ouvriers et paysans, les élèves des cours de Moscou et de Piter ne se ménageaient pas. Ils s'élançaient sur les mitrailleuses et se jetaient contre les tanks, le revolver au poing. L'état-major des Blancs écrivit « sur la folie héroïque des Rouges ».

Dans les journées qui avaient précédé, il n'y avait presque pas eu de prisonniers. On pouvait compter facilement les transfuges de l'Armée blanche. Le nombre des transfuges et des prisonniers s'accrut subitement. Tenant compte de la fureur des combats, je lançai, le 24 octobre, un ordre du jour où il était dit : « Malheur au soldat indigne qui lèverait le couteau sur un prisonnier ou sur un transfuge ! »

Nous avançons. Ni les Esthoniens, ni les Finnois ne pensaient plus à une intervention. Les Blancs, écrasés, furent refoulés en quinze jours jusqu'aux frontières de l'Esthonie, dans une complète débâcle. Le gouvernement d'Esthonie les désarma. Ni à Londres, ni à Paris, personne ne pensait plus à eux. C'est dans la famine et le froid que périt ce qui avait été, la veille encore, « l'armée du Nord-Ouest » de l'Entente. On admit dans les baraquements-hôpitaux quatorze mille malades du typhus. C'est ainsi que s'acheva « la semaine mondiale de la fièvre de Péetrograd ».

Les dirigeants de l'Armée blanche se plaignirent amèrement, par la suite, de l'amiral anglais Covan qui, malgré ses promesses, ne les aurait pas suffisamment soutenus du côté du golfe de Finlande. Ces plaintes étaient pour le moins exagérées. Trois de nos torpilleurs avaient été détruits par des mines, dans une course de nuit, entraînant dans l'abîme cinq cent cinquante jeunes marins. Cela au moins doit être porté à l'actif de l'amiral anglais. L'ordre du jour qui annonça ce deuil à l'armée et à la flotte s'exprimait ainsi : « Combattants rouges ! Sur tous les fronts vous vous heurtez aux intrigues

hostiles de l'Angleterre. Les armées de la contre-révolution tirent sur vous avec des canons anglais. Dans les dépôts de Schenkursk, de l'Onéga, sur les fronts du Sud et de l'Ouest, vous découvrez des munitions qui proviennent d'Angleterre. Les prisonniers que vous faites portent des uniformes anglais. Des femmes et des enfants, à Arkhangel et à Astrakhan, sont massacrés ou mutilés par des aviateurs anglais avec de la dynamite anglaise. Des vaisseaux anglais bombardent nos côtes...

« Mais même actuellement, alors que nous combattons avec acharnement le mercenaire de l'Angleterre, Ioudénitch, j'exige de vous que vous n'oubliez jamais qu'il existe deux Angleterres. A côté de l'Angleterre des profits, de la violence, de la corruption, des atrocités, il existe une Angleterre du travail, pleine de puissance spirituelle, dévouée aux grands idéaux de la solidarité internationale. Nous avons contre nous l'Angleterre des boursiers, vile et sans honneur. L'Angleterre laborieuse, le peuple, est pour nous. » (Ordre du jour à l'armée et à la flotte, du 24 octobre 1919, n° 159.) Les tâches de l'éducation socialiste étaient étroitement rattachées par nous à celles de la guerre. Les idées dont on prend conscience sous le feu sont acquises fortement et pour toujours.

Il est maintenant difficile d'évoquer, et même de se rappeler l'explosion d'enthousiasme que provoqua la victoire remportée sous Péetrograd. Elle coïncidait d'ailleurs avec le début de succès décisifs sur le front du Midi. La révolution, de nouveau, relevait bien haut la tête. Aux yeux de Lénine, la victoire remportée sur Ioudénitch eut d'autant plus d'importance que, vers le milieu d'octobre, il la considérait comme presque impossible.

Quelques mois plus tard, Lénine m'appela un jour par téléphone : — Avez-vous lu le livre de Kirdetsov? — Ce nom ne me disait rien. — C'est un Blanc, un ennemi. Il parle de l'offensive menée par Ioudénitch sur Péetrograd... — Il faut dire que Lénine, en général, suivait beaucoup plus attentive-

ment que moi ce qui paraissait dans la presse des Blancs. Le surlendemain, il me demanda encore : — L'avez-vous lu ? — Non. — Voulez-vous que je vous l'envoie ? — Mais je devais avoir chez moi ce livre : nous recevions, Lénine et moi, les mêmes nouveautés de la littérature par Berlin. — Il faut absolument que vous lisiez le dernier chapitre : c'est un jugement de l'ennemi, et il y est question de vous... — Oui, mais je ne trouvais pas le temps de le lire. Chose étrange, ce livre m'est tombé récemment sous la main à Constantinople. Je me suis rappelé avec quelle insistance Lénine m'avait invité à lire le dernier chapitre. Voici l'appréciation de l'adversaire, d'un des ministres de Ioudénitch, qui avait tellement intéressé Lénine : « Dès le 15 novembre, Trotsky arrivait en toute hâte sur le front de Pétrograd et le désarroi de l'état-major rouge disparut devant son énergie bouillonnante. Quelques heures avant la prise de Gatchina, il tente encore d'arrêter l'offensive des Blancs, mais, voyant que c'est impossible, il se hâte de quitter la ville pour organiser la défense de Tsarskoïé-Sélo. Le gros de ses réserves n'était pas encore arrivé, mais il concentre rapidement tous les élèves des écoles militaires de Pétrograd, mobilise toute la population masculine de la capitale et, à l'aide de mitrailleuses (?) ramène sur leurs positions toutes les troupes de l'Armée rouge ; par des mesures énergiques, il met en défense tous les abords de Pétrograd... Trotsky a réussi à organiser dans Pétrograd même des détachements d'ouvriers communistes enthousiastes et à les jeter en pleine lutte. D'après le témoignage de l'état-major de Ioudénitch, ce sont ces détachements, et non pas (?) les troupes de l'Armée rouge, ce sont aussi les bataillons de matelots et ceux des écoles militaires qui se sont battus comme des lions. Ils s'élançaient contre les tanks, la baïonnette en avant, et, tombant par rangées sous le feu exterminateur des monstres d'acier, continuaient à défendre persévéramment leurs positions. »

Personne n'a jamais fait marcher les soldats de

l'Armée rouge en les menaçant du feu des mitrailleuses. Mais nous avons gardé Pétrograd.

LE PASSAGE
A LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE
ET MES RAPPORTS AVEC LÉNINE

PENDANT l'automne de 1919, lorsque le nombre des locomotives détériorées s'éleva jusqu'à soixante pour cent du total, on pensa qu'il était absolument sûr qu'au printemps suivant la proportion serait de soixante-quinze pour cent. C'est ce qu'affirmaient les meilleurs spécialistes. Dans ces conditions, le mouvement ferroviaire n'avait plus aucun sens : en effet, s'il ne restait plus que vingt-cinq pour cent du contingent des locomotives, et en assez mauvais état, on ne pouvait plus desservir que les voies ferrées qui subsistaient au moyen d'un combustible encombrant, le bois de chauffage. L'ingénieur Lomonossov qui, en fait, dirigea pendant ces mois le transport, présenta et expliqua au gouvernement le diagramme de l'épidémie qui frappait les locomotives. Marquant le point mathématique pour l'année 1920, il déclara : — Ici, c'est la mort. — Que faut-il donc faire ? demanda Lénine. — On ne fait pas de miracles, répondit Lomonossov. Et les bolchéviks n'en peuvent pas faire non plus...

Nous nous regardâmes entre nous. Nous nous sentions d'autant plus écrasés que pas un d'entre nous ne connaissait la technique des transports ni celle de calculs si pessimistes. — Eh bien, dit Lénine sèchement, entre les dents, nous essaierons de faire un miracle.

Cependant, au cours des mois qui suivirent, la situation continuait d'empirer. Les causes objectives étaient là très suffisantes. Mais il est fort probable que certains ingénieurs accommodèrent artificiellement aux besoins de leurs diagrammes la situation vraie des transports.

Je passai les mois d'hiver de 1919-1920 dans l'Oural où je dirigeais le travail économique. Lénine me proposa, par télégramme, de prendre la direction des transports et d'essayer de les relever par des mesures d'exception. Je lui répondis, en cours de route, que j'acceptais.

De l'Oural, je revins avec une provision considérable d'observations économiques qui, toutes, pouvaient se résumer dans une seule conclusion générale : il fallait renoncer au communisme de guerre. Je présentai au Comité central un projet d'après lequel on devait substituer à la réquisition du ravitaillement, un impôt sur les céréales et la faculté des échanges commerciaux.

Au début de 1920, Lénine se prononça résolument contre cette proposition : elle fut rejetée, au Comité central, par onze voix contre quatre. Comme l'a montré la suite, la décision du Comité central était erronée. Je ne portai pas la question devant le Congrès qui se tint entièrement sous le signe du communisme de guerre. L'économie, pendant une année entière, se débattit encore dans une impasse. Du moment que l'on rejetait des rapports basés sur les conditions du marché, j'exigeais une application juste et systématique des méthodes « de guerre », pour arriver à des succès réels dans l'économie.

D'après les principes adoptés par le IX^e congrès du Parti, sur le communisme de guerre, je basais mon travail sur les transports. Le syndicat des cheminots était lié de la façon la plus étroite avec l'appareil administratif dirigeant. Les méthodes de pure discipline militaire avaient été étendues à tout l'appareil du transport. Je fis un rapprochement serré entre l'administration de la Guerre, qui était la plus forte et la plus disciplinée de ce temps-là, et l'administration du Transport. Cela présentait de sérieux avantages d'autant plus que les expéditions militaires, depuis que la guerre en Pologne était déclarée, avaient de nouveau pris la première place dans les travaux ferroviaires. Chaque jour, je me rendais, des bureaux de la Guerre dont le travail

détruisait les voies ferrées, au Commissariat des Communications, où j'essayais non seulement de sauver les voies d'une destruction définitive, mais même de les relever.

Un an de travail dans les transports fut pour moi personnellement, une grande année d'école. Toutes les questions de principe de l'organisation socialiste de l'économie prenaient, dans le domaine du transport, l'expression la plus succincte. Une énorme quantité de locomotives et de wagons, de toutes séries, encombraient les voies et les ateliers. La normalisation du transport qui, jusqu'à la révolution, avait à moitié appartenu à l'État, à moitié à des sociétés privées, devint l'objet de grands travaux préparatoires. Les locomotives furent classées par séries, les réparations se firent d'après un plan plus net, les ateliers reçurent des ordres précis où il était tenu compte de l'outillage. On calcula que les transports pourraient être ramenés au niveau d'avant-guerre en quatre ans et demi. Les mesures prises donnèrent des résultats incontestables. Au printemps et pendant l'été de 1920, le transport commença à sortir de sa paralysie. Lénine ne manquait jamais l'occasion de noter que les chemins de fer étaient en plein renouveau. Si la guerre, commencée par Pilsudski qui comptait d'abord sur la destruction de nos moyens de transport, n'a pas apporté à la Pologne les résultats attendus, c'est précisément parce que la courbe du mouvement des chemins de fer, soudain, s'est fortement relevée.

Cependant, la masse ouvrière, qui avait fait trois ans de guerre civile, consentait de moins en moins à subir les méthodes du commandement militaire. Lénine sentit venir le moment critique avec son instinct politique infailible. Au moment où, partant de considérations purement économiques sur les bases du communisme de guerre, j'essayais d'obtenir des syndicats une tension persévérante des forces, Lénine, guidé par des considérations politiques, allait dans le sens d'un relâchement de la pression militaire. A la veille du X^e congrès, nos lignes de

conduite se coupèrent en sens opposés. Une discussion éclata dans le Parti. Elle ne portait pas du tout sur le sujet. Le Parti se demandait à quel rythme devait marcher l'étatisation des syndicats, alors qu'il s'agissait du pain quotidien, du combustible, des matières premières pour l'industrie. Les soulèvements à Cronstadt et dans le gouvernement de Tambov intervinrent dans la discussion comme un dernier avertissement. Lénine formula les premières thèses, très circonspectes, sur le passage à une nouvelle politique économique. Je me joignis immédiatement à lui. Pour moi ce n'était que la reprise des propositions faites par moi-même un an auparavant. La discussion sur les syndicats perdit aussitôt toute signification.

Staline, justement au X^e Congrès, fut porté, — sur l'initiative de Zinoviev et contre la volonté de Lénine, — candidat au secrétariat général du Parti. Le Congrès croyait bien qu'il s'agissait d'une candidature posée par le Comité central tout entier. Personne d'ailleurs, n'attribuait de particulière importance à cette élection. Les fonctions de secrétaire général, qui furent créées pour la première fois au X^e Congrès, ne pouvaient avoir, du temps de Lénine, qu'un caractère technique, non pas un caractère politique. Et néanmoins, Lénine éprouvait des craintes : — Ce cuisinier, disait-il de Staline, ne préparera que des plats épicés. — C'est précisément pour cela qu'à une des premières séances du Comité central qui suivirent le Congrès, Lénine souligna avec tant d'insistance « la loyauté de Trotsky » : il ripostait à l'impatience des intrigants.

La parole de Lénine n'était pas une remarque jetée en passant. Pendant la guerre civile, Lénine montra un jour, non par la parole mais par le fait, quelle confiance il avait en moi : confiance morale poussée à un tel degré que l'on ne saurait en demander plus ni en donner davantage. Ce fut à propos de l'exécution d'un commandant et d'un commissaire qui avaient lâché pied, emmenant leur régiment, s'étaient emparés, les armes à la

main, d'un vapeur et se disposaient à partir pour Nijni-Novgorod. Une commission du Comité central, désignée sur ma demande, reconnut à l'unanimité que les actes des autorités militaires avaient été absolument justes, c'est-à-dire nécessités par toute la situation. Cependant, les racontars équivoques ne cessaient pas. Il me sembla à plusieurs reprises que l'origine en était toute voisine, tout à côté du Bureau politique. Mais je n'avais pas le temps d'enquêter et de débrouiller les intrigues. Une fois seulement, dans une séance du Bureau politique, je fis observer que si des mesures draconiennes n'avaient pas été prises sous Sviiajsk, nous ne serions pas là à siéger. — « Absolument juste ! » s'écria Lénine, et, immédiatement, vite-vite comme toujours, il se mit à écrire à l'encre rouge, au bas d'une feuille à en-tête du Conseil des Commissaires du Peuple. La séance fut interrompue, étant donné que Lénine la présidait. Deux minutes après, il me passait le papier ainsi libellé :

R. S. F. S. R.

*Le Président du Conseil
des Commissaires
du Peuple.*

Moscou, Kremlin

... Juillet 1919.

CAMARADES,

Connaissant le caractère rigoureux des prescriptions du camarade Trotsky, je suis tellement persuadé au degré absolu, de la justesse, de la nécessité rationnelle, pour la cause, de l'ordre donné par le camarade Trotsky que je maintiens intégralement cette décision.

V. OULIANOV-LÉNINE.

— Je vous donnerai, me dit Lénine. autant de blancs-seings comme cela que vous en voudrez. — Dans les très dures circonstances de la guerre civile, alors qu'il fallait prendre en hâte des résolutions sans retour, parmi lesquelles il pouvait y en avoir d'erronées, Lénine apposait d'avance sa signature sous toute décision que je trouverais nécessaire de prendre plus tard. Cependant, de telles résolutions dépendaient des vies ou des morts. La confiance en autrui peut-elle être plus grande? L'idée même de me délivrer un document si extraordinaire ne put naître en Lénine que parce qu'il connaissait mieux que moi ou soupçonnait les sources de l'intrigue et estimait indispensable de s'y opposer avec la plus grande fermeté. Mais il ne pouvait se décider à cette démarche qu'en étant persuadé, jusqu'au fond de l'âme, de l'impossibilité d'une action déloyale ou d'un abus de pouvoir de mon côté. Il avait exprimé cette assurance en peu de lignes avec le maximum d'énergie.

LA MALADIE DE LÉNINE

UN dimanche, au début de mai 1922, je pêchais au filet dans le vieux bras de la Moskova. Il pleuvait, l'herbe était mouillée, je glissai sur une pente, tombai et me fis une entorse. Rien de grave, je n'avais qu'à passer quelques jours au lit. Le surlendemain, Boukharine vint me voir. — Vous aussi, couché! s'écria-t-il épouvanté. — Mais qui donc encore? demandai-je. — Illitch va très mal; un coup de sang! Incapable de marcher, de parler! Les médecins se perdent en conjectures...

Lénine était considéré comme un homme robuste et sa santé semblait être une des bases indestructibles de la révolution. Invariablement, il se montrait actif, vigilant, égal d'humeur, gai. Ce n'est qu'à de rares reprises que je notai des symptômes alarmants. Dans la période du premier Congrès de l'In-

ternationale communiste, il m'avait frappé par son air fatigué, sa voix inégale, son sourire de malade. Je lui avais dit plus d'une fois qu'il se dépensait trop dans des affaires d'intérêt secondaire. Il en convenait, mais ne pouvait faire autrement. Il se plaignait parfois, — toujours brièvement, d'un ton quelque peu gêné, — d'avoir des maux de tête. Mais deux ou trois semaines de repos lui suffisaient pour se rétablir. Il semblait que Lénine fût inusable.

A la fin de 1921 son état empira. Le 7 décembre, il avertit par un billet les membres du Bureau politique : « Je pars aujourd'hui. Bien que j'aie diminué ma portion de travail et augmenté ma portion de repos, mes insomnies se sont diablement renforcées. Je crains de n'être pas en état de faire le rapport ni à la conférence du Parti, ni au Congrès des soviets. »

Cependant son état de santé s'aggravait encore. En mars il eut des maux de tête de plus en plus forts. Pourtant, les médecins ne découvrirent aucune lésion organique et prescrivirent un repos prolongé. Lénine s'établit dans un village de banlieue d'où il ne sortait plus. C'est là qu'au début de mai il eut sa première attaque.

Il était tombé malade, comme je l'appris, deux jours auparavant. Pourquoi ne me l'avait-on pas dit tout de suite? A cette époque-là, aucun soupçon ne me venait à l'esprit. Boukharine parlait tout à fait sincèrement, répétant ce qui lui avait été suggéré par « les supérieurs ». En cette période, il m'était attaché par un penchant tout à fait « boukharinien », c'est-à-dire à demi-hystérique, à demi-puéril. Comme il finissait de me raconter ce qui était arrivé à Lénine, il se jeta sur mon lit, en m'étreignant à travers la couverture, se répandit en lamentations : « Ne soyez pas malade, je vous en supplie, ne soyez pas malade... Il y a deux hommes dont je ne puis me représenter la mort sans épouvante... Ilitch et vous!... » — Je lui fis amicalement honte pour lui rendre son équilibre.

Beaucoup plus tard, en me reportant au passé,

je me rappelais avec un tout nouvel étonnement que la maladie de Lénine ne m'avait été annoncée que le surlendemain. Je ne m'y étais pas arrêté d'abord. Mais ce ne pouvait être un effet du hasard. Ceux qui, depuis longtemps, se préparaient à devenir mes adversaires, et Staline en tête, tâchaient de gagner du temps. La maladie de Lénine était telle qu'elle eût pu amener immédiatement un dénouement tragique. Dès le lendemain, ou même dans la journée, toutes les questions de direction pouvaient être posées nettement. Les adversaires jugeaient important de gagner au moins une journée pour se préparer. Ils chuchotaient entre eux, cherchant à tâtons les voies et les moyens de lutte. C'est alors que probablement déjà se formait l'idée de la « troïka » Staline, Zinoviev, Kaménev, que l'on comptait m'opposer. Mais Lénine se rétablit. Son organisme, stimulé par une volonté inflexible, fit un gigantesque effort. Son cerveau épuisé d'anémie, devenu incapable de lier les sons et de discerner les lettres, s'était brusquement ranimé.

En juillet, Lénine était déjà sur pied et, sans revenir officiellement à son travail jusqu'à octobre, suivit tout ce qui se faisait, entrant dans toutes choses. En octobre, Lénine revenait déjà officiellement à son travail, présidait le Bureau politique et le Conseil des Commissaires du Peuple et, en novembre, prononçait des discours-programmes qui, selon toute apparence, coûtèrent cher à son système artériel.

Lénine sentait qu'à l'occasion de sa maladie, on tissait déjà les fils encore imperceptibles d'un complot, derrière son dos et derrière le mien. Les épi-gones n'avaient pas encore brûlé leurs vaisseaux ni fait sauter les ponts. Mais déjà, en certains endroits, ils sciaient les poutres et glissaient imperceptiblement des cartouches de pyroxyline. En toute occasion favorable, ils se prononçaient contre mes propositions, comme pour s'exercer à l'indépendance, préparant avec soin chaque manifestation de cette sorte. En revenant au travail, observant avec une

inquiétude croissante ce qui s'était passé en dix mois, Lénine tardait à dénoncer hautement les épigones pour ne pas aggraver les relations. Mais il se disposait à rembarquer la « troïka » et il commença à le faire sur des questions de détail.

En réalité, Staline, depuis qu'il était en contact plus étroit avec Lénine, c'est-à-dire surtout depuis la révolution d'Octobre, ne se relâchait pas d'une opposition sourde, impuissante, mais d'autant plus rageuse à son égard. D'une ambition formidable, envieuse, il ne pouvait pas ne point sentir à chaque pas son infériorité intellectuelle et morale. Il essayait en apparence de se rapprocher de moi. C'est seulement plus tard que je me rendis compte des tentatives qu'il avait faites pour créer entre nous quelque chose comme de la familiarité. Mais il me répugnait par les traits de caractère qui ont fait ensuite sa force dans la vague de reflux de la révolution, étroitesse des intérêts, empirisme, psychologie grossière, un singulier cynisme de provincial que le marxisme a émancipé de bien des préjugés sans les remplacer, cependant, par une philosophie générale profondément méditée et devenue psychologie. D'après certaines observations qu'il fit quelquefois et qui me semblèrent à l'époque, fortuites, mais qui ne devaient guère l'être en réalité, Staline essayait de trouver en moi un appui contre le contrôle insupportable pour lui de Lénine. A chaque tentative de ce genre, je faisais instinctivement un pas en arrière et je passais. Je pense que c'est là qu'il faut chercher les origines de l'hostilité froide de Staline à mon égard, peureuse dans les premiers temps et profondément perfide. Méthodiquement, il rassemblait autour de lui des hommes de son espèce, ou bien des naïfs enclins à vivre sans y chercher malice, ou enfin des offensés. Les premiers, les deuxièmes et les troisièmes étaient fort nombreux.

Le Comité central du syndicat des travailleurs de l'enseignement envoya une délégation à moi et à Lénine, demandant que je prisse, par surcroît, le

Commissariat de l'Instruction publique, de même que, pendant un an, j'avais dirigé le Commissariat des Voies de Communication. Lénine me demanda mon avis. Je répondis qu'en matière d'instruction publique, la difficulté viendrait, comme en toute autre affaire, de l'appareil. — Oui, le bureaucratisme, chez nous, est monstrueux, s'écria Lénine. J'en ai été épouvanté lorsque je suis revenu au travail... Mais c'est précisément pour cela qu'à mon avis il ne vous convient pas de vous plonger dans les affaires d'autres commissariats en plus de celui de la Guerre. — Avec chaleur, avec insistance, visiblement ému, Lénine exposait son plan. Les forces qu'il peut donner à la direction sont limitées. Il a trois remplaçants. — « Vous les connaissez. Kaménev, certainement, est un politique intelligent, mais que vaut-il comme administrateur? Tsiouroupa est malade. Quant à Rykov, mettons que ce soit un administrateur, mais il faudra le rendre au Conseil supérieur de l'Economie publique. Il est indispensable que vous deveniez vice-président. La situation est telle que nous avons besoin d'un regroupement radical du personnel. » — J'alléguai de nouveau que l'« appareil » me gênait de plus en plus dans mon travail, même au Commissariat de la Guerre. — Eh bien, vous pourrez secouer l'appareil, reprit vivement Lénine, faisant allusion à une expression que j'avais naguère employée. — Je répondis que j'avais en vue non seulement le bureaucratisme de l'Etat, mais celui du Parti; que le fond de toutes les difficultés était dans la combinaison des deux appareils et dans la complicité réciproque des groupes influents qui se formaient autour de la hiérarchie des secrétaires du Parti. Lénine écoutait avec une extrême attention et confirmait mes idées de ce ton partant du creux de la poitrine qu'il prenait lorsque, sûr d'être compris jusqu'au bout par son interlocuteur et rejetant les formes nécessairement conventionnelles d'un entretien, il en venait ouvertement aux choses les plus importantes et les plus alarmantes. Après un instant de réflexion, Lénine

posa la question nettement : — Ainsi, vous proposez d'ouvrir la lutte non seulement contre le bureaucratisme de l'Etat, mais contre le Bureau d'Organisation du Comité central? — Je me mis à rire, tellement c'était inattendu. Le Bureau d'Organisation du Comité central était le centre même de l'appareil de Staline. — Mettons qu'il en soit ainsi. — Eh bien, continua Lénine, visiblement satisfait de ce que nous avions donné à la question sa vraie formule, je vous propose un bloc : contre le bureaucratisme en général, contre le Bureau d'Organisation en particulier. — Il est flatteur, répondis-je, de faire un bloc honnête avec un honnête homme. — Nous convînmes de nous revoir dans quelque temps. Lénine me proposa de réfléchir aux questions d'organisation. Il préconisait la création, près le Comité central, d'une commission pour la lutte contre le bureaucratisme. Nous devions en faire partie tous les deux. Dans le fond, cette commission devait servir de levier pour la destruction de la fraction stalinienne, épine dorsale de la bureaucratie, et pour la création dans le parti de conditions qui m'auraient donné la possibilité de devenir remplaçant de Lénine; dans sa pensée : d'être son successeur au poste de président du Conseil des Commissaires du Peuple.

C'est seulement quand on connaît ces choses que l'on arrive à comprendre nettement et intégralement le sens de ce qu'on appelle le *Testament*. Dans ce document, Lénine ne nomme que six personnes et les caractérise en pesant chaque mot. L'incontestable but du testament est de me faciliter le travail de direction. Lénine veut y arriver, bien entendu, en provoquant le moins possible de frottements personnels. Il parle de tous avec la plus grande circonspection. Il donne une nuance de douceur à des jugements qui sont écrasants dans le fond. En même temps, il atténue par des réserves ma désignation trop nette au premier poste. C'est seulement dans sa caractéristique de Staline, qu'apparaît un autre ton, lequel, dans un texte ajouté quel-

que temps plus tard au testament, devient tout simplement accablant.

De Zinoviev et de Kaménev, Lénine dit, comme sans avoir l'air d'y toucher, que leur capitulation, en 1917, ne fut pas « fortuite » ; en d'autres termes, qu'ils avaient cela dans le sang. Il est clair que de tels hommes ne peuvent diriger une révolution. Cependant, on ne peut leur « reprocher leur passé ». Boukharine n'est pas un marxiste, mais un scoliate; en revanche, très sympathique. Piatakov est un administrateur capable, mais il ne vaut rien en politique. Il se peut, toutefois, que tous deux, Boukharine et Piatakov, s'instruisent encore. Le plus capable est Trotsky; son défaut est dans un excès de confiance en lui-même. Staline est brutal, déloyal et enclin à abuser du pouvoir que lui donne l'appareil du Parti. Il faut éliminer Staline pour éviter une scission. Tel est le fond du testament. Il complète et explique la proposition que m'avait faite Lénine dans le dernier entretien.

Les dernières lignes du Testament furent écrites le 4 janvier 1923; ensuite deux mois s'écoulèrent pendant lesquels la situation se fixa définitivement. Lénine ne préparait plus seulement l'élimination de Staline du poste de secrétaire général; il voulait le disqualifier devant le Parti. Sur la question du monopole du commerce extérieur, sur la question nationale, sur la question du régime intérieur du Parti, sur l'inspection ouvrière et paysanne et sur la commission de contrôle, Lénine, systématiquement et avec persévérance, vise à porter, au XII^e Congrès, dans la personne de Staline, le coup le plus terrible au bureaucratisme, à la solidarité de complices des fonctionnaires, aux abus de pouvoir, à l'arbitraire et à la brutalité.

On était aux premiers jours de mars 1923. Lénine était alité dans sa chambre du grand Palais des Institutions judiciaires. Le deuxième coup d'apoplexie approchait, annoncé par une série de malaises. Moi-même fus cloué au lit quelques semaines par un lumbago. J'étais couché dans le bâtiment du

ci-devant Corps des Chevaliers, où se trouvait notre logement, étant ainsi séparé de Lénine par l'immense cour du Kremlin. Ni Lénine ni moi ne pouvions même faire un pas jusqu'au téléphone; au surplus, les médecins avaient sévèrement interdit à Vladimir Iliitch de téléphoner. Les deux secrétaires de Lénine, Fotiéva et Glasser font la liaison. Voici ce qu'elles me transmettent : Vladimir Iliitch est inquiet au dernier degré des préparatifs que fait Staline pour le prochain Congrès du Parti, et surtout en raison des machinations fractionnelles auxquelles il se livre en Géorgie. — Vladimir Iliitch prépare une vraie bombe contre Staline, pour le Congrès. — Ainsi parla littéralement Fotiéva. Le mot de « bombe » était de Lénine et non pas d'elle. — Vladimir Iliitch vous prie de prendre en mains l'affaire de la Géorgie; il sera alors tranquille. — Le 5 mars, Lénine dicte un billet à mon adresse : « Cher camarade Trotsky, je vous prie très instamment de vous charger de défendre l'affaire géorgienne au Comité central du Parti. Cette affaire est actuellement l'objet des « poursuites » de Staline et de Dzerjinski et je ne puis me fier à leur impartialité. Même tout à fait au contraire. Si vous consentiez à prendre la défense de cette cause, je pourrais être tranquille... Avec mes meilleures salutations de camarade. Lénine. »

Mais pourquoi la question avait-elle pris tant d'acuité? demandai-je. Il se trouva que Staline avait encore trompé la confiance de Lénine : pour se ménager un appui en Géorgie, il avait organisé, à l'insu de Lénine et de tout le Comité central, avec l'aide d'Ordjonikidzé et non sans le soutien de Dzerjinski, un coup d'Etat contre les meilleurs éléments du Parti, en se couvrant mensongèrement de l'autorité du Comité central. Profitant de ce que Lénine malade ne pouvait avoir d'entrevues avec les camarades, Staline essayait de l'entourer de fausses informations. Lénine se préparait à la lutte, mais craignait de ne pouvoir parler lui-même au Congrès, et cela le tourmentait.

— Kaménev, dis-je à Fotiéva, part demain pour la Géorgie, il se rend à la conférence du Parti. Je puis lui donner communication des manuscrits de Lénine pour l'engager à agir là-bas dans l'esprit qui convient. Demandez à Iliitch s'il faut le faire. — Un quart d'heure après, Fotiéva revient, essoufflée : — En aucun cas ! — Pourquoi ? — Vladimir Iliitch dit ceci : « Kaménev s'empressera de tout montrer à Staline et celui-ci cherchera un compromis frauduleux pour nous tromper. » — Ainsi donc, on en est arrivé si loin qu'Iliitch n'estime plus possible de conclure un compromis avec Staline, même sur une ligne juste ? — Oui, Iliitch n'a pas confiance en Staline, il veut se prononcer ouvertement contre lui devant tout le Parti. Il prépare une bombe. — Environ une heure après cet entretien, Fotiéva revint, m'apportant un billet de Lénine adressé au vieux révolutionnaire Mdiviani et à d'autres adversaires de la politique de Staline en Géorgie. Lénine leur écrit : « De toute mon âme je m'intéresse à votre cause. Je suis indigné de la brutalité d'Ordjonikidzé et des connivences de Staline et de Dzerjinski. Je prépare pour vous des notes et un discours. »

Ces lignes étaient adressées non seulement à moi, mais, en copie, à Kaménev. Cela m'étonna. — Vladimir Iliitch a donc changé d'avis ? demandai-je.

— Oui, son état s'aggrave d'heure en heure. Il ne faut pas se fier aux déclarations rassurantes des médecins ; Iliitch a déjà du mal à s'exprimer... La question de la Géorgie le tourmente au dernier degré ; il craint de se trouver au plus mal avant d'avoir pu rien entreprendre. En me remettant le billet, il a dit : « Pour ne pas arriver trop tard, il faut agir ouvertement avant le temps. » — Mais cela signifie que je puis maintenant causer avec Kaménev ? — Évidemment. — Faites-le venir chez moi.

Kaménev arriva une heure après. Il était complètement désorienté. L'idée de la « troïka » Staline-Zinoviev-Kaménev était prête depuis longtemps. La pointe du triangle était dirigée contre moi. Le problème pour les conjurés était seulement

de préparer une base d'organisation suffisante pour arriver au couronnement du groupe qui se serait déclaré l'héritier légitime de Lénine. Un tout petit billet suffisait pour crever ce plan. Kaménev ne savait quelle contenance prendre et il me l'avoua assez franchement. Kaménev était un politique assez expérimenté pour comprendre immédiatement qu'aux yeux de Lénine il s'agissait non seulement de la Géorgie, mais de tout le rôle joué par Staline dans le Parti. Kaménev me donna des renseignements complémentaires. Il revenait justement de chez Nadejda Konstantinovna Kroupskaïa qui l'avait appelé. Très émue, elle lui avait dit : — Vladimir vient de dicter à la sténo une lettre pour Staline, dans laquelle il déclare rompre toutes relations avec lui. — Le motif immédiat avait un caractère à demi-personnel. Staline faisait tout pour isoler Lénine des sources d'informations et manifestait, sous ce rapport, une grossièreté exceptionnelle à l'égard de Nadejda Konstantinovna. — Mais vous connaissez Iliitch, avait ajouté Kroupskaïa : il ne serait jamais ailé jusqu'à une rupture des rapports personnels s'il n'avait pas estimé qu'il faut démolir Staline en politique. — Kaménev était fort ému et blême. Il sentait le sol se dérober sous lui. Il ne savait sur quel pied danser, de quel côté se tourner. Peut-être avait-il tout simplement peur que je n'agisse contre lui avec malveillance. — Parfois, lui dis-je, devant un péril imaginaire, on prend peur et on s'attire une menace réelle. Dites-vous bien et dites aux autres que je n'ai pas la moindre intention d'engager au Congrès la lutte pour arriver à des modifications d'organisation. Je suis d'avis de maintenir le *statu quo*. Si Lénine, avant le Congrès, peut se relever, ce qui n'est malheureusement pas probable, nous procéderons ensemble à un nouvel examen de cette question. Je ne suis pas d'avis d'en finir avec Staline, ni d'exclure Ordjonikidzé, ni d'écarter Dzerjinski des Voies de Communications. Mais je suis d'accord avec Lénine sur le fond. Je veux que la politique nationale soit radicalement

modifiée, que la répression exercée en Géorgie contre les adversaires de Staline cesse immédiatement, que l'on en finisse avec la pression administrative du Parti, que l'on s'oriente plus fermement vers l'industrialisation et qu'il y ait une collaboration honnête chez les dirigeants. En outre, il est indispensable que Staline écrive immédiatement à Kroupskaïa une lettre d'excuses pour ses grossièretés et qu'il change effectivement de conduite.

Tard dans la nuit, Kaménev me fit savoir qu'il s'était rendu chez Staline, à la campagne, et que celui-ci avait accepté toutes les conditions. Kroupskaïa avait déjà reçu de lui une lettre d'excuses. Mais elle n'avait pu montrer la lettre à Lénine, dont l'état avait empiré. Il me sembla cependant que le ton de Kaménev n'était déjà plus celui qu'il avait eu en me quittant, quelques heures auparavant. C'est seulement plus tard que je vis d'où venait ce changement : il tenait à l'aggravation de la maladie de Lénine. En cours de route ou bien dès son arrivée à Tiflis, Kaménev reçut un télégramme chiffré de Staline lui annonçant que Lénine était de nouveau paralysé : incapable de parler et d'écrire. A la conférence géorgienne, Kaménev défendit la politique de Staline contre Lénine. Fortifiée par une félonie, la « troïka » existait dès lors.

Outre les problèmes de politique générale, la campagne ouverte par Lénine avait pour but immédiat de créer les conditions les plus favorables à mon travail de direction, soit près de lui s'il pouvait se remettre, soit à sa place si la maladie le terrassait. Mais cette lutte n'ayant pu être menée jusqu'au bout, ni même jusqu'à moitié, donna des résultats tout à fait contraires. Lénine n'eut en somme que tout juste le temps de déclarer la guerre à Staline et à ses alliés, et encore le fait ne parvint-il à la connaissance que des immédiats intéressés, non du Parti. La fraction de Staline, — qui n'était encore que la fraction de la « troïka » — se resserra davantage après le premier avertissement. La situation provisoire se maintint. Staline gardait le manche de

l'appareil. La sélection artificielle des dirigeants fut poussée furieusement. Plus la « troïka » se sentait faible idéologiquement, plus elle me craignait (ayant peur de moi précisément parce qu'elle voulait me renverser), et plus elle était obligée de serrer tous les boulons du régime dans le Parti et l'État. Beaucoup plus tard, en 1925, Boukharine, dans une conversation particulière, comme je lui faisais la critique de l'oppression exercée dans le Parti, me répliqua : — Il n'y a pas chez nous de démocratie parce que nous avons peur de vous. — Tâchez donc, lui dis-je, en manière de conseil, de ne plus avoir peur et essayons de faire ensemble du bon travail. — Mais cet avis ne fut d'aucune utilité.

1923 fut la première année d'une lutte acharnée, mais encore sans bruit, pour l'étouffement et la démolition du parti bolchéviste. Lénine se débattait avec une maladie terrible. La « troïka » combattait le Parti. L'ambiance était d'une tension pénible qui, vers l'automne, aboutit à la « discussion » contre l'opposition. Le chapitre II de la révolution s'ouvrait : la lutte contre le « trotskysme ». Au fond, c'était une lutte contre la succession idéologique de Lénine.

LE COMLOT DES ÉPIGONES

C'ÉTAIT dans les premières semaines de 1923. Le XII^e Congrès approchait. Il ne restait presque aucun espoir d'y voir Lénine. On en vint à se demander qui ferait le rapport sur la politique générale. Staline dit, en séance du Bureau politique : — Bien entendu, Trotsky! — Kalinine et Rykov acquiescèrent aussitôt, ainsi que Kaménev, celui-ci visiblement de mauvais gré. Je fis des objections. Le Parti se sentirait choqué si l'un d'entre nous essayait, en quelque sorte personnellement, de se

substituer à Lénine malade. Il fallait se passer, cette fois-ci, d'un rapport d'introduction. On dirait ce qu'il fallait sur chacun des points de l'ordre du jour. En outre, ajoutai-je, nous sommes en désaccord avec vous sur les questions économiques. — De quels désaccords s'agit-il? — s'exclame Staline. Kamlinine ajouta : — Au Bureau politique, sur presque toutes les questions, on adopte toujours vos solutions. — Zinoviev était en congé au Caucase. On ne prit pas de décision. En tous cas, je me chargeai du rapport sur l'industrie.

Staline savait qu'un orage le menaçait du côté de Lénine, et il cherchait par tous les moyens à me flatter. Il répétait que le rapport politique devait être fait par le membre du Comité central le plus influent et le plus populaire après Lénine, c'est-à-dire par Trotsky, que le Parti n'attendait pas autre chose et ne comprendrait pas. Dans ses manifestations de fausse amitié, il m'inspirait encore plus d'aversion qu'en montrant ouvertement sa haine, d'autant plus que ses mobiles apparaissaient trop évidents.

Zinoviev revint du Caucase. Derrière mon dos avaient lieu d'incessantes consultations fractionnelles qui, en ce moment-là, étaient encore très restreintes. Zinoviev demandait à faire le rapport politique. Kaménev questionnait les plus sûrs des « vieux bolchéviks », qui, en majorité, avaient abandonné le Parti pendant dix ou quinze années : — Tolérerons-nous que Trotsky devienne l'unique dirigeant du Parti et de l'Etat? — De plus en plus souvent, dans les coins, on fouilla le passé, évoquant les démêlés que j'avais eus jadis avec Lénine. Ce devint la spécialité de Zinoviev. Cependant, l'état de santé de Lénine s'était très sérieusement aggravé et, de ce côté-là, il n'y avait pour les conspirateurs aucun danger. La « troïka » décida que le rapport politique serait fait par Zinoviev. Je n'objectai rien lorsque la question, après la préparation qu'il fallait dans la coulisse, fut portée au Bureau politique. Tout portait le cachet d'une situa-

tion provisoire. Il n'y avait pas de dissentiments affirmés, étant donné que la « troïka » n'avait pas de ligne à elle. Mes thèses sur l'industrie furent d'abord adoptées sans débats. Mais quand on sut à coup sûr qu'il n'y avait aucun espoir de voir Lénine revenir à son travail, la « troïka » évolua brusquement, craignant que le Congrès du Parti ne fût préparé trop pacifiquement. Dès alors, elle cherchait la possibilité de s'opposer à moi dans la sphère dirigeante du Parti. A la dernière minute qui précéda le Congrès, Kaménev apporta à ma résolution qui avait déjà été approuvée, une addition concernant la classe paysanne. Il n'y aurait aucune utilité à insister ici sur le fond même de cet amendement qui n'avait aucune signification théorique ou politique, qui était simplement fait pour la provocation. Ce texte devait servir à m'accuser, pour l'instant encore dans les coulisses, d'avoir « sous-estimé » la classe paysanne. Trois ans après sa rupture avec Staline, Kaménev, du ton de bonhomie cynique qui le caractérise, me confessa comment avait été cuisinée cette accusation que, bien entendu, aucun des auteurs ne prenait au sérieux.

La principale difficulté pour les conspirateurs était d'agir ouvertement contre moi devant les masses. Les ouvriers connaissaient Zinoviev et Kaménev et les écoutaient volontiers. Cependant, la conduite de ces derniers, en 1917, était encore trop nettement marquée dans toutes les mémoires. Ils n'avaient pas d'autorité morale dans le Parti. Quant à Staline, au delà du cercle restreint des vieux bolchéviks, on ne le connaissait absolument pas. Certains de mes amis disaient : « Ils n'oseront jamais agir ouvertement contre vous. Dans la conscience du peuple, votre nom est trop indissolublement lié à celui de Lénine. On ne peut effacer d'un trait de plume ni la révolution d'Octobre, ni l'Armée rouge, ni la guerre civile. » Je n'étais pas du même avis. Les autorités individuelles en politique, surtout dans une politique révolutionnaire, jouent un grand rôle, et même un rôle gigantesque, mais qui n'est pour-

tant pas décisif. Des processus plus profonds, des processus de masses déterminent en fin de compte le sort des autorités individuelles. La calomnie dirigée contre les leaders du bolchévisme lors de la montée de la révolution fortifia seulement les bolchéviks. La calomnie contre les mêmes personnes au moment où la révolution était en décroissance pouvait devenir un instrument de victoire entre les mains de la réaction thermidorienne.

Ce qui se passait, objectivement, dans le pays et sur l'arène mondiale profitait à mes adversaires. Cependant leur tâche n'était pas si facile. La littérature du Parti, la presse, les propagandistes, vivaient encore des impressions de la veille, reçues sous le signe de Lénine et de Trotsky. Il fallait imprimer à tout cela un tour de cent quatre-vingts degrés, non pas d'un seul coup, bien entendu, mais en s'y reprenant à plusieurs fois. Pour montrer quelle fut la grandeur de cette conversion, il est indispensable de donner ici quelques textes illustrant le ton dominant dans la presse du Parti pour parler des dirigeants de la révolution.

Le 14 octobre 1922, c'est-à-dire quand Lénine, après sa première crise, était revenu à son travail, Radek écrivait dans la *Pravda* : « Si l'on peut dire du camarade Lénine qu'il est la raison de la révolution, la régissant par la transmission de la volonté, on peut caractériser le camarade Trotsky comme une volonté d'acier réfrénée par la raison. La parole de Trotsky retentissait comme l'appel d'une cloche au travail. Toute la signification de cette voix, tout son sens et le sens même de notre travail des prochaines années en deviennent parfaitement clairs... », etc. Il est vrai que le caractère expansif de Radek est devenu proverbial; il peut faire ainsi, mais il peut autrement. Ce qui importe beaucoup plus, c'est que ces lignes ont été imprimées dans l'organe central du Parti, du vivant de Lénine, et que personne ne les a prises pour une dissonance.

En 1923, comme le complot de la « troïka »

existait déjà, Lounatcharsky fut un des premiers à faire valoir l'autorité de Zinoviev. Mais comment lui fallut-il aborder cette entreprise? « Bien entendu, écrivait-il dans son portrait de Zinoviev, Lénine et Trotsky sont devenus les personnalités les plus populaires en amour ou en haine de notre époque, à peu près pour tout le globe terrestre. Zinoviev reste un peu en arrière, mais il faut remarquer que Lénine et Trotsky étaient comptés depuis longtemps dans nos rangs comme des hommes d'un talent si formidable, comme des leaders si incontestables que leur montée prodigieuse pendant la révolution n'a pu éveiller en personne un particulier étonnement. »

Si je cite ces panégyriques d'un goût douteux, c'est seulement parce que j'en ai besoin comme d'éléments pour l'ensemble du tableau, ou bien, si l'on veut, comme de témoignages dans un procès.

C'est avec un véritable dégoût que je dois encore citer un troisième témoin, Iaroslavsky, dont les louanges sont, à vrai dire, plus intolérables que les diatribes. Iaroslavsky ne s'est élevé à jouer son rôle actuel que par les degrés des calomnies qu'il a dressées contre moi. En qualité de falsificateur officiel de l'histoire du Parti, il représente le passé comme une lutte incessante de Trotsky contre Lénine. Pourtant, en février 1923, à un moment où Iaroslavsky devait déjà connaître suffisamment bien mes rapports avec Lénine, il caractérisait, dans les termes suivants, par un grand article, mon passé, mes premiers pas dans l'action littéraire (1900-1902) :

« La brillante activité de littérateur-publiciste du camarade Trotsky lui a fait un nom mondial de « roi des pamphlétaires » : c'est ainsi que le nomme l'écrivain anglais Bernard Shaw. Quiconque, depuis un quart de siècle, a été au courant de cette activité doit se persuader que ce talent particulièrement éclatant... », etc., etc. « Les Sibériens — continue, Iaroslavsky, ivre de mots — lisaient avec enthousiasme ces brillants articles et en attendaient d'au-

tres avec impatience. Peu nombreux étaient ceux qui en connaissaient l'auteur, et ceux qui connaissaient Trotsky ne pensaient pas le moins du monde alors qu'il serait un des dirigeants reconnus de l'armée la plus révolutionnaire et de la plus grande révolution du monde. »

Il en va encore plus mal, si possible, avec Iaroslavsky quand il prétend que j'ai voulu « ignorer » la classe paysanne. Le début de mon activité littéraire fut consacré aux campagnes. Voici ce qu'en dit Iaroslavsky :

« Trotsky ne put passer un certain temps dans un village de Sibérie sans entrer dans tous les détails de sa vie. Et, avant tout, son attention se porte sur l'appareil administratif du village sibérien. Dans une série de correspondances, il donne une brillante caractéristique de cet appareil... » Plus loin : « Trotsky ne voyait autour de lui que le village. Il souffrait de voir de tels besoins. Il se sentait écrasé par l'impuissance des ruraux, par les dénis de droit qui les atteignaient. » Iaroslavsky demande alors que mes articles sur la vie des campagnes soient inclus dans une chrestomathie. Tout cela en 1923, en février, dans le mois où fut créée la légende d'après laquelle je ne me préoccupais nullement des ruraux.

Le dernier exemple que je veuille donner concerne Staline. Dès le premier anniversaire de la révolution d'Octobre, il avait écrit un article dirigé, d'une façon déguisée, contre moi. Pour expliquer cela, il faut rappeler que, dans la période de la préparation d'Octobre, Lénine se cachait en Finlande, que Kaménev, Zinoviev, Rykov, Kalinine s'opposaient à l'insurrection et que personne ne savait rien de Staline. Il en résulta que le Parti rattachait la révolution d'Octobre surtout à mon nom. Au premier anniversaire d'Octobre, Staline essaya d'atténuer cette impression, remontrant contre moi qu'il y avait eu la direction générale du Comité central. Mais, pour que son exposé fût plus ou moins acceptable, il fut forcé d'écrire :

« Tout le travail d'organisation pratique de l'in-

surrection se fit sous la direction immédiate de Trotsky, président du Soviet de Pétrograd. On peut dire, en toute assurance, que le Parti doit avant tout et surtout au camarade Trotsky la rapide adhésion de la garnison au Soviet et l'habile organisation du Comité militaire révolutionnaire. »

Si Staline écrivait ainsi, c'est parce que, en cette période, il était impossible, même pour lui, d'écrire autrement. Il a fallu des années d'attaques effrénées avant que Staline n'eût l'audace de dire à haute voix : « Le camarade Trotsky n'a joué et ne pouvait jouer aucun rôle particulier ni dans le Parti ni dans la révolution d'Octobre. » Quand on lui fit remarquer qu'il se contredisait, il répliqua en redoublant de grossièretés, simplement.

La « troïka » ne pouvait, en aucun cas, s'opposer à moi. Elle ne pouvait m'opposer que Lénine. Mais, pour cela, il fallait que Lénine eût perdu toute possibilité de s'opposer à la « troïka ». En d'autres termes, pour le succès de la campagne de la « troïka », il fallait ou bien que Lénine fût malade sans espoir de guérison, ou bien que son cadavre embaumé reposât dans un mausolée. Et encore cela ne suffisait pas. Il fallait que, pendant la campagne, je fusse hors d'état de combattre. C'est ce qui arriva pendant l'automne de 1923.

Un dimanche d'octobre 1923, je me trouvais à Zabolotié, sur le marais, au milieu des roseaux. C'était la nuit, il gelait un peu et, dans la hutte, j'étais assis, chaussé de bottes de feutre. Mais, le matin, le soleil donna une bonne chaleur, la glace du marais fondit. Un peu plus haut, l'automobile attendait. Le chauffeur Davydov, avec qui nous avions passé, coude à coude, à travers la guerre civile, brûlait comme toujours de l'impatience de savoir quel serait notre butin. Du bateau à l'automobile, il n'y avait que cent pas à faire, pas plus. Mais à peine avais-je plongé mes bottes dans le marais que mes jambes se trouvèrent dans l'eau froide. Tandis que, sautillant, je courais jusqu'à la voiture, elles devinrent tout à fait glacées. Je m'assis à côté

de Davydov et, me déchaussant, je me chauffai les pieds à la chaleur du moteur. Cependant le rhume l'emporta. Je dus m'aliter. Après l'influenza se déclara une fièvre pernicieuse. Les médecins m'interdirent de me lever. C'est ainsi que je restai couché tout le reste de l'automne et l'hiver. Il en résulta que je fus malade pendant toute la discussion de 1923 contre le « trotskysme ». On peut prévoir une révolution, une guerre, mais il est impossible de prévoir les conséquences d'une chasse au canard en automne.

Lénine était couché à Gorki; moi au Kremlin. Les épigones élargissaient les cercles du complot. Dans les premiers temps, ils agirent avec circonspection, sournoisement, mélangeant à leurs éloges des doses de plus en plus fortes de poison. Zinoviev même, le plus impatient d'entre eux, enveloppait la calomnie de maintes réserves. « L'autorité du camarade Trotsky est connue de tous, — disait-il, le 15 décembre 1923, dans une réunion du Parti à Pétrograd, — de même que nous connaissons ses mérites. Dans notre milieu, on peut ne pas s'étendre là-dessus. Cependant, les fautes sont des fautes. Lorsqu'il m'est arrivé de me tromper, le Parti m'a secoué assez sérieusement... » Et ainsi de suite, dans le même ton d'offensive froussarde qui fut longtemps celui des conspirateurs. C'est seulement dans la mesure où ils avaient tâté le terrain et saisi des positions qu'ils devenaient plus hardis.

Toute une science nouvelle fut créée : fabrication de réputations artificielles, rédaction de biographies fantaisistes, de réclames pour des leaders désignés d'avance. Une discipline plus spéciale fut instituée pour l'étude de la question d'un présidium honoraire. Depuis Octobre il était d'usage, dans d'innombrables assemblées, d'élire Lénine et Trotsky membres honoraires du bureau. Ces deux noms étaient d'ordinaire cités ensemble dans les conversations, dans les articles, dans les poèmes et les *tchastouchki* (chansons populaires). Il s'agissait maintenant de séparer les deux noms, ne fût-ce que

mécaniquement, pour les opposer ensuite l'un à l'autre sur le plan politique. On inscrivit d'abord comme membres des bureaux de présidence tous les membres du Bureau politique. Ensuite, on établit les listes dans l'ordre alphabétique. Plus tard cette distribution fut modifiée au profit de la nouvelle hiérarchie de leaders. On mit Zinoviev en tête de liste. L'exemple fut donné par Pétrograd. Et quelque temps après, les membres d'honneur des présidiums ne comptaient plus Trotsky parmi eux. Des protestations véhémentes s'élevaient toujours dans les rangs des assemblées. Fréquemment, le président du bureau se trouvait forcé d'expliquer par un malentendu l'omission de mon nom. Mais le compte rendu de la presse n'en disait mot, bien entendu. Ensuite on donna la première place dans les listes à Staline. Quand un président d'assemblée avait omis de faire ce que l'on attendait de lui, sa négligence était invariablement réparée par le compte rendu de presse. Des carrières s'édifiaient ou étaient brisées, selon que les listes des bureaux d'honneur avaient été plus ou moins bien établies. Ce travail qui était, de tous, le plus persévérant et le plus systématique, était motivé par la nécessité de combattre « le culte des leaders ». A la conférence de Moscou, en janvier 1924, Préobrajensky dit aux épigones : « Oui, nous sommes contre le culte des leaders, mais nous ne voulons pas non plus qu'au lieu du culte d'un seul chef, on pratique celui de plusieurs autres de moindre envergure. »

Lorsque plus tard, Zinoviev et Kaménev combattirent Staline, les secrets de cette première période furent révélés par les complices mêmes du complot. Car c'était bien un complot. Un bureau politique secret (la Sémioroka) fut créé, dont firent partie tous les membres du Bureau politique officiel, sauf moi, mais avec, en plus, Kouïbychev. Toutes les questions étaient résolues d'avance dans ce centre secret dont les participants étaient liés par une responsabilité mutuelle. Ils s'étaient engagés à ne pas polémiquer entre eux et, en même temps, à

chercher des occasions d'agir contre moi. Dans les organisations inférieures il existait des centres secrets du même genre, qui étaient rattachés à la « Sémiorka » de Moscou par une sévère discipline. Pour la correspondance, ils avaient des chiffres particuliers. C'était une organisation illégale solidement constituée à l'intérieur du Parti et qui, au début, n'était dirigée que contre un seul homme. Les responsables, dans le Parti et dans l'Etat, étaient systématiquement choisis d'après un seul critère : « contre Trotsky ». Pendant le long « interrègne » que causa la maladie de Lénine, ce travail se fit infatigablement, mais, en même temps, avec prudence, sous le manteau, afin de pouvoir conserver, dans le cas où Lénine reviendrait à la santé, les ponts minés. Les conspirateurs agissaient par allusions. On exigeait des candidats à telle ou telle fonction qu'ils devinassent ce qu'on attendait d'eux. Celui qui avait bien « deviné » obtenait de l'avancement. C'est ainsi que fut déterminé un certain genre de carriérisme qui, plus tard, s'appela ouvertement « l'anti-trotskyisme ». Il fallut la mort de Lénine pour laisser les mains libres à cette conspiration et lui permettre de se manifester au grand jour. Le processus de la sélection du personnel gagna les degrés subalternes. Il ne fut plus possible d'occuper un poste de directeur d'usine, de secrétaire d'une cellule corporative, de président d'un Comité exécutif de canton, de comptable, de dactylo, si l'on ne se recommandait pas de l'anti-trotskyisme.

Les membres du Parti qui élevaient la voix contre cette cabale devenaient victimes d'attaques perfides, motivées par des arguments complètement étrangers à la cause, fréquemment inventés. Par contre, les éléments d'un moral peu sûr qui, dans les cinq premières années du pouvoir soviétique avaient été implacablement expulsés du Parti, prenaient une assurance maintenant au moyen d'une seule réplique lancée quelque part contre Trotsky. Le même travail se fit, depuis la fin de 1923, dans toutes les sections de l'Internationale communiste :

des leaders furent destitués, d'autres occupèrent leurs places, selon l'attitude qu'ils avaient adoptée à l'égard de Tretsky. On procédait intensivement à une sélection artificielle des militants, prenant non les meilleurs, mais les plus souples. Le courant général fut de remplacer les hommes indépendants et doués de talent par des médiocrités qui ne devaient leur situation qu'au bon plaisir de l'appareil. L'expression la plus éminente de la médiocrité dans l'appareil, ce fut alors Staline qui montait.

LA MORT DE LÉNINE ET LE DÉPLACEMENT DU POUVOIR

ON m'a demandé plus d'une fois, on me demande encore : « Comment avez-vous pu perdre le pouvoir ? » Le plus souvent, cette question montre que l'interlocuteur se représente assez naïvement le pouvoir comme un objet matériel qu'on aurait laissé tomber, comme une montre ou un carnet qu'on aurait perdu. En réalité, lorsque des révolutionnaires qui ont dirigé la conquête du pouvoir arrivent à le perdre — « pacifiquement » ou par catastrophe — à une certaine étape, cela signifie que l'influence de certaines idées et de certains états d'âme est décroissante dans la sphère dirigeante de la révolution, ou bien que le reflux de l'esprit révolutionnaire a lieu dans les masses mêmes, ou bien enfin dans l'un et l'autre milieu. Les cadres dirigeants du Parti sortis de l'action clandestine étaient animés de tendances révolutionnaires que les leaders de la première période de la révolution formulèrent le plus clairement et le mieux, qu'ils mirent en pratique le plus complètement et avec le plus de succès. C'est cela qui, précisément, fit d'eux les leaders du Parti, et par l'intermédiaire du Parti, les leaders de la classe ouvrière, les conducteurs du pays. C'est par cette voie

que certains individus concentrèrent le pouvoir entre leurs mains. Mais les idées de la première période de la révolution perdaient insensiblement de leur influence sur les esprits de la sphère du Parti qui possédait le pouvoir immédiat pour gouverner le pays. Dans le pays même, des processus avaient lieu que l'on peut englober sous le terme général de réaction. Ces processus atteignirent aussi plus ou moins la classe ouvrière, et notamment les éléments ouvriers du Parti. La sphère qui composait l'appareil du pouvoir eut alors des desseins nouveaux, distincts, auxquels elle s'efforça de subordonner la révolution. Entre les leaders qui traçaient la ligne historique de la classe et qui savaient voir par-dessus l'appareil, et d'autre part, cet appareil, — énorme, lourd à manier, de composition hétérogène, qui absorbe facilement le communiste moyen, — une disjonction commença à s'esquisser. D'abord elle fut de caractère plus psychologique que politique. Les journées de la veille étaient encore trop récentes. Les mots d'ordre d'Octobre ne s'étaient pas encore effacés des mémoires. L'autorité personnelle des leaders de la première période était grande. Mais, sous le couvert de formes traditionnelles, une nouvelle psychologie se formait. Les perspectives internationales s'estompaient. Le travail quotidien absorbait totalement les hommes. De nouvelles méthodes, qui devaient servir à atteindre les buts fixés naguère, créaient de nouveaux desseins et, avant tout, une nouvelle psychologie. Pour nombre et nombre de gens, une situation temporaire apparut comme une station terminus. Un type nouveau se créait.

Les révolutionnaires, en fin de compte, sont faits de la même matière sociale que tous les autres hommes. Mais ils doivent avoir certaines particularités personnelles saillantes qui ont permis au processus historique de les distinguer des autres et de les grouper séparément. La vie commune, le travail théorique, la lutte sous un certain drapeau, la discipline collective, la trempe acquise sous le feu des

dangers forment peu à peu le type révolutionnaire. On a pleinement le droit de parler du type psychologique du bolchévik pour l'opposer, par exemple, à celui du menchévik. Cela ne signifie pourtant pas que, dans un bolchévik, tout ait toujours été du bolchévisme. Dans sa psychologie, il subsiste un bon nombre d'endroits non défendus, à travers lesquels, lorsque la situation change, pénètrent librement des influences idéologiques hétérogènes et hostiles. Dans les périodes de lutte clandestine, de soulèvements, de guerre civile, les éléments de cette sorte n'étaient que des soldats du Parti. Dans leur conscience, une seule corde résonnait, et elle était au diapason du Parti. Mais lorsque la tension fut moindre, lorsque les nomades de la révolution en vinrent à se fixer sur place, en eux se réveillèrent, s'animèrent et se développèrent les traits de caractère de l'homme du commun, les sympathies et les goûts de fonctionnaires contents d'eux-mêmes.

Fréquemment, certaines réflexions qui échappaient à Kalinine, à Vorochilov, à Staline, à Rykok, donnèrent de l'inquiétude. D'où cela vient-il? me demandais-je. Arrivant à telle ou telle séance, je trouvais des groupes en conversations qui cessaient souvent en ma présence. Dans ces causeries il n'y avait rien qui fût dirigé contre moi. Il n'y avait rien de contraire aux principes du Parti. Mais l'état d'esprit était celui d'une tranquillisation morale, de la satisfaction de soi-même, de la trivialité. Les gens éprouvaient tout à coup le besoin de se confesser entre eux ce nouvel état d'esprit, et il est à propos de dire que les cancans petits-bourgeois prenaient là leur large place.

Si je n'ai pas pris part aux divertissements qui entraînaient de plus en plus dans les mœurs de la nouvelle sphère dirigeante, ce n'est pas par principe de moralité; c'est parce que je n'avais pas envie de subir les épreuves du pire ennui. Aller en visite les uns chez les autres, être assidu à des représentations de ballets, assister à des beuveries collectives dans lesquelles on cassait du sucre sur le dos des

absents, cela ne me séduisait pas du tout. La nouvelle sphère supérieure sentait que ce genre de vie ne me convenait pas. Elle ne tâchait même pas de m'y engager. C'est pour cette même raison que bien des causeries de groupes cessaient dès que j'apparaissais et que les causeurs se séparaient, un peu confus pour eux-mêmes, avec une certaine hostilité à mon égard. Et cela marqua, si l'on veut, que je commençais à perdre le pouvoir.

La campagne engagée contre la théorie de la révolution permanente, campagne due à des philistins, à des ignorants, persécution tout simplement bête, provint précisément de ces sources psychologiques. Jacassant devant une bouteille ou revenant d'un spectacle de ballet, tel fonctionnaire content de lui-même, disait à tel autre non moins satisfait : « Trotsky n'a en tête que la révolution permanente. » À cela se rattachent les accusations qui ont été portées contre moi de n'avoir pas le sentiment de l'équipe, d'être un individualiste, un aristocrate. « On ne peut pas tout faire et agir tout le temps pour la révolution; il faut aussi songer à soi » : — cet état d'esprit se traduisait ainsi : « à bas la révolution permanente ! » La protestation élevée contre les exigences théoriques du marxisme et les exigences politiques de la révolution prenaient graduellement pour ces gens-là, la forme d'une lutte contre le « trotskysme ». Sous cette enseigne, le petit-bourgeois se dégageait dans le bolchévik. Voilà en quoi consista la perte par moi du pouvoir, et ce qui détermina les formes dans lesquelles cette perte eut lieu.



Mon mauvais état de santé se prolongeait cependant. « Sur les instances des médecins, écrit N.-I. Sédova, on transféra L. D. à la campagne. Là, Guetier, médecin particulier de Lénine et le nôtre, le visitait souvent, le traitant avec des soins et une tendresse sincères. Guetier ne s'intéressait pas à la politique, mais il souffrait profondément pour nous,

ne sachant comment exprimer sa sympathie. La persécution engagée contre nous le prit à l'improviste. Il ne comprenait pas, attendait et se tourmentait. A Arkhanguelskoïé il me parla avec émotion de la nécessité d'emmener L. D. à Soukhoum. A la fin des fins nous nous y décidâmes. C'est un long voyage, par Bakou, Tiflis, Batoum; il fut encore plus long parce que la voie était encombrée de neige. Mais le voyage agissait plutôt comme un calmant. A mesure que nous nous éloignons de Moscou, nous nous détachons un peu des circonstances pénibles que nous avons vécues dans les derniers temps. Cependant, mon sentiment était d'emmener un grand malade. J'étais dans une incertitude accablante, me demandant quelle serait notre vie à Soukhoum, si ceux qui nous entoureraient seraient des amis ou des ennemis. »

Le 21 janvier nous trouva en gare de Tiflis, en route vers Soukhoum. J'étais avec ma femme dans le compartiment de travail de mon wagon et, comme toujours, en cette période, j'avais de la fièvre. Après avoir frappé, mon fidèle collaborateur Sermux, qui m'accompagnait jusqu'à Soukhoum, entra. A sa façon d'entrer, à sa face d'un gris verdâtre, à ses yeux vitreux qui m'évitaient, à la façon dont il me tendit un papier, je pressentis une catastrophe. C'était un télégramme déchiffré de Staline, m'annonçant la mort de Lénine. Je passai le papier à ma femme qui avait déjà eu le temps de comprendre tout...

Les autorités de Tiflis reçurent bientôt le même télégramme. La nouvelle de la mort de Lénine se répandait rapidement par ondes. J'obtins la liaison par fil direct avec le Kremlin. J'eus cette réponse : « Funérailles samedi, de toute façon n'arriverez pas, conseillons suivre traitement. » Il n'y avait donc plus à choisir. En réalité, les obsèques n'eurent lieu que le dimanche, et j'aurais pu parfaitement arriver à temps à Moscou. Si invraisemblable que cela puisse paraître, on me trompa sur la date des funérailles. Les conspirateurs avaient

justement calculé qu'il ne me viendrait pas à l'idée de vérifier leurs dires et que, plus tard, on pourrait toujours inventer une explication. Je rappelle que je ne fus informé de la première crise de maladie de Lénine que le surlendemain. C'était une méthode. Le but était de gagner du temps.

Les camarades de Tiflis me demandaient de dire immédiatement mon mot sur la mort de Lénine. Mais je n'avais plus qu'un seul besoin : celui de rester seul. Je ne pouvais prendre la plume en main. Le texte bref du télégramme de Moscou bourdonnait dans ma tête. Les camarades qui s'étaient réunis attendaient, cependant, un écho. Ils avaient raison. J'écrivis des lignes d'adieu : « Lénine est mort. Lénine n'est plus... » Je transmis par fil direct ces quelques lignes écrites à la main.

« Nous arrivâmes absolument défaits, » relate ma femme. C'était la première fois que nous voyions Soukhoum. Les mimosas étaient en fleurs, ils étaient nombreux. Des palmiers superbes. Des camélias. Nous étions en janvier et, à Moscou régnaient les gelées les plus dures. Les habitants de l'Abkhazie nous accueillirent très amicalement. Dans le réfectoire de la maison de repos, deux portraits étaient suspendus l'un à côté de l'autre, l'un enveloppé d'un crêpe, celui de Vladimir Iliitch, l'autre étant celui de L. D. Nous avions envie d'enlever ce dernier, mais nous ne nous y décidâmes pas, craignant de faire quelque chose dans le genre d'une manifestation. »

A Soukhoum, je restai couché de longues journées, sur un balcon, face à la mer. Bien que ce fût le mois de janvier, le soleil brillait clair et chaud au ciel. Entre le balcon et la mer étincelante s'élevaient des palmiers. La sensation constante de la fièvre s'ajoutait à la pensée bourdonnante de la mort de Lénine. Je revoyais en esprit les étapes de ma vie, mes rencontres avec Lénine, les dissentiments, les polémiques, le rapprochement, le travail commun. Certains épisodes revenaient, d'une clarté fantastique. Peu à peu, tout l'ensemble se dessina avec une

netteté de plus en plus grande. Je me représentai bien plus clairement les « disciples » qui avaient été fidèles au maître dans les petites choses mais non dans les grandes. Avec le souffle de la mer, de tout mon être, je m'assimilai de l'assurance en la justesse de mes vues historiques contre les épigones...

27 janvier 1924. Au-dessus des palmiers, au-dessus de la mer, le calme régnait sous la voûte bleue. Tout à coup des salves éclatèrent. Le tir pressé venait de quelque part en-bas, du côté de la mer. C'était le salut de Soukhoum au chef dont on célébrait les obsèques à cette heure. Je pensais à lui, et à celle qui avait été sa compagne pendant de longues années et qui s'était assimilé le monde entier à travers lui; maintenant, elle l'ensevelissait et ne pouvait pas se sentir autrement que très seule parmi les millions d'hommes qui s'affligeaient autour d'elle, mais autrement qu'elle, non comme elle. Je pensais à Nadejda Konstantinovna Kroupskaïa. J'avais envie de lui dire, de l'endroit où j'étais, un mot de salutation affectueuse, de sympathie, un mot caressant. Mais je ne m'y décidai point. Toute parole semblait trop légère devant le poids de l'événement. Je craignais que cela n'eût un ton conventionnel. Et j'étais ému au plus profond, d'un sentiment de gratitude, lorsque, quelques jours plus tard, sans m'y attendre, je reçus de Nadejda Konstantinovna, la lettre suivante :

« Cher Lev Davydovitch,

« Je vous écris pour vous raconter qu'environ un mois avant sa mort, parcourant votre livre, Vladimir Ilitch s'arrêta au passage où vous donnez une caractéristique de Marx et de Lénine, et me pria de lui relire encore une fois ces lignes, et les écouta très attentivement, et ensuite voulut les revoir encore une fois de ses yeux.

« Et voici ce que je veux encore vous dire : les sentiments que Vladimir Ilitch a conçus pour vous lorsque vous êtes venu chez nous à Londres, arrivant de Sibérie, n'ont pas changé jusqu'à sa mort.

« Je vous souhaite, Lev Davydovitch, de garder vos forces et votre santé et je vous embrasse bien fort.

N. KROUPSKAÏA. »

Dans le petit livre que Vladimir Ilitch examina un mois avant sa mort, j'établissais un parallèle entre Lénine et Marx. Je connaissais trop bien l'attitude de Lénine à l'égard de Marx, toute pleine de l'affection reconnaissante du disciple et de fougue dans le sentiment de la distance. Les rapports du maître à l'élève devinrent, par la marche de l'histoire, ceux du théoricien précurseur au premier réalisateur. Dans mon article, je détruisis le sentiment traditionnel de la distance. Marx et Lénine qui sont, historiquement, si étroitement liés et, en même temps, si différents, furent pour moi deux sommets de la puissance spirituelle de l'homme. Et je fus heureux d'apprendre que Lénine, peu avant sa fin, avait lu avec attention, peut-être avec émotion, ce que j'avais écrit de lui, car les dimensions de Marx étaient à ses yeux celles d'une personnalité titanique.

Ce n'était pas avec une moindre émotion que je lisais la lettre de Kroupskaïa. Elle évoquait deux points extrêmes de ma liaison avec Lénine : la journée d'octobre 1902 où, après mon évasion de Sibérie, de grand matin, je tirai Lénine de son dur petit lit de Londres, et la fin de décembre 1923, quand Lénine, par deux fois, lut mon appréciation sur l'œuvre de sa vie. Entre ces deux extrémités, vingt années s'étaient écoulées, d'abord de travail en commun, puis d'une lutte acharnée de fractions, puis encore de travail commun sur une base historique plus élevée. Selon Hegel : thèse, antithèse, synthèse. Et Kroupskaïa certifiait que l'attitude de Lénine à mon égard, malgré une période prolongée d'antithèse, restait ce qu'elle avait été à Londres : c'est-à-dire un soutien chaleureux, un attachement amical, mais déjà, sur une base historique plus haute. Même s'il n'existait aucun autre document,

tous les volumes entassés par les falsificateurs ne l'emporteraient pas devant le jugement de l'histoire sur le petit billet que m'écrivait Kroupskaïa quelques jours après la mort de Lénine.



La fièvre me revint pendant l'automne de 1924. Vers ce temps-là, la discussion reprit avec une nouvelle vigueur. Cette fois, elle était provoquée d'en haut, d'après un plan élaboré d'avance. A Lénin-grad, à Moscou, en province, il y eut des centaines et des milliers de conférences secrètes pour préparer ce que l'on appelait « la discussion », c'est-à-dire pour engager systématiquement et méthodiquement une persécution qui, dès lors, visait non plus l'opposition mais moi-même en personne. Lorsque le travail clandestin de préparation fut terminé, sur un signal de la *Pravda*, la campagne contre le trotskysme s'ouvrit simultanément sur tous les points du territoire, du haut de toutes les tribunes, à toutes les pages et dans toutes les colonnes de la presse, dans tous les coins, dans les moindres fissures. Ce fut, en son genre, un spectacle imposant. La calomnie prit des apparences d'éruption volcanique. La large masse du Parti fut ébranlée. Je gisais, en proie à la fièvre, et me taisais. La presse et les orateurs ne faisaient autre chose que de dénoncer le trotskysme. Personne ne pouvait dire exactement ce que ce mot signifiait. De jour en jour on évoquait des épisodes du passé, on citait des articles de polémique de Lénine, écrits vingt ans auparavant, embrouillant, déformant et altérant les textes, et surtout les présentant comme s'ils dataient de la veille. Personne n'y comprenait rien. Si tout cela avait été la réalité, Lénine aurait dû en savoir quelque chose. La révolution d'Octobre ne s'était-elle pas produite après tout cela? Et après l'insurrection, n'y avait-il pas eu la guerre civile? Trotsky n'avait-il pas été avec Lénine le fondateur de l'Internationale communiste? Et les portraits de

Trotsky ne figuraient-ils pas partout à côté de ceux de Lénine? Et tant d'autres, tant d'autres questions... Cependant la calomnie se déversait comme une lave froide. Mécaniquement, elle pesait sur les consciences et d'une façon encore plus accablante sur les volontés.

On cessa de considérer Lénine comme un leader révolutionnaire pour ne plus voir en lui que le chef d'une hiérarchie ecclésiastique. On édifia, sur la Place Rouge, en dépit de mes protestations, un mausolée indigne et offensant pour la conscience révolutionnaire. Les livres officiels publiés sur Lénine devinrent autant de mausolées. Sa pensée fut découpée en citations destinées à la prédication du mensonge. A l'aide du cadavre embaumé, on combattit le vivant Lénine et on combattit Trotsky. La masse en fut étourdie, abasourdie, terrorisée. Le Parti se vit condamné au silence. Un régime de pure dictature sur le Parti fut instauré. En d'autres termes : le Parti cessa d'être un Parti.

« Le deuxième accès de la maladie de L. D. — écrit N. I. Sédova — coïncide avec la monstrueuse persécution qui fut engagée contre lui et que nous vécûmes comme la maladie la plus terrible. Les pages de la *Pravda* semblaient immenses, interminables; chaque ligne, chaque lettre de ce journal apportaient un mensonge. L. D. se taisait. Mais combien lui coûtait ce silence! Des amis venaient le voir pendant la journée, et, parfois, la nuit. Je me rappelle que quelqu'un demanda à L. D. s'il n'avait pas lu le journal du matin. Il répondit qu'en général il ne lisait pas les journaux. En effet, il les prenait entre les mains, y jetait un coup d'œil distrait et les rejetait. Il semblait qu'il lui fût suffisant de les regarder pour connaître leur contenu. Il connaissait trop bien les cuisiniers qui préparaient ce plat, lequel était d'ailleurs toujours le même. Lire un journal de cette période, disait-il, c'était comme si l'on avait voulu « se fourrer dans la gorge une brosse à nettoyer les verres de lampe ». Sa bronchite se prolongeait à cause de son état de pénible

nervosité. Il avait fortement maigri et pâli. En famille, nous évitions de parler de la persécution, mais nous étions aussi incapables de parler d'autre chose. Je me rappelle dans quel sentiment j'allais chaque jour à mon travail au Commissariat de l'Instruction publique. C'était comme si j'avais dû passer sous les verges. Cependant, pas une fois on ne se permit à mon adresse une attaque ou une allusion désagréable : si je rencontrais le silence hostile d'un petit nombre d'autorités supérieurs, j'avais sans aucun doute les sympathies de la majorité des travailleurs de l'endroit. Dans le Parti, il y avait comme deux existences distinctes : une vie intérieure, dissimulée, et une autre toute en apparences, en démonstrations, en complète contradiction avec la première. Rares étaient ceux qui avaient l'audace de manifester ce que sentait et pensait l'écrasante majorité, laquelle cachait ses sympathies sous des votes monolithiques. »

La calomnie ne devient une force que si elle correspond à un besoin historique. Je me disais : il y a donc quelque chose de changé dans les rapports sociaux ou dans les opinions politiques si la calomnie trouve de si formidables débouchés. Il faut analyser à fond le contenu de la calomnie. Etant alité, j'en avais suffisamment le temps. D'où venait que l'on accusât Trotsky de chercher à « spolier le moujik » — formule que les agrariens réactionnaires, les socialistes-chrétiens et les fascistes dirigent toujours contre les socialistes et, d'autant plus, contre les communistes ? D'où venait cette persécution furieuse contre l'idée marxiste de la révolution permanente ? D'où venait cette fanfaronnade nationaliste, la promesse d'édifier le socialisme dans un seul pays ? Quelles étaient les couches de la population qui réclamaient de telles fadaïses réactionnaires ?

Je me dis : nous passons par une période de réaction. Après la grande tension, il y a reflux. Jusqu'à quel point ira-t-il ? En tout cas, non jusqu'au point de départ. Mais nul ne saurait indiquer d'avance la

limité. Elle sera déterminée dans la lutte des forces intérieures. Il importe avant tout de comprendre ce qui se passe. Les profonds processus moléculaires de la réaction se font jour. Ils essaient de liquider ou du moins d'affaiblir l'état de dépendance de l'opinion publique à l'égard des idées, des mots d'ordre et des figures vivantes d'Octobre. Voilà le sens de ce qui se passe. Ne tombons pas dans le subjectivisme. Ne faisons pas les capricieux, ne nous vexons pas à constater que l'histoire mène son affaire par des voies compliquées et embrouillées. Comprendre ce qui se passe, c'est déjà assurer à demi la victoire.

LA DERNIÈRE PÉRIODE DE LA LUTTE A L'INTÉRIEUR DU PARTI

EN janvier 1925, je fus relevé de mes fonctions de Commissaire du Peuple à la Guerre. En mai 1925, je fus nommé président du Comité des concessions, chef de la direction électrotechnique et président de la Direction scientifique et technique de l'industrie. Ces trois domaines n'avaient rien de commun entre eux. On me les avait assignés à mon insu et l'on avait pour cela des raisons spécifiques : m'isoler du Parti, me surcharger de travaux courants, me placer sous un contrôle spécial, etc. Je m'efforçai pourtant consciencieusement d'entrer dans ma tâche sur les nouvelles bases. M'appliquant au travail dans trois institutions que je ne connaissais pas, je m'y jetai la tête la première. Ce qui m'intéressait le plus, c'étaient les instituts scientifiques et techniques, lesquels, grâce à la centralisation de l'industrie, obtinrent chez nous une expansion assez considérable. J'inspectais avec assiduité les innombrables laboratoires, j'assistais avec un immense intérêt aux expériences, j'écoutais

les explications de savants d'élite, j'étudiais, en mes heures de loisir, des manuels de chimie et d'hydrodynamique et me sentais à demi-administrateur, à demi-étudiant. Comme chef de la Direction électrotechnique, je visitais les centrales électriques que l'on était en train de construire et je fis, notamment, un voyage jusqu'au Dniepr où l'on effectuait alors de vastes travaux préparatoires pour la future station hydroélectrique. Pour prévenir des erreurs de calcul dans la construction de cette centrale, j'organisai une expertise américaine, qui fut complétée par l'expertise allemande. Je tâchai de rattacher mon nouveau travail non seulement aux problèmes courants de l'économie, mais aux tâches essentielles du socialisme.

Sur les problèmes nouveaux que j'avais à résoudre, je faisais des conférences, je publiais des livres et des brochures. Mes adversaires ne pouvaient accepter la bataille sur ce terrain, et ne le voulaient pas. Ils formulèrent, pour eux-mêmes, la situation ainsi : Trotsky s'est fait une nouvelle citadelle. La direction électrotechnique et les instituts scientifiques les inquiétèrent dès lors presque autant que le Commissariat de la Guerre et l'Armée rouge les avaient alarmés. L'appareil de Staline me suivait à la trace. Toute démarche pratique de ma part donnait lieu à une intrigue compliquée dans la coulisse. Toute généralisation théorique apportait un aliment à la mythologie des ignares inventeurs du « trotskysme ». Mon travail pratique fut mis dans des conditions impossibles.

La tentative faite par moi pour obtenir des vacances au point de vue politique n'avait donc évidemment pas réussi. Les épigones ne pouvaient plus s'arrêter à moitié chemin. Ce qu'ils avaient déjà fait leur inspirait trop de craintes. Les calomnies lancées la veille pesaient sur eux et exigeaient de leur part, pour aujourd'hui, un redoublement de perfidie. Je finis par demander d'être relevé de la direction électrotechnique et de celle des instituts scientifiques et techniques. Le Comité principal des

concessions donnait tout de même moins de champ aux intrigues, le sort de chaque concession étant décidé au Bureau politique.

Pendant ce temps, la vie du Parti était arrivée à une nouvelle crise. Dans la première période de la lutte, on m'avait opposé la « troïka ». Mais ce triumvirat était lui-même loin de l'unité. Zinoviev, de même que Kaménev, étaient, admettons, plus à la hauteur que Staline sur les plans théorique et politique. Mais, à l'un et à l'autre, manquait ce petit rien qui s'appelle du caractère. La tentative que firent Zinoviev et Kaménev pour maintenir au moins partiellement les idées internationalistes fit d'eux, aux yeux de la bureaucratie, des « trotskystes » de deuxième ordre. Ils n'en mirent que plus d'acharnement dans leur campagne contre moi, pour consolider dans cette voie la confiance que leur accordait l'appareil. Mais ce furent de vains efforts. L'appareil découvrait de plus en plus clairement en Staline le plus possible de ses représentants. Zinoviev et Kaménev se trouvèrent bientôt en hostilité directe avec Staline, et quand ils essayèrent de soumettre la discussion intérieure de la « troïka » au Comité central, il se trouva que Staline y possédait une majorité inébranlable. Ainsi se forma une « nouvelle opposition » dont fit même partie, dans les premiers temps, Nadejda Konstantinovna Kroupskaïa. Au grand étonnement de tous et avant tout d'eux-mêmes, Zinoviev et Kaménev se trouvèrent forcés de reprendre, l'un après l'autre, les arguments de critique de l'ancienne opposition et furent bientôt relégués au camp des « trotskystes ». Zinoviev et Kaménev reconnurent ouvertement que les « trotskystes » avaient eu raison dans la lutte menée contre eux depuis 1923. Ils adoptèrent les bases de notre plate-forme. Dès sa première entrevue avec moi, Kaménev déclara : — Il suffit que vous vous montriez avec Zinoviev sur une même tribune : le Parti trouvera aussitôt son véritable Comité central. — Je ne pouvais que rire de cet optimisme bureaucratique.

Le reflux du mouvement révolutionnaire qui avait commencé à la fin de 1923, c'est-à-dire après la défaite de la révolution allemande, prit une extension internationale. En Russie, la réaction contre Octobre battait son plein. L'appareil du Parti se rangeait de plus en plus vers la droite. En de telles conditions, il eût été puéril de croire qu'il nous suffisait de nous unir pour que la victoire tombât à nos pieds comme un fruit mûr. « Il nous faut viser loin, répétais-je des dizaines de fois à Kaménev et à Zinoviev. Il faut que nous nous préparions à une lutte sérieuse, et pour longtemps. »

Dans leur premier empressement, mes nouveaux alliés acceptèrent bravement cette formule. Mais ils ne devaient pas y suffire bien longtemps. Ils se faisaient, non de jour en jour, mais d'heure en heure.



Au printemps de 1926, nous nous rendîmes, incognito, ma femme et moi, à Berlin. A bout de ressources devant la fièvre persistante qui me tenait, les médecins de Moscou, pour ne pas prendre sur eux toute la responsabilité, insistaient depuis longtemps sur la nécessité d'un voyage à l'étranger. Moi aussi, je voulais sortir de l'impasse : la fièvre me paralysait aux moments les plus critiques et était une sûre alliée pour mes adversaires.

Les journées de mon séjour à Berlin coïncidèrent avec de grands événements européens : la grève générale en Angleterre et le coup d'Etat de Pilsudski en Pologne. Ces deux événements aggravèrent à l'extrême mes dissentiments avec les épigones et déterminèrent un développement plus violent de la lutte que nous devions mener par la suite. A ce sujet, il faut dire ici quelques mots. Staline, Boukharine, et, dans la première période, même Zinoviev, croyaient couronner leur politique par un bloc diplomatique entre les dirigeants des syndicats soviétiques et le Conseil général des trade-unions britanniques. Staline s'imaginait que Purcell et

autres leaders des trade-unions étaient disposés à assurer, ou susceptibles de prêter, à une minute difficile, un appui à la République des Soviets contre la bourgeoisie britannique. Quant aux leaders des trade-unions, ils estimaient non sans raison que, devant la crise du capitalisme britannique et le mécontentement grandissant des masses, ils auraient intérêt à se donner une couverture du côté gauche, sous forme d'une amitié officielle avec les dirigeants des syndicats soviétiques, amitié qui ne les obligeait à rien. Des deux côtés, on prenait soin de ne marcher que par tours et détours, et l'on craignait plus que tout de nommer les choses par leurs noms. La politique pourrie s'était déjà brisée plus d'une fois aux grands événements. La grève générale de mai 1926 fut un fait d'une très haute importance non seulement dans la vie de l'Angleterre, mais dans la vie intérieure de notre Parti.

Le sort de l'Angleterre, depuis la guerre, était d'un intérêt exceptionnel. Un changement considérable dans sa situation mondiale ne pouvait point ne pas provoquer des modifications tout aussi brusques dans les rapports de ses forces intérieures. Il était parfaitement clair que, quand bien même l'Europe parviendrait de nouveau à un certain équilibre social pour une plus ou moins longue période, la Grande-Bretagne ne pourrait arriver à cet équilibre qu'à travers une série de conflits et bouleversements très sérieux. Je jugeais probable que le conflit dans l'industrie charbonnière pourrait, précisément en Angleterre, amener une grève générale. De là, je conclusais qu'inévitablement, dans une période prochaine, des contradictions profondes entre les vieilles organisations de la classe ouvrière et ses nouvelles tâches historiques se manifesteraient. Pendant l'hiver de 1924, et au printemps de 1925, j'écrivis au Caucase, sur ce projet, une brochure (*Où va l'Angleterre?*). La brochure parut bientôt après en anglais. Les leaders officiels du socialisme anglais considérèrent l'ouvrage comme l'œuvre fantaisiste d'un étranger qui rêvait de porter

sur le terrain de la Grande-Bretagne la grève générale « à la russe ». Des jugements de cette sorte ont été formulés par dizaines, sinon par centaines, et il faut mentionner d'abord MacDonald. Or, quelques mois à peine s'étaient écoulés que la grève des charbonnages devenait une grève générale. Je n'avais pas du tout compté sur une confirmation si rapide de mes prévisions. La conduite du Conseil général pendant cette grève marqua la faillite des espérances placées par Staline sur Purcell. A la clinique, je rassemblais avec la plus grande activité et collationnais tous les renseignements qui caractérisaient la marche de la grève générale et, particulièrement, les rapports des masses et des leaders.

Dès mon arrivée à Moscou, je réclamai une rupture immédiate du bloc fait avec le Conseil général. Staline s'accrochait au bloc, même à des apparences de bloc, de toutes ses forces. Les trade-unionistes britanniques attendirent la fin de leur grave crise intérieure et, ensuite, repoussèrent leur allié généreux mais inapte, d'un coup de pied peu courtois.

La lutte, pendant l'année 1926, devint de plus en plus grave. Vers l'automne, l'opposition fit une incursion ouverte dans les réunions de cellules du Parti. L'appareil opposa une résistance forcenée. Dès le début de 1927, Zinoviev était prêt à capituler, sinon d'un coup, du moins par étapes. Mais alors, se produisirent des événements bouleversants en Chine. Le caractère criminel de la politique de Staline sautait aux yeux. Cela retarda pour un certain temps la capitulation de Zinoviev et de tous ceux qui l'ont suivi un peu plus tard.

La direction des épigones en Chine marquait que l'on foulait aux pieds toutes les traditions du bolchévisme. Le Parti communiste chinois fut, contre sa volonté, inséré dans le parti bourgeois du Kuo-mintang et soumis à sa discipline militaire. La création de soviets fut interdite. Il fut recommandé aux communistes de contenir la révolution agraire et de ne pas armer les ouvriers sans l'autorisation de la bourgeoisie. Bien avant que Tchang-Kaï-Chek

n'eût écrasé les ouvriers de Shanghai et n'eût concentré le pouvoir dans les mains de la clique militaire, nous avons annoncé que cette issue était inévitable. Dès 1925, j'exigeais que les communistes sortissent du Kuomintang. La politique de Staline-Boukharine préparait et facilitait l'écrasement de la révolution; bien plus, avec les répressions exercées par l'appareil de l'Etat, elle était une assurance pour le travail contre-révolutionnaire de Tchang-Kaï-Chek contre notre critique. En avril 1927, Staline, dans une réunion du Parti à la salle des Colonnes défendait encore la politique de la coalition avec Tchang-Kaï-Chek et demandait de lui faire confiance. Cinq ou six jours après, Tchang-Kaï-Chek noyait dans le sang les ouvriers de Shanghai et le Parti communiste.

Une vague d'indignation parcourut le Parti. L'opposition releva la tête. Les oppositionnels vinrent par dizaines chez moi, au local du Comité principal des concessions. Nombre de jeunes camarades croyaient qu'une faillite si évidente de la politique de Staline devait rapprocher la victoire de l'opposition. Dans les premières journées qui suivirent le coup d'Etat de Tchang-Kaï-Chek, je versai plus d'un seau d'eau froide sur les têtes trop ardentes de mes jeunes amis et non pas seulement sur ces jeunes têtes. Je démontrerais que l'opposition ne pouvait nullement remonter grâce à la *défaite* de la révolution chinoise. Que nos prévisions se soient justifiées, cela nous attirera un millier, cinq ou dix milliers de nouveaux adhérents. Pour des millions d'hommes, ce qui a une signification décisive, ce n'est pas la prévision, c'est le fait même de l'écrasement du prolétariat chinois. Après l'écrasement de la révolution allemande en 1923, après l'échec de la grève générale anglaise en 1925, la nouvelle défaite en Chine ne peut qu'augmenter la désillusion des masses à l'égard de la révolution internationale. Or, c'est cette désillusion même qui est la source psychologique essentielle de la politique de Staline, faite d'un nationalo-réformisme.

Il se trouva, très vite, que, comme fraction, nous étions effectivement devenus plus forts, c'est-à-dire idéologiquement mieux groupés et plus nombreux. Mais le cordon ombilical qui nous attachait au pouvoir fut coupé par le glaive de Tchang-Kaï-Chek. L'allié russe de celui-ci, Staline, définitivement compromis, n'avait plus qu'à compléter l'écrasement des ouvriers de Shanghai par l'écrasement organisationnel de l'opposition. Le noyau de l'opposition était un groupe de vieux révolutionnaires. Mais nous n'étions déjà plus seuls. Autour de nous se groupaient des centaines et des milliers de révolutionnaires de la nouvelle génération, laquelle avait été pour la première fois appelée à la vie politique par la révolution d'Octobre, avait mené la guerre civile, avait en toute sincérité pris l'alignement devant la gigantesque autorité du Comité central de Lénine et qui, seulement à partir de 1923, s'était mise à penser avec indépendance, à critiquer, à appliquer les méthodes du marxisme aux nouveaux tournants du mouvement et qui, chose encore plus difficile, avait appris à assumer la responsabilité d'une initiative révolutionnaire. Actuellement, des milliers de jeunes révolutionnaires approfondissent leur expérience politique en étudiant la théorie dans les prisons et les lieux de déportation du régime staliniste.

Le groupe principal de l'opposition marchait vers ce dénouement les yeux ouverts. Nous comprenions trop clairement que, si nous voulions faire de nos idées celles de la nouvelle génération, ce n'était pas par arguties diplomatiques et par louvoiement mais, seulement, par une lutte ouverte sans nous arrêter devant aucune conséquence pratique. Nous allions au-devant d'une défaite immédiate, préparant avec assurance notre victoire idéologique dans un plus lointain avenir.

L'emploi de la force matérielle a joué et joue un rôle immense dans l'histoire humaine; parfois dans un sens progressiste, le plus souvent pour la réaction; cela dépend de la classe qui applique les me-

sures de violence, cela dépend aussi des buts poursuivis. Mais, de là, il y a infiniment loin jusqu'à conclure que, par la violence, on puisse résoudre *toutes* les questions et surmonter *tous* les obstacles. On peut, par les armes, retarder un certain temps le développement des tendances historiques progressistes. Il est impossible de leur couper une fois pour toujours la route. Voilà pourquoi, quand il s'agit de la lutte de grands principes, le révolutionnaire ne peut avoir qu'une règle : « Fais ce que dois, advienne que pourra. »



A mesure qu'approchait le XV^e Congrès qui était fixé pour la fin de 1927, le Parti se sentait de plus en plus à un carrefour historique. Une profonde anxiété avait passé dans ses rangs. Si monstrueuse que fût la terreur, le désir d'entendre l'opposition s'était éveillé dans le Parti. Ce but ne pouvait être atteint que dans une voie illégale. Il y eut, en divers coins de Moscou et de Léninegrad, des réunions secrètes d'ouvriers, d'ouvrières, d'étudiants, qui se rassemblaient au nombre de vingt, de cent, et même de deux cents, pour entendre un des représentants de l'opposition. Dans le courant d'une journée, je visitais deux ou trois, parfois quatre de ces réunions. Elles avaient lieu, habituellement, dans des logements d'ouvriers. Deux petites chambres bondées; l'orateur se tenait dans le cadre de la porte. Parfois tous étaient assis par terre; le plus souvent, faute de place, il fallait converser tous debout. Les représentants de la Commission de contrôle se présentaient fréquemment à de telles réunions, exigeaient la dissolution de l'assemblée. On leur proposait de prendre part à la discussion. Quand ils faisaient du désordre, on les mettait à la porte. Au total, dans ces assemblées, à Moscou et à Léninegrad, environ vingt mille personnes passèrent. Le courant montait. L'opposition prépara très habilement une grande réunion dans la salle de

l'École supérieure technique dont on s'était emparé par l'intérieur. Il y eut plus de deux mille assistants. Une grande foule resta dans la rue. Les tentatives faites par l'administration pour nous empêcher de parler furent impuissantes. Kaménev et moi parlâmes environ deux heures. A la fin des fins le Comité central lança un appel aux ouvriers, indiquant la nécessité de disperser les assemblées de l'opposition par la force. Cet appel ne devait servir qu'à dissimuler les attaques soigneusement préparées contre l'opposition par des groupes de combat sous la direction du Guépéou. Staline désirait un dénouement sanglant. Nous donnâmes le signal d'une suspension temporaire des grandes réunions. Mais cela ne se fit qu'après la manifestation du 7 novembre.

En octobre 1927, la session du Comité exécutif central avait lieu à Léninegrad. En l'honneur de la session, il y eut une manifestation de masses. Zinoviev, moi et quelques autres parcourûmes la ville en auto pour voir le nombre et l'état d'esprit des manifestants. Nous passâmes finalement devant le Palais de Tauride où des tribunes avaient été établies sur des camions automobiles pour les membres du Comité exécutif central. Un commandant se précipita vers notre automobile et, sans malice, nous proposa de nous conduire à la tribune. Dès que les masses surent que nous nous trouvions sur la tribune du fin bout, la manifestation changea brusquement d'aspect. Les masses passèrent avec indifférence devant les premiers ~~comités~~ sans répondre aux salutations qui leur étaient adressées, et se hâtèrent vers nous. Bientôt, autour de notre camion, une digue de milliers d'hommes fut formée. Les ouvriers et les soldats de l'Armée rouge s'arrêtaient, regardaient en l'air, poussaient des cris de bienvenue et n'avançaient que sous la poussée impatiente de la multitude qui était derrière eux. Un détachement de la milice qui fut envoyé vers notre camion pour rétablir l'ordre, fut lui-même entraîné par l'ambiance et ne manifesta aucune activité. Par

centaines, les agents les plus fidèles de l'appareil furent lancés dans la foule. Ils essayèrent de siffler, mais les coups de sifflets isolés se perdaient forcément dans les acclamations des sympathisants. Plus cela allait, plus la situation devenait insoutenable pour les dirigeants officiels de la manifestation. A la fin des fins, le président du Comité exécutif central panrusse et quelques-uns des membres les plus en vue de ce Comité descendirent de la tribune autour de laquelle le vide s'était fait, et grimpèrent sur la nôtre qui occupait la dernière place et n'était destinée qu'aux hôtes les moins remarqués. Cependant, ce coup audacieux ne sauva pas non plus leur situation : la masse criait avec insistance des noms qui n'étaient pas ceux des maîtres officiels du moment.

Zinoviev, immédiatement, se trouva tout plein d'optimisme et espéra de la manifestation les plus grandes conséquences. Je ne me rattachais pas à son appréciation impulsive. La masse ouvrière de Pétrograd se montrait mécontente sous forme de sympathies platoniques à l'adresse des leaders de l'opposition, mais elle n'était pas capable d'empêcher l'appareil de nous régler notre compte. A cet égard, je ne me faisais aucune illusion. D'autre part, la manifestation devait suggérer à la fraction dirigeante la nécessité d'en finir le plus tôt possible avec l'opposition pour mettre la masse devant le fait accompli.

L'étape suivante fut celle de la manifestation de Moscou en l'honneur du X^e anniversaire d'Octobre. Comme organisateurs de cette manifestation, auteurs d'articles pour cet anniversaire et orateurs, on vit partout des hommes qui, pendant la révolution d'Octobre, avaient été de l'autre côté de la barricade ou bien, tout simplement, s'étaient embusqués sous le toit familial, attendant de savoir comment tourneraient les événements, et qui n'avaient adhéré à la révolution qu'après sa victoire décisive. C'est avec humour plutôt qu'avec amertume que je lus les articles ou entendis par radio des discours dans

lesquels ces parasites m'accusaient de trahir la révolution d'Octobre. Quand on comprend la dynamique d'un processus historique et qu'on voit comment votre adversaire est mû par des ficelles que tient une main dont il ne sait rien lui-même, les infamies et les perfidies les plus odieuses n'ont plus aucune prise sur vous.

Les oppositionnels décidèrent de participer au cortège avec leurs pancartes. Les mots d'ordre ainsi exposés n'étaient nullement dirigés contre le Parti : « Tirons sur la droite, sur le *koulak*, le *nepman* et le *bureaucrate*. » « Exécutons le testament de Lénine. » « Contre l'opportunisme, contre la scission, pour l'unité du parti léniniste. » Actuellement, ces mots d'ordre constituent le *Credo* officiel de la fraction staliniste dans sa lutte contre la droite. Le 7 novembre 1927, les pancartes de l'opposition furent arrachées aux porteurs, mises en pièces; les porteurs eux-mêmes subirent les sévices d'équipes spécialement recrutées pour cela. L'expérience de la manifestation de Léninegrad avait profité aux dirigeants officiels. Cette fois, ils s'étaient infiniment mieux préparés. On sentait du malaise dans la masse. Elle participait à la manifestation avec une anxiété profonde. Au-dessus de l'immense multitude désorientée et inquiète se dressaient deux groupes actifs : l'opposition et l'appareil. Comme volontaires pour la lutte contre les « trotskystes » vinrent au secours de l'appareil des éléments bien connus en tant que non-révolutionnaires, partiellement même des éléments fascistes de la rue dans Moscou. Un milicien, sous prétexte d'avertissement tira publiquement sur mon automobile. Quelqu'un avait dirigé son bras. Un fonctionnaire ivre, d'une équipe de pompiers, sauta sur le marchepied de ma voiture, proférant les injures les plus grossières, et brisa une vitre.

Le 16 novembre, Joffe se suicidait et sa mort fit une trace profonde dans la lutte qui se développait. Joffe était très gravement malade. Du Japon où il avait été ambassadeur, on l'avait ramené dans le pire

état. Il fut bien difficile d'obtenir qu'on l'envoyât à l'étranger. Ce voyage fut trop court. Les résultats furent bons, mais insuffisants. Joffe devint mon adjoint au Comité principal des concessions. Toutes les affaires courantes reposaient sur lui. La crise du Parti lui fut très pénible. Ce qui le bouleversa surtout, ce fut la perfidie. A plusieurs reprises, il eut des élans pour s'engager à fond dans la lutte. Je l'en dissuadais, craignant pour sa santé. Ce qui indigna particulièrement Joffe, ce fut la campagne menée au sujet de la révolution permanente. Joffe m'avait fait part d'une conversation qu'il avait eue avec Lénine, en 1919, je crois, sur le thème de la révolution permanente. Lénine lui avait dit : « Oui, c'est Trotsky qui a eu raison. » Joffe voulait publier cette conversation. Je faisais tout pour l'en dissuader. Joffe savait insister à sa manière, douce dans la forme mais inébranlable au fond. A chaque nouvelle explosion d'ignorance agressive et de félonie politique, il revenait chez moi, abattu et indigné, et répétait : — Non, il faut publier la conversation. — Je lui démontrerais une fois de plus qu'un « témoignage » de cette sorte ne changerait rien à rien, qu'il fallait refaire l'éducation de la nouvelle génération du Parti et viser loin.

L'état physique de Joffe, qui n'avait pu terminer sa cure à l'étranger, empirait de jour en jour. Vers l'automne, il fut forcé d'abandonner son travail et, ensuite, de s'aliter tout à fait. Des amis posèrent encore une fois la question de l'envoyer à l'étranger. Cette fois, le Comité central refusa purement et simplement. Les stalinistes se disposaient maintenant à expédier les oppositionnels dans une toute autre direction. Mon exclusion du Comité central et ensuite du Parti, bouleversa Joffe plus que personne. A l'indignation qu'il ressentit comme homme politique et personnellement, s'ajoutait la conscience vive de son impuissance physique. Il sentait infailliblement qu'il s'agissait du sort de la révolution. Il ne pouvait lutter. Or, en dehors de la lutte, la vie, pour lui, n'avait aucun sens. Et il arriva pour sa

part à l'ultime conclusion. Une voix inconnue me téléphona : — Adolphe Abramovitch vient de se tuer d'un coup de revolver. Il y a sur sa table un pli pour vous.

Sur un oreiller ensanglanté se dessinait le visage calme, pénétré de la plus grande douceur, d'Adolphe Abramovitch. B..., membre du Guépéou, fouillait comme il voulait dans son bureau. Le pli n'était plus sur la table... Quelques minutes après, des amis arrivèrent de tous les points de la ville. Les représentants officiels du Commissariat des Affaires étrangères et des institutions du Parti se sentaient isolés dans la masse des oppositionnels. Cette nuit-là, plusieurs milliers de personnes visitèrent le logement. La nouvelle de la lettre volée se répandit en ville. Les journalistes étrangers la firent connaître dans leurs télégrammes. Il devenait impossible de cacher plus longtemps le document. A la fin des fins l'on remit à Rakovsky une reproduction photographique de la lettre.

Joffe tâcha que sa mort servit la cause à laquelle il avait donné toute sa vie. Voici ce qu'il disait s'adressant personnellement à moi, dans sa lettre d'adieu :

« Nous sommes, vous et moi, cher Lev Davidovitch, liés par des dizaines d'années de travail en commun, et, j'ose l'espérer, d'amitié personnelle. Cela me donne le droit de vous dire, en vous quittant, ce qui me semble être erroné en vous. Je n'ai jamais douté de la justesse du chemin que vous avez tracé et vous savez que, depuis plus de vingt ans, je marche avec vous, depuis les temps de « la révolution permanente ». Mais j'ai toujours estimé que ce qui vous manquait, c'était *l'intransigeance, l'opiniâtreté* de Lénine qui fut toujours prêt à rester même seul dans le chemin qu'il croyait le bon, prévoyant qu'une majorité, plus tard, reconnaîtrait toute la justesse de la voie suivie. *Vous avez toujours eu raison en politique*, depuis 1905, et je vous ai répété plus d'une fois ce que j'avais entendu de mes propres oreilles : Lénine reconnaissait que,

même en 1905, *ce n'était pas lui qui avait raison, que c'était vous*. Au moment de mourir, on ne ment pas, et je vous redis une fois de plus la même chose... Mais vous avez souvent *renoncé à soutenir la justesse de votre point de vue*, cherchant un accord, un compromis que vous surestimiez. C'est une erreur. Je le répète, en politique, vous avez toujours eu raison, mais maintenant *vous avez plus raison que jamais*. Un jour viendra où le Parti le comprendra et l'histoire nécessairement l'appréciera. Ne vous effrayez donc pas maintenant si quelqu'un s'éloigne même de vous, ou bien, et d'autant plus, si ceux qui viendront à vous ne sont pas aussi nombreux et ne viennent pas aussi vite que nous le voudrions tous. Vous voyez juste, mais le gage de la victoire de votre justesse d'idées est précisément dans le maximum d'intransigeance, dans la plus rigoureuse continuité, dans la complète absence de tous compromis, exactement de la même façon que ce fut le secret des victoires d'Iliitch. J'ai voulu vous le dire bien des fois, mais je ne m'y suis décidé qu'à présent, en adieu. »

On fixa les funérailles de Joffe pour un jour ouvrable, à l'heure de la besogne, afin d'empêcher les ouvriers de Moscou d'y participer. Cependant elles ne rassemblèrent pas moins de dix mille personnes et ce fut une imposante manifestation oppositionnelle.

Pendant ce temps, la fraction de Staline s'occupait de la préparation du Congrès, se hâtant de le placer devant le fait accompli de la scission. Ce que l'on appela les élections pour les conférences locales qui devaient envoyer des délégués au Congrès eut lieu *avant* l'annonce officielle d'une « discussion » complètement faussée, pendant laquelle des détachements militairement organisés de siffleurs empêchèrent les réunions de se tenir comme il fallait, par des moyens purement fascistes. Zinoviev et son groupe n'eurent aucune peine à deviner que le Congrès couronnerait seulement en politique l'écrasement matériel qui avait commencé dans les rues de

Moscou et de Léninegrad au dixième anniversaire de la révolution d'Octobre. Le seul souci de Zinoviev et de ses amis était dès lors celui-ci : capituler en temps opportun. Ils espéraient, sinon mériter les bonnes grâces, du moins obtenir leur pardon par une ostensible rupture avec moi au moment du XV^e Congrès. Ils n'avaient pas calculé que quand on commet une double trahison, on en finit politiquement avec soi-même. Si, par leur coup de poignard dans le dos, ils ont temporairement affaibli notre groupe, ils se sont condamnés eux-mêmes à la mort politique. Le XV^e Congrès décida l'exclusion de l'opposition dans son ensemble. Les exclus étaient mis à la disposition du Guépéou.

DÉPORTATION

SUR notre déportation dans l'Asie centrale, je citerai le récit de ma femme.

« Le 16 janvier 1927, dès le matin, c'est la préparation des bagages. La dernière journée de soucis, de tension, d'excitation tire à sa fin. Nos effets sont partis pour la gare. Nos amis s'y sont rendus. Nous sommes assis dans la salle à manger, toute la famille, prêts au départ; nous attendons les agents du Guépéou. Nous regardons la pendule... Neuf heures... neuf heures et demie... personne... Dix. L'heure du départ du train. Qu'est-il arrivé? A-t-on rapporté l'ordre? Coup de téléphone. Le Guépéou fait savoir que notre départ est différé, sans donner aucun motif. « — Pour longtemps? demande L. D. » — « Pour deux jours, lui répond-on, vous partez après-demain. »

« Une demi-heure plus tard on accourt de la gare s'enquérir de ce qui nous arrive; d'abord des jeunes gens, ensuite Rakovsky et d'autres. Il y avait une formidable manifestation à la gare. Les gens atten-

daient. On criait : « Vive Trotsky ! » Mais on ne voyait pas Trotsky. Où était-il ? Devant le wagon qui nous était destiné, une foule tumultueuse. De jeunes amis avaient fixé sur le toit du wagon un grand portrait de L. D. Il fut accueilli par des « hourras » d'enthousiasme. Le train s'ébranla. Une secousse, une autre... Le convoi avait avancé et... s'arrêta subitement. Des manifestants étaient allés, en courant, au-devant de la locomotive, s'étaient accrochés aux wagons et avaient arrêté le train, réclamant Trotsky. Le bruit courut dans la foule que les agents du Guépéou auraient introduit subrepticement L. D. dans un wagon et l'empêcheraient de se montrer à ceux qui faisaient cette conduite. L'émotion dans la gare était indescriptible. Il y eut des bagarres avec la milice et les agents du Guépéou, il y eut des victimes de l'un et de l'autre côté et des arrestations. Le train eut un retard d'une heure et demie. Un moment après, on nous rapporta de la gare nos bagages. Longtemps encore retentirent chez nous des sonneries de téléphone, venant d'amis qui désiraient constater que nous étions bien chez nous et qui nous apprenaient ce qui s'était passé à la gare.

Le matin, un coup de sonnette, et tout le logement fut envahi par des agents du Guépéou en civil et en uniforme. On remit à L. D. un mandat d'arrêt et d'expédition immédiate sous escorte à Alma Ata (Asie Centrale). Mais les deux jours de délai dont le Guépéou avait parlé la veille ? C'était encore une tromperie ! Cette ruse de guerre avait été employée pour éviter une nouvelle manifestation au moment du départ. On voyait fort bien que les agents étaient émus. L. D. refusa de partir de bon gré. Il profita du prétexte qu'on lui avait imparti pour éclaircir complètement la situation. En effet, le Bureau politique s'efforçait de donner à la déportation des oppositionnels, au moins de ceux qui étaient le plus en vue, l'apparence d'un accord de gré à gré. C'est dans ce sens que la déportation était expliquée aux ouvriers. Il fallait en finir avec

cette légende et montrer ce qui était, et sous une telle forme qu'il fût impossible de se taire là-dessus ou de déformer la vérité. De là vint la décision que prit L. D. de forcer ses adversaires à employer ouvertement la violence. Nous nous enfermâmes avec deux de nos visiteurs dans une chambre. Les pourparlers avec les agents du Guépéou eurent lieu à travers une porte fermée à clé. Les agents ne savaient que faire, hésitaient, consultèrent leurs chefs par téléphone, reçurent enfin des instructions et déclarèrent qu'ils allaient faire sauter la porte, étant donné qu'ils devaient exécuter les ordres reçus. L. D., pendant ce temps, dictait une instruction sur la conduite que devait suivre dans la suite l'opposition. Nous n'ouvrions pas. On entendit un coup de marteau. La vitre de la porte vola en éclats, un bras s'allongea qui portait les galons d'un uniforme. — Tirez sur moi, camarade Trotsky, tirez! — répéta d'une voix émue et pressante Kichkine, ancien officier qui avait plus d'une fois accompagné L. D. dans ses tournées sur le front. — Ne dites pas de bêtises, Kichkine, répondit tranquillement L. D.; personne n'a l'intention de tirer sur vous; faites ce que vous avez à faire. — Les agents ouvrirent la porte et entrèrent, émus, éperdus. Voyant que L. D. n'avait aux pieds que des chaussons, ils cherchèrent ses souliers et les lui mirent. Ils allèrent lui chercher sa pelisse, son bonnet, ils l'habillèrent. L. D. refusa de marcher. Ils l'emportèrent à bras le corps. Nous les suivîmes en hâte. Je jetai sur moi ma pelisse, je chaussai mes bottines fourrées. La porte derrière moi claqua brusquement. Il y avait du bruit à l'intérieur. D'un cri j'arrête l'escorte qui emporte L. D., dans l'escalier et j'exige qu'on laisse passer mes fils : l'aîné doit être déporté avec nous. La porte s'ouvrit toute grande, mes fils bondirent de là ainsi que nos visiteuses, Biéloborodova et M. M. Joffe. Tous avaient réussi à s'ouvrir un chemin. En descendant l'escalier, Liova sonnait à toutes les portes, criant : — On emporte le camarade Trotsky!

« Des visages effarés apparaissent aux portes des

logements et sur l'escalier. Dans cette maison, il n'y a comme locataires que des fonctionnaires des Soviets. L'auto fut bondée. On nous mena non pas à la gare de Kazan, mais dans une tout autre direction : à la gare d'Iaroslav.

« Qu'est-ce qui nous attendait ensuite? Quel caractère allait prendre notre voyage? Et la déportation? Dans quelles conditions nous y trouverions-nous? Le début n'annonçait rien de bon. Néanmoins, nous nous sentions calmes. Nous étions allongés sur les banquettes du wagon. La porte entr'ouverte nous rappelait le régime de la prison. Nous étions las de tout l'imprévu, de la situation indéterminée, de la tension des derniers jours et nous nous reposions maintenant. Le calme régnait dans le wagon. L'escorte ne disait mot. J'étais souffrante. L. D. faisait tout pour alléger mon état, mais il ne disposait de rien que de sa bonne humeur caressante qui se communiquait à moi. Nous avons cessé de faire attention à ce qui nous entourait et nous jouissions de notre repos. Liova était dans le compartiment voisin. A Moscou, il s'était plongé tout entier dans le travail de l'opposition. Il était maintenant parti avec nous, en déportation, pour nous aider, il n'avait même pas eu le temps de dire adieu à sa femme. Dès lors, il fut notre unique moyen de communication avec le monde extérieur. Dans le compartiment il faisait presque sombre, des bougies brûlaient au-dessus de la portière, jetant une lueur terne. Nous avançons vers l'Orient.

« Plus nous nous éloignons de Moscou, plus l'escorte se montrait prévenante. L. D. qui était toujours astreint à une diète sévère, mangeait maintenant gaiement de tout ce qu'on apportait et nous remontait le moral à Liova et à moi. Par suite des amoncellements de neige, notre train avançait avec un grand retard. Cependant, de jour en jour, nous entrions plus profondément dans l'Asie.

« Avant le départ, L. D. avait demandé qu'on lui permit d'emmener ses deux anciens collaborateurs. On le lui refusa. Alors Sermux et Poznansky déci-

dèrent de partir de leur propre gré, dans le train même où nous serions. Voici une note de mon fils, prise sur place : « Le matin, je me dirige vers la gare, peut-être y trouverai-je les camarades dont le sort a été l'objet de tant de conversations et d'inquiétudes pendant tout le trajet. Et en effet : les voilà tous deux devant moi; ils occupent une table au buffet et jouent aux échecs. Il serait difficile de dépeindre ma joie. Je leur fais comprendre qu'ils ne doivent pas s'approcher de moi : après mon apparition au buffet, les allées et venues des agents sont comme toujours plus nombreuses. Je me hâte de retourner au wagon pour faire part de ma découverte. Joie générale. Après m'être entendu avec L. D., je rédige pour eux un billet que j'espère pouvoir leur remettre quand il fera plus sombre. L'instruction comporte ceci : Poznansky se séparera de son compagnon, partira pour Tachkent immédiatement et y attendra un signal. Sermux poursuivra jusqu'à Alma-Ata sans entrer en communication avec nous. »

« Nous arrivâmes à Frunze (Pichpek) de bonne heure dans la matinée. C'est la dernière station de chemin de fer. Il gelait fort. Une neige pure, délicate, inondée de rayons solaires, nous éblouissait. On nous apporta des boltes de feutre et des pelisses. J'étouffais sous le poids des vêtements et, néanmoins, j'eus froid en route. L'autobus avançait lentement sur la piste crissante de neige, le vent nous piquait à la figure. Après un trajet d'une trentaine de kilomètres, on s'arrêta. Il faisait sombre. Il nous semblait que nous nous trouvions au milieu d'un désert de neige. Deux des hommes de l'escorte (nous étions accompagnés par douze ou quinze hommes) s'approchèrent de nous et nous apprimes avec une certaine confusion que le gîte pour la nuit « n'était pas fameux ». L'isba n'était pas chauffée. Les carreaux des toutes petites fenêtres étaient couverts de glaçons. Dans un coin un grand poêle russe, mais hélas! froid comme glace. Nous nous réchauffâmes avec du thé. Nous mangeâmes un morceau.

Liova s'allongea sur un banc. L. D. et moi nous couchâmes sur la grande table, étendant sous nous les touloupes. Quand, enfin, nous fûmes installés pour la nuit dans les ténèbres de cette chambre glacée au plafond bas, j'éclatai de rire : — Cela ne ressemble pas du tout au logement du Kremlin! — L. D. et Liova se montrèrent tout aussi amusés que moi. A l'aube on se remit en route. Nous avions devant nous la partie la plus difficile du voyage. Il fallait passer la chaîne du Kourdaï. Le froid était dur. Le chauffeur menait adroitement sa machine, connaissait bien les particularités de la route, se réchauffait avec de la vodka. Vers la nuit, il gela de plus en plus fort. Il était plus de deux heures quand, en pleines ténèbres, l'auto s'arrêta. Nous étions arrivés. On nous donna deux petites chambres à l'hôtel. Les pièces d'à-côté furent occupées par l'escorte et par les agents du Guépéou.

« Nous nous demandâmes avec inquiétude comment Sermux avait fait son voyage. Et un beau matin, quatre jours après notre arrivée à l'hôtel, nous entendîmes dans le corridor la voix bien connue. Comme elle nous était chère! Le lendemain, en catimini, nous le fîmes entrer dans notre chambre, nous lui apprîmes en toute hâte ce qui s'était passé et nous convinmes de ce qu'il y aurait à faire pour notre avenir commun. Mais cet avenir ne devait pas être de longue durée. Le même jour, à dix heures du soir, arriva le dénouement. Nous entendîmes qu'on entraît sans frapper dans la chambre de Sermux, qu'on lui disait : « Dépêchez-vous! », que Sermux répondait : « Je peux au moins mettre mes bottes de feutre? » Il était en pantoufles. Ce furent encore des pas légers, à peine perceptibles et le silence se rétablit. Ensuite, le portier ferma à clé la chambre d'où l'on avait emmené Sermux. Nous ne le revîmes plus. Il fut incarcéré quelques semaines dans le sous-sol du Guépéou d'Alma-Ata avec des criminels de droit commun, ne recevant qu'une ration de famine; ensuite on l'expédia à Moscou. Poznansky, comme nous l'ap-

primes plus tard, fut arrêté en même temps à Tachkent et on l'expédia aussi à Moscou. Trois mois plus tard, nous reçûmes d'eux des nouvelles : ils étaient déjà déportés.

« L. D. se trouva ainsi privé de ses collaborateurs. Les adversaires prirent sur eux une revanche implacable pour les fidèles services qu'ils avaient rendus à la révolution, coude à coude avec L. D. Dès 1924, le gentil et modeste Glazmann avait été poussé au suicide. Sermux et Poznansky avaient été déportés. Boutov, le tranquille et laborieux Boutov, avait été arrêté; on avait réclamé de lui de faux témoignages, on l'avait amené à une interminable grève de la faim et à la mort dans une infirmerie de prison. Ainsi, le « secrétariat » que les ennemis de L. D. considéraient, avec une haine en quelque sorte mystique, comme la source de tous les maux, se trouva enfin détruit. Les ennemis estimaient que L. D. était maintenant définitivement désarmé dans la lointaine Alma-Ata. Vorochilov s'en vantait publiquement : « S'il meurt là-bas, nous ne le saurons pas de sitôt. » Mais L. D. n'était pas désarmé. A trois, nous formâmes une coopération. Notre fils fut chargé surtout d'établir nos relations avec le monde extérieur. Il avait la direction de notre correspondance. L. D. le dénommait tantôt ministre des Affaires étrangères, tantôt ministre des Postes et Télégraphes. Notre correspondance prit bientôt un développement formidable, et le poids en retombait surtout sur Liova. Quelques semaines après notre arrivée, les travaux scientifiques et politiques de L. D. étaient déjà en pleine marche.

« En juin-juillet, dans la pommeraie, dans la petite maison couverte de roseaux entrelacés, le travail marchait sans arrêt, la machine à écrire taca-tait sans cesse, — chose inouïe dans cette région. L. D. dictait une critique du programme de l'Internationale communiste, la corrigeait et la donnait à recopier. Le courrier était abondant : on recevait de dix à quinze lettres par jour, un grand nombre de thèses de toutes sortes, de la critique, de la polé-

mique intérieure, des nouvelles de Moscou, une grande quantité de télégrammes sur des questions de politique comme sur des questions de santé. Les grands problèmes d'intérêt mondial arrivaient pêle-mêle avec des questions locales, avec de petites questions qui, d'ailleurs, semblaient aussi très importantes. Les lettres de Sosnovsky se rapportaient toujours à des thèmes d'actualité et étaient rédigées avec son entrain et sa virulence habituels. On recopiait des lettres remarquables de Rakovsky et on les expédiait à d'autres. La petite chambre au plafond bas était encombrée de tables, de liasses de manuscrits, de cartons, de journaux, de livres, de textes recopiés, de coupures. Liova, pendant des journées entières, ne sortait pas de sa chambre qui se trouvait à côté de l'écurie : il tapait, corrigeait ce qui avait été tapé par la dactylographe, mettait sous enveloppe, expédiait ou recevait le courrier, recherchait les passages qu'on avait besoin de citer. Un invalide nous apportait de la ville, à cheval, la correspondance. Vers le soir, L. D., assez fréquemment, partait avec son fusil et son chien, gagnant les montagnes, et accompagné tantôt par moi, tantôt par Liova. On rentrait rapportant des cailles, des ramiers, des bartavelles ou des faisans. Tout allait bien jusqu'à l'accès habituel de malaria.

« C'est ainsi que nous vécûmes une année à Alma-Ata, ville de tremblements de terre et d'inondations, au pied des contreforts des monts Tian-Chan, sur la frontière de la Chine, à deux cent cinquante kilomètres du chemin de fer, à quatre mille kilomètres de Moscou, dans la société des lettres, des livres et de la nature. Bien que, à tout instant, nous soyons tombés sur des amis qui devaient cacher leurs sentiments (il est encore trop tôt pour parler d'eux), nous étions au dehors complètement isolés de la population environnante, car quiconque essayait de se mettre en contact avec nous s'exposait à une répression parfois très rigoureuse. »

Le 9 juin mourut à Moscou ma fille, Nina, qui partageait avec ardeur mes idées. Elle avait vingt-

six ans. Son mari avait été arrêté peu de temps avant ma déportation. Elle avait continué à militer dans l'opposition jusqu'au jour où elle s'alita. Une phtisie galopante se déclara qui l'emporta en quelques semaines. La lettre qu'elle m'a écrite de l'hôpital mit soixante-treize jours à me parvenir et ne m'arriva qu'après sa mort.

Rakovsky m'envoya le 16 juin ce télégramme :
« Reçu hier ta lettre sur grave maladie Nina. Télégraphié à Alexandra Guéorguievna (la femme de Rakovsky) à Moscou. Aujourd'hui ai appris par journaux que Nina a terminé le court trajet de sa vie révolutionnaire. Tout avec toi, cher ami, beaucoup de peine, mais espace infranchissable nous sépare. T'embrasse bien des fois fortement. Christian. »

En août, j'écrivais à plusieurs camarades :

« Le développement des événements confirme d'une façon absolument incontestable que nous avons et avons encore raison. Ne pas se laisser aller à la nervosité, ne pas se tracasser inutilement, soi et les autres, apprendre, attendre, suivre attentivement et ne pas laisser la ligne politique que l'on suit se couvrir de la rouille des vexations personnelles, telle doit être notre conduite.

« Vous avez certainement constaté que nos journaux ne donnent absolument aucun écho de la presse européenne et américaine concernant les événements qui se produisent dans notre Parti. Cela seul donnait déjà à penser que de tels échos ne répondraient pas aux exigences du cours nouveau... Et voici la preuve : une revue américaine de la démocratie de gauche, dit ceci :

« Tout cela met au premier plan la question suivante : qui est-ce qui représente la continuation du programme bolchéviste en Russie, et qui amène l'inévitable réaction contre ce programme? Le lecteur américain a toujours estimé que Lénine et Trotsky représentaient la même cause; la presse conservatrice et les hommes d'Etat de chez nous sont arrivés à la même conclusion. C'est ainsi que

le *Times* de New-York a trouvé que, pour le nouvel an, le principal motif de réjouissance était dans l'exclusion de Trotsky, prononcée par le Parti communiste, affirmant tout net que « l'opposition expulsée était d'avis d'éterniser les idées et le régime qui ont séparé la Russie de la civilisation occidentale. » La plupart des grands journaux européens — continue *The Nation* — écrivaient sur le même ton. Sir Austen Chamberlain, pendant la conférence de Genève, a déclaré, paraît-il, que l'Angleterre ne pouvait entrer en pourparlers avec la Russie pour cette simple raison que « Trotsky n'avait pas encore été collé au mur. » Chamberlain doit être maintenant satisfait du bannissement de Trotsky... En tout cas, les représentants de la réaction en Europe sont unanimes dans leurs conclusions : c'est Trotsky, et non pas Staline qui est pour eux le principal adversaire communiste. » C'est assez éloquent, n'est-ce pas ?

L'EXIL

A PARTIR d'octobre, il y eut dans notre situation un changement très marqué. Nos relations, nos amis, même avec notre parenté à Moscou, cessèrent brusquement; les lettres et les télégrammes n'arrivèrent plus. Au télégraphe de Moscou, comme nous l'avons appris par des voies particulières, s'amoncelèrent de nombreuses centaines de dépêches, qui m'étaient adressées, surtout pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre. L'anneau se resserrait de plus en plus.

Dans le courant de 1928, l'opposition, malgré des persécutions effrénées, grandissait évidemment, surtout dans les grandes entreprises industrielles. Cela amena une répression plus rigoureuse encore et, en particulier, l'arrêt complet de la correspondance des

déportés, même entre eux. Nous nous attendions à voir prendre d'autres mesures du même genre, et nous ne nous trompions pas.

Le 16 décembre, un fondé de pouvoirs spéciaux du Guépéou de Moscou, arriva et me transmit, au nom de cette institution, un ultimatum : je devais cesser de diriger la lutte de l'opposition. Je répondis à cet « ultimatum » par une lettre au Comité central du Parti et au Présidium de l'Internationale communiste. Je crois nécessaire de citer ici l'essentiel de cette lettre :

« Aujourd'hui, 16 décembre, le fondé de pouvoir du Guépéou Volynsky m'a présenté, au nom de cette institution, oralement, l'ultimatum suivant :

« L'institution du Guépéou a décidé d'exiger de vous l'engagement catégorique d'arrêter votre activité; autrement, l'institution se verra forcée de modifier vos conditions d'existence, dans ce sens qu'elle vous isolera complètement de la vie politique et que, par suite, se posera la question d'un transfert de votre résidence dans un autre endroit. »

« Indépendamment de la conduite que pourra tenir dans la suite l'institution du Guépéou, qui, dans cette affaire, ne joue pas un rôle indépendant, mais qui exécute seulement une décision ancienne et connue de moi depuis longtemps de l'étroite fraction de Staline, j'estime indispensable de porter à la connaissance du Comité central du Parti communiste russe et du Comité exécutif de l'Internationale communiste, ce qui suit :

« On me demande de renoncer à toute activité politique : cela veut dire que l'on me demande de renoncer à la lutte pour les intérêts du prolétariat international, lutte que je mène sans arrêt depuis trente-deux ans, c'est-à-dire depuis que je suis arrivé à la vie consciente. La tentative faite pour représenter cette activité comme « contre-révolutionnaire » vient de ceux que j'accuse devant le prolétariat international d'avoir foulé aux pieds les bases mêmes de l'enseignement de Marx et de Lénine, d'avoir violé les intérêts historiques de la

révolution mondiale, d'avoir brisé avec les traditions et les testaments d'Octobre, dans une préparation inconsciente, mais d'autant plus périlleuse, de Thermidor.

« Renoncer à l'activité politique, ce serait cesser de lutter contre l'aveuglement de la direction actuelle du Parti qui, sur les difficultés objectives de l'édification socialiste, entasse de plus en plus de difficultés politiques, venant de l'incapacité des opportunistes à mener une politique prolétarienne d'une grande amplitude historique; ce serait renoncer à la lutte contre le régime étouffant du Parti qui manifeste la pression croissante exercée par les classes hostiles sur l'avant-garde prolétarienne;

« Ce serait se résigner passivement à la politique économique de l'opportunisme, laquelle, sapant et ébranlant les bases de la dictature du prolétariat, gênant son développement matériel et culturel, porte en même temps des coups violents à l'union des ouvriers et des paysans laborieux, base du pouvoir soviétique...

« L'aile léniniste du Parti reçoit des coups depuis 1923, c'est-à-dire à peu près depuis l'écrasement sans exemple de la révolution allemande. La force croissante de ces coups se manifeste simultanément avec les défaites consécutives du prolétariat international et soviétique, en résultat d'une direction opportuniste.

« L'inguérissable faiblesse de la réaction de l'appareil, quelle que soit sa puissance apparente, est en ceci qu'elle ne sait pas ce qu'elle fait. Elle exécute les commandes qui lui viennent des classes hostiles. Il ne peut y avoir de malédiction historique plus grande pour une fraction qui est sortie de la révolution et qui la sape.

« La plus grande force historique de l'opposition, si apparente que soit sa faiblesse au moment présent, est en ceci qu'elle prend le pouls du processus historique mondial, qu'elle voit nettement la dynamique des forces de classes, qu'elle prévoit le lendemain et le prépare consciemment. Renoncer à l'ac-

tivité politique, ce serait renoncer à préparer le lendemain.

« On me menace de modifier les conditions de mon existence et de m'isoler de la vie politique, comme si je n'étais pas actuellement déporté à quatre mille kilomètres de Moscou, à deux cent cinquante kilomètres du chemin de fer et à peu près à la même distance des frontières des provinces désertiques de la Chine occidentale, dans une localité où la malaria sévit de la façon la plus violente en même temps que la lèpre et la peste. Comme si la fraction de Staline, dont l'organe immédiat est le Guépéou n'avait pas tout fait pour m'isoler non seulement de la vie politique, mais de toute autre vie. Les journaux de Moscou n'arrivent ici que dans un délai qui peut aller de dix jours à un mois et plus. Les lettres m'arrivent par de rares exceptions, après avoir séjourné un mois, ou deux, ou trois, dans les tiroirs du Guépéou et du secrétariat du Comité central... La situation est la même ou pire encore pour des milliers de bolchéviks-léninistes irréprochables dont les mérites devant la révolution d'Octobre et le prolétariat international sont infiniment supérieurs aux mérites de ceux qui les ont incarcérés ou déportés.

« Préparant des mesures de répression de plus en plus dures contre l'opposition, l'étroite fraction de Staline, que Lénine a appelé dans son *Testament* « brutal et déloyal », alors que ses défauts ne s'étaient pas encore manifestés en lui au centième, s'efforce constamment, par l'intermédiaire du Guépéou, de mettre artificiellement l'opposition dans une « liaison » quelconque avec les ennemis de la dictature prolétarienne. La violence, les sévices, les tortures physiques et morales sont appliqués aux meilleurs militants bolchéviks pour leur fidélité aux traditions d'Octobre. Telles sont les conditions générales qui, s'il faut en croire l'institution du Guépéou, « n'empêchent pas » actuellement l'activité politique de l'opposition, et la mienne en particulier.

« La misérable menace qui m'est faite de modi-

fler pour moi ces conditions dans le sens d'une isolation plus rigoureuse, n'indique rien d'autre que la décision prise par la fraction de Staline de remplacer la déportation par la prison. Cette décision, comme il a été dit plus haut, n'a rien de nouveau pour moi. Prise en perspective dès 1924, elle est appliquée graduellement, progressivement, afin d'habituer, sans en avoir l'air, le Parti, écrasé et trompé, aux méthodes de Staline, dans lesquelles une déloyauté grossière a mûri à présent, poussant jusqu'à l'ignominie bureaucratique la plus venimeuse.

« Dans la « Déclaration » que nous avons présentée au VI^e Congrès, nous écrivions littéralement, comme si nous avions prévu l'ultimatum qui m'est aujourd'hui adressé : « Exiger de révolutionnaires cette renonciation (renonciation à toute activité politique), cela ne pouvait venir que d'une bureaucratie définitivement dévoyée. De tels engagements ne pourraient être pris que par de misérables renégats. » Je ne puis rien changer à ce qui a été dit alors.

« A chacun sa destinée. Vous voulez continuer à mettre en œuvre ce qui vous est inspiré par les forces de classes hostiles au prolétariat. Nous connaissons notre devoir. Nous l'accomplirons jusqu'au bout. L. Trotsky, 16 décembre 1928, Alma-Ata. »

Après cette réplique, un mois s'écoula sans aucun engagement. L'émissaire du Guépéou de Moscou, Volynsky, était resté à Alma-Ata, attendant des instructions. Le 20 janvier, il se présenta chez moi, accompagné de nombreux agents armés du Guépéou qui occupèrent toutes les issues de la maison et il me remit l'extrait suivant d'un procès-verbal du Guépéou du 18 janvier 1929 :

« Après avoir entendu : la cause du citoyen Trotsky, Lev Davydovitch, conformément à l'article 58-10 du Code criminel, sur accusation d'activité contre-révolutionnaire, s'étant manifestée dans l'organisation d'un parti anti-soviétique illégal, dont l'activité en ces derniers temps vise à provoquer des

manifestations anti-soviétiques et à préparer une lutte armée contre le pouvoir soviétique :

« Il a été décidé : le citoyen Trotsky, Lev Davydovitch, sera expulsé des frontières de l'U.R.S.S. »

Quand, plus tard, on me demanda de signer un papier comme quoi j'avais eu connaissance de cette décision, j'écrivis ceci : « Criminelle pour le fond et illégale dans la forme, cette décision du Guépéou m'a été communiquée le 20 janvier 1929. Trotsky. »

Je disais de cette décision qu'elle était criminelle parce qu'elle prétendait d'une façon sciemment mensongère que je préparais une lutte armée contre le pouvoir soviétique. Nous partons intégralement de la conviction d'une profonde vitalité et élasticité du régime des Soviets. Notre voie est celle d'une réforme intérieure.

Le 22, à l'aube, nous prîmes place, ma femme, mon fils et moi, avec l'escorte, dans un autobus qui, sur une route de neige bien nivelée, nous conduisit jusqu'à l'autre versant des montagnes du Kourdaï. Au sommet des monts, la neige nouvelle s'accumulait, il y avait une forte tourmente. Le puissant tracteur qui devait nous prendre en remorque pour passer le Kourdaï, s'enlisa lui-même jusqu'à la gorge dans les amoncellements avec sept automobiles qu'il traînait. Pendant la période des avalanches de neige, il y eut, sur ce point du défilé, sept hommes gelés et un bon nombre de chevaux. Il fallut se transborder avec tous les bagages sur des traîneaux légers. Plus de sept heures furent nécessaires pour un trajet d'environ trente kilomètres. Le défilé dans la montagne étant dépassé, nous trouvâmes une automobile et, à Pichpek, un wagon de chemin de fer. Les journaux de Moscou qui arrivaient là à notre rencontre montraient que l'on préparait l'opinion publique à l'idée d'une expulsion à l'étranger des dirigeants de l'opposition. C'est dans la région d'Aktioubinsk que nous eûmes, par fil direct, l'annonce du lieu sur lequel on nous dirigeait : Constantinople.

Pour mon départ d'Odessa, on avait désigné le

vapeur *Kalinine*. Mais il était pris dans les glaces. Tous les efforts des brise-glaces furent vains. Moscou était attachée au fil télégraphique et demandait qu'on se hâtât. D'urgence, on mit sous pression un autre vapeur, l'*Iliitch*. Notre train arriva à Odessa le 10, dans la nuit. Je contemplais par la fenêtre ces lieux que je connaissais bien : j'avais passé dans cette ville sept années de ma vie d'écolier. Notre wagon fut attaché directement à la locomotive. Il gelait très fort. Bien que ce fût en pleine nuit, l'embarcadère était cerné par des agents et des troupes du Guépéou. Là, je devais faire mes adieux à mon fils cadet et à ma bru qui partageaient notre détention depuis quinze jours. Nous regardions par la fenêtre du wagon le bateau qui nous était destiné et nous nous souvenions d'un autre vapeur qui, lui aussi, nous avait emportés dans une autre direction que celle que nous voulions. C'était en mars 1917, près d'Halifax, lorsque des matelots de la marine de guerre britannique m'avaient enlevé de force du navire norvégien *Christianiafjord*. Notre réunion de famille était alors la même, mais nous étions plus jeunes de douze ans.

L'*Iliitch*, sans cargaison et sans autres passagers que nous, largua ses amarres vers une heure du matin. Sur un parcours d'une soixantaine de milles, la route nous fut ouverte par un brise-glace. La tempête qui sévissait ici ne nous atteignit que légèrement d'un dernier coup de son aile. Le 12 février, nous entrâmes dans le Bosphore. Un officier de la police turque monta à bord, à Büouk-Déré pour examiner les papiers des passagers; à l'exception de ma famille et des agents du Guépéou, il n'y avait pas un seul voyageur sur le bateau. Je remis à cet officier, aux fins de transmission au président de la République de Turquie, Kémal Pacha, la déclaration suivante :

« Monsieur, aux portes de Constantinople, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis arrivé à la frontière turque non par ma volonté et que je ne passe cette frontière que par un acte de violence

qui m'est faite. Veuillez, Monsieur le Président, agréer l'assurance de mes sentiments distingués.
L. Trotsky, 12 février 1929. »

Cette déclaration n'eut pas de suites. Le vapeur s'avança dans la rade. Après un voyage de vingt-deux jours, ayant couvert une distance de six mille kilomètres, nous nous trouvâmes à Constantinople.



J'entends venir une question : est-ce que la dictature révolutionnaire a donné les résultats qu'on attendait d'elle? On ne peut répondre à cela qu'en analysant l'expérience de la révolution d'Octobre et en essayant de marquer ses perspectives ultérieures. Ce travail n'est pas celui qui convient à des pages d'autobiographie. Mais je ne puis terminer ce récit de ma vie sans avoir dit, au moins en quelques dizaines de lignes, pourquoi je reste intégralement et totalement dans la voie où je m'étais engagé.

Ce qui s'est passé du vivant de ma génération, actuellement arrivée à la maturité ou s'approchant de la vieillesse, peut être schématiquement représenté ainsi : Pendant plusieurs dizaines d'années, — la fin du siècle précédent, le commencement de celui-ci, — la population européenne a été rudement disciplinée par l'industrie. Sous tous les rapports, l'éducation sociale a été subordonnée au principe de la productivité du travail. Cela a donné les plus grands résultats et cela a ouvert, semblerait-il, de nouvelles possibilités. Mais en réalité, cela ne pouvait amener que la guerre. Il est vrai que, par la guerre, l'humanité s'est convaincue de n'être pas tout à fait en dégénérescence, en dépit des croisements d'une philosophie anémique; elle a su qu'au contraire elle était pleine de vie, de forces, de courage et d'esprit d'entreprise. Par cette même guerre, l'humanité s'est persuadée, avec une intensité inouïe, de sa puissance technique. Tout s'est passé comme si l'homme, pour s'assurer du bon état de

son système respiratoire et digestif, se mettait, devant une glace, à se couper la gorge avec un rasoir.

Lorsque les opérations de 1914-1918 furent terminées, il fut déclaré que, désormais, le plus grand devoir moral était de panser les plaies qu'il avait été du plus haut devoir moral d'ouvrir dans les quatre années précédentes. Non seulement l'amour du travail et de l'esprit d'économie reprirent leurs droits, mais ils furent insérés dans les principes rigides de la rationalisation. Ce que l'on appelle « le redressement » est dirigé par les classes, les partis et même les personnes qui ont dirigé la destruction. Là où il y a eu changement de régime politique, comme en Allemagne, le redressement a pour premiers directeurs ceux qui ont conduit à la destruction dans des rôles de deuxième et de troisième ordre. C'est en cela, à proprement parler, que consiste tout le changement.

La guerre a emporté toute une génération, comme pour jeter une lacune dans la mémoire des peuples et pour empêcher la nouvelle génération de remarquer trop directement qu'au fond elle s'occupe de répéter ce qui a déjà été fait, mais à un degré historique plus élevé et, par suite, avec des conséquences encore plus menaçantes.

La classe ouvrière de Russie, sous la direction des bolchéviks, a tenté de reconstruire la vie de manière à exclure la possibilité des crises périodiques de folie violente de l'humanité et de façon à jeter les bases d'une culture plus élevée. En cela est le sens de la révolution d'Octobre. Bien entendu, le problème posé par elle n'est pas résolu; mais ce problème, dans le fond, est calculé pour plusieurs dizaines d'années. Bien plus : il faut considérer la révolution d'Octobre comme le point de départ d'une nouvelle histoire de l'humanité dans son ensemble.

A l'issue de la guerre de Trente ans, la Réforme en Allemagne devait sembler la cause d'hommes qui venaient de s'échapper de maisons de fous. Il en fut ainsi dans une certaine mesure : la popula-

tion de l'Europe s'ensauva du couvent du Moyen-Age. Cependant, l'Allemagne moderne, l'Angleterre, les Etats-Unis, et en général toute l'humanité actuelle n'auraient pas été possibles sans une Réforme avec les innombrables victimes qu'elle comportait. S'il est admissible qu'il y ait des victimes, — mais à qui en demander l'autorisation? — il faut que ce soit celles qui font avancer l'humanité.

On peut en dire autant de la Révolution française. Un étroit et pédant réactionnaire, Taine, s'imaginait faire dieu sait quelle profonde découverte en établissant que, quelques années après la décapitation de Louis XVI, le peuple français était plus pauvre et plus malheureux que sous l'ancien régime. Mais l'affaire réside en ceci que des événements tels que la grande Révolution française ne peuvent être pris à la mesure de « quelques années ». Sans la grande Révolution, toute la nouvelle France n'aurait pu se former et Taine lui-même serait resté un clerc chez un des accapareurs de l'ancien régime, au lieu de salir la révolution qui lui avait ouvert une nouvelle carrière.

La révolution d'Octobre exige que l'on prenne de plus grandes distances historiques. Ce ne sont que des niais incorrigibles qui puissent lui reprocher de n'avoir pas donné en douze ans l'apaisement et la prospérité universels. Si l'on prend les mesures de la Réforme allemande et de la Révolution française qui ont été deux étapes dans le développement de la société bourgeoise, à une distance de presque trois siècles l'une de l'autre, il faut s'étonner seulement de constater que la Russie, arriérée et isolée, douze ans après l'insurrection, a assuré aux masses populaires un niveau de vie qui n'est pas plus bas que ce qu'il était à la veille de la guerre. Cela déjà est, en son genre, un miracle. Mais, bien entendu, la signification de la révolution d'Octobre n'est pas en cela. Elle est une expérience pour parvenir à un nouveau régime social. Ce régime sera modifié, refait, peut-être, depuis la base même. Il prendra

un tout autre caractère, se fondant sur une toute nouvelle technique. Mais, après plusieurs dizaines d'années, et, après plusieurs siècles, le nouveau régime social se retournera vers la révolution d'Octobre, de même que le régime bourgeois se retourne vers la Réforme allemande ou la Révolution française. C'est tellement clair, si indiscutable, si inébranlable, que même les professeurs d'histoire le comprendront, dans un bon nombre d'années il est vrai.

Eh bien, et que dites-vous de votre sort personnel? J'entends cette question dans laquelle la curiosité n'est pas exempte d'ironie. Ici, je ne puis ajouter que peu de chose à ce qui est déjà dit dans ce livre. Je ne mesure pas le processus historique avec le mètre de mon sort personnel. Au contraire, j'apprécie mon sort personnel, non seulement objectivement, mais subjectivement, en liaison indissoluble avec la marche de l'évolution sociale.

Depuis que j'ai été expulsé, j'ai lu plus d'une fois dans les journaux des considérations sur la « tragédie » qui m'a frappé. Je ne connais pas de tragédie *personnelle*. Je ne connais que la substitution d'un chapitre de la révolution à un autre. En prison, ayant un livre ou une plume à la main, je vécus des heures de satisfaction aussi complète que dans les réunions de masses de la Révolution. Le mécanisme du pouvoir a été ressenti par moi plutôt comme une charge inévitable que comme une satisfaction spirituelle. Mais, de tout cela, peut-être, on peut parler plutôt en citant de bonnes paroles venues d'ailleurs.

Le 26 janvier 1917, Rosa Luxembourg écrivait, de prison, à une amie : « Cette complète dissolution dans la vulgarité est pour moi tout à fait incompréhensible et intolérable. Vois, par exemple, comment Goethe s'élevait avec une supériorité sereine au-dessus des choses. Pense seulement à ce qu'il a dû vivre : la grande Révolution française, qui, à courte distance, devait lui sembler une force sanglante et sans aucun but, et ensuite, de 1793 à 1815,

la série ininterrompue des guerres. Je ne te demande pas d'écrire des vers comme Goethe, mais son regard sur la vie, — l'universalisme des intérêts, l'harmonie intérieure, — cela peut être assimilé par quiconque, ou du moins, on peut s'efforcer d'y arriver. Et si tu me disais : Goethe n'est pas un militant politique, je pense que je te répondrais ceci : un militant doit justement s'efforcer de se mettre au-dessus des choses; autrement, il restera le nez plongé dans toutes sortes de saletés, — bien entendu, je n'ai en vue ici qu'un militant de grand style... » Belles paroles! Je les ai lues pour la première fois ces jours-ci et elles m'ont rendu la figure de Rosa Luxembourg plus proche et plus chère qu'auparavant.

Par ses idées, par son caractère, par toute sa manière de sentir le monde, Proudhon, ce Robinson Crusôé du socialisme, m'est étranger. Mais Proudhon avait la nature d'un combattant, il avait le désintéressement moral, la faculté de mépriser l'opinion publique officielle et, enfin, le feu d'une curiosité portée sur divers côtés ne s'éteignait pas en lui. Cela lui donnait la possibilité d'être toujours au-dessus de sa propre vie, dans les hauts et les bas, comme également au-dessus des réalités de son temps.

Le 26 avril 1852, Proudhon écrivait d'une prison à un de ses amis : « Le mouvement ne se montre pas sans aucun doute juste ni direct, mais c'est une tendance constante. Ce qui est fait, à tour de rôle, par chaque gouvernement, au profit de la révolution, ne peut être élagué; ce que l'on essaie de faire contre la révolution passe comme un nuage; je me délecte à ce spectacle dans lequel je comprends chaque tableau; j'assiste à ces transformations de la vie du monde comme si j'en recevais d'en haut l'explication. Ce qui écrase les autres m'élève de plus en plus, m'inspire et me fortifie : comment voulez-vous donc que j'accuse le sort, que je pleure sur les gens et que je les maudisse? Le sort, je m'en moque; quant à ce qui concerne les gens, ils sont

trop peu instruits, trop asservis pour que je puisse me sentir offensé à leur égard. »

Bien que tout cela ait un certain goût de pathétique ecclésiastique, ce sont de belles paroles. Je les signe.

POSTFACE

CE livre a été écrit voici environ quatre ans. Depuis, il a passé beaucoup d'eau sous le pont. Il est indispensable de consacrer au moins quelques lignes à la dernière période de cette vie. Quatre ans et demi de ma troisième émigration, jusqu'à ma toute récente installation en France, se sont écoulés en Turquie, dans l'île Prinkipo. Ce furent des années de travail théorique et littéraire, principalement sur l'histoire de la révolution russe. La liaison avec les amis au pays natal se trouva, bien entendu, brisée, non point tout de même au degré que voulaient et espéraient les leaders de la fraction dirigeante. Pour parvenir à m'isoler complètement en Turquie, ils ne s'arrêtèrent devant aucun moyen. Blumkine, qui, en 1918, avait tué Mirbach, ambassadeur d'Allemagne et qui était devenu ensuite un des militants de mon secrétariat militaire, me visita clandestinement à Constantinople, dans le but d'organiser la transmission régulière en U.R.S.S. du Bulletin de l'Opposition russe que j'étais. A son retour à Moscou, il eut l'imprudence ou le malheur de se confier à un personnage qui le trahit. Blumkine fut exécuté. Ce ne fut pas la seule victime.

Le 11 janvier 1933, j'expédiai de Turquie au Comité central du Parti une lettre d'où je reprends ici quelques lignes :

« J'estime indispensable de vous faire savoir comment et pourquoi ma fille s'est suicidée. A la fin

de 1930, vous avez permis, sur ma demande, à ma fille tuberculeuse, Zinaïda Volkova, de se rendre pour un temps en Turquie pour se soigner. Je ne soupçonnais pas alors que ce libéralisme pût cacher une arrière-pensée. En janvier 1931, ma fille arriva ici avec des lésions pulmonaires aux deux poumons. Après qu'elle eut séjourné dix mois en Turquie, nous réussîmes, — malgré la constante opposition des représentants des Soviets à l'étranger, — à obtenir pour elle l'autorisation d'aller se faire soigner en Allemagne. La malade rétablit sa santé et rêvait de rentrer, avec son petit garçon, en U.R.S.S., où étaient restés sa fillette et son mari, ce dernier étant retenu en déportation par Staline comme bolchévik-léniniste.

« Le 20 février 1932, vous avez promulgué un décret d'après lequel non seulement moi, ma femme et notre fils, mais aussi ma fille, Zinaïda Volkova, ont perdu leurs droits de citoyens de l'U.R.S.S. A l'étranger, où vous aviez laissé partir ma fille avec un passeport soviétique, elle faisait seulement une cure. Elle ne prenait et, pour des raisons de santé, ne pouvait prendre aucune part à la lutte politique. La priver de ses droits de citoyenne, c'était un acte vain et absurde de vengeance à mon égard. Mais, pour elle, cet acte signifiait une rupture avec sa fillette, son mari, tous les amis, toute la vie habituelle. Son état psychique, déjà ébranlé, — d'abord par la mort de sa sœur cadette, ensuite par sa propre maladie, — fut sujet à un nouveau coup, d'autant plus pénible qu'il était absolument inattendu et n'avait été provoqué par elle aucunement. Les médecins psychiatres déclarèrent unanimement que c'était seulement un retour urgent aux conditions ordinaires, à la famille, au travail, qui pouvait la sauver. Mais c'est précisément cette chance de salut que lui a enlevée votre décret de février 1932. Le coup fut trop fort pour la malade. Le 5 janvier 1933 elle s'asphyxia par le gaz. Elle avait trente-deux ans.

« En 1928, ma fille cadette, Nina, dont le mari

avait été incarcéré dans « un isolateur » par Staline et qui s'y trouve depuis cinq ans, s'alita, bientôt après sa déportation à Alma-Ata, dans un hôpital. On diagnostiqua en elle la phtisie galopante. Une lettre toute personnelle d'elle à moi, sans aucun rapport avec la politique, vous l'avez retenue soixante-trois jours, de sorte que ma réponse ne lui est pas arrivée de son vivant. Elle mourut à vingt-six ans... Je me borne à ce communiqué, sans en tirer d'autres déductions. Pour les déductions, le temps viendra. »

Malgré tous les avantages de la Turquie comme lieu de déportation, l'isolation, dans un sens plus large, ne réussit tout de même pas. Les Russes amis, déportés et emprisonnés, furent remplacés par des amis étrangers, non moins fidèles. De différents pays arrivèrent à Prinkipo de jeunes camarades disposés à passer dans notre famille plusieurs mois, parfois une année et plus. Il y eut parmi eux des Français, des Allemands, des Tchécoslovaques, des Anglais, des Américains, des Chinois, des Hindous. Les nouvelles liaisons et amitiés personnelles qui allégèrent notre existence dans la petite île furent l'expression particulière d'un nouveau groupement politique dans le mouvement ouvrier. L'opposition russe de gauche prit graduellement un caractère international. Surgirent alors des dizaines de sections nationales et de publications. Une vaste littérature se créa dans toutes les langues de l'humanité civilisée. Au moment où ces lignes sont écrites, le mouvement de l'opposition de gauche a définitivement rompu avec l'Internationale communiste et a mis en avant la tâche de préparer une nouvelle Internationale, la IV^e...

Ici, un sceptique m'interrompra inévitablement :

— Combien d'années avez-vous appartenu à la II^e Internationale?

— De 1897 à 1914, par conséquent plus de dix-sept ans.

— Et ensuite?

— Ensuite, — rupture avec la II^e Internationale

au début même de la guerre, et environ cinq années de lutte pour la nouvelle Internationale qui fut fondée en 1919.

— Par conséquent, vous avez appartenu à la III^e Internationale pendant quatorze ans?

— A peu près.

— Et maintenant, vous vous disposez à en bâtir une IV ? Cela ne ressemble-t-il pas au mouvement giratoire d'un écureuil dans sa cage?

— Non, ce n'est pas pareil. Tout le développement de l'humanité se déroule d'après une ligne non directe, mais complexe, car la voie est indiquée non point au compas et avec la règle, mais par la lutte de forces vives qui tirent de différents côtés. L'orbite historique de la classe ouvrière ne fait pas exception. Pour chaque grand succès, le prolétariat, la seule classe progressiste de l'humanité contemporaine, paie, au prix de nouvelles défaites, déceptions et retraits. La II^e Internationale a rempli, en son temps, une grande tâche éducatrice. Mais elle s'est perdue par un esprit borné de nationalisme et de réformisme. Lorsque le capitalisme passa de l'époque de sa montée à celle de la stagnation, le terrain vint à manquer sous la politique des réformes. D'autre part, les frontières nationales devinrent étroites pour l'évolution économique : le social-patriotisme prit un caractère profondément réactionnaire. La II^e Internationale fut remplacée par la III^e. La révolution d'Octobre fut son baptême historique. Mais la révolution aussi est un processus profondément contradictoire, dont les étapes sont conditionnées par des circonstances de temps et de lieu. De la révolution sortit une nouvelle couche dirigeante qui défend et, en même temps, dénature le système social créé par la révolution, en prenant les mesures du bureaucratisme le plus myope, le plus borné et le plus conservateur. De par l'autorité de la révolution d'Octobre, la bureaucratie soviétique s'est subordonnée l'Internationale Communiste, l'a dépersonnalisée et rendue impuissante. Dans ces dernières années, elle n'a apporté au pro-

létariat rien d'autre qu'un étouffant régime policier, de mortelles erreurs et de lourdes défaites. En résultat, quoi qu'elle en voulût, elle a contribué à une renaissance temporaire des partis social-démocrates condamnés par l'histoire. Luttant furieusement contre eux en paroles et leur cédant le terrain en fait, elle a ouvert les portes à une réaction inouïe dans l'histoire. La victoire du fascisme allemand est conditionnée par les capitulations combinées des II^e et III^e Internationales.

De tels crimes ne peuvent être pardonnés. Les partis qui sont coupables de la plus grande catastrophe politique sont condamnés à être mis au rancart. De la terrible réaction actuelle, le prolétariat, tôt ou tard, rentrera de nouveau dans la voie révolutionnaire. Mais il rassemblera ses phalanges sous un nouveau drapeau. Là est le sens historique de la préparation d'une IV^e Internationale. Que messieurs les sceptiques ricanent et insultent ! L'histoire n'est pas faite par les sceptiques. En tout cas, ce n'est pas pour les sceptiques que ce livre est écrit.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	9
IANOVKA	13
L'ÉCOLE	15
LA CAMPAGNE ET LA VILLE	20
MA PREMIÈRE ÉTAPE RÉVOLUTIONNAIRE.....	26
DÉPORTATION ET ÉVASION.....	31
PREMIÈRE ÉMIGRATION	36
LE CONGRÈS DU PARTI ET LA SCISSION	41
RETOUR EN RUSSIE	47
1905	51
JUGEMENT, DÉPORTATION, ÉVASION	58
DEUXIÈME ÉMIGRATION. LE SOCIALISME ALLE- MAND	67
PRÉPARATION DE LA NOUVELLE RÉVOLUTION...	75
LE COMMENCEMENT DE LA GUERRE	79
PARIS ET ZIMMERWALD	83
EXPULSÉ DE FRANCE EN ESPAGNE	87
DE NEW-YORK A UN CAMP DE CONCENTRATION ..	90
A PÉTROGRAD	96
DE JUILLET A OCTOBRE	104
LA NUIT QUI DÉCIDE	109
AU POUVOIR	115

A MOSCOU	124
LES POURPARLERS DE BREST	132
LA PAIX	135
UN MOIS A SVIIAJSKI	141
LE TRAIN	154
LA DÉFENSE DE PÉTROGRAD	165
LE PASSAGE A LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONO- MIQUE ET MES RAPPORTS AVEC LÉNINE.....	177
LA MALADIE DE LÉNINE	182
LE COMLOT DES ÉPIGONES	193
LA MORT DE LÉNINE ET LE DÉPLACEMENT DU POU- VOIR	203
LA DERNIÈRE PÉRIODE DE LA LUTTE A L'INTÉ- RIEUR DU PARTI	214
DÉPORTATION	229
L'EXIL.	238
POSTFACE	250

LES ÉDITIONS RIEDER
7, place Saint-Sulpice PARIS (6^e)

LÉON TROTSKY

Histoire de la Révolution Russe :

La Révolution de Février , 2 volumes, chaque	20 »
La Révolution d'Octobre , 2 volumes, chaque	25 »
Ma vie , essai autobiographique, 3 volumes, chaque	16 50
La Révolution défigurée	15 »
L'Internationale communiste après Lénine	20 »
La Révolution permanente	20 »
Et maintenant ? La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne	7 50
Ma Vie , édition en un volume	5 »

MICHAEL-FARBMAN : Piatiletka, Le Plan Russe	15 »
BORIS PILNIAK : La Septième République, Le Tadjikistan	16 50
MICHEL BAKOUNINE : Confession (1857)	16 50
A. TOLSTOI : Le Chemin des Tourments , 2 vol.	36 »
A. REMIZOV : Sœurs en Croix	18 »
SERGUEEV-TSENSKY : Transfiguration	18 »
I. BABEL : Cavalerie Rouge	15 »
F. DOSTOÏEWSKI : La Logeuse	12 »
L. LÉONOV : Les Blaireaux , un fort volume	30 »
VICTOR-SERGE : Ville Conquise	15 »
M. GORKI : Klim l'enfant	15 »
G. SIMON : Les Juifs règnent en Russie	15 »
IRÈNE KACHOWSKAJA : Souvenirs d'une Révolutionnaire , traduit du russe par Marcel Livane et J. Newman	12 »
MAURICE-PARIJANINE : Un drame polaire : Le Krassine au secours de l'Italia	15 »
R. MARCHAND et P. WINSTEIN : Le Cinéma dans la Russie nouvelle	20 »
G. K. LOUKOMSKI : Les Russes	20 »
A. SCHAEFFNER : Strawinsky	20 »
O. KAUSS : Dostoïewski et son Destin	15 »